104e ANNÉE
VOL. 104

N° 24
4824

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 17 juin 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

Québec, Saturday, June 17, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
REÇU LE
28 JUIN 1972
DU QUÉBEC

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

Letters Patent

Ameublements & service A.C.R. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Saul Handelman, 5532, Rosedale, Côte-Saint-Luc, Lilian Reinblatt, épouse de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, et Arnold Ilovitch, 390, côte Vertu, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des meubles et nouveautés d'ameublement de toute description, en faire le commerce, sous le nom de « Ameublements & service A.C.R. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721263

Aquapak ltée — Aquapak Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: Richard Riverin, chimiste, Lise Brunelle, infirmière, épouse dudit Richard Riverin, tous deux de 4422, Notre-Dame, Laval, et Michel Riverin, ingénieur-électricien, rue Elizabeth, La Tuque, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits utilitaires, articles de sports, jouets, moteurs fonctionnant par toutes formes d'énergie et véhicules motorisés de toutes sortes, sous le nom de « Aquapak ltée — Aquapak Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4422, Notre-Dame, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721573

Arcadian Paper Converters Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de « Arcadian Paper Converters Inc. », constituée par lettres patentes en date du 3 octobre 1962, « The Canadian Paper & Twine Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 7 mars 1942, « Machinerie Ferclaud inc.— Ferclaud Machinery Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25 juin 1963, et « Cutting Room Supplies Inc. », constituée

Ameublements & service A.C.R. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Saul Handelman, 5532 Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Reinblatt, wife of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, and Arnold Ilovitch, 390 Côte Vertu, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Ameublements & service A.C.R. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721263

Aquapak ltée — Aquapak Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Riverin, chemist, Lise Brunelle, nurse, wife of the said Richard Riverin, both of 4422 Notre-Dame, Laval, and Michel Riverin, electrical engineer, Elizabeth Street, La Tuque, for the following purposes:

To manufacture and deal in utilitarian products, sports equipment, toys, motors powered by all kinds of energy and motorized vehicles of all kinds, under the name of "Aquapak ltée — Aquapak Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 4422 Notre-Dame, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721573

Arcadian Paper Converters Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Arcadian Paper Converters Inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of October, 1962, "The Canadian Paper & Twine Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 7th day of March, 1942, "Machinerie Ferclaud inc.— Ferclaud Machinery Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of June, 1963, and "Cutting Room Supplies

par lettres patentes en date du 9 septembre 1960, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits de papier, produits plastiques et autres articles semblables, en faire le commerce, sous le nom de « Arcadian Paper Converters Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au 12020, boulevard Albert-Hudon, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 717328

Arcotec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, autorisant la fusion de « Quincaillerie Artec inc. », constituée par lettres patentes en date du 24 janvier 1967, « Valquin inc. », constituée par lettres patentes en date du 6 novembre 1968, et « Quincaillerie Arcon inc. », constituée par lettres patentes en date du 16 avril 1968, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire le commerce de quincaillerie architecturale dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Arcotec inc. », avec un capital total de $300,000 divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 270,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721243

Associated Packers Limited
Les emballeurs associés limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Clifford S. Postelnik, 5716, Melling, Côte-Saint-Luc, Gerald W. Postelnik, 7355, Ostell Crescent, Montréal, et Walter R. M. Wekarchuk, 1703, Albert-Duquesne, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Réunir, recueillir, recevoir, décharger, charger, emmagasiner, expédier, distribuer, transporter et livrer des articles, effets marchandises, colis, paquets, bagages, du fret, de l'argent, des valeurs, des billets, des lingots et autres biens personnels de toute description, sous le nom de « Associated Packers Limited — Les emballeurs associés limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of September, 1960, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of paper products, plastics products and similar articles, under the name of "Arcadian Paper Converters Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 40,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the new company is at 12020 Albert Hudon Boulevard, Montreal North, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 717328

Arcotec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Quincaillerie Artec inc.", incorporated by letters patent dated January 24, 1967, "Valquin inc.", incorporated by letters patent dated November 6, 1968, and "Quincaillerie Arcon inc.", incorporated by letters patent dated April 16, 1968, all the aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To deal in architectural hardware in all its specialties, under the name of "Arcotec inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 270,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721243

Associated Packers Limited
Les emballeurs associés limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clifford S. Postelnik, 5716 Melling, Côte Saint-Luc, Gerald W. Postelnik, 7355 Ostell Crescent, Montreal, and Walter R. M. Wekarchuk, 1703 Albert Duquesne, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To assemble, collect, receive, unload, load, store, consign, distribute, transfer forward and deliver goods, wares, merchandise, parcels, packages, baggage, freight, money, bills, notes, bullion and other personal property of every description, under the name of "Associated Packers Limited — Les emballeurs associés limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est au 715, Lajoie, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 716930

Association de l'enseignement commercial (AEC) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Roy, 81, Beau-Lieu est, Val-Morin, Denis Brassard, 9250, de Ségur, Saint-Léonard, tous deux avocats, et Claudette Locas, secrétaire, fille majeure, 3994, Ste-Rose, Laval, pour les objets suivants:

Promouvoir l'enseignement socio-économique en provoquant les contacts entre les écoles commerciales, les professeurs, les étudiants, spécialistes, le monde du travail, et les centres de main-d'oeuvre, sous le nom de « Association de l'enseignement commercial (AEC) inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721041

L'Association des marchands de la Plaza d'Alma ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Antonio Girard, 169, Collard, Yvon Mimeault, 85, Notre-Dame, Philippe-Auguste Bouchard, 360, St-Joseph, tous trois commerçants, Jean-Marie Gagnon, photographe, 161, Collard, et Marcel Simard, avocat, 345, Bourassa, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Grouper les propriétaires, locataires et employés des magasins, boutiques ou autre entreprise d'une nature commerciale situés dans les limites de la cité d'Alma, sous le nom de « L'Association des marchands de la Plaza d'Alma ltée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721181

The head office of the company is at 715 Lajoie, Dorval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 716930

Association de l'enseignement commercial (AEC) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,to incorporate a corporation without share capital: Bernard Roy, 81 Beau-Lieu East, Val Morin, Denis Brassard, 9250 de Ségur, St. Léonard, both lawyers, and Claudette Locas, secretary, spinster, 3994 Ste. Rose, Laval, for the following purposes:

To promote socio-economic education by bringing about contacts among commercial schools, teachers, students, specialists, the world of labour and manpower centers, under the name of "Association de l'enseignement commercial (AEC) inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $10,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721041

L'Association des marchands de la Plaza d'Alma ltée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Antonio Girard, 169 Collard, Yvon Mimeault, 85 Notre-Dame, Philippe-Auguste Bouchard, 360 St. Joseph, all three merchants, Jean-Marie Gagnon, photographer, 161 Collard, and Marcel Simard, lawyer, 345 Bourassa, all of Alma, for the following purposes:

To group together owners, tenants and employees of stores, shops or other business of a commercial nature located within the City of Alma, under the name of "L'Association des marchands de la Plaza d'Alma ltée".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $30,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721181

Association des pêcheurs et chasseurs de Loretteville

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: André Bouchard, commis-épicier, 66, St-Antoine, Jean-Guy Boissinot, voyageur de commerce, 5, Parc René Goupil, et Marcel Martineau, courtier en assurance, 191, boulevard des Étudiants, tous trois de Loretteville, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et la culture physique et en particulier les sports de la chasse, de la pêche et du tir, sous le nom de « Association des pêcheurs et chasseurs de Loretteville ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721341

B.K.S. Properties Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Danièle Blanchard, épouse d'André Petit, 3833, boulevard Henri-Dunant, Laval, F. Susan Fisher, 4560, avenue Mayfair, Montréal, et Lise Racicot, 95, Monette, Lasalle, ces deux dernières filles majeures, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, de portefeuille, de gestion et de placements, sous le nom de « B.K.S. Properties Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 555 ouest, boulevard Dorchester, suite 1416, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720811

B & R Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Ronald Bibace, Morris Robinson, tous deux travailleurs, du 11970, Grenet, et Steven Korda, avocat, 1455 ouest, Sherbrooke, app. 601, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeuble, de construction et de placements, sous le nom de « B & R Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en

Association des pêcheurs et chasseurs de Loretteville

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Bouchard, grocery clerk, 66 St. Antoine, Jean-Guy Boissinot, travelling salesman, 5 Parc René Goupil, and Marcel Martineau, insurance broker, 191 Des Étudiants Boulevard, all three of Loretteville, for the following purposes:

To promote sports and physical training particularly hunting, fishing and shooting, under the name of "Association des pêcheurs et chasseurs de Loretteville".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Loretteville, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721341

B.K.S. Properties Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Danièle Blanchard, wife of André Petit, 3833 Henri-Dunant Boulevard, Laval, F. Susan Fisher, 4560 Mayfair Avenue, Montreal, and Lise Racicot, 95 Monette, Lasalle, the latter two spinsters, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a construction, holding, management and investment company, under the name of "B.K.S. Properties Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a par value of $1 each and 39,000 class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 555 Dorchester Boulevard West, Suite 1416, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720811

B & R Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Bibace, Morris Robinson, both workers, of 11970 Grenet, and Steven Korda, advocate, 1455 Sherbrooke West, Apt. 601, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "B & R Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into

20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 11970, rue Grenet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721174

Barbe Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 467, Radisson, Mont-Saint-Hilaire, et Michel Gilbert, 200, Elgar, app. 204, Île-aux-Soeurs, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Barbe Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721349

Bayne Pastry Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies de coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: William Main, pâtissier, Catherine Main, sténographe, épouse dudit William Main, tous deux du 1527, de Biencourt, Montréal, et Joan Timmons, secrétaire, fille majeure, 8620, rue Jean Brillon, Lasalle, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de petits fours, pains, biscuits et confiseries, en faire le commerce, sous le nom de « Bayne Pastry Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1527, de Biencourt, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720813

La Boîte à Chandails de Montréal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Solange Gabbay, ménagère, épouse de Yaer Oliel, 4906, Queen Mary, Allen Feldman, 6405, Lennox, et Harvey Frunkin, 5618, Randall, ces deux derniers avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 11970 Grenet Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721174

Barbe Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 467 Radisson, Mont St. Hilaire, and Michel Gilbert, 200 Elgar, Apt. 204, Île-aux-Soeurs, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Barbe Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 35,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721349

Bayne Pastry Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Main, pastryman, Catherine Main, stenographer, wife of the said William Main, both of 1527 de Biencourt, Montreal, and Joan Timmons, secretary, spinster, 8620 Jean Brillon Street, Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of biscuits, breads, cookies and confectionery, under the name of "Bayne Pastry Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1527 de Biencourt, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720813

La Boîte à Chandails de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Solange Gabbay, housewife, wife of Yaer Oliel, 4906 Queen Mary, Allen Feldman, 6405 Lennox, and Harvey Frunkin, 5618 Randall, the latter two advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de tous genres et de toutes sortes d'articles vestimentaires pour hommes et dames, sous le nom de « La Boîte à Chandails de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721313

Boutique du maître tailleur de Montréal ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Arthur Radiocini, tailleur, Denise Lefebvre, ménagère, épouse dudit Arthur Radiocini, tous deux de 3895, Beaubien, et Jean Houle, comptable, 5939, 26e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Boutique du maître tailleur de Montréal ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720806

Boutique Passy ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Armand Dahan, administrateur, 4752, Carlton, Solomon G. Dahan, 2055 Saint-Mathieu, app. 604, et Levy Ohnona, 3842, Kent, ces deux derniers marchands, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Boutique Passy ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1027, ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720585

Boutique Unisson inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Paul B. Huylebroeck, cultivateur, Ayer's Cliff, Bela K. Szigetvari, banquier, et Alice

To deal in men's and ladies' wearing apparel of every nature and description, under the name of "La Boîte à Chandails de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721313

Boutique du maître tailleur de Montréal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Radiocini, tailor, Denise Lefebvre, housewife, wife of the said Arthur Radiocini, both of 3895 Beaubien, and Jean Houle, accountant, 5939 – 26th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Boutique du maître tailleur de Montréal ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720806

Boutique Passy ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Dahan, executive, 4752 Carlton, Solomon G. Dahan, 2055 St. Matthew, Apt. 604, and Levy Ohnona, 3842 Kent, the latter two merchants, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Boutique Passy ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2:000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1027 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720585

Boutique Unisson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul B. Huylebroeck, farmer, Ayer's Cliff, Bela K. Szigetvari, banker, and Alice Pezzulich,

Pezzulich, dessinatrice de mode, fille majeure, ces deux derniers du 276, Principale ouest, Magog, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de vêtements, articles vestimentaires et accessoires, en faire le commerce, sous le nom de « Boutique Unisson ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720921

Les Breuvages du Nord-Ouest inc.
North-West Beverages Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de « Les Breuvages de l'Abitibi inc. — Abitibi Beverages Inc. », constituée par lettres patentes en date du 8 septembre 1971, « Les Breuvages de Noranda inc. — Noranda Beverages Inc. », constituée par lettres patentes en date du 8 septembre 1971, et « Les Breuvages de Val d'Or inc. — Val d'Or Beverages Inc. », constituée par lettres patentes en date du 8 septembre 1971, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toute liqueur ou eau gazeuse ou breuvage de toutes sortes, sous le nom de « Les Breuvages du Nord-Ouest inc. — North-West Beverages Inc. », avec un capital total de $850,000 divisé en 16,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 7,700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 717072

C.B.B. Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Brind'Amour, 153, Desjardins, Sainte-Adèle, Stephen Beck, 3140, boulevard Édouard-Montpetit, tous deux administrateurs, et Laszlo Szemenyei, avocat, 4440, Hingston, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « C.B.B. Corporation », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 19,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 200, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720779

fashion designer, spinster, the latter two of 276 Main West, Magog, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing, wearing apparel and accessories, under the name of "Boutique Unisson inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of Saint-François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720921

Les Breuvages du Nord-Ouest inc.
North-West Beverages Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Les Breuvages de l'Abitibi inc. — Abitibi Beverages Inc.", incorporated by letters patent dated September 8, 1971, "Les Breuvages de Noranda inc. — Noranda Beverages Inc.", incorporated by letters patent dated September 8, 1971, and "Les Breuvages de Val d'Or inc. — Val d'Or Beverages Inc.", incorporated by letters patent dated September 8, 1971, all the aforesaid letters patent having been issued under Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of soft drinks, sparkling water or beverages, under the name of "Les Breuvages du Nord-Ouest inc. — North-West Beverages Inc.", with a total capital stock of $850,000, divided into 16,000 common shares of $5 each and 7,700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 717072

C.B.B. Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Brind'Amour, 153 Desjardins, Sainte-Adèle, Stephen Beck, 3140 Édouard Montpetit Boulevard, both executives, and Laszlo Szemenyei, advocate, 4440 Hingston, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "C.B.B. Corporation", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 19,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 200 St. James Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720779

C.B.S. Computer Business Systems Ltd.
Systèmes d'informatique commerciale C.B.S. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: John Albert Kivenko, 1000, Marlboro, app. 307, Isadore Marvin Fine, 6432, avenue McLynn, tous deux de Montréal, et Steven Nador, 6126, avenue Macdonald, Hampstead, tous trois ingénieurs, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de services de traitement des données commerciales et techniques, de services de perforatrices, agir à titre de conseillers en programmation et de conseillers en traitement des données commerciales et techniques, sous le nom de « C.B.S. Computer Business Systems Ltd. — Systèmes d'informatique commerciale C.B.S. ltée », avec un capital total de $300,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 550 ouest, rue Sherbrooke, pièce 305, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721023

Carignan Structures Ltd.
Structures Carignan ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Robert Ouellet, vendeur, Brenda Cecilia Ouellet, ménagère, épouse dudit Robert Ouellet, tous deux de 4675, Île Sainte-Marie, Carignan, Florian Arsenault, administrateur, et Yvonne Charest, ménagère, épouse dudit Florian Arsenault, ces deux derniers de 1074, Bellevue, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Manufacturer des plastiques et marchandises en plastique, du bois, des marchandises et des fournitures en bois, métaux, des produits chimiques, des minéraux, du caoutchouc et des produits du caoutchouc, des peintures, du verre, des matériaux et fournitures de construction, en faire le commerce, sous le nom de « Carignan Structures Ltd. — Structures Carignan ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est chemin Grande Ligne, Carignan, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720996

Le Castel François inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, consti-

C.B.S. Computer Business Systems Ltd.
Systèmes d'informatique commerciale C.B.S. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Albert Kivenko, 1000 Marlboro, Apt. 307, Isadore Marvin Fine, 6432 McLynn Avenue, both of Montreal, and Steven Nador, 6126 Macdonald Avenue, Hampstead, all three engineers, for the following purposes:

To carry on a business of commercial and technical data processing services, programming consultants, key punching services, commercial and technical data processing consultants, under the name of "C.B.S. Computer Business Systems Ltd. — Systèmes d'informatique commerciale C.B.S. ltée", with a total capital stock of $300,000, divided into 100 common shares of $100 each and 2,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 550 Sherbrooke Street West, Room 305, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721023

Carignan Structures Ltd.
Structures Carignan ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Ouellet, vendor Brenda Cecilia Ouellet, housewife, wife of the said Robert Ouellet, both of 4657 Île Ste-Marie, Carignan, Florian Arsenault, executive, and Yvonne Charest, housewife, wife of the said Florian Arsenault, the latter two of 1074 Bellevue, Greenfield Park, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics and plastic goods, wood and wooden goods and materials, metals, chemicals, minerals, rubber and rubber products, paints, glass, building materials and supplies, under the name of "Carignan Structures Ltd. — Structures Carignan ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at chemin Grande Ligne, Carignan, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720996

Le Castel François inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: François Pellegrino, restaurateur, 6030, St-Zotique est, Montréal, Guy Gareau, représentant, et Michelle Lacasse, ménagère, épouse dudit Guy Gareau, ces deux derniers de 11837, Huot, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Le Castel François inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5990, boulevard Métropolitain est, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720187

Le Centre de Bénévolat de la région de St-Jean inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Lucille Fallon, Saint-Valentin, Anne-Marie Lévesque, 240, Jacques-Cartier, toutes deux religieuses, Jean-Pierre Grenier, avocat, 99, Grand Bernier, J.-Bernard Desautels, 52, boulevard Séminaire, Denis Rhéaume, 218, Jacques-Cartier, tous deux directeurs, tous quatre de Saint-Jean, et Adrien Rochefort, enseignant, 18, Bord de l'Eau, Iberville, pour les objets suivants:

Promouvoir la participation des citoyens au service du bien commun, sous le nom de « Le Centre de Bénévolat de la région de St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 190, rue Laurier, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721136

Centre de sécurité de Granby inc.
Granby Security Center Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation: Walter Cannon, homme d'affaires, Marlène Hammond, secrétaire, épouse dudit Walter Cannon, tous deux du 11, rue Larocque, Granby, et David Cannon, étudiant en droit, 4360, Grand Boulevard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de garagistes et faire le commerce de voitures et de véhicules, de leurs accessoires et pièces de toute nature, sous le nom de « Centre de sécurité de Granby inc. — Granby Security Center Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

incorporating: François Pellegrino, restaurateur, 6030 St. Zotique East, Montreal, Guy Gareau, agent, and Michelle Lacasse, housewife, wife of the said Guy Gareau, the latter two of 11837 Huot, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Le Castel François inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 5990 Metropolitan Boulevard East, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720187

Le Centre de Bénévolat de la région de St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lucille Fallon, St. Valentin, Anne-Marie Lévesque, 240 Jacques-Cartier, both nuns, Jean-Pierre Grenier, lawyer, 99 Grand Bernier, J.-Bernard Desautels, 52 Séminaire Boulevard, Denis Rhéaume, 218 Jacques-Cartier, both directors, all four of St. John's, and Adrien Rochefort, teacher, 18 Bord de l'Eau, Iberville, for the following purposes:

To encourage citizens to participate in the service of the public weal, under the name of "Le Centre de Bénévolat de la région de St-Jean inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at 190 Laurier Street, St. John's, judicial district of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721136

Centre de sécurité de Granby inc.
Granby Security Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Walter Cannon, businessman, Marlène Hammond, secretary, wife of the said Walter Cannon, both of 11 Larocque Street, Granby, and David Cannon, law student, 4360 Grand Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in conveyances and vehicles and the accessories and parts thereof of every kind, under the name of "Centre de sécurité de Granby inc. — Granby Security Center Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social ce la compagnie est au 405, rue Main, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721607

Centre de villégiature Caldwell inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Philippe Michaud, gérant, 3, boulevard Morin, J.-Antoine Le Bel, maître de poste, 56, Vieux Chemin, Elphège Caron, inspecteur, Réal Dubé, tous deux de la rue Pelletier, Paul-Edgar Dumont, rue des Érables, tous deux manufacturiers, Roland Martin, 19, Pelletier, Raymond Husson, tous deux professeurs, Armand Morency, aide-forestier, tous deux de la rue Caldwell, Camilio Bérubé, directeur, rue Fabrique, et Richard Blanchette, agent de sécurité, rue Villeneuve, tous de Cabano, pour les objets suivants:

Aménager, exploiter et développer des aménagements touristiques tels que plages, piscines, terrains de camping, marinas et tous autres services du même genre, sous le nom de « Centre de villégiature Caldwell inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720351

Club Bois Verts de St-Hilarion inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Perron, cantonnier, Alphide Tremblay, épicier, Yvan Girard, journalier, Jean-Marie Pelletier, rentier, et Normand Tremblay, préposé aux malades, tous de Saint-Hilarion, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club Bois Verts de St-Hilarion inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hilarion, district judiciaire de Saguenay.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 717356

Club de curling Sor-Trac inc.
Sor-Trac Curling Club Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at 405 Main Street, Granby, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARIDNS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721607

Centre de villégiature Caldwell inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Philippe Michaud, manager, 3 Morin Boulevard, J.-Antoine Le Bel, postmaster, 56 Vieux Chemin, Elphège Caron, inspector, Réal Dubé, both of Pelletier Street, Paul-Edgar Dumont, des Érables Street, both manufacturers, Roland Martin, 19 Pelletier, Raymond Husson, both teachers, Armand Morency, forestry assistant, both of Caldwell Street, Camilio Bérubé, manager, Fabrique Street, and Richard Blanchette, security agent, Villeneuve Street, all of Cabano, for the following purposes:

To organize, operate and develop tourist facilities such as beaches, swimming-pools, camping grounds, marinas and all other similar services, under the name of "Centre de villégiature Caldwell inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Cabano, judicial district of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720351

Club Bois Verts de St-Hilarion inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperaitves to incorporate a corporation without share capital: Laurent Perron, roadman, Alphide Tremblay, grocer, Yvan Girard, labourer, Jean-Marie Pelletier, annuitant, and Normand Tremblay, orderly, all of St. Hilarion, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote snowmobiling in particular, under the name of "Club Bois Verts de St-Hilarion inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at St. Hilarion, judicial district of Saguenay.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 717356

Club de curling Sor-Trac inc.
Sor-Trac Curling Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Côté, 1055, Côte St-Jean, Saint-Roch-de-Richelieu, Jean Laplante, 273, boulevard Fiset, tous deux opérateurs, Jean Quessy, fleuriste, 131, Charlotte, Peter Hawken, 9, St-Nicolas, tous trois de Sorel, John H. Quillinan, 4825, chemin St-Roch, tous deux acheteurs, Gérald St-Jean, 1902, Cardin, Roger Valois, 9775, Marie-Victorin, tous deux contremaîtres, Gilles Richard, 2100, Cardinal Léger, Hervé Proulx, 1815, Cardinal Léger, tous deux professeurs, Bernard Fallon, 6760, Marie-Victorin, Benoît Bernard, 1824, Cardin, tous deux ingénieurs, Guy Lafontaine, surintendant, 5055, chemin St-Roch, et Richard-E. Diotte, administrateur, 131, Côte de la Pente Douce, ces neuf derniers de Tracy, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif et promouvoir en particulier le sport du curling, sous le nom de « Club de curling Sor-Trac inc. — Sor-Trac Curling Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721268

Le Club de l'Âge d'Or de Nicolet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: L.-Auguste Beaubien, Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, Hermann Rousseau, Nicolet-Sud, et Irène Caron, épouse d'Henri Fréchette, 101, Frère Dominique, Nicolet, tous trois retraités, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club social afin de répondre aux besoins sociaux et de récréation des citoyens de la région de Nicolet ayant plus de cinquante-cinq (55) ans, sous le nom de « Le Club de l'Âge d'Or de Nicolet inc.».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721173

Club de moto-neige Adidou Rive Sud inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Venant Breton, carrosier, 71, Beauchemin, Varennes, Normand Brodeur, commis, 201, Ruisseau nord, Beloeil, et Gaëtan Bachand, cultivateur, 7745, Savane, Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roland Côté, 1055 Côte St. Jean, St. Roch-de-Richelieu, Jean Laplante, 273 Fiset Boulevard, both operators, Jean Quessy, florist, 131 Charlotte, Peter Hawken 9 St. Nicolas, all three of Sorel, John H. Quillinan, 4825 St. Roch Road, both layers, Gérald St-Jean, 1902 Cardin, Roger Valois, 9775 Marie Victorin, both contractors, Gilles Richard, 2100 Cardinal Léger, Hervé Proulx, 1815 Cardinal Léger, both teachers, Bernard Fallon, 6760 Marie Victorin, Benoît Bernard, 1824 Cardin, both engineers, Guy Lafontaine, superintendent, 5055 St. Roch Road, and Richard-E. Diotte, administrator, 131 Côte de la Pente Douce, the latter nine of Tracy, for the following purposes:

To form and manage a sports club and promote curling in particular, under the name of "Club de curling Sor-Trac inc. — Sor-Trac Curling Club Inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Tracy, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721268

Le Club de l'Âge d'Or de Nicolet inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: L.-Auguste Beaubien, St. Jean-Baptiste-de-Nicolet, Hermann Rousseau, Nicolet South, and Irène Caron, wife of Henri Fréchette, 101 Frère Dominique, Nicolet, all three annuitants, for the following purposes:

To establish and manage a social club in order to meet the social and recreational needs of the citizens of the Nicolet region of fifty-five (55) years of age or more, under the name of "Le Club de l'Âge d'Or de Nicolet inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $200,000.

The head office of the corporation is at Nicolet, judicial district of Nicolet.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721173

Club de moto-neige Adidou Rive Sud inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Venant Breton, body-builder, 71 Beauchemin, Varennes, Normand Brodeur, clerk, 201 Ruisseau North, Beloeil, and Gaëtan Bachand, farmer, 7745 Savane, St. Hubert, for the following purposes:

Exploiter des centres de divertissement et de récréation de toutes sortes et en particulier exploiter un club de moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige Adibou Rive Sud inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 716767

To operate all kinds of entertainment and recreation centres and particularly, operate a snowmobiling club, under the name of "Club de moto-neige Abidou Rive Sud inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $25,000.

The head office of the corporation is at Varennes, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 716767

Club de moto-neige Lynx de Chandler inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Joncas, assureur, Charles Garant, cuisinier en pâtes et papier, et Raymond Méthot, mesureur, tous trois de Chandler, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de moto-neige, la vie au grand air, la protection de la faune, sous le nom de « Club de moto-neige Lynx de Chandler inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720646

Club de moto-neige Lynx de Chandler inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bernard Joncas, insurer, Charles Garant, pulp and paper cook, and Raymond Méthot, scaler, all three of Chandler, for the following purposes:

To promote snowmobiling, outdoor living and the conservation of wildlife, under the name of "Club de moto-neige Lynx de Chandler inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $25,000.

The head office of the corporation is at Chandler, judicial district of Gaspé.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720646

Club moto-neige Poulamon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Grégoire Bertrand, Roch Julien et Dominique Julien, tous trois hôteliers, de Deschambault, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Club moto-neige Poulamon inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Deschambault, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721065

Club moto-neige Poulamon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Grégoire Bertrand, Roch Julien and Dominique Julien, all three hotel-keepers, of Deschambault, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Club moto-neige Poulamon inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Deschambault, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721065

Club Optimiste de Ville des Laurentides

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Léonard

Club Optimiste de Ville des Laurentides

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital:

Mantha, courtier d'assurances, Lionel Gaumont, principal d'école, et Denis Mantha, chef policier, tous trois de Laurentides, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme une philosophie de vie, sous le nom de « Club Optimiste de Ville des Laurentides ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Laurentides, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720123

Club social Toscane inc.
Tuscany Social Club Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Luciano Cerri courtier d'assurances, 7169, Christophe-Colomb, Alessandro Pacetti, 5121, des Galets, Giovanni Logi, 7425, Iberville, Ugo Michelini, 7339, Drolet, tous trois industriels, Gianfranco Benelli, dessinateur, 7940, des Érables, Carlo Santori, commerçant, 7351, de Lorimier, et Marta Bertolizzi, ménagère, épouse de Giulio Dinucci, 9227, avenue du Parc, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres et de leurs invités, sous le nom de « Club social Toscane inc. — Tuscany Social Club Inc. ».

Le montant auquel est limité le valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 716151

Comité des loisirs de Val Limoges inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Thisdale, chauffeur, Robert Guénette, cultivateur, et Réjean Paquette, garagiste, tous trois de Val-Limoges, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs de Val Limoges inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Robertson et Pope, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720152

Léonard Mantha, insurance broker, Lionel Gaumont, school principal, and Denis Mantha, police chief, all three of Laurentides, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Club Optimiste de Ville des Laurentides".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the company is at Laurentides, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720123

Club social Toscane inc.
Tuscany Social Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Luciano Cerri, insurance broker, 7169 Christophe-Colomb, Alessandro Pacetti, 5121, des Galets, Giovanni Logi, 7425 Iberville, Ugo Michelini, 7339 Drolet, all three industrialists, Gianfranco Benelli, draughtsman, 7940 Des Érables, Carlo Santori, merchant, 7351 De Lorimier, and Marta Bertolizzi, housewife, wife of Giulio Dinucci, 9227 du Parc Avenue, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a social club providing mental and physical recreation and relaxation for its members and their guests, under the name of "Club social Toscane inc. — Tuscany Social Club Inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 716151

Comité des loisirs de Val Limoges inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Thisdale, chauffeur, Robert Guénette, farmer, and Réjean Paquette, garage operator, all three of Val Limoges, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Comité des loisirs de Val Limoges inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Robertson and Pope, judicial district of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720152

Confection Caravelle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: Raoul Thérasse, vendeur, Judith Smet, couturière, épouse dudit Raoul Thérasse, tous deux de 3125, Marlequin, Brossard, et Maurice Marotte, marchand, 1978, Joliette, Longueuil, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Confection Caravelle inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3125, rue Marlequin, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721272

Confection Caravelle inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raoul Thérasse, salesman, Judith Smet, dressmaker, wife of the said Raoul Thérasse, both of 3125 Marlequin, Brossard, and Maurice Marotte, merchant, 1978 Joliette, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Confection Caravelle inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 3125 Marlequin Street, Brossard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721272

Construction Data Systems Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Guy Roy, 165, Longueuil, Saint-Jean, Jean-Maurice Charbonneau, 304, Léger, Laval, tous deux avocats, Brian Bowen, estimateur, 544, Grosvenor, Westmount, et Jean-Pierre Roy, ingénieur, 2, Broadview, Pointe Claire, pour les objets suivants:

Imprimer, publier, distribuer et faire le commerce de brochures, périodiques, livres d'école et toutes espèces de matière imprimée, sous le nom de « Construction Data Systems Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1331, rue Greene, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720704

Construction Data Systems Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Roy, 165 Longueuil, St. Jean, Jean-Maurice Charbonneau, 304 Léger, Laval, both lawyers, Brian Bowen, appraiser, 544 Grosvenor, Westmount, and Jean-Pierre Roy, engineer, 2 Broadview, Pointe Claire, for the following purposes:

To print, publish, distribute and deal in pamphlets, periodicals, school books and all kinds of printed matter, under the name of "Construction Data Systems Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1331 Greene Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720704

Cortina Oil Co. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Thomas Calder, 1035, chemin Canora, Hayk Sumbulian, tous deux avocats, et Sossi Yenikomshian, secrétaire, épouse dudit Hayk Sumbulian, ces deux derniers du 1255, Sherwood Crescent, tous trois de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, des graisses, du pétrole et d'autres produits pétroliers de toute nature et de toute description, ainsi que des combustibles, du bois et du gaz naturel, sous le nom de « Cortina Oil Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Cortina Oil Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thomas Calder, 1035 Canora Road, Hayk Sumbulian, both advocates, and Sossi Yenikomshian, secretary, wife of the said Hayk Sumbulian, the latter two of 1255 Sherwood Crescent, all three of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in oils, grease, petroleum and other oil products of every kind and description, and fuels, wood and natural gas, under the name of "Cortina Oil Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720750

Courses provinciales de moto-neige (Roberval) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Léonce Lévesque, notaire, 47, Marcoux, Claudette Arseneault, secrétaire, fille majeure, 753, boulevard St-Joseph, et Claude Tremblay, annonceur, 1128, St-Jean, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et la culture physique et en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Courses provinciales de moto-neige (Roberval) inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720954

Crosscreek Properties Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135, Place Côte vertu, app. 303, Montréal, Michael P. Maloney, 203, chemin Woodside, Beaconsfield, et Thomas H. Buck, 571, avenue Patricia, Greenfield Park, tous trois secrétaires-légistes, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de propriétés foncières et immobilières, sous le nom de « Crosscreek Properties Ltd. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721447

Dalmys (Québec) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1971, autorisant la fusion des compagnies suivantes: « Dalmys Limited », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1939, « Styles Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1933, « Gascon Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 10e jour de février 1951, et « Bridal Modes Inc. »,

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720750

Courses provinciales de moto-neige (Roberval) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léonce Lévesque, notary, 47 Marcoux, Claudette Arseneault, secretary, spinster, 753 St. Joseph Boulevard, and Claude Tremblay, advertiser, 1128 St. Jean, all three of Roberval, for the following purposes:

To promote sports and physical training, particularly the sport of snowmobiling, under the name of "Courses provinciales de moto-neige (Roberval) inc.".

The value of the annual revenue which the corporation may acquire and hold is to be limited to $25,000.

The head office of the corporation is at Roberval, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720954

Crosscreek Properties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apt. 303, Montreal, Michael P. Maloney, 203 Woodside Road, Beaconsfield, and Thomas H. Buck, 571 Patricia Avenue, Greenfield Park, all three law clerks, for the following purposes:

To carry on the business of a land and property company, under the name of "Crosscreek Properties Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 9,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721447

Dalmys (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 1st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Dalmys Limited", incorporated by letters patent dated the 7th day of September, 1939, "Styles Ltd.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of March, 1933, "Gascon Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of February, 1951, and "Bridal Modes Inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of October, 1962, all such letters

constituée en corporation par lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1962, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles, produits et effets de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Dalmys (Québec Limited », avec un capital total de $75,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46337 716865

Decolog inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: Jacques Levasseur, industriel, Jacqueline Gibbs, épouse dudit Jacques Levasseur, tous deux de 2206, du Rucher, Laval, et Évelina Levasseur, veuve de Albert Grenier, 12095, Ste-Gertrude, Montréal-Nord, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Decolog inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5605, rue Amos, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720769

Desman Electronic Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Lise Morin, fille majeure, 7400, Sherbrooke ouest, app. 708, Denise Lemay, épouse de Eugène-L. Dubé, 1685, Charles-Falkner, toutes deux secrétaires, et Michel Bonneville, comptable, 3343, Lacombe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce et la réparation des appareils de radio, de télévision, appareils et équipements audio-visuels, tout équipement électronique et électrique, sous le nom de « Desman Electronic Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720899

patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, products and merchandise of every kind and description, under the name of "Dalmys (Québec) Limited", with a total capital stock of $75,000 divided into 30,000 common shares of the par value of $1 each and 4,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46337-o 716865

Decolog inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Levasseur, industrialist, Jacqueline Gibbs, wife of the said Jacques Levasseur, both of 2206 Du Rucher, Laval, and Évelina Levasseur, widow of Albert Grenier, 12095 Ste. Gertrude, Montreal North the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on business in the sale and manufacture of timber, under the name of "Decolog inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5605 Amos Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720769

Desman Electronic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Morin, spinster, 7400 Sherbrooke West, Apt. 708, Denise Lemay, wife of Eugène-L. Dubé, 1685 Charles-Falkner, both secretaries, and Michel Bonneville, accountant, 3343 Lacombe, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in and repair radios, televisions, audio-visual appliances and equipment and all electronic and electrical equipment, under the name of "Desman Electronic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St. Laurent, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720899

Desrogolf Courville inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: Réal Desrochers, homme d'affaires, Georgette Beaulieu, femme d'affaires, épouse dudit Réal Desrochers, tous deux de 2516, du Sault, Courville, et Christiane Naud, secrétaire, fille majeure, 789, Rougemont, Saint-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter un golf miniature et fournir au public à des fins commerciales, des divertissements de tous genres, sous le nom de « Desrogolf Courville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2516, avenue du Sault, Courville, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721353

Desrogolf Courville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Desrochers, businessman, Georgette Beaulieu, business-woman, wife of the said Réal Desrochers, both of 2516 du Sault, Courville, and Christiane Naud, secretary, spinster, 789 Rougemont, Ste. Foy, for the following purposes:

To operate a miniature golf course and provide the public with entertainment of all kinds for commercial purposes, under the name of "Desrogolf Courville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2516 du Sault Avenue, Courville, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721353

Les distributions M.C. d'Alma inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Conrad Boucher, constable, Bérangère Lemieux, ménagère, épouse dudit Conrad Boucher, tous deux de 52, Fillion, Maurice Boucher, vendeur, et Denise Bouchard, ménagère, épouse dudit Maurice Boucher, ces deux derniers de 833, Pric , tous quatre d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peinture et de ses sous-produits et de matériaux de construction, sous le nom de « Les distributions M.C. d'Alma inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 52, rue Fillion, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720158

Les distributions M.C. d'Alma inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Boucher, police officer, Bérangère Lemieux, housewife, wife of the said Conrad Boucher, both of 52 Fillion, Maurice Boucher, salesman, and Denise Bouchard, housewife, wife of the said Maurice Boucher, the latter two of 833 Price, all four of Alma, for the following purposes:

To deal in paint, its by-products and building materials, under the name of "Les distributions M.C. d'Alma inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 52 Fillion Street, Alma, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720158

Le domaine des Cantons de l'Est inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gérard Perron, professeur, 3752, Mance, Jean-Marie Touchette, homme d'affaires, 3757, Mont-Royal, tous deux de Laflèche, et Béatrice Bordage, vendeuse, fille majeure, 350, des Lilas ouest, app. 6, Québec, pour les objets suivants:

Agir comme agents pour obtenir des hypothèques et des soldes de vente, sous le nom de « Le domaine des Cantons de l'Est inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le domaine des Cantons de l'Est inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Perron, professor, 3752 Mance, Jean-Marie Touchette, businessman, 3757 Mont Royal, both of Laflèche, and Béatrice Bordage, seller, spinster, 350 des Lilas West, Apt. 6, Québec, for the following purposes:

To act as agents to procure mortgages and balances of sale, under the name of "Le domaine des Cantons de l'Est inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 7170, boulevard Saint-Laurent, suite 300, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720181

Domaine des Dunes inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Walter Sylvain, Rénald Sylvain et Renauld Sylvain, tous trois commerçants, de Tring-Jonction, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Domaine des Dunes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tring-Jonction, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720664

L. Drolet et fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1972, constituant en corporation: Lucien Drolet, René Drolet, tous deux de 1975, Bélanger, Gaétan Drolet, rue St-Calixte, et Adrien Drolet, rue Mailhot, tous quatre commerçants, de Plessisville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous outillages, appareils et matériaux dont se servent les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « L. Drolet et fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721400

Drummondville Old Timers Club Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Royer, avocat, Wickham, Bruce Cline, 870, 112e avenue, et Yves Tessier, 529, Toupin, ces deux derniers administrateurs, de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter un club de hockey, sous le nom de « Drummondville Old Timers Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

The head office of the company is at 7170 St. Lawrence Boulevard, Suite 300, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720181

Domaine des Dunes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Walter Sylvain, Rénald Sylvain and Renauld Sylvain, all three merchants, of Tring-Jonction, for the following purposes:

To operate a business consisting in providing entertainment for the public, under the name of "Domaine des Dunes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Tring-Jonction, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720664

L. Drolet et fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Drolet, René Drolet, both of 1975 Bélanger, Gaétan Drolet, St. Calixte Street, and Adrien Drolet, Mailhot Street, all four merchants, of Plessisville, for the following purposes:

To manufacture and deal in tools, appliances and materials used by general contractors and builders, under the name of "L. Drolet et fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Plessisville, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721400

Drummondville Old Timers Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Royer, lawyer, Wickham, Bruce Cline, 870 – 112th Avenue, and Yves Tessier, 529 Toupin, the latter two administrators, of Drummondville, for the following purposes:

To operate a hockey team, under the name of "Drummondville Old Timers Club Inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

Le siège social de la corporation est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720025

Dyna-Tool Industries Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Joseph Di Clementi, 4300 ouest, de Maisonneuve, Montréal, I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, et Henri-W. Laurier, 110, rue Brixton, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de machinerie, outils et appareils, actionnés ou non par pouvoir mécanique, sous le nom de « Dyna-Tool Industries Ltd. », avec un capital-actions divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 1875, Théoret, Brossard district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721137

Eagle's Nest Realty Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Nicole Lemieux, avocat, 5055, Roslyn, app. 302, Michelle Bonneville, 3573, avenue Lorne, app. 1, tous deux de Montréal, Marguerite Hurtubise, 1320, Lombard, app. 10, Mont-Royal, et Claire Lorrain, 1540, Bernard, app. 26, Outremont, ces trois dernières secrétaires, toutes les quatre filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Eagle's Nest Realty Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4111, Tour de la Bourse, place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721257

Les entreprises B.H.M. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Claude Bisson, 375, Richard, Laval, Yvon Hébert, 1032, 34e avenue, Lasalle, et Jean-Charles Martineau, 103, de Languedoc, Saint-Lambert, tous trois architectes, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at Drummondville, judicial district of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720025

Dyna-Tool Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve West, Montreal, I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, and Henri-W. Laurier, 110 Brixton Street, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machinery, tools and equipment, whether moved by mechanical power or not, under the name of "Dyna-Tool Industries Ltd.", with a capital stock divided into 2,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1875 Théoret, Brossard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721137

Eagle's Nest Realty Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicole Lemieux, barrister, 5055 Roslyn, Apt. 302, Michelle Bonneville, 3573 Lorne Avenue, Apt. 1, both of Montreal, Marguerite Hurtubise, 1320 Lombard, Apt. 10, Mount Royal, and Claire Lorrain, 1540 Bernard, Apt. 26, Outremont, the latter three secretaries, all four spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Eagle's Nest Realty Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4111 Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721257

Les entreprises B.H.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Bisson, 375 Richard, Laval, Yvon Hébert, 1032 – 34th Avenue, Lasalle, and Jean-Charles Martineau, 103 de Languedoc, St. Lambert, all three architects, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les entreprises B.H.M. inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12080, boulevard Laurentien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720369

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les entreprises B.H.M. inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 400 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 12080 Laurentian Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720369

Les entreprises des Handicapés du Québec ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: André Longpré, 824, boulevard des Hauteurs, Saint-Jérôme, Philias Bigras, 85, St-Saens, tous deux gérants, Richard Parent, 41, Daudet, tous deux de Laval, et Alain Frigon, 249, Napoléon, Repentigny, ces deux derniers journaliers, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits de beauté, d'entretien et de cosmétiques, sous le nom de « Les entreprises des Handicapés du Québec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, Place Crémazie, suite 207, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720076

Les entreprises des Handicapés du Québec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Longpré, 824 des Hauteurs Boulevard, St. Jérôme, Philias Bigras, 85 St. Saens, both managers, Richard Parent, 41 Daudet, both of Laval, and Alain Frigon, 249 Napoléon, Repentigny, the latter two labourers, for the following purposes:

To manufacture and deal in beauty and personal care products and cosmetics, under the name of "Les entreprises des Handicapés du Québec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Suite 207, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720076

Les entreprises H.J.L. inc.
H.J.L. Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Bruno Houle, homme d'affaires, 9385, Christiphe-Colomb, André Jean, 9403, Basile Routhier, et André Léger, 10257, Sacré-Coeur, ces deux derniers commerçants, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, cosmétiques, lotions, produits brevetés et autres produits semblables, sous le nom de « Les entreprises H.J.L. inc.— H.J.L. Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30 actions privilégiées de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3461, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720882

Les entreprises H.J.L. inc.
H.J.L. Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruno Houle, businessman, 9385 Christophe-Colomb, André Jean, 9403 Basile Routhier, and André Léger, 10257 Sacré-Coeur, the latter two merchants, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in soap and its products, perfumes, cosmetics, lotions, patented products and other similar products, under the name of "Les entreprises H.J.L. inc.— H.J.L. Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30 preferred shares of $1,000 each.

The head office of the company is at 3461 Gouin Boulevard East, Montreal North, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720882

Les entreprises I. Gibeau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Annette Daveluy, 2950, Édouard Montpetit, Marguerite Laflamme, 2306, Sherbrooke est, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jules Léger, notaire, 3320, Sherbrooke est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les entreprises I. Gibeau inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3100, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720430

Les entreprises Les Mouettes inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: Ronald Guay, comptable, 62, Bourget, Lauzon, Paul Roy, notaire, 8, avenue Bégin, et Louise Marotte, secrétaire, fille majeure, 96, St-Louis, ces deux derniers de Lévis, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, et restaurants, sous le nom de « Les entreprises Les Mouettes inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 143, rue Fraser, Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721515

Les entreprises Saint-Amable inc.
Saint-Amable Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Edward Andruezzi, briqueteur, Doris Desrosiers, ménagère, épouse dudit Edward Andruezzi, tous deux du 604, de l'Église, et Robert McDuff, journalier, 576, de l'Église, tous trois de Saint-Amable, pour les objets suivants:

Agir à titre d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Les entreprises Saint-Amable inc. — Saint-Amable Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Amable, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720933

Les entreprises I. Gibeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Annette Daveluy, 2950 Édouard Montpetit, Marguerite Laflamme, 2306 Sherbrooke East, both secretaries, spinsters, and Jules Léger, notary, 3320 Sherbrooke East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les entreprises I. Gibeau inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3100 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720430

Les entreprises Les Mouettes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Guay, accountant, 62 Bourget, Lauzon, Paul Roy, notary, 8 Bégin Avenue, and Louise Marotte, secretary, spinster, 96 St. Louis, the latter two of Lévis, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les entreprises Les Mouettes inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 143 Fraser Street, Matane, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721515

Les entreprises Saint-Amable inc.
Saint-Amables Enterprise Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward Andruezzi, bricklayer, Doris Desrosiers, housewife, wife of the said Edward Andruezzi, both of 604 de l'Église, and Robert McDuff, labourer, 576 de l'Église, all three of Saint-Amable, for the following purposes:

To act as general building contractors, under the name of "Les entreprises Saint-Amable inc. — Saint-Amable Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Amable, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720933

Épicerie Marcel Painchaud inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Marcel Painchaud, épicier, Rosange Talbot, maîtresse de maison, épouse dudit Marcel Painchaud, tous deux de 502, 1re Rue, et Florent Painchaud, boucher, 106, 3e Avenue nord, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers licenciés, sous le nom de « Épicerie Marcel Painchaud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720709

Escompte-Brouillet ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Estelle Zanellato, secrétaire, épouse de Jacques Combes, 3260, Puccini, app. 4, Henri Filiatrault, retraité, 10590, des Prairies, tous deux de Montréal, et Serge-Henri Filiatrault, notaire, 7395, Vittel, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de biens et produits de toutes sortes, sous le nom de « Escompte-Brouillet ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 90 actions ordinaires de $10 chacune et en 391 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3108, rue Legendre est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720945

Fédération de crosse du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Yves Paquette, 9, Village Suisse, Saint-Jean, Alain Paquette, 1365, Terrasse Beaujeu, Longueuil, Yvan Blanchard, 7379, Beaudelaire, tous trois professeurs, Gilles Blanchard, journaliste, 5062, Dujarié, tous deux de Saint-Léonard, et Luc Gendreau, conseiller en publicité, 553, Richelieu, Granby, pour les objets suivants:

Promouvoir la pratique du sport de la crosse au Québec, sous le nom de « Fédération de crosse du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Épicerie Marcel Painchaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Painchaud, grocer, Rosange Talbot, housewife, wife of the said Marcel Painchaud, both of 502 – 1st Street, and Florent Painchaud, butcher, 106 – 3rd Avenue North, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business as licenced grocers, under the name of "Épicerie Marcel Painchaud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720709

Escompte-Brouillet ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Estelle Zanellato, secretary, wife of Jacques Combes, 3260 Puccini, Apt. 4, Henri Filiatrault, retired, 10590 des Prairies, both of Montreal, and Serge-Henri Filiatrault, notary, 7395 Vittel, St. Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and products of all kinds, under the name of "Escompte-Brouillet ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 90 common shares of $10 each and 391 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3108 Legendre Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720945

Fédération de crosse du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yves Paquette, 9 Village Suisse, St. Jean, Alain Paquette, 1365 Terrasse Beaujeu, Longueuil, Yvan Blanchard, 7379 Beaudelaire, all three teachers, Gilles Blanchard, journalist, 5062 Dujarié, both of St. Léonard, and Luc Gendreau, advertising consultant, 553 Richelieu, Granby, for the following purposes:

To promote the practice of la crosse in Québec, under the name of "Fédération de crosse du Québec inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $500,000.

Le siège social de la corporation est 881, boulevard Maisonneuve est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720044

Festival de la Ouananiche inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Ghislain Touzin, étudiant, 375, Lamarche, Jonquière, Léo-Paul Villeneuve, gérant, Val-Jalbert, et Yvon Touzin, comptable, 1091, Tremblay, Roberval, pour les objets suivants:

Faire connaître la pêche à la ouananiche et donner l'occasion aux intéressés de s'adonner à ce sport, sous le nom de « Festival de la Ouananiche inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721287

Front régional des étudiants de l'Estrie (F.R.E.E.) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Hubert-A. Wallot, 361, Montréal, Jean Côté 2767, Vaudreuil, tous deux de Sherbrooke, et Francine Lalonde, fille majeure, 656, Stedman, Brossard, tous trois étudiants, pour les objets suivants:

Promouvoir la conscience syndicale et sociale des étudiants, l'amélioration des conditions pédagogiques du milieu de l'enseignement et la démocratisation économique, culturelle et structurelle de l'enseignement à tous les niveaux, sous le nom de « Front régional des étudiants de l'Estrie (F.R.E.E.) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720982

Maurice Gagnon (Sept-Îles) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the corporation is at 881 Maisonneuve Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720044

Festival de la Ouananiche inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ghislain Touzin, student, 375 Lamarche, Jonquière, Léo-Paul Villeneuve, manager, Val Jalbert, and Yvon Touzin, accountant, 1091 Tremblay, Roberval, for the following purposes:

To promote landlock-salmon fishing and give all those interested the opportunity to practise this sport, under the name of "Festival de la Ouananiche inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $20,000.

The head office of the corporation is at Roberval, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721287

Front régional des étudiants de l'Estrie (F.R.E.E.) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Hubert-A. Wallot, 361 Montreal, Jean Côté, 2767 Vaudreuil, both of Sherbrooke, and Francine Lalonde, spinster, 656 Stedman, Brossard, all three students, for the following purposes:

To promote trade-union and social awareness among students, the improvement of pedagogic conditions in the teaching milieu and the economic, cultural and structural democratization of education on all levels under the name of "Front régional des étudiants de l'Estrie (F.R.E.E.) inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited to $5,000,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720982

Maurice Gagnon (Sept-Îles) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Maurice Gagnon, homme d'affaires, Gertrude Marin, maîtresse de maison, épouse dudit Maurice Gagnon, tous deux de 92, Père Divet, et Suzanne Gagnon, secrétaire, épouse de Jean-Yves Rodgers, 24, des Becs Scies, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Maurice Gagnon (Sept-Îles) inc. », avec un capital total de $61,800, divisé en 800 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 600 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721434

Laurier Gaudreau & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean Gaudreau, Laurier Gaudreau, tous deux commerçants, et Marie-Anne Ashby, ménagère, épouse dudit Laurier Gaudreau, tous trois de 679, Dorchester, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la livraison de l'huile à chauffage et accessoires, sous le nom de « Laurier Gaudreau & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 679, rue Dorchester, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720302

Les gestions Introspect inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Georges Primeau, commerçant, Carmen Lessard, ménagère, épouse dudit Georges Primeau, tous deux de 611, Julien, Trois-Rivières-Ouest, et Maurice St-Louis, comptable, 970, Arthur Bettez, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Les gestions Introspect inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720749

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Gagnon, businessman, Gertrude Marin, housewife, wife of the said Maurice Gagnon, both of 92 Père Divet, and Suzanne Gagnon, secretary, wife of Jean-Yves Rodgers, 24 des Becs Scies, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Maurice Gagnon (Sept-Îles) inc.", with a total capital stock of $61,800, divided into 800 common shares of a nominal value of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 600 class "B" preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721434

Laurier Gaudreau & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Gaudreau, Laurier Gaudreau, both merchants, and Marie-Anna Ashby, housewife, wife of the said Laurier Gaudreau, all three of 679 Dorchester, St. Jean, for the following purposes:

To deal in and deliver fuel oil and accessories, under the name of "Laurier Gaudreau & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 679 Dorchester Street, St. Jean, judicial district of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720302

Les gestions Introspect inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Primeau, merchant, Carmen Lessard, housewife, wife of the said Georges Primeau, both of 611 Julien, Trois-Rivières West, and Maurice St-Louis, accountant, 970 Arthur Bettez, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les gestions Introspect inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières West, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720749

Global Textile Sales Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: William D. Schwartz, 7452, Ostell Crescent, Montréal, Leslie I. Notkin, 3742, Le Boulevard, Westmount, et Seymour Luterman, 26, Roxton Crescent, Montréal-Ouest tous trois avocats, pour les objets suivants:

Lancer, vendre, annoncer, distribuer ou présenter un ou des produits fabriqués, marchandise, propriété personnelle et objets de vente ou de commerce de toutes sortes, sous le nom de « Global Textile Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 110, ouest, Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720747

Isaac Goldberg Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Isaac Goldberg, marchand d'automobiles, Rhona Rubin, ménagère, épouse dudit Isaac Goldberg, tous deux du 41, Eldridge, Dollard-des-Ormeaux, et Jeff Boro, avocat, 5501, Adalbert, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Réparer toutes sortes de véhicules servant à transporter des passagers et des marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Isaac Goldberg Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721122

Léopold Gouin & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel Gouin, Laurent Gouin, Léopold Gouin, tous trois entrepreneurs, et Marie-Claire Garon, ménagère, épouse dudit Léopold Gouin, tous quatre de Saint-Joseph-de-Coleraine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Léopold Gouin & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Global Textile Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William D. Schwartz, 7452 Ostell Crescent, Montreal, Leslie I. Notkin, 3742 The Boulevard, Westmount, and Seymour Luterman, 26 Roxton Crescent, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind, under the name of "Global Textile Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 110 Crémazie West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720747

Isaac Goldberg Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Isaac Goldberg, car dealer, Rhona Rubin, housewife, wife of the said Isaac Goldberg, both of 41 Eldridge, Dollard-des-Ormeaux, and Jeff Boro, lawyer, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To repair and deal in all kinds of vehicules and means of transport of persons and merchandise, under the name of "Isaac Goldberg Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721122

Léopold Gouin & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Gouin, Laurent Gouin, Léopold Gouin, all three contractors, and Marie-Claire Garon, housewife, wife of the said Léopold Gouin, all four of St. Joseph-de-Coleraine, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Léopold Gouin & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-de-Coleraine, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721466

L & L Hadorn inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: Léo Hadorn, Louise Hélie, épouse dudit Léo Hadorn, tous deux commerçants, de 11479, Ovide Clermont, et Ruth Starnes, secrétaire, épouse de Louis De Kinder, 10184, Marquette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « L & L Hadorn inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5195, Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721572

Horloge et lampe moderne P.L. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Philippe Lessard, contremaître, Hélène Lessard, secrétaire, épouse dudit Philippe Lessard, tous deux de 1165, boulevard St-Joseph, et Roger Parenteau, avocat, 480, St-Jean, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de lampes, horloges pour usages domestiques, commercials et industriels, sous le nom de « Horloge et lampe moderne P.L. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720212

Hydraulic Tank Cleaning of Montreal Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Lalande, technicien en hydraulique, 3480, Ivan Franco, app. 212, Lachine, Joyce Larivière, 12395, Ernest-Robitaille, Montréal-Nord, et Elaine Engelberg, 5774, avenue Léger, Côte-Saint-Luc, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

The head office of the company is at St. Joseph-de-Coleraine, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721466

L & L Hadorn inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Hadorn, Louise Hélie, wife of the said Léo Hadorn, both merchants, of 11479 Ovide Clermont, and Ruth Starnes, secretary, wife of Louis De Kinder, 10184 Marquette, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "L & L Hadorn inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5195 Henri-Bourassa East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721572

Horloge et lampe moderne P.L. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Lessard, foreman, Hélène Lessard, secretary, wife of the said Philippe Lessard, both of 1165 St. Joseph Boulevard, and Roger Parenteau, lawyer, 480 St. Jean, all three of Drummondville, for the following purposes:

To manufacture and deal in lamps, clocks for domestic commercial and industrial use, under the name of "Horloge et lampe moderne P.L. ltée", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720212

Hydraulic Tank Cleaning of Montreal Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Lalande, hydraulic technician, 3480 Ivan Franco, Apt. 212, Lachine, Joyce Larivière, 12395 Ernest Robitaille, Montreal North, and Elaine Engelberg, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

Réparer, entretenir les outillages et systèmes actionnés hydrauliquement, les machinerie et outillage de toutes sortes et descriptions et offrir les services assurant leur fonctionnement, sous le nom de « Hydraulic Tank Cleaning of Montreal Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721233

Les immeubles Glenada inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1972, constituant en corporation: Carole Morissette, secrétaire, fille majeure, 1441, 122e rue, Gaston Hardy fils, 2940, 12e avenue, tous deux de Shawinigan-Sud, et Raymond Grenier, 3883, Pelletier, Shawinigan, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Glenada inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Gérard-des-Laurentides, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720513

Importations De La Vigne inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Guy Bernier, commerçant, Thérèse Tanguay, femme d'affaires, épouse dudit Guy Bernier, tous deux de 135, Brixton, Saint-Lambert, et Monique Tanguay, infirmière, fille majeure, 3723, boulevard Édouard Montpetit, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toute liqueur, vin, bière et boisson alcoolique, épicerie, viande et volaille, sous le nom de « Importations De La Vigne inc. «, avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 135, rue Brixton, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 716722

Les importations Italtrico ltée
Italtrico Imports Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To repair, maintain and service hydraulic equipment and systems, machinery and equipment of all kinds and descriptions, under the name of "Hydraulic Tank Cleaning of Montreal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721233

Les immeubles Glenada inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Carole Morissette, secretary, spinster, 1441 – 122nd Street, Gaston Hardy Jr., 2940 – 12th Avenue, both of Shawinigan South, and Raymond Grenier, 3883 Pelletier, Shawinigan, the latter two lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and building company, under the name of "Les immeubles Glenada inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Gérard-des-Laurentides, judicial district of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720513

Importations De La Vigne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bernier, merchant, Thérèse Tanguay, businesswoman, wife of the said Guy Bernier, both of 135 Brixton, St. Lambert, and Monique Tanguay, nurse, spinster, 3723 Édouard Montpetit Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of liquor, wine, beer and alcoholic beverages, groceries, meat and poultry, under the name of "Importations De La Vigne inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 135 Brixton Street, St. Lambert, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 716722

Les importations Italtrico ltée
Italtrico Imports Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation Yaer Oliel, homme d'affaires, 4906, Reine-Marie, app. 12, Allen Feldman, avocat, 6405, Lennox, et Ann Palmer, secrétaire, fille majeure, 6321, Mazarin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des articles vestimentaires, des cosmétiques, des bijoux et des objets ornementaux, des objets d'arts, de la machinerie, de l'ameublement et de l'équipement, de toute nature et description, en faire le commerce ainsi que celui des antiquités, sous le nom de « Les importations Italtrico ltée — Italtrico Imports Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721148

Imprimerie Val-Duc (1972) inc.
Val-Duc Printing (1972) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, photograveurs, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces connexes, sous le nom de « Imprimerie Val-Duc (1972) inc. — Val-Duc Printing (1972) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 51, rue Principale, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720200

Les industries Fanny inc.
Fanny Industries Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jacques Charbonney, technicien en mécanique, 977, boulevard Pie XII, Claude Buhler, polisseur, 927, boulevard Pie XII, et Paul-André Carrier, notaire, 3411, Rochambeau, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'instruments de précision, mécaniques, électriques, électroniques ou autres, sous le nom de « Les industries Fanny inc.—

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yaer Oliel, businessman, 4906 Queen Mary, Apt. 12, Allen Feldman, advocate, 6405 Lennox, and Ann Palmer, secretary, spinster, 6321 Mazarin, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, cosmetics, jewellery and ornamental items, antiques, objets d'art, machinery, furnishings and equipment, of every nature and description, under the name of "Les importations Italtrico ltée — Italtrico Imports Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721148

Imprimerie Val-Duc (1972) inc.
Val-Duc Printing (1972) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, photo-engravers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers and type-founders, and in other like trades, under the name of "Imprimerie Val-Duc (1972) inc.— Val-Duc Printing (1972) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 51 Principale Street, Châteauguay Centre, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720200

Les industries Fanny inc.
Fanny Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Charbonney, mechanics technician, 977 Pie XII Boulevard, Claude Buhler, polisher, 927 Pie XII Boulevard, and Paul-André Carrier, notary, 3411 Rochambeau, all three of Ste. Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in precision, mechanical, electrical, electronical of similar instruments, under the name of "Les industries Fanny inc.— Fanny Industries

Fanny Industries Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 75,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 717416

Les industries Solvgraph ltée
Solvgraph Industries Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre-C. Fournier, 1880, de Rouville, Georges Savoie, 1570, Longchamps, tous deux avocats, et Pierre Bélanger, étudiant, 1489, Beckett, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles, produits, effets et objets de toute sorte, de tout genre et de toute description dans le domaine de l'imprimerie et de la lithographie, en faire le commerce, sous le nom de « Les industries Solvgraph ltée — Solvgraph Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 234, 2e Rue, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721361

Inspec-Sol Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, Menashe Broder, 5715, Léger, Côte-Saint-Luc, tous deux avocats, et Leonard Tannenbaum, étudiant en droit, 5263, Saranac, Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce d'investigation et d'expertise du sol et des fondations, procéder à la surveillance de la construction et faire des examens techniques généraux en matière de construction, sous le nom de « Inspec-Sol Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

46337 721522

Interciné inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 common shares of a nominal value of $1 each and 75,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 717416

Les industries Solvgraph ltée
Solvgraph Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-C. Fournier, 1880 de Rouville, Georges Savoie, 1570 Longchamps, both advocates, and Pierre Bélanger, student, 1489 Beckett, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise, articles, goods, wares and commodities of every kind, nature and description in the field of printing and lithographing, under the name of "Les industries Solvgraph ltée — Solvgraph Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of the par value of $10 each and 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 234 – 2nd Street, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721361

Inspec-Sol Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, Menashe Broder, 5715 Léger, Côte Saint-Luc, both advocates, and Leonard Tannenbaum, law student, 5263 Saranac, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of soil and foundation investigation and expertise, supervision of construction and general construction expertise, under the name of "Inspec-Sol Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721522

Interciné inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, tous deux de Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montréal, et Thomas A. Lavin, Lac Brome, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de films, sous le nom de « Interciné inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1117, rue Ste-Catherine ouest, suite 923, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720793

J. G. H. Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 636, avenue Kindersley, Mont-Royal, Linda Grenchuk, 436, avenue Moffat, Verdun, et Ruth Glenen, 2921, rue Beaugrand, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de « J. G. H. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721286

Koury Expansion Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Allan Wolinsky, avocat, 370, Thompson, Saint-Laurent, Joyce Ryner, fille majeure, 1058, avenue Moffat, Verdun, et Dolores Tusly, épouse divorcée de James Leasure, 5359, Saint-Denis, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de textiles, tissus, cravates, écharpes, chemises et vêtement, sous le nom de « Koury Expansion Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721183

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, both of St. Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Montreal, and Thomas A. Lavin, Lac Brome, all four lawyers, for the following purposes:

To carry on business as film producers and editors, under the name of "Interciné inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1117 Ste. Catherine Street West, Suite 923, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720793

J. G. H. Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 636 Kindersley Avenue, Mount Royal, Linda Grenchuk, 436 Moffat Avenue, Verdun, and Ruth Glenen, 2921 Beaugrand Street, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "J. G. H. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721286

Koury Expansion Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Allan Wolinsky, advocate, 370 Thompson, Saint-Laurent, Joyce Ryner, spinster, 1058 Moffat Avenue, Verdun, and Dolores Tusly, wife divorced of James Leasure, 5359 St-Denis, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in all types of textiles, textile fabrics, ties, scarves, shirts and clothing, under the name of "Koury Expansion Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721183

L.P.V. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Paul-Henri Lacasse, 2200, boulevard Dionne, Raymond Pomerleau, 850, 23e rue, et Germain Vigneault, 1450, 8e avenue, tous trois médecins, de Saint-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Exploiter des fermes, sous le nom de « L.P.V. inç. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 714559

J.P. Labbé inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Moisan, 55, Laurier, Arthabaska, Jules Bellavance, 1810, St-Calixte, Plessisville, tous deux avocats, et Yvan Moisan, stagiaire, Lyster, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « J.P. Labbé inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720829

Land Associates of Montreal Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, et Peter C. Casey, 453, avenue Grosvenor, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction sous le nom de « Land Associates of Montreal Ltd. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721529

Laurentian Youth Camp Association

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

L.P.V. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Henri Lacasse, 2200 Dionne Boulevard, Raymond Pomerleau, 850 – 23rd Street, and Germain Vigneault, 1450 – 8th Avenue, all three physicians, of St. Georges West, for the following purposes:

To operate farms, under the name of "L.P.V. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Georges, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 714559

J.P. Labbé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Moisan, 55 Laurier, Arthabaska, Jules Bellavance, 1810 St. Calixte, Plessisville, both lawyers, and Yvan Moisan, trainee, Lyster, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "J.P. Labbé inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $10 each and 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720829

Land Associates of Montreal Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Rochefort, 2227 Bourgoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, and Peter C. Casey, 453 Grosvenor Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Land Associates of Montreal Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721529

Laurentian Youth Camp Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-action: Donald H. Honegger, cartographe, Chelsea, Harold S. Mullens, commis, 124, Garden Road, and Joseph H. Clark, surintendant adjoint, 142, Garden Road, ces deux derniers de Aylmer, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer une colonie de vacances pour les jeunes, fournissant aux jeunes un lieu d'apprentissage, de méditation et de fraternisation, sous le nom de « Laurentian Youth Camp Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à l'Isle-aux-Allumettes, district judiciaire de Pontiac.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 867-1969

Lave-Auto de l'Espinay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Jean De Rico, agent d'immeubles, 2050, Richer, Robert De Rico, représentant, 2975, Longchamps, et Georges De Rico, gérant, 814, avenue Bellevue, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Lave-Auto de l'Espinay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 365, rue de l'Espinay, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 722053

Lavoie assurance inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: J.-André Nadon, 593, du Palais, Saint-Jérôme, Léo-Paul Lavoie, 6694, Lacordaire, tous deux agents d'assurances, et Juliette Lavoie, infirmière licenciée, veuve de J.-Émile Côté, 1671, Fleury est, app. 11, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Lavoie assurance inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6694, rue Lacordaire, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720294

G & R Lessard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Donald H. Honegger, cartographer, Chelsea, Harold S. Mullens, clerk, 124 Garden Road, and Joseph H. Clark, assistant superintendent, 142 Garden Road, the latter two of Aylmer, for the following purposes:

To operate and conduct a youth Camp undertaking, providing for youth a place apart for learning, meditation and fellowship, under the name of "Laurentian Youth Camp Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own, is to be limited is $500,000.

The head office of the corporation is at Isle-aux-Allumettes, judicial district of Pontiac.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 867-1969

Lave-Auto de l'Espinay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean De Rico, real estate agent, 2050 Richer, Robert De Rico, agent, 2975 Longchamps, and Georges De Rico, manager, 814 Bellevue Avenue, all three of Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as garage operators, under the name of "Lave-Auto de l'Espinay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 365 de l'Espinay Street, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 722053

Lavoie assurance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-André Nadon, 593 du Palais, St. Jérôme, Léo-Paul Lavoie, 6694 Lacordaire, both insurance agents, and Juliette Lavoie, registered nurse, widow of J.-Émile Côté, 1671 Fleury East, Apt. 11, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Lavoie assurance inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 6694 Lacordaire Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720294

G & R Lessard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: George Lessard, entrepreneur-menuisier, 3870, Prince Charles, Saint-Hubert, René Lacoste, comptable, 3775, Jean-Talon est, Montréal, et Rénald Lessard, entrepreneur, 242, Bégin, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme démolisseurs ou entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « G & R Lessard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720451

Lodeo Cafe Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: James Alexander Robb, avocat, 9, avenue Renfrew, Westmount, Margot Mary Quinn, 5940, avenue Monkland, Denise-Marie Landry, 5000, avenue Clanranald, Marie Nassa, 6653, rue Louis-Hémon, Muriel Brewster, 3417, avenue Patricia, et Jessie Taras, 3460, rue Durocher, ces cinq dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un cabaret et un restaurant, sous le nom de « Lodeo Cafe Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 84 ouest, rue Lagauchetière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720297

M. & M. Art Gallery Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: Donald W. Seal, 3435, Drummond, Philip Shaposnick, 6870, Chester, Paul Nadler, 3450, Drummond, tous trois de Montréal, et Gary Moscowitz, 2009, rue Ward, Saint-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'oeuvres d'art de toutes description, sous le nom de « M. & M. Art Gallery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721519

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Lessard, carpentry contractor, 3870 Prince Charles, St. Hubert, René Lacoste, accountant, 3775 Jean-Talon East, Montreal, and Rénald Lessard, contractor, 242 Bégin, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as demolishers or general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "G & R Lessard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720451

Lodeo Cafe Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Alexander Robb, advocate, 9 Renfrew Avenue, Westmount, Margot Mary Quinn, 5940 Monkland Avenue, Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald Avenue, Marie Nassa, 6653 Louis-Hémon Street, Muriel Brewster, 3417 Patricia Avenue, and Jessie Taras, 3460 Durocher Street, the latter five secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To operate a cabaret and restaurant, under the name of "Lodeo Cafe Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 84 Lagauchetière Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720297

M. & M. Art Gallery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald W. Seal, 3435 Drummond, Philip Shaposnick, 6870 Chester, Paul Nadler, 3450 Drummond, all three of Montreal, and Gary Moscowitz, 2009 Ward Street, Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

To deal in art works of every description, under the name of "M. & M. Art Gallery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721519

Magic Touch Record & Tape Center Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Ephroim Jablon, technicien en électronique, Sally Panzer, ménagère, épouse dudit Ephroim Jablon, tous deux du 7522, chemin Eastluc, Côte-Saint-Luc, Aleksander Kurzman, technicien en électronique, et Luiza Blicher, ménagère, épouse dudit Aleksander Kurzman, ces deux dernières du 966, 100e Avenue, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer des disques, rubans magnétiques, cassettes, cartouches et tous les accessoires et tout autre article connexe, en faire le commerce, sous le nom de « Magic Touch Record & Tape Center Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4996, chemin de la Reine-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720968

Magic Touch Record & Tape Center Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ephroim Jablon, electronics technician, Sally Panzer, housewife, wife of the said Ephroim Jablon, both of 7522 Eastluc Road, Côte Saint-Luc, Aleksander Kurzman, electronics technician, and Luiza Blicher, housewife, wife of the said Aleksander Kurzman, the latter two of 966 – 100th Avenue, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in records, tapes, cassettes, cartridges and all accessories and kindred items related thereto, under the name of "Magic Touch Record & Tape Center Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4996 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720968

La Maison Secrestat ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: William Fraiberg, avocat, 1, Parkman Place, Westmount, Barbara Forrow, épouse de Nicholas Forrow, 1420, Quenneville, Maureen Montgomery, 10, place Côte-Vertu, toutes deux de Saint-Laurent, Shirley Atkinson, 3440, Durocher, toutes deux filles majeures, et Margaret F. Laing, épouse de Allester William Laing, 4875, avenue Walkley, app. 16, ces deux dernières de Montréal, ces quatre dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce consistant à produire, mélanger, embouteiller et distribuer des vins, sous le nom de « La Maison Secrestat ltée », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721301

La Maison Secrestat ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Fraiberg, advocate, 1 Parkman Place, Westmount, Barbara Forrow, wife of Nicholas Forrow, 1420 Quenneville, Maureen Montgomery, 10 Place Côte Vertu, both of Saint-Laurent, Shirley Atkinson, 3440 Durocher, both spinsters, and Margaret F. Laing, wife of Allester William Laing, 4875 Walkley Avenue, Apt. 16, the latter two of Montreal, the latter four secretaries, for the following purposes:

To carry on business as producers, blenders, bottlers and distributors of wines, under the name of "La Maison Secrestat ltée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721301

Manufacture d'habits Laval inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Abraham Gurman, 80, chemin Holtham, Hampstead, Stephen Marcovitch, 5724, Eldridge, Côte-Saint-Luc, tous deux avocats, et Michelle Bernier, secrétaire, épouse d'André Charbonneau, 855, Dollard, Longueuil, pour les objets suivants:

Manufacture d'habits Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abraham Gurman, 80 Holtham Road, Hampstead, Stephen Marcovitch, 5724 Eldridge, Côte Saint-Luc, both advocates, and Michelle Bernier, secretary, wife of André Charbonneau, 855 Dollard, Longueuil, for the following purposes:

Exploiter un commerce de tailleurs, sous le nom de « Manufacture d'habits Laval inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721260

Marquis Men's Wear Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Joseph Selcer, vendeur, Jenny Zilberdukaten, ménagère, épouse dudit Joseph Selcer, et Herman Selcer, tailleur, tous trois du 1271, Éthier Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour hommes et pour dames, et d'accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Marquis Men's Wear Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1930, boulevard Saint-Martin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720681

Mercury Imports & Exports Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 200, de Gaspé, app. 1417, Île-aux-Soeurs, Edward J. Druker, 5763, McMurray, Côte-Saint-Luc, tous deux avocats, et Rachel Greenaway, secrétaire, veuve non remariée de Samuel Sands, 8659, Terrasse des Rapides, Lasalle, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Mercury Imports & Exports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 205, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721020

Metro Marine & Sport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To carry on business as tailors, under the name of "Manufacture d'habits Laval inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721260

Marquis Men's Wear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Selcer, salesman, Jenny Zilberdukaten, housewife, wife of the said Joseph Selcer, and Herman Selcer, tailor, all three of 1271 Éthier, Laval, for the following purposes:

To deal in men's and women's clothing and accessories of all kinds, under the name of "Marquis Men's Wear Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1930 St. Martin Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720681

Mercury Imports & Exports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald G. Freed, 200 de Gaspé, Apt. 1417, Île-aux-Soeurs, Edward J. Druker, 5763 McMurray, Côte Saint-Luc, both advocates, and Rachel Greenaway, secretary, unmarried widow of the late Samuel Sands, 8659 des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Mercury Imports & Exports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 205 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721020

Metro Marine & Sport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Albert Renaud, vendeur, 133, boulevard Riel, Léonidas Brazeau, menuisier, 146, Joffre, et Roger Goulet, ingénieur, 52, Chouinard, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de sport, de vêtements et marchandises se rapportant au sport, sous le nom de « Metro Marine & Sport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 46, rue St-Raymond, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720381

Mi-Lo International Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: Claude Denis, stagiaire, 11956, Bois de Boulogne, Janette Howor, 7623 est, Gouin, Micheline Roy, 3452, Henri-Julien, tous trois de Montréal, et Monique Cimon, 323, Simcoe, Mont-Royal, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un magasin de vente au rabais, sous le nom de « Mi-Lo International Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,600,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721411

Modern Plumbing and Heating Ltd.
Plomberie et chauffage Moderne ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: André-J. Miron, plombier, Patricia Stilwell, ménagère, épouse dudit André-J. Miron, tous deux de 42, Chatham, et Simon Lamoureux, comptable, 437, Henry, tous trois de Lachute, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, brûleurs à l'huile et réfrigération, sous le nom de « Modern Plumbing and Heating Ltd.— Plomberie et chauffage Moderne ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 42, rue Chatham, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721155

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Renaud, salesman, 133 Riel Boulevard, Léonidas Brazeau, carpenter, 146 Joffre, and Roger Goulet, engineer, 52 Chouinard, all three of Hull, for the following purposes:

To deal in sports goods, sportswear and merchandise associated with sports, under the name of "Metro Marine & Sport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 46 St. Raymond Street, Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720381

Mi-Lo International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Denis, stagiaire, 11956 Bois de Boulogne, Janette Howor, 7623 Gouin East, Micheline Roy, 3452 Henri Julien, all three of Montreal, and Monique Cimon, 323 Simcoe, Mount Royal, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To operate a department and discount store, under the name of "Mi-Lo International Inc.", with a capital stock divided into 1,600,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721411

Modern Plumbing and Heating Ltd.
Plomberie et chauffage Moderne ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-J. Miron, plumber, Patricia Stilwell, housewife, wife of the said André-J. Miron, both of 42 Chatham, and Simon Lamoureux, accountant, 437 Henry, all three of Lachute, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating, oil burner and refrigeration contractors, under the name of "Modern Plumbing and Heating Ltd.— Plomberie et chauffage Moderne ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 42 Chatham Street, Lachute, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721155

Motel Picardie de Mont-Laurier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Simon, architecte, 187, Beaurivage, Denis Leduc, dessinateur, 466, Beaudry, Patrick Ryan, ingénieur professionnel, 255, Place de la Colline, Maurice Cyr, commerçant, 1239, boulevard Paquette, et Gaston Dumoulin, comptable agréé, 322, de la Madone, tous de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, salles à manger, cafés et bars, sous le nom de « Motel Picardie de Mont-Laurier inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 420, boulevard Paquette, Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721489

Motel Picardie de Mont-Laurier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Simon, architect, 187 Beaurivage, Denis Leduc, draughtsman, 466 Beaudry, Patrick Ryan, professional engineer, 255 Place de la Colline, Maurice Cyr, merchant, 1239 Paquette Boulevard, and Gaston Dumoulin, chartered accountant, 322 de la Madone, all of Mont-Laurier, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, dining rooms, cafés and bars, under the name of "Motel Picardie de Mont-Laurier inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 420 Paquette Boulevard, Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721489

Mount Patrick Mining and Metal Processing Company Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Daniel M. Kochenburger, 1545, Graham, app. 5, Mont-Royal, Michel Blouin, 3328, Troie, app. 212, tous deux avocats, Ginette Audet, 7356, 8e avenue, tous deux de Montréal, Françoise Brais, 444, Saint-Alexandre, Longueuil, toutes deux filles majeures, et Liliane Thériault, épouse de Marc Thériault, 7343, de la Loire, Anjou, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Mount Patrick Mining and Metal Processing Company Limited », avec un capital-actions divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 612 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721339

Mount Patrick Mining and Metal Processing Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel M. Kochenburger, 1545 Graham, Apt. 5, Mount Royal, Michel Blouin, 3328 Troie, Apt. 212, both lawyers, Ginette Audet, 7356 - 8th Avenue, both of Montreal, Françoise Brais, 444 St-Alexandre, Longueuil, both spinsters, and Liliane Thériault, wife of Marc Thériault, 7343 de la Loire, Anjou, the latter three secretaries, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Mount Patrick Mining and Metal Processing Company Limited", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 612 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721339

Multi-Data inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gaston Baribeau, 260, Le Corbusier, Nicole Thibeault, 649, des Volontaires, tous deux comptables, et Louise Roberge, coordinatrice, 1735, des Chenaux, ces deux dernières filles majeures, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Administrer un service de traitement de données, sous le nom de « Multi-Data inc. », avec un capital

Multi-Data inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Baribeau, 260 Le Corbusier, Nicole Thibeault, 649 des Volontaires, both accountants, and Louise Roberge, coordinator, 1735 des Chenaux, the latter two spinsters, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To administer a data-processing service, under the name of "Multi-Data inc.", with a total capital stock

total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720319

North American Livestock Feeds, Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1972, constituant en corporation: Edward C. Peagram, agriculteur, 780, boulevard Magenta, Farnham, Nicole Dassonvillé, secrétaire, fille majeure, 3620, Ridgewood, app. 709, Montréal, et Bernard-E. Blanchard, avocat, 105 sud, 3e Avenue, Roxboro, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes catégories et tous genres d'aliments pour animaux, en faire le commerce, sous le nom de « North American Livestock Feeds, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721479

Northland Paving Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Giusto Sciacchitano, entrepreneur, 2142, rue L.-O. David, Ignazio Riggi, 9135, Esplanade, et Calogero Riggi, 9274, Esplanade, ces deux derniers journaliers, tout trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire du pavage, exploiter une carrière de pierre, en faire le commerce, sous le nom de « Northland Paving Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2142, rue L.-O. David, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720994

Novelco inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Hubert Wallot, 361, Montréal, Jacques Vincent, et Guy Beaudoin, ces deux derniers de 1473, St-Esprit, tous trois étudiants, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

of $50,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720319

North American Livestock Feeds, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward C. Peagram, agriculturist, 780 Magenta Boulevard, Farnham, Nicole Dassonvillé, secretary, spinster, 3620 Ridgewood, Apt. 709, Montreal, and Bernard-E. Blanchard, lawyer, 105 – 3rd Avenue South, Roxboro, for the following purposes:

To manufacture and deal in animal food products of all classes and descriptions, under the name of "North American Livestock Feeds, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721479

Northland Paving Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giusto Sciacchitano, contractor, 2142 L.-O. David, Ignazio Riggi, 9135 Esplanade, and Calogero Riggi, 9274 Esplanade, the latter two labourers, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as pavers, quarry masters and stone merchants, under the name of "Northland Paving Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2142 L.-O. David, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720994

Novelco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hubert Wallot, 361 Montreal, Jacques Vincent, and Guy Beaudoin, the latter two of 1473 St. Esprit, all three students, of Sherbrooke, for the following purposes:

Escompter des chèques et autres effets de commerce, sous le nom de « Novelco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2051, rue Visitation, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 o 720969

Opticana ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: René Déry, 300, Bernard, Sainte-Rosalie, Yves Morier, 2525, Nelson, Saint-Hyacinthe, tous deux avocats, et Huguette Bazinet, secrétaire, épouse de Alain Bazinet, Saint-Hugues, pour les objets suivants:

Faire affaires comme polisseurs de verre et fabricants de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « Opticana ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3535, boulevard Métropolitain, suite 609, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 716745

Roger Ouellet Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Roger Ouellet, constructeur, Rita Matte, épouse dudit Roger Ouellet, tous deux de 303, St-Jérôme, Jonquière, et Lauretta Simard, veuve de Edmond Simard, Hébertville, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Roger Ouellet Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720847

P.J. Industries Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Peter Konantz, marchand, Josephine Mikosz, teneur de livres, fille majeure, tous deux du 881, rue Saint-Jean, Chambly, et Mortimer Abelson, gérant, 1451, Beverley Crescent, Laval, pour les objets suivants:

To discount checks and other bills of exchange, under the name of "Novelco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 2051 Visitation Street, Joliette, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720969

Opticana ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Déry, 300 Bernard, Ste. Rosalie, Yves Morier, 2525 Nelson, St. Hyacinthe, both lawyers, and Huguette Bazinet, secretary, wife of Alain Bazinet, St. Hugues, for the following purposes:

To carry on business as glass-polishers and manufacturers of lenses of all kinds, under the name of "Opticana ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3535 Metropolitan Boulevard, Suite 609, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 716745

Roger Ouellet Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Ouellet, builder, Rita Matte, wife of the said Roger Ouellet, both of 303 St. Jérôme, Jonquière, and Lauretta Simard, widow of Edmond Simard, Hébertville, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Roger Ouellet Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720847

P.J. Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Konantz, merchant, Josephine Mikosz, bookkeeper, spinster, both of 881 St. Jean Street, Chambly, and Mortimer Abelson, manager, 1451 Beverley Crescent, Laval, for the following purposes:

Manufacturer des meubles, draperies, divers articles pour la maison et le bureau, en faire le commerce, sous le nom de « P.J. Industries Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721264

Pasat inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: J.-Prosper Côté, commerçant, Cécile Bois, ménagère, épouse dudit J.-Prosper Côté, tous deux de Lac Carré, et Rollande Fournelle, secrétaire, fille majeure, 107, St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Pasat inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Carré, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721370

Pax Jewellers Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Elie Handal, marchand, 152, Davignon, Dollard-des-Ormeaux, Sidney J. Schachter, 5251, Hingston, et Julian Kotler, 5806, Hudson, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de bijoutiers, d'orfèvres, de marchands de diamants, de sertisseurs, de fabricants de montres, sous le nom de « Pax Jewellers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au Centre commercial de Côte-Saint-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720957

Perval Heating Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Guy Bergeron, ferblantier, 9476, de Martigny, Montréal, Robert-G. Valiquette, sur-

To manufacture and deal in furniture, draperies, miscellaneous household and office merchandise, under the name of "P.J. Industries Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721264

Pasat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Prosper Côté, merchant, Cécile Bois, housewife, wife of the said J.-Prosper Côté, both of Lac Carré, and Rollande Fournelle, secretary, spinster, 107 St. Vincent, Ste. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To explore and prospect for mines and minerals, under the name of "Pasat inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Lac Carré, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721370

Pax Jewellers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Elie Handal, merchant, 152 Davignon, Dollard-des-Ormeaux, Sidney J. Schachter, 5251 Hingston, and Julian Kolter, 5806 Hudson, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, silversmiths, diamond merchants, stones setters, watchmakers and gold craftsmen, under the name of "Pax Jewellers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Côte St. Luc Shopping Center, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720957

Perval Heating Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Ministre of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bergeron, tinsmith, 9476 de Martigny, Montreal, Robert-G. Valiquette, supervisor, 715

veillant, 715, Bishop Power, app. 315, Lasalle, et Germaine Farant, secrétaire, épouse de Remy Vallières, 54, 9e rue Roxboro, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de plomberie, de chauffage et de réfrigération, sous le nom de « Perval Heating Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 8830, Pascal Gagnon, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721016

Pierre de Paris Fashions Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Zaharia Harry Spodek, vendeur, Frances Hitzig, ménagère, épouse dudit Zaharia Harry Spodek, tous deux du 699, Caven Circle, Saint-Laurent, Peter Vas, tailleur, et Mary Kramer, secrétaire, épouse dudit Peter Vas, ces deux derniers du 6295, Macdonald, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Pierre de Paris Fashions Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 445, Sainte-Hélène, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720549

Plateau Jonqueret inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Paul Bouchard, notaire, 140, St-Dominique, Julien Gagnon, comptable, 93, Courcelles, Claude Chrétien, commerçant, 3, Pelletier sud, Raynault Legault, homme d'affaires, 624, Lévis, André Brassard, architecte, 125, Bretagne, et Jean-Jacques Angers, avocat, 357, St-Jules, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Exploiter un centre commercial, sous le nom de « Plateau Jonqueret inc. », avec un capital total de $552,000, divisé en 2,000 actions classe « A » de $1 chacune, 500,000 actions classe « B » de $1 chacune et en 50,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720990

Fernand Plourde inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant

Bishop Power, Apt. 315, Lasalle, and Germaine Farant, secretary, wife of Remy Vallières, 54 – 9th Street, Roxboro, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating, refrigerating, under the name of "Perval Heating Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 8830 Pascal Gagnon, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721016

Pierre de Paris Fashions Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Zaharia Harry Spodek, salesman, Frances Hitzig, housewife, wife of the said Zaharia Harry Spodek, both of 699 Caven Circle, Saint-Laurent, Peter Vas, cutter, and Mary Kramer, secretary, wife of the said Peter Vas, the latter two of 6295 Macdonald, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of every kind, under the name of "Pierre de Paris Fashions Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 445 Ste-Hélène, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720549

Plateau Jonqueret inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Bouchard, notary, 140 St. Dominique, Julien Gagnon, accountant, 93 Courcelles, Claude Chrétien, merchant, 3 Pelletier South, Raynault Legault, businessman, 624 Lévis, André Brassard, architect, 125 Bretagne, and Jean-Jacques Angers, lawyer, 357 St. Jules, all of Jonquière, for the following purposes:

To operate a shopping centre, under the name of "Plateau Jonqueret inc.", with a total capital stock of $552,000, divided into 2,000 class "A" shares of $1 each, 500,000 class "B" shares of $1 each and 50,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720990

Fernand Plourde inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: Fernand Plourde, entrepreneur briqueteur, Jeannine Charbonneau, ménagère, épouse dudit Fernand Plourde, tous deux de 12422, Notre-Dame-des-Anges, et Louis-Philippe Plourde, agent de main-d'oeuvre, 5487, Bocage, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Fernand Plourde inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12422, Notre-Dame-des-Anges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721224

Pompage industriel de Québec ltée
Québec Industrial Pumping Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Lionel Letarte, mécanicien, François-Xavier Letarte, conseiller technique, tous deux de Saint-Louis-de-Pintendre, et René Letarte, ingénieur minier, 458, des Érables, Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Pompage industriel de Québec ltée — Québec Industrial Pumping Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Louis-de-Pintendre, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721014

Pop Shoppes (Montreal) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Monet, Lucie Ménard, et Micheline Bélanger, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, toutes trois du 4, place Ville Marie, suite 514, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des boissons non alcoolisées et des boissons douces et les ingrédients, éléments, sirops et extraits qui les composent, en faire le commerce sous le nom de « Pop Shoppes (Montreal) Inc. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 4, place Ville Marie, suite 514, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720986

rating: Fernand Plourde, bricklaying contractor, Jeannine Charbonneau, housewife, wife of the said Fernand Plourde, both of 12422 Notre-Dame-des-Anges, and Louis-Philippe Plourde, manpower agent, 5487 Bocage, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as buildings and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Fernand Plourde inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 12422 Notre-Dame-des-Anges, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721224

Pompage industriel de Québec ltée
Québec Industrial Pumping Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel Letarte, mechanic, François-Xavier Letarte, technical consultant, both of St. Louis-de-Pintendre, and René Letarte, mining engineer, 458 des Érables, Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Pompage industriel de Québec ltée — Québec Industrial Pumping Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Louis-de-Pintendre, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721014

Pop Shoppes (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Monet, advocate, Lucie Ménard, and Micheline Bélanger, the latter two secretaries, spinsters, all three of 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in soft drinks and non-alcoholic beverages and the ingredients and components and syrups and extracts therefor, under the name of "Pop Shoppes (Montreal) Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720986

Praslin Lodge Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation: Raymond Perreault, administrateur, Yvette Carmichaël, commerçante, fille majeure, tous deux de 2225, Bruneau, Québec, et Armand Couture, hôtelier, 347, St-Éphrem, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Agir comme pourvoyeur de chasse et de pêche, sous le nom de « Praslin Lodge Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 350 actions ordinaires de $500 chacune et en 50 actions privilégiées de $500 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721564

Prodotec Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Maurice-D. Godbout, 16, Cambrai, Outremont, Claude Nadeau, 420, Strathcona Drive, Mont-Royal, tous deux avocats, et Bertin Nadeau, professeur, 4874, Côte-des-Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Prodotec Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721154

Les productions Alfa inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Gilles Lefebvre, avocat, 1401, de Godefroy, Sillery, Pierre Cauchon, administrateur, 7935, Place Turgeon, Charlesbourg, et Renée Tremblay, secrétaire, épouse de Robert Tremblay, 4-656, de l'Estrie, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agent-vendeurs à commission, mandataires, représentants ou courtiers en vue de la conclusion de toutes espèces de contrat ou d'opération licite, sous le nom de « Les productions Alfa inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Praslin Lodge Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Perreault, administrator, Yvette Carmichaël, merchant, spinster, both of 2225 Bruneau, Québec, and Armand Couture, hotel keeper, 347 St. Ephrem, Chicoutimi North, for the following purposes:

To act as hunting and fishing outfitters, under the name of "Praslin Lodge Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 350 common shares of $500 each and 50 preferred shares of $500 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721564

Prodotec Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice-D. Godbout, 16 Cambrai, Outremont, Claude Nadeau, 420 Strathcona Drive, Mount Royal, both lawyers, and Bertin Nadeau, teacher, 4874 Côte-des-Neiges, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "Prodotec Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721154

Les productions Alfa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Lefebvre, lawyer, 1401 de Godefroy, Sillery, Pierre Cauchon, administrator, 7935 Place Turgeon, Charlesbourg, and Renée Tremblay, secretary, wife of Robert Tremblay, 4-656 de l'Estrie, Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as commission sales agents, trustees, representatives or brokers dealing in the conclusion of all kinds of agreements or licit operations, under the name of "Les productions Alfa inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720951

Les promotions Boischatel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre Paquin, 12131, de Poutrincourt, Montréal, Alain Côté, 177, Carignan, tous deux avocats, et Raymond Marsolais, commerçant, 141, chemin Normandie, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Escompter des chèques et autres effets de commerce, sous le nom de « Les promotions Boischatel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720839

Québec Marking Products Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Yoine Goldstein, Côte Saint-Luc, Leonard W. Flanz, 5750, avenue Trinity, tous deux de Côte-Saint-Luc, et Robert Lefcort, 2555, avenue Benny, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des fournitures de bureau, papeterie, enveloppes, papier, cartes, graphiques, fournitures scolaires, outillages et articles connexes, en faire le commerce, sous le nom de « Québec Marking Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721430

Queberac Restaurant Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: George J. Tokar, professeur, 8665, d'Artagnan, Saint-Léonard, Antonio Kyriacou, restaurateur, et Athena Socratous, employée de restaurant, épouse dudit Antonio Kyriacou, ces deux derniers de 8194, Jacqueline, Lasalle, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720951

Les promotions Boischatel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Paquin, 12131 de Poutrincourt, Montreal, Alain Côté, 177 Carignan, both lawyers, and Raymond Marsolais, merchant, 141 Normandie Road, the latter two of Laval, for the following purposes:

To discount checks and other bills of exchange, under the name of "Les promotions Boischatel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720839

Québec Marking Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St. Luc, Leonard W. Flanz, 5750 Trinity Avenue, both of Côte Saint-Luc, and Robert Lefcort, 2555 Benny Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in office supplies, stationery, envelopes, paper, maps, charts, school supplies, equipment and related items, under the name of "Québec Marking Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721430

Queberac Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George J. Tokar, professor, 8665 d'Artagnan, Saint-Léonard, Antonio Kyriacou, restauranteur, and Athena Socratous, restaurant worker, wife of the said Antonio Kyriacou, the latter two of 8194 Jacqueline, Lasalle, for the following purposes:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « Queberac Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions catégorie « A » de $1 chacune, 10,000 actions catégorie « B » de $1 chacune 10,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2912, chemin Remembrance (du Souvenir), Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721544

Quincaillerie Mercure ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: René Beaupré, gérant, Marcelle Mercure, ménagère, épouse dudit René Beaupré, tous deux de 2132, Rachel est, et Andrée Richard, secrétaire, épouse de George Acel, 2475, Van Horne, app. 18, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Quincaillerie Mercure ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2132, Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721468

The Red Baron Line Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Baron, industriel, Laurence April, ménagère, épouse dudit André Baron, tous deux de 4735, St-Zotique est, et Rolande April, pharmacienne, fille majeure, 7, chemin Ste-Catherine, app. 307, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de matières plastiques et chimiques, et de substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « The Red Baron Line Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1850, rue Nicolet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 716765

Restaurant l'Esprit des Temps inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 4854, côte

To operate a restaurant, under the name of "Queberac Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 class "A" shares of $1 each, 10,000 class "B" shares of $1 each, 10,000 class "A" preferred shares of $1 each and 10,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2912 Remembrance Road, Lachine, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721544

Quincaillerie Mercure ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Beaupré, manager, Marcelle Mercure, housewife, wife of the said René Beaupré, both of 2132 Rachel East, and Andrée Richard, secretary, wife of George Acel, 2475 Van Horne, Apt. 18, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a hardware store, under the name of "Quincaillerie Mercure ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2132 Rachel East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721468

The Red Baron Line Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Baron, industrialist, Laurence April, housewife, wife of the said André Baron, both of 4735 St. Zotique East, and Rolande April, pharmacist, spinster, 7 Ste. Catherine Road, Apt. 307, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics, chemicals and plastic products of all kinds, under the name of "The Red Baron Line Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1850 Nicolet Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 716765

Restaurant l'Esprit des Temps inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 4854 Côte des

des Neiges, Christine Truesdell, 6747, 10e Avenue, tous deux de Montréal, tous trois avocats, et Suzanne Gibeau, secrétaire, Saint-Mathias, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de tous genres de restaurants, fabriquer toutes sortes et descriptions d'appareils, accessoires et marchandises semblables pour restaurants, en faire le commerce, sous le nom de « Restaurant l'Esprit des Temps inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721561

R. Rompré, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre-P. Chagnon, notaire, 5773, St-Donat, Anjou, France Ouellette, 1657, boulevard St-Joseph, et Thérèse Pinel, 8073, Lefebvre, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de photographie, cinématographie, audio-vision, de reproduction d'images et de son, sous le nom de « R. Rompré, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 477, rue Prince Arthur ouest, Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721445

Rosemère Leasing Inc.
Location Rosemère inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Henri-P. Lafleur, 414, Grosvenor, Montréal, Arnold B. Sharp, 1000, Moncrieff, Mont-Royal et Georges Audet, 228, Darwin, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles et véhicules de toutes sortes ainsi que de leurs pièces et accessoires, sous le nom de « Rosemère Leasing Inc.— Location Rosemère inc. », avec un capital divisé en 800 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720939

Neiges, Christine Truesdell, 6747 – 10th Avenue, both of Montreal, all three advocates, and Suzanne Gibeau, secretary, Saint-Mathias, the latter two spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of restaurants, restaurant equipment, restaurant accessories and the like, under the name of "Restaurant l'Esprit des Temps inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 10,000 class "A" preferred shares of $1 each and 20,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721561

R. Rompré, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-P. Chagnon, notary, 5773 St. Donat, Anjou, France Ouellette, 1657, St. Joseph Boulevard, and Thérèse Pinel, 8073 Lefebvre, Lasalle, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To operate a photographic, cinematographic, audio-visual and picture and sound reproduction business, under the name of "R. Rompré, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 477 Prince Arthur Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721445

Rosemère Leasing Inc.
Location Rosemère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-P. Lafleur, 414 Grosvenor, Montreal, Arnold B. Sharp, 1000 Moncrieff, Mount Royal, and Georges Audet, 228 Darwin, Verdun, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in cars and vehicles of all kinds, their parts and accessories, under the name of "Rosemère Leasing Inc.— Location Rosemère inc.", with a capital stock divided into 800 common shares without nominal value and 3,200 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rosemère, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720939

G. Roy et fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, Claude Ouellette, 956, Fréchette, Gilles Londéi, 288, 67e Avenue, tous deux de Laval, et Raynald Savage, 12105, boulevard Laurentien, Saint-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles, fruits, légumes, les aliments pour bétails de toutes sortes et de comestibles fabriqués, sous le nom de « G. Roy et fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 380 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720657

Salon de haute coiffure Larin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Charles Latour, 2630, Soissons, Marc Valois, 4390, Old Orchard, tous deux avocats, et Jocelyne Dancause, secrétaire, épouse de Jacques Bluteau, 2695, St-Zotique, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de coiffure, un salon de beauté, d'esthétique et de massage, sous le nom de « Salon de haute coiffure Larin inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5040, Bellechasse est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 717254

Salon Ménard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Edgar Ménard, 8331, Esplanade, Diane Ménard, épouse de Denis Legault, 1507, Fleury est, tous deux de Montréal, Raymond Ménard, 1895, Patricia, Saint-Laurent, et Guy Ménard, 309, Molière, Laval, tous quatre coiffeurs pour hommes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme coiffeurs et coiffeuses pour hommes et femmes, sous le nom de « Salon Ménard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

G. Roy et fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of Febbuary, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Mochon, 9129 Louisiane, St. Léonard, Claude Ouellette, 956 Fréchette, Gilles Londéi, 288 – 67th Avenue, both of Laval, and Raynald Savage, 12105 Laurentian Boulevard, St. Laurent, all four lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, groceries, meat, poultry, fruit, vegetables, all kinds of cattle feed and manufactured food, under the name of "G. Roy et fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 380 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720657

Salon de haute coiffure Larin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Charles Latour, 2630 Soisson, Marc Valois, 4390 Old Orchard, both lawyers, and Jocelyne Dancause, secretary, wife of Jacques Bluteau, 2695 St. Zotique, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a hairdressing, beauty, aesthetic and massage salon, under the name of "Salon de haute coiffure Larin inc. », with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5040 Bellechasse East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 717254

Salon Ménard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edgar Ménard, 8331 Esplanade, Diane Ménard, wife of Denis Legault, 1507 Fleury East, both of Montreal, Raymond Ménard, 1895 Patricia, St. Laurent, and Guy Ménard, 309 Molière, Laval, all four men's hair-stylists, for the following purposes:

To carry on business as ladies' and men's hair-stylists, under the name of "Salon Ménard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 717166

Service d'entretien la Québécoise inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Robert Tremblay, industriel, Rita Morin, épouse dudit Robert Tremblay, tous deux de 5793, des Tulipes, Montréal-Nord, et Aline Morin, fille majeure, 10135, Larose, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire l'entretien de bureaux, édifices, magasins et domiciles, sous le nom de « Service d'entretien la Québécoise inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 2747-1971

Signer Agency (1972) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Arnold Sanders, administrateur, 1390, avenue Hertel, Laval, Alan M. Stein, 5700, Cavendish, et Irwin Rudick, 6637, chemin Baily, ces deux derniers avocats, de Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Agir à titre d'agents, représentants et gérants auprès de toute compagnie ou association, de tout groupe, club, syndicat ou individu engagé directement ou indirectement dans le commerce de l'assurance, sous le nom de « Signer Agency (1972) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720286

Simuntex Fabrics Ltd.
Les tissus Simuntex ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 636, Kindersley, Elayne Chivers, épouse de Joseph Rabinovitch, 213, avenue Dresden, tous deux de Mont-Royal, Adele Trzonowicz, épouse d'Isaac Candiotti, 4891, Vézina, app. 20, et Ruth Glenen, fille majeure, 2921, rue

The head office of the company is at Mount Royal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 717166

Service d'entretien la Québécoise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Tremblay, industrialist, Rita Morin, wife of the said Robert Tremblay, both of 5793 des Tulipes, Montreal North, and Aline Morin, spinster, 10135 Larose, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate a maintenance service for offices, buildings, stores and homes, under the name of "Service d'entretien la Québécoise inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 2747-1971

Signer Agency (1972) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arnold Sanders, executive, 1390 Hertel Avenue, Laval, Alan M. Stein, 5700 Cavendish, and Irwin Rudick, 6637 Baily Road, the latter two advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To act as agents, representatives and managers for any company, association, group, club, syndicate or individual engaged directly or indirectly in the business of insurance, under the name of "Signer Agency (1972) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of a par value of $1 each and 10,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720286

Simuntex Fabrics Ltd.
Les tissus Simuntex ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 636 Kindersley, Elayne Chivers, wife of Joseph Rabinovitch, 213 Dresden Avenue, both of Mount Royal, Adele Trzonowicz, wife of Isaac Candiotti, 4891 Vézina, Apt. 20, and Ruth Glenen, spinster, 2921 Beaugrand Street, the

Beaugrand, ces deux dernières de Montréal, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer des draperies, rideaux, draps, matériel de rembourrage, meuble, fournitures, tapis, revêtements de planchers, textiles, et tissus de tous genres, en faire le commerce, sous le nom de « Simuntex Fabrics Ltd.— Les tissus Simuntex ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 8750, 14e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721107

Sky Luggage Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Sebastiano Piacentino, 5989, avenue du Parc, Montréal, Michel Auger, 558, Place Beaucaire, et Charles Auger, 877, chemin du Parc, ces deux derniers de Laval, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles en cuir dans tous les domaines, sous le nom de « Sky Luggage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720446

Son-Rite Distributors Inc.
Les distributeurs Son-Rite inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Denis Portelance, gérant de crédit, Marguerite Goyette, ménagère, épouse dudit Denis Portelance, tous deux de 6556, de Laroche, Montréal, Peter Kirchgessner, contrôleur, et Maria Koenig, secrétaire, épouse dudit Peter Kirchgessner, ces deux derniers de 423, des Ormes, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du lait, des produits laitiers ou leurs substituts, des viandes, poissons, pains, biscuits, gâteaux, pâtisseries, extraits, sauces condiments, thés, cafés, bonbons, épiceries, aliments, produits alimentaires et préparations de toutes sortes, sous le nom de « Son-Rite Distributors Inc. — Les distributeurs Son-Rite inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720875

latter two of Montreal, the latter three secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in draperies, curtains, cloth, upholstering, furniture, furnishings, carpets, floor coverings, soft goods, textiles and fabrics of all types, under the name of "Simuntex Fabrics Ltd.— Les tissus Simuntex ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 8750 – 14th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721107

Sky Luggage Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sebastiano Piacentino, 5989 Parc Avenue, Montreal, Michel Auger, 558 Place Beaucaire, and Charles Auger, 877 Parc Road, the latter two of Laval, all three merchants, for the following purposes:

To manufacture and deal in leather goods of all kinds, under the name of "Sky Luggage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720446

Son-Rite Distributors Inc.
Les distributeurs Son-Rite inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Portelance, credit manager, Marguerite Goyette, housewife, wife of the said Denis Portelance, both of 6556 de Laroche, Montreal, Peter Kirchgessner, comptroller, and Maria Koenig, secretary, wife of the said Peter Kirchgessner, the latter two of 423 des Ormes, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in milk, dairy products and their substitutes, meat, fish, bread, biscuits, cakes, pastries, extracts, sauces, seasonings, tea, coffee, candy, groceries, foodstuffs, food products and preparations of all kinds, under the name of "Son-Rite Distributors Inc. — Les distributeurs Son-Rite inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720875

The E.M. Stock Co. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Morley T. Stock, Edward S. Stock, tous deux administrateurs, et Ada Edith Mintz, ménagère, épouse dudit Edward S. Stock, tous trois du 40, Mulberry Crescent, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire le commerce de nouveautés, bijoux, articles de cuir, sacs à main et objets semblables, sous le nom de « The E.M. Stock Co. Inc. », avec un capital total de $22,500, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 200 actions privilégiées de la catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées de la catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 11645 ouest, boulevard Gouin, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

46337 720927

Sudek inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre-A. Châtel, 1014, Laurier est, Jean-Louis Marazzani, 3532, Kent, Ricardo Paleschi, 1140, de Maisonneuve ouest, tous trois designers, de Montréal, et Jean Guindon, architecte, 833, Carré Hotte, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Sudek inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 3419-1971

Tabagie St-François inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gérard Courchesne, industriel, 48, Montplaisir, Cap-de-la-Madeleine, Robert Gagné, pilote, 3371, Pontoise, Trois-Rivières-Ouest, et Rita Courchesne, secrétaire, fille majeure, 590, 70e rue, Saint-Théophile, pour les objets suivants:

Exploiter une tabagie, sous le nom de « Tabagie St-François inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,600 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $10 chacune.

The E.M. Stock Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morley T. Stock, Edward S. Stock, both executives, and Ada Edith Mintz, housewife, wife of the said Edward S. Stock, all three of 40 Mulberry Crescent, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To deal in giftware, jewellery, leather goods, handbags and similar item, under the name of "The E.M. Stock Co. Inc.", with a total capital stock of $22,500, divided into 500 common shares of a par value of $1 each, 200 classe "A" preferred shares of a par value of $100 each and 200 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 11645 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720927

Sudek inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-A. Châtel, 1014 Laurier East, Jean-Louis Marazzani, 3532 Kent, Ricardo Paleschi, 1140 De Maisonneuve West, all three designers, of Montreal, and Jean Guindon, architect, 833 Carré Hotte, Ste. Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Sudek inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 3419-1971

Tabagie St-François inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Courchesne, industrialist, 48 Montplaisir, Cap-de-la-Madeleine, Robert Gagné, pilot, 3371 Pontoise, Trois-Rivières West, and Rita Courchesne, secretary, spinster, 590 – 70th Street, St. Théophile, for the following purposes:

To operate a tobacco store, under the name of "Tabagie St-François inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,600 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 535, rue Williams, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721302

La tannière de Trois-Rivières-Ouest inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Landry, technicien, 3320, Chambois, Raymond Cormier, inspecteur, 3432, Pontoise, et André Charest, comptable, 3305, Côte Richelieu, tous trois de Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Venir en aide à la jeunesse en général et au mouvement scout en particulier, sous le nom de « La tannière de Trois-Rivières-Ouest inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720183

Jean-Roch Tardif inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean-Roch Tardif, commerçant, Bibiane Plante, ménagère, épouse dudit Jean-Roch Tardif, tous deux de 2183, 27e rue, et Christian Tardif, vendeur, 2555, Champfleury, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires pour fins domestiques ou commerciales, sous le nom de « Jean-Roch Tardif inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721606

Théâtre Marist inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Aario Alfred Marist, metteur en scène, 1297 St-Denis, Claude Logeais, administrateur, 4727 Fulton app.2, et Guy Lamontagne, comédien, 4680, Christophe-Colomb, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter toutes sortes de salles de spectacles pour fins éducatives ou de divertissements, sous le nom de « Théâtre Marist inc. ».

The head office of the company is at 535 Williams Street, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721302

La tannière de Trois-Rivières-Ouest inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Landry, technician, 3320 Chambois, Raymond Cormier, inspector, 3432 Pontoise, and André Charest, accountant, 3305 Côte Richelieu, all three of Trois-Rivières West, for the following purposes:

To help the young in general, particularly the scout organization, under the name of "La tannière de Trois-Rivières-Ouest inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières West, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720183

Jean-Roch Tardif inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Roch Tardif, merchant, Bibiane Plante, housewife, wife of the said Jean-Roch Tardif, both of 2183 – 27th Street, and Christian Tardif, salesman, 2555 Champfleury, all three of Québec, for the following purposes:

To deal in home or commercial appliances, under the name of "Jean-Roch Tardif inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721606

Théâtre Marist inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Aario Alfred Marist, stage director, 1297 St. Denis, Claude Logeais, administrator, 4727 Fulton, Apt. 2, and Guy Lamontagne, actor, 4680 Christophe-Colomb, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate all kinds of entertainment halls for educational or recreational purposes, under the name of "Théâtre Marist inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $75,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721111

Tourbière Saint-André inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Napoléon Lafaille, commerçant, Jeanne Tanguay, ménagère, épouse dudit Napoléon Lafaille, tous deux de rue Main ouest, Coaticook, et Joseph-Émile Martineau, camionneur, Barnston, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation de tourbière, sous le nom de « Tourbière Saint-André inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue Main ouest, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721100

Tourcomo limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, et Peter C. Casey, 453, Grosvenor, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et de la recherche de mines, minerais et des gisements de tourbe, sous le nom de « Tourcomo limitée », avec un capital divisé en 50,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720727

Tradexim International (Canada) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Laurette Gibeault, secretaire, épouse de Jacques Tousignant, 12109, Place Deschamps, Claudel Sirois, 7390, Chabot, tous deux de Montréal, et Yves Rouleau, 955, Plymouth, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, libraires, graveurs, relieurs, papetiers, et autre commerce semblable, sous le nom de « Tradexim International (Canada)

The amount of the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $75,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDISN,
Director of the Companies Service.

46337 721111

Tourbière Saint-André inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Napoléon Lafaille, merchant, Jeanne Tanguay, housewife, wife of the said Napoléon Lafaille, both of Main Street West, Coaticook, and Joseph-Émile Martineau, truck driver, Barnston, for the following purposes:

To deal in turf moors, under the name of "Tourbière Saint-André inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Main Street West, Coaticook, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721100

Tourcomo limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Rochefort, 2227 Bourgeoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, and Peter C. Casey, 453 Grosvernor, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To prospect and explore for mines, minerals and peat deposits, under the name of "Tourcomo limitée", with a capital stock divided into 50,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720727

Tradexim International (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurette Gibeault, secretary, wife of Jacques Tousignant, 12109 Place Deschamps, Claudel Sirois, 7390 Chabot, both of Montreal, and Yves Rouleau, 955 Plymouth, Mount Royal, the latter two lawyers, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, booksellers, engravers, bookbinders, stationers and in other like trades, under the name of "Tradexim Internatio-

Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1021, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720655

Transol Location Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre-F. Pouliot, Louis Rémillard et Louis Vézina, tous trois avocats, de 220, Grande-Allée est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transol Location Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721552

Clément Tremblay ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Blanchet, 281, Collard, Thérèse Laforest, 830, Notre-Dame, tous deux avocats, et Ghislaine Caron, secrétaire, 338, Xavier, ces deux dernières filles majeures, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Exploiter une mercerie, sous le nom de « Clément Tremblay ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 721299

Tremblay Pool Centre Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Léonard Tremblay, entrepreneur, Sheila Towns, commis, épouse dudit Léonard Tremblay, tous deux de Ormstown, et George-F. Tremblay, employé du textile, Huntingdon, pour les objets suivants:

Fabriquer, vendre et installer des piscines, sous le nom de « Tremblay Pool Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

nal (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1021 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720655

Transol Location Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-F. Pouliot, Louis Rémillard and Louis Vézina, all three lawyers, of 220 Grande-Allée East, Québec, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Transol Location Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721552

Clément Tremblay ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Blanchet, 281 Collard, Thérèse Laforest, 830 Notre-Dame, both lawyers, and Ghislaine Caron, secretary, 338 Xavier, the latter two spinsters, all three of Alma, for the following purposes:

To operate a haberdashery, under the name of "Clément Tremblay ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 721299

Tremblay Pool Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonard Tremblay, contractor, Sheila Towns, clerk, wife of the said Léonard Tremblay, both of Ormstown, and George-F. Tremblay, textile employee, Huntingdon, for the following purposes:

To construct, sale and install swimming pools, under the name of "Tremblay Pool Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720559

Triad Trucklease (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, Saint-Léonard, Benoit Rivet, 325, Joliette, Longueuil, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Faire la location d'omnibus, de taxis, de fardiers, de fiacres automotibles, d'autobus, de haquets, de camions ou autres véhicules de transport public ou privé, sous le nom de « Triad Trucklease (Québec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'un valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721182

Turcot & Associates Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Claude Proutat, 200, Corot, app. 404, Huguette Fournier, 6825, 28e Avenue, et Carole Dusseault, 8261 Saint-Denis, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en administration, conseillers industriels, conseillers et experts conseils pour la gestion de toutes sortes de commerces, exploitations et entreprises, sous le nom de « Turcot & Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 8202, avenue Querbes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721368

Unitech inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Paul Dumont, ingénieur-géologue, 86, Lavoisier, Laval, Raymond Lecuyer, géologue, 476, Dollard, Mont-Saint-Hilaire, et Maurice Beaudry, ingénieur-conseil, 812, boulevard Ste-Croix, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, prospecteurs et de foreurs et de cher-

The head office of the company is at Ormstown, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720559

Triad Trucklease (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, Saint-Léonard, Benoit Rivet, 325 Joliette, Longueuil, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Explanade, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lessors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor buses, auto drays, motor trucks or other private or public conveyances, under the name of "Triad Trucklease (Québec) Ltd.". with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721182

Turcot & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Ministre of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claudine Proutat, 200 Corot, Apt. 404, Huguette Fournier, 6825 – 28th Avenue, and Carole Dusseault, 8261 St-Denis, all three secretaries, spinsters, of Mont-real, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, operations and undertakings, under the name of "Turcot & Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 cach.

The head office of the company is at 8202 Querbes Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721368

Unitech inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters gtent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Dumont, engineer-geologist, 86 Lavoisier, Laval, Raymond Lecuyer, geologist, 476 Dollard, Mont-Saint-Hilaire, and Maurice Beaudry, consulting engineer, 812 Ste. Croix Boulevard, St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, prospectors or mine drillers and explorers, under the

cheurs de mines, sous le nom de « Unitech inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 4,750 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est 812, boulevard Ste-Croix, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720239

United Film Realties Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1971, constituant en corporation: John L. Liberman, 7487, chemin Spring, Myer M. Stern, 5501, Adalbert, app. 310, tous deux de Côte-Saint-Luc, Leonard Waxman, 4328, rue Sherbrooke, app. 18, Montréal, tous trois avocats, et Irène Primeau, secrétaire, fille majeure, 7150, rue Cannes, app. 7, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire, imprimer et distribuer des films, sous le nom de « United Film Realties Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 451, avenue Ogilvy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

46337 3307-1971

United Gemini Resources Ltd.
Ressources Gémeaux Unis ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Henri W. Laurier, 110, Brixton, Saint-Lambert, tous deux avocats, et Dorothy Taylor, secrétaire, épouse de Bradley Taylor, 1540, Lafayette, Longueuil, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer, prospecter, ouvrir, explorer, mettre en valeur, améliorer, entretenir et administrer des mines, terrains miniers et gisements, sous le nom de « United Gemini Resources Ltd. — Ressources Gémeaux Unis ltée », avec un capital-actions divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 485, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721429

R.S. Walch & Associates Inc.
R.S. Walch & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Roland S. Walch, analyste de systèmes, 3455, du Rocher, Montréal, Bernard K.

name of "Unitech inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 4,750 preferred shares of $20 each.

The head office of the company is at 812 Ste. Croix Boulevard, St. Laurent, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720239

United Film Realties Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John L. Liberman, 7487 Spring Road, Myer M. Stern, 5501 Adalbert, Apt. 310, both of Côte Saint-Luc, Leonard Waxman, 4328 Sherbrooke Street, Apt. 18, Montreal, all three advocates, and Irène Primeau, secretary, spinster, 7150 Cannes Street, Apt. 7, Saint-Léonard, for the following purposes:

To make, print and distribute films, under the name of "United Film Realties Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 451 Ogilvy Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

46337-o 3307-1971

United Gemini Resources Ltd.
Ressources Gémeaux Unis ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, Henri W. Laurier, 110 Brixton, Saint-Lambert, both advocates, and Dorothy Taylor, secretary, wife of Bradley Taylor, 1540 Lafayette, Longueuil, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage mines and mineral lands and deposits, under the name of "United Gemini Resources Ltd. — Ressources Gémeaux Unis ltée", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 485 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721429

R.S. Walch & Associates Inc.
R.S. Walch & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland S. Walch, system analysist, 3455 du Rocher, Montreal, Bernard K. Schneider,

Schneider, avocat, 7034, chemin Wavell, Côte-Saint-Luc, et Danièle Blanchard, secrétaire, épouse d'André Petit, 3833, Henri-Dunant, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce à titre de conseillers de gestion, conseilllers industriels et spécialistes et conseillers et programmeurs de système dans l'opération de toutes sortes de commerces, exploitations et entreprises, sous le nom de « R.S. Walch & Associates Inc — R.S. Walch & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,900 actions catégorie « B » d'une valer au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 721083

R. Weiss Sales Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Ronald Weiss, ingénieur, 5533, chemin Earle, Côte-Saint-Luc, Rae Weiss, ménagère, épouse de Abraham Weiss, et Shirley Weiss, secrétaire, fille majeure, ces deux dernières du 4770, MacKenzie, Montréal, pour les objets suivants:

Vendre, annoncer, distribuer ou présenter toute sorte de produits fabriqués, marchandise, propriété personnelle et objets de commerce de tout genre, en stimuler la vente, sous le nom de « R. Weiss Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sicège social de la compagnie est au 4874, Côte des Neiges, suite 1511, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720514

Wen-Elle Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Jerry Steinberg, homme d'affaires, 865, 92e Avenue, Laval, Jeff Boro, avocat, et Hela Nadler, technicienne, épouse dudit Jeff Boro, ces deux derniers du 5501, Adalbert, app. 819 Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de textiles et articles vestimentaires pour hommes, dames et enfants, en faire le commerce, sous le nom de « Wen-Elle Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 720589

advocate, 7034 Wavell Road, Côte Saint-Luc, and Danièle Blanchard, secretary, wife of André Petit, 3833 Henri Dunant, Laval, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants and systems programmers in the operation of all kinds of business, operations and undertakings, under the name of "R.S. Walch & Associates Inc. — R.S. Walch & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 class "A" shares of the par value of $1 each and 39,900 class "B" shares of the par value of $1 each.

The head office of the companies is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 721083

R. Weiss Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Weiss, engineer, 5533 Earle Road, Côte Saint-Luc, Rae Weiss, housewife, wife of Abraham Weiss, and Shirley Weiss, secretary, spinster, the latter two of 4770 MacKenzie, Montreal, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind, under the name of "R. Weiss Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4874 Côte des Neiges, Suite 1511, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720514

Wen-Elle Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jerry Steingerg, businessman, 865 – 92nd Avenue, Laval, Jeff Boro, lawyer, and Hela Nadler, technician, wife of the said Jeff Boro, the latter two of 5501 Adalbert, Apt. 819, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of textiles and clothing apparel for men, women and children, under the name of "Wen-Elle Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 720589

Lettres patentes supplémentaires

L'Association des Propriétaires de Grande Vallée inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'avril 1972, à « L'Association des Propriétaires de la Vallée de Chertsey inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de décembre 1964, changeant son nom en celui de « L'Association des Propriétaires de Grande Vallée inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 5554-64

Bernard Services Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1971, à la compagnie « Bernard Services Corporation », diminuant son capital de $40,000 à $1,000 par l'annulation de 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 14294-59

CIP Paper Products Limited
Produits de Papier CIP limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'avril 1972, à la compagnie « CIP Homes Limited — Les Habitations CIP limitée », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de décembre 1969, 1° changeant son nom en celui de « CIP Paper Products Limited — Produits de Papier CIP limitée »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 6035-69

Centre Sportif des Arpents Verts inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'avril 1972, à la compagnie « Camping et Érablière des Arpents Verts inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de juin 1969, changeant son nom en celui de « Centre Sportif des Arpents Verts inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 2833-69

Supplementary Letters Patent

L'Association des Propriétaires de Grande Vallée inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L'Association des Propriétaires de la Vallée de Chertsey inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of December, 1964, changing its name to that of "L'Association des Propriétaires de Grande Vallée inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 5554-64

Bernard Services Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bernard Services Corporation", reducing its capital from $40,000 to $1,000 by the cancellation of 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 14294-59

CIP Paper Products Limited
Produits de Papier CIP limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "CIP Homes Limited — Les Habitations CIP limitée", incorporated by letters patent dated 10th day of December, 1969, 1. changing its name to that of "CIP Paper Products Limited — Produits de Papier CIP limitée"; 2. modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 6035-69

Centre Sportif des Arpents Verts inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Camping et Érablière des Arpents Verts inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of June, 1969, changing its name to that of "Centre Sportif des Arpents Verts inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 2833-69

Citizens League of Châteauguay Inc.
La Ligue des Citoyens de Châteauguay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour d'avril 1972, à la compagnie « Proprietors League of the City of Châteauguay — La Ligue des Propriétaires de la Cité de Châteauguay », constituée par lettres patentes en date du 1er jour d'octobre 1959, changeant son nom en celui de « Citizens League of Châteauguay Inc. — La Ligue des Citoyens de Châteauguay inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 14993-59

Construction Ber-Mask ltée
Ber-Mask Construction Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de mars 1972, à la compagnie « Construction Ber-Mask ltée — Ber-Mask Construction Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000 par la création de 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 3122-70

Les Distributions Conti inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour d'avril 1972, à la compagnie « Jos. Lipari Distributing Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de janvier 1958, changeant son nom en celui de « Les Distributions Conti inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 14062-57

Maxigestion limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'avril 1972, à la compagnie « Maxi-Gestion ltée », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de février 1972, changeant son nom en celui de « Maxigestion limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 720952

Montreal Electrical Works Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Citizens League of Châteauguay Inc.
La Ligue des Citoyens de Châteauguay inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Proprietors League of the City of Châteauguay — La Ligue des Propriétaires de la Cité de Châteauguay", incorporated by letters patent dated 1st day of October, 1959, changing its name to that of "Citizens League of Châteauguay Inc. — La Ligue des Citoyens de Châteauguay inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 14993-59

Construction Ber-Mask ltée
Ber-Mask Construction Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Construction Ber-Mask ltée — Ber-Mask Construction Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $140,000 by the creation of 2,000 common shares of a par value of $10 each and 8,000 preferred shares of a par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 3122-70

Les Distributions Conti inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jos. Lipari Distributing Inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of January, 1958, changing its name to that of "Les Distributions Conti inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 14062-57

Maxigestion limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Maxi-Gestion ltée", incorporated by letters patent dated the 17th day of February, 1972, changing its name to that of "Maxigestion limitée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 720952

Montreal Electrical Works Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1972, have been issued by the Min-

patentes supplémentaires en date du 7e jour d'avril 1972, à la compagnie « Montreal Electromotor Works Limited », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de septembre 1971, changeant son nom en celui de « Montreal Electrical Works Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 714676

Le Patro de Lévis inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'avril 1972, à la corporation « Carrefour de la Jeunesse inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour d'avril 1967, changeant son nom en celui de « La Patro de Lévis inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 1729-67

Place Décarie Dining-Room Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour d'avril 1972, à la compagnie « Place Décarie Light Lunch Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de février 1965, 1° changeant son nom en celui de « Place Décarie Dining-Room Inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 772-65

Quincaillerie Edmond Parent inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de février 1972, à la compagnie « Quincaillerie Unik inc.— Unik Hardware Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1964, changeant son nom en celui de « Quincaillerie Edmond Parent inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 1383-64

Rose Electric Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'avril 1972, à la compagnie « Ameublement Jetland ltée — Jetland Furniture Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de décembre 1971, changeant son nom en celui de « Rose Electric Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 716674

ister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Montreal Electromotor Works Limited", incorporated by letters patent dated 3rd day of September, 1971, changing its name to that of "Montreal Electrical Works Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 714676

Le Patro de Lévis inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Carrefour de la Jeunesse inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of April, 1967, changing its name to that of "La Patro de Lévis inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 1729-67

Place Décarie Dining-Room Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Place Décarie Light Lunch Inc.", incorporated by letters patent dated 19th day of February, 1965, 1. changing its name to that of "Place Décarie Dining-Room Inc."; 2. modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 772-65

Quincaillerie Edmond Parent inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Quincaillerie Unik inc.— Unik Hardware Inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of April, 1964, changing its name to that of "Quincaillerie Edmond Parent inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 1383-64

Rose Electric Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ameublement Jetland ltée — Jetland Furniture Ltd.", incorporated by letters patent dated the 7th day of December, 1971, changing its name to that of "Rose Electric Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 716674

Tafler, Tucker (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de mars 1972, à la compagnie « Tafler, Tucker (Québec) Ltd. », subdivisant 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337 947-71

J.B. Tremblay ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1972, à la compagnie « J.B. Tremblay & Galaise ltée », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de septembre 1968, changeant son nom en celui de « J.B. Tremblay ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 4134-68

Warmal Sheet Metals Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de mars 1972, à la compagnie « Warmal Sheet Metals Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $310,000 par la création de 2,700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 13176-57

Waro Construction inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaies en date du 29e jour de mars 1972, à la compagnie « Les Entreprises Y.G.L. inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de février 1966, 1° changeant son nom en celui de « Waro Construction inc. »; 2° augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 5; 3° changeant son siège social de Montréal à Saint-Jacques, comté de Montcalm; 4° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 5° convertissant 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 6° subdivisant 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 6,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune; 7° augmentant son capital de $40,000 à $200,000 par la création de 16,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 627-66

Tafler, Tucker (Québec) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Tafler, Tucker (Québec) Ltd.", subdividing 300 preferred shares of the par value of $100 each into 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337-o 947-71

J.B. Tremblay ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J.B. Tremblay & Galaise ltée", incorporated by letters patent dated the 11th day of September, 1968, changing its name to that of "J.B. Tremblay ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 4134-68

Warmal Sheet Metals Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Warmal Sheet Metals Inc.", increasing its capital from $40,000 to $310,000 by the creation of 2,700 preferred shares of $100 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 13176-57

Waro Construction inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Y.G.L. inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of February, 1966, 1. changing its name to that of "Waro Construction inc."; 2. increasing the number of its directors from 3 to 5; 3. changing its head office from Montreal to St. Jacques, County of Montcalm; 4. amending the provisions of its letters patent: 5. converting 200 common shares of a par value of $10 each into 200 preferred shares of a par value of $10 each; 6. subdividing 600 common shares of a par value of $10 each into 6,000 common shares of a par value of $1 each; 7. increasing its capital from $40,000 to $200,000 by the creation of 16,000 preferred shares of a par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 627-66

Compagnies dissoutes

Acandia Aluminum Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Acandia Aluminum Ltd. », constituée en corporation le 2 juin 1965, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 2599-65

Bondurant Incorporated

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bondurant Incorporated », constituée en corporation le 28 octobre 1947, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 6462-47

The Golden Halls Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Golden Halls Inc. », constituée en corporation le 17 juin 1965, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 2811-65

Gosselin & Lessard ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gosselin & Lessard ltée », constituée en corporation le 18 septembre 1964, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 4160-64

Placements Chaudière inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Placements Chaudière inc. », constituée en corporation le 30 décembre 1960, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 10007-61

Rety Holdings Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Rety Holdings Ltd. », constituée en corporation le 23 février 1960, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 10015-60

Companies Dissolved

Acandia Aluminum Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Acandia Aluminum Ltd.", incorporated on June 2, 1965.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 2599-65

Bondurant Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Bondurant Incorporated", incorporated on October 28, 1947.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 6462-47

The Golden Halls Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "The Golden Halls Inc.", incorporated on June 17, 1965.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 2811-65

Gosselin & Lessard ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Gosselin & Lessard ltée", incorporated on September 18, 1964.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 4160-64

Placements Chaudière inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Placements Chaudière inc.", incorporated on December 30, 1960.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 10007-61

Rety Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Rety Holdings Ltd.", incorporated on February 23, 1960.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 10015-60

S. & B. Holdings Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « S. & B. Holdings Ltd. », constituée en corporation le 3 octobre 1958, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 13502-58

Sherbrooke Teleservice Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Sherbrooke Teleservice Inc. », constituée en corporation le 5 octobre 1965, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 4411-65

Voyageur Provincial inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Voyageur Provincial inc. », constituée en corporation le 7 août 1963, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 3347-63

Wonder Berets & Hats Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Wonder Berets & Hats Limited", constituée en corporation le 10 avril 1933, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46337-o 683-33

S. & B. Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "S. & B. Holdings Ltd.", incorporated on October 3, 1958.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 13502-58

Sherbrooke Teleservice Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Sherbrooke Teleservice Inc.", incorporated on October 5, 1965.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 4411-65

Voyageur Provincial inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Voyageur Provincial inc.", incorporated on August 7, 1963.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 3347-63

Wonder Berets & Hats Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Wonder Berets & Hats Limited", incorporated on April 10, 1933.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46337 683-33

Ministère de la Voirie

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir entretenus par le ministère de la Voirie.

Comté de Wolfe:

Dans la municipalité de Marbleton village, le chemin Lime Ridge, vis-à-vis du lot 17 sur une longueur de 1,600 pieds.

Comté de Pontiac:

Dans la municipalité de Onslow canton, l'ancien chemin Masham – Lac des Loups, vis-à-vis du lot P-27B du rang XIII sur une longueur de 100 pieds.

Comté de Dorchester:

Dans la municipalité de Saint-Édouard-de-Frampton paroisse, les chemins suivants: Le chemin entre les rangs II et III vis-à-vis des lots 146, 211-212 sur une longueur de 524 pieds. La route McGowan, vis-à-vis

Department of Roads

Notice

The roads hereinafter described will no longer be maintained by the Department of Roads.

County of Wolfe:

In the Municipality of the Village of Marbleton, the Lime Ridge Road, facing lot 17, over a length of 1,600 feet.

County of Pontiac:

In the Municipality of the township of Onslow, the former Masham – Lac des Loups Road, facing lot P-27B of Range XIII, over a length of 100 feet.

County of Dorchester:

In the Municipality of the Parish of St. Édouard-de-Frampton, the following roads: the road between Ranges II and III facing lots 146, 211-212, over a length of 524 feet. The McGowan Road, facing lots

des lots 212, 213, 215 sur une longueur de 750 pieds et vis-à-vis des lots P-214 et P-215 sur une longueur de 372 pieds.

La route St-Malachie, vis-à-vis des lots 320, 322 et P-321 sur une longueur de 637 pieds.

Comté de Yamaska:

Dans la municipalité de Saint-Pie-de-Guire paroisse l'ancien chemin rang Saint-Henri vis-à-vis des lots 537 et 538 sur une longueur de 530 pieds.

Dans la municipalité de Saint-François-du-Lac paroisse l'ancien chemin du rang Saint-Pierre (3e concession) vis-à-vis des lots 498 et 499 sur une longueur de 70 pieds.

Dans la municipalité de Notre-Dame-de-Pierreville paroisse, trois parties de l'ancienne route Lemaître vis-à-vis des lots 102, 105, 136 et 138 sur une longueur de 600 pieds. Vis-à-vis des lots 102, 103, 104, 136, 139 et 140 sur une longueur de 820 pieds. Vis-à-vis des lots 106-107-113, 134 et 135 sur une longueur de 320 pieds.

Comté de Saint-Maurice:

Dans la municipalité de Saint-Gérard-des-Laurentides paroisse, les chemins suivants:

L'ancienne route Shawinigan Saint-Gérard (Père Marquette) vis-à-vis des lots P-611, P-612 et P-612-1 sur une longueur de 680 pieds.

L'ancienne route Saint-Gérard Saint-Mathieu, vis-à-vis du lot P-585 sur une longueur de 395 pieds.

Dans la municipalité de Shawinigan cité, l'ancienne route Shawinigan-Saint-Gérard (Père Marquette) vis-à-vis des lots 613-1 à P-613-108 inclus sur une longueur de 554 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Boniface-de-Shawinigan village l'ancien chemin du 7e rang vis-à-vis des lots P-257, P-260 et P-348 sur une longueur de 1015 pieds.

Québec, le 30 mai 1972.

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

46402-o

212, 213, 215 over a length of 750 feet and facing lots P-215 and P-215, over a length of 372 feet.

The St. Malachie Road, facing lots 320, 322 and P-321, over a length of 637 feet.

County of Yamaska:

In the Municipality of the Parish of St. Pie-de-Guire, the former St. Henri Range Road, facing lots 537 and 538, over a length of 530 feet.

In the Municipality of the parish of St. François-du-Lac, the former St. Pierre Range Road (3rd Concession), facing lots 498 and 499, over a length of 70 feet.

In the municipality of the Parish of Notre-Dame-de-Pierreville, three sections of the former Lemaître Road, facing lots 102, 105, 136 and 138 over a length of 600 feet. Facing lots 102, 103, 104, 136, 139 and 140, over a length of 820 feet. Facing lots 106-107-113, 134 and 135 over a length of 320 feet.

County of St. Maurice:

In the Municipality of the Parish of St. Gérard-des-Laurentides, the following roads:

The former Shawinigan-St. Gérard Road (Père Marquette), facing lots P-611, P-612 and P-612-1, over a length of 680 feet. The former St. Gérard — St. Mathieu Road, facing lot P-585, over a length of 395 feet.

In the Municipality of the City of Shawinigan, the former Shawinigan – St. Gérard Road (Père Marquette) facing lots 613-1 to P-613-108 inclusive over a length of 554 feet.

In the Municipality of the Village of St. Boniface-de-Shawinigan, the former 7th Range Road, facing lots P-257, P-260 and P-348, over a length of 1015 feet.

Québec, May 30, 1972.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

46402

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à partir du 1er novembre 1972, entretenus par le ministère de la Voirie.

Comté de Drummond:

Dans la municipalité de Drummondville-sud ville, les chemins suivants:

L'ancienne route 22 sur une longueur de 5,218 pieds.

Le chemin du 2ième rang sur une longueur de 7,390 pieds.

Le chemin Jean Bréboeuf sur une longueur de 1,039 pieds.

Dans la municipalité de Durham-sud, la rue Sainte-Anne sur une longueur de 582 pieds.

Dans la municipalité de Kingsey Falls village, les rues et chemins suivants:

La rue de l'Église sur une longueur de 1,410 pieds.

La rue Lambert sur une longueur de 332 pieds.

La rue Lachance sur une longueur de 342 pieds.

Le chemin Jos. Lemieux sur une longueur de 2,073 pieds.

Notice

The roads hereinfater described will no longer be maintained by the Department of Roads effective November 1, 1972.

County of Drummond:

In the Municipality of the Town of Drummondville South, the following roads:

Former Route 22, over a length of 5,218 feet.

The 2nd Range Road, over a length of 7,390 feet.

The Jean Bréboeuf Road, over a length of 1,039 feet.

In the Municipality of Durham South, the Ste. Anne Street, over a length of 582 feet.

In the Municipality of the Village of Kingsey Falls, the following streets and roads:

De l'Église Street, over a length of 1,410 feet.

Lambert Street, over a length of 332 feet.

Lachance Street, over a length of 342 feet.

Jos. Lemieux Road, over a length of 2,073 feet.

Dans la municipalité de Notre-Dame-du-Bon-Conseil village, les rues suivantes:

La rue du Moulin Nord sur une longueur de 345 pieds.

La rue du Moulin Sud sur une longueur de 565 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Cyrille village les rues suivantes:

La rue Saint-Laurent sur une longueur de 650 pieds.

La rue Saint-Louis sur une longueur de 410 pieds.

La rue Saint-David sur une longueur de 1,170 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham village, les chemins suivants:

La route Watkins sur une longueur de 276 pieds.

La rue Du Parc sur une longueur de 268 pieds.

La rue Saint-Édouard sur une longueur de 552 pieds.

La rue Saint-Ferdinand sur une longueur de 316 pieds.

Dans la municipalité de Wickham les rues suivantes:

La rue de la Station sur une longueur de 746 pieds.

La rue Lepage sur une longueur de 586 pieds.

La rue Hébert sur une longueur de 567 pieds.

Comté de Chambly:

Dans la municipalité de Boucherville ville, le chemin de Desserte sur une longueur de 6,327 pieds. (intersection 6e rang).

Comté de Taillon:

Dans la municipalité de Saint-Hubert ville, les rues suivantes:

La rue Légault sur une longueur de 757 pieds.

La rue « H » sur une longueur de 1,703 pieds.

La rue « J » (La Gare) sur une longueur de 1.111 pieds.

Comté de Verchères:

Dans la municipalité de Chambly cité, la rue Bourgogne (anc. Rte 1) sur une longueur de 4,298 pieds.

Comté de Richmond:

Dans la municipalité d'Asbestos ville (anc. Canton Shipton), les chemins suivants:

La route no 32 sur une longueur de 4,607 pieds.

Le chemin de raccordement à la route 32 sur une longueur de 1,117 pieds.

Le chemin du 2ième rang sur une longueur de 3,497 pieds,

Québec, le 31 mai 1972.

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

46402-o

In the Municipality of the Village of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, the following streets:

Du Moulin Street North, over a length of 435 feet.

Du Moulin Street South, over a length of 565 feet.

In the Municipality of the Village of St. Cyrille, the following streets:

St. Laurent Street, over a length of 650 feet.

St. Louis Street, over a length of 410 feet.

St. David Street, over a length of 1,170 feet.

In the Municipality of the Village of St. Germain-de-Grantham, the following roads:

Watkins Road, over a length of 276 feet.

Du Parc Street, over a length of 268 feet.

St. Édouard Street, over a length of 552 feet.

St. Ferdinand Street, over a length of 316 feet.

In the Municipality of Wickham, the following streets:

De la Station Street, over a length of 746 feet.

Lepage Street, over a length of 586 feet.

Hébert Street, over a length of 567 feet.

County of Chambly:

In the Municipality of the Town of Boucherville, the Desserte Road, over a length of 6,327 feet. (6th Range Intersection).

County of Taillon:

In the Municipality of the City of Saint-Hubert, the following streets:

Légault Street, over a length of 757 feet.

"H" Street, over a length of 1,703 feet.

"J" Street (La Gare), over a length of 1,111 feet.

County of Verchères:

In the Municipality of the City of Chambly, Bourgogne Street (former Route 1), over a length of 4,298 feet.

County of Richmond:

In the Municipality of the Town of Asbestos (former Shipton Township), the following roads:

Route No. 32, over a length of 4,607 feet.

The road joining Route 32, over a length of 1,117 feet

The 2nd Range Road, over a length of 3,497 feet.

Québec, May 31, 1972.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

46402

Chartes — demandes d'abandon de

Arlstan Inc.

Avis est donné que « Arlstan Inc. » demandera la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 5 juin 1972.

Les procureurs de Arlstan Inc.,
COBLENTZ & COBLENTZ.

46341-o

Charters — Applications for Surrender of

Arlstan Inc.

Notice is hereby given that "Arlstan Inc." will apply for leave to surrender its charter pursuant to the Companies Act.

Montreal, June 5, 1972.

COBLENTZ & COBLENTZ,
Attorneys for Arlstan Inc.

46341-o

L'Auberge du Coteau inc.

Avis est par les présentes donné que « L'Auberge du Coteau inc. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, fera application auprès du ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour de mai 1972.

Le procureur de la requérante,

46342-o PIERRE MONDOR.

L'Auberge du Coteau inc.

Notice is hereby given that "L'Auberge du Coteau inc.", corporation duly constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 30th day of May, 1972.

PIERRE MONDOR,

46342-o *Attorney for Petitionner.*

Autobus St-Louis inc.

Avis est donné que la compagnie « Autobus St-Louis inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

L'avocat,

46343-o Me CLAUDE JOURDAIN.

Autobus St-Louis inc.

Notice is given that "Autobus St-Louis inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me CLAUDE JOURDAIN,

46343 *Lawyer.*

Centre d'Éducation des Adultes de Victoriaville inc.

Avis est donné que la corporation « Centre d'Éducation des Adultes de Victoriaville inc. », une corporation incorporée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Victoriaville, 2 juin 1972.

Le procureur de la requérante,

46344-o CLAUDE PINARD.

Centre d'Éducation des Adultes de Victoriaville inc.

Notice is given that "Centre d'Éducation des Adultes de Victoriaville inc.", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act of the Province of Québec, shall apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Victoriaville, June 2, 1972.

CLAUDE PINARD,

46344-o *Attorney for the corporation.*

Finadco Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Finadco Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à 1, Place-Ville-Marie, Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté, le 31 mai 1972.

La secrétaire,

46346-o IDA FAUST.

Finadco Inc.

Notice is hereby given that "Finadco Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at 1, Place Ville-Marie, Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies & Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, May 31, 1972.

IDA FAUST,

46346-o *Secretary.*

HBM Manufacturing Co. (Canada) Ltd.

Avis est donné conformément à la Loi des compagnies que la compagnie « HBM Manufacturing Co. (Canada) Ltd. », qui a son siège social à Montréal, province de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 5e jour de juin 1972.

La vice-présidente & secrétaire,

46347-o IDA HOLCZER.

HBM Manufacturing Co. (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that "HBM Manufacturing Co. (Canada) Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 5th day of June, 1972.

IDA HOLCZER,

46347-o *Vice-President & Secretary.*

Décagone Construction ltée

Avis est donné que la compagnie « Décagone Construction ltée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies & coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Me CLAUDE JOURDAIN,
46345-o *Avocat.*

Barstow Investment Corp.

Avis est donné que la compagnie « Barstow Investment Corp. » ayant son siège social à Montréal demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 10 décembre 1971.

Le secrétaire,
46381-o HARRY VOGEL.

Décagone Construction ltée

Notice is given that "Décagone Construction ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me CLAUDE JOURDAIN,
46345 *Lawyer.*

Barstow Investment Corp.

Notice is hereby given that "Barstow Investment Corp." having its head office at Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Compagnies and Cooperatives for permission to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, December 10, 1972.

HARRY VOGEL,
46381-o *Secretary.*

Associations coopératives

Coop Funéraire Ste-Agnès

(*Erratum*)

Édition du 27 mai, 1972, page 4203, le titre de l'avis aurait dû se lire comme ci-haut.

Coopérative Étudiante Critné

(*Erratum*)

Édition du 27 mai, 1972, page 4203, lire: Critné au lieu de Critne. 46338-o

Cooperative Associations

Coop Funéraire Ste-Agnès

(*Erratum*)

In the issue of May 27, 1972, on page 4203, the notice title should read as above.

Coopérative Étudiante Critné

(*Erratum*)

In the issue of May 27, 1972, on page 4203, "Critne" should read "Critné". 46338-o

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie des employés de Coca-Cola Ltée et de ses filiales Coca-Cola Ltd. and its subsidiaries employees Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté au cours de l'assemblée générale annuelle tenue le 6 décembre 1971, par « La Caisse d'Économie des employés de Coca-Cola Employees Credit Union », changeant son nom en celui de: « Caisse d'Économie des employés de Coca-Cola Ltée et de ses filiales — Coca-Cola Ltd. and its subsidiaries employees Credit Union » et également changeant le groupe de cette caisse qui est « tous les employés de la compagnie Coca-Cola », en celui de « les employés de Coca-Cola Ltée et de Breuvages en canettes Limitée ».

Québec, le 5 juin 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
46401-o LS-PHILIPPE BOUCHARD, C.R.

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie des employés de Coca-Cola Ltée et de ses filiales Coca-Cola Ltd. and its subsidiaries employees Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted at the general annual meeting held on December 6, 1971, by "La Caisse d'Économie des employés de Coca-Cola Employees Credit Union", changing its name to that of: "Caisse d'Économie des employés de Coca-Cola Ltée et de ses filiales — Coca-Cola Ltd. and its subsidiaries employees Credit Union" and also changing the group of this union which is "all the employees of Coca-Cola" to that of "the employees of Coca-Cola Ltd. and Beverage Canners Ltd.".

Québec, June 5, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD, Q.C.,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
46401

Caisse d'Économie de Lanaudière

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la requête des caisses d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des Travailleurs de Joliette » et « Caisse d'Économie des Enseignants de Lanaudière », datée du 2 février 1972, demandant la confirmation de l'acte d'accord prévoyant la fusion de ces deux caisses.

Le nom de la caisse résultant de cette fusion est: « Caisse d'Économie de Lanaudière ».

Le siège social de cette caisse est situé à Joliette, dans le district électoral de Joliette.

Le groupe dans lequel la caisse pourra recruter ses membres sera: les employés des institutions, entreprises ou sociétés suivantes:

1° Les Enseignants et les employés des commissions scolaires de la Régionale Lanaudière ainsi que les enseignants et les employés de la Régionale Lanaudière

2° Les Enseignants et les employés des commissions scolaires de la Régionale Legardeur ainsi que les enseignants et les employés de la Régionale Legardeur

3° Les employés de l'hôpital St-Eusèbe

4° Les employés de l'hôpital Lanaudière

5° Les employés municipaux de la ville de Joliette

6° Les employés de la compagnie Firestone Tire & Rubber Co. of Canada, 1200, Boul. Firestone, Joliette

7° Les fonctionnaires Provinciaux, section ouvriers et fonctionnaires Région Lanaudière

8° Les employés de la Scott Paper Ltd., Crabtree, Co. Joliette, Qué.

9° Les employés de la Compagnie Vandesca Syracuse Ltd., 405, De Salaberry, Joliette, Qué.

10° Les employés de l'hôpital Legardeur, 141, rue Éthier, Repentigny, Co. l'Assomption

11° Les employés de la compagnie Ciment Indépendant Inc., Chemin des Prairies, St-Thomas, Co. Joliette

12° Les employés de la Compagnie Pinatel Piece Dye Works Ltd., 251, St-Pierre Nord, Joliette

13° Les employés de la compagnie Abec Industries of Canada Ltd. (AMSCO, Joliette Division), rue Laval, Joliette, Qué.

14° Les membres du syndicat des employés de garage 186, rue Beaudry sud, Joliette, Qué.

15° Les employés de la Canada Packers Ltd., 1665, Lépine, Joliette

16° Les employés de la Brasserie Labatt à Joliette. Bob Marion, 1840 rue Lépine, Joliette.

Cette caisse sera affiliée à la Fédération des Caisses d'Économie du Québec.

Québec, le 1er juin 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Fédération des Caisses d'Économie du Québec
Monsieur Denis Decelles
Chef services techniques
5705 Est, rue Sherbrooke
Montréal 426.

46394-o

Caisse d'Économie de Lanaudière

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the petition of the savings and credit unions "Caisse d'Économie des Travailleurs de Joliette" and "Caisse d'Économie des Enseignants de Lanaudière, dated February 2, 1972, applying for the confirmation of the agreement deed providing for the amalgamation of these two unions.

The name of the union resulting from this amalgamation is: "Caisse d'Économie de Lanaudière".

The head office of this union is located in Joliette, in the electoral district of Joliette.

The group from which the union may recruit its members shall be: the employees of the following institutions, firms or companies:

1. Teachers and employees of the school boards of the Régionale Lanaudière and teachers and employees of the Régionale Lanaudière

2. Teachers and employees of the school boards of the Régionale Legardeur and teachers and employees of the Régionale Legardeur

3. Employees of the St. Eusèbe Hospital

4. Employees of the Lanaudière Hospital

5. Municipal employees of the City of Joliette

6. Employees of the Firestone Tire & Rubber Co. of Canada, 1200 Firestone Boulevard, Joliette

7. Provincial civil servants, laborer and civil servant division, Lanaudière Région

8. Employees of the Scott Paper Ltd. company, Crabtree, County of Joliette, Qué.

9. Employees of the Vandesca Syracuse Ltd. Company, 405 De Salaberry, Joliette, Qué.

10. Employees of the Legardeur Hospital, 141 Éthier Street, Repentigny, County of l'Assomption

11. Employees of Ciment Indépendant Inc., des Prairies Road, St. Thomas, County of Joliette

12. Employees of Pinatel Piece Dye Works Ltd., 251 St. Pierre North, Joliette

13. Employees of Abec Industries of Canada Ltd., (AMSCO, Joliette Division), Laval Street, Joliette, Qué.

14. Members of the Syndicat des employés de garage, 186 Beaudry Street South, Joliette, Qué.

15. Employees of Canada Packers Ltd., 1665 Lépine, Joliette

16. Employees of Labatt Brewery in Joliette. Bob Marion, 1840 Lépine Street, Joliette.

This union will be affiliated to the Fédération des Caisses d'Économie du Québec.

Québec, June 1, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Fédération des Caisses d'Économie du Québec
Mr. Denis Decelles,
Chief of Technical Services
5705 Sherbrooke Street East,
Montreal 426.

46394

Sièges sociaux

Alnor Construction (Québec) Limited
Construction Alnor (Québec) limitée

La compagnie « Alnor Construction (Québec) Limited — Construction Alnor (Québec) limitée » donne avis qu'elle a changé son siège social du 1155, rue Metcalf, Montréal, au 1, Côte Saint-Pierre, Saint-Janvier.

Le président,
LOUIS J. CHAMPAGNE.

46348 4828-70

Bellac Construction inc.

La compagnie « Bellac Construction inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 910, rue Napoléon, Laval, au numéro 1155, boulevard Dorchester ouest, suite 3112, Montréal.

Le secrétaire-trésorier,
Mme ALICE LABELLE-DEMERS.

46349-o 134-66

Dominion Restaurant Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dominion Restaurant Inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 8 juillet 1958, et ayant son siège social à Montréal a établi son bureau principal à 7250 boulevard Montréal/Toronto en la Ville de Montréal.

Montréal, le 11 avril 1972.

(Sceau) *Le secrétaire,*
THEODOROS VOUTSINAS.

46350-o 12463-58

Downtown Datsun (Mtl.) Ltd.

La compagnie « Downtown Datsun (Mtl.) Ltd. » incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 10 avril 1961, donne avis par les présentes qu'elle a transporté son siège social et bureau d'affaires du 4014 ouest, rue Sainte-Catherine, Cité de Westmount, au 4010 ouest, rue Sainte-Catherine, Cité de Westmount.

Signé à Westmount, ce 3e jour d'avril 1972.

Le secrétaire,
PAUL GRECH.

46351 11718-61

Wilfay Holdings Ltd.

La compagnie « Wilfay Holdings Ltd. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 11 août 1966 donne avis qu'elle a transporté son siège social du 6222, Chambord, en la ville de Montréal au 4850, chemin Côte Saint-Luc, app. 53, en la ville de Montréal.

Montréal, 3 septembre 1971.

Le secrétaire,
FANNY GORN.

46365 3424-66

Head Offices

Alnor Construction (Québec) Limited
Construction Alnor (Québec) limitée

Notice is given that "Alnor Construction (Québec) Limited — Construction Alnor (Québec) limitée" has transferred its head office from 1155 Metcalf Street, Montreal, to 1 Côte St. Pierre, St. Janvier.

LOUIS J. CHAMPAGNE,
President.

46348-o 4828-70

Bellac Construction inc.

Notice is given that "Bellac Construction inc." has transferred its head office from 910 Napoléon Street, Laval, to 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3112, Montreal.

MRS. ALICE LABELLE-DEMERS,
Secretary-Treasurer.

46349 134-66

Dominion Restaurant Inc.

Notice is hereby given that "Dominion Restaurant Inc." incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated July eighth, nineteen hundred and fifty-eight (1958) and having its head office in Montreal has established its office at 7250 Montreal/Toronto Boulevard, in the City of Montreal.

Montreal, April 11, 1972.

(Seal) THEODOROS VOUTSINAS.
Secretary.

46350-o 12463-58

Downtown Datsun (Mtl.) Ltd.

Notice is hereby given that "Downtown Datsun (Mtl.) Ltd." incorporated under Part I of Companies Act, by letters patent dated April 10, 1961, has moved its head office and place of business from 4014 St. Catherine St. West, in the City of Westmount to 4010 St. Catherine St. West, in the City of Westmount.

And I have signed, at Westmount, this 3rd day of April 1972.

PAUL GRECH,
Secretary.

46351-o 11718-61

Wilfay Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Wilfay Holdings Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated August 11, 1966, has moved its head office from 6222 Chambord, in the City of Montreal, to 4850 Côte St. Luc Road, Apt. 53, in the City of Montreal.

Montreal, September 3, 1971.

FANNY GORN,
Secretary.

46365-o 3424-66

Hoechst Industries Limited

Avis est donné que la compagnie « Hoechst Industries Limited » a changé son siège social de Montréal à 4045, boulevard Côte Vertu, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
FRANK BARTEL.

46352 10446-62

Les Industries Val Mar inc.
Val Mar Industries Inc.

La compagnie « Les Industries Val Mar inc. — Val Mar Industries Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2000, boulevard Labelle, Laval, au numéro 600, rue Curé Boivin, Ste-Thérèse Ouest.

Le secrétaire,
LORNE VALOIS.

46353-o 13094-54

Laiterie Régal inc.
Régal Dairy Inc.

La compagnie « Laiterie Régal inc. — Régal Dairy Inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal, au numéro 999, boulevard Saint-Martin, Laval.

Le secrétaire,
KAREN BAZOS.

46354-o 4442-64

Magasins Utilités inc.
Utilities Stores Inc.

La compagnie « Magasins Utilités inc. —Utilities Stores Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal à Laval.

Le secrétaire,
KAREN BAZOS.

46355 2286-68

Molson St-Hyacinthe ltée

Avis est donné que la compagnie « Molson St-Hyacinthe ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 25 janvier 1968, a transporté son siège social de 439, rue Mondor, St-Hyacinthe, à 1355, rue Choquette, St-Hyacinthe.

(Sceau) *Le secrétaire,*
ROBERT M. DE FOUGEROLLES.

46356-o 343-68

Perrette Dairy Ltd.
Laiterie Perrette ltée

La compagnie « Perrette Dairy Ltd. — Laiterie Perrette ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social du 3750, Côte Vertu, Saint-Laurent, au 999, boulevard Saint-Martin, Laval.

Le secrétaire,
KAREN BAZOS.

46357 15479-61

Trebor Canada Ltd.

La compagnie « Trebor Canada Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal à Granby.

Le secrétaire,
RICHARD J.F. BOWIE.

46363 15222-59

Hoechst Industries Limited

Notice is given that "Hoechst Industries Limited" has transferred its head office from Montreal, to 4045 Côte Vertu Boulevard, Saint-Laurent.

FRANK BARTEL,
Secretary.

46352-o 10446-62

Les Industries Val Mar inc.
Val Mar Industries Inc.

Notice is given that "Les Industries Val Mar inc. — Val Mar Industries Inc." has transferred its head office from 2000 Labelle Boulevard, Laval, to 600 Curé Boivin Street, Ste. Thérèse West.

LORNE VALOIS,
Secretary.

46353 13094-54

Laiterie Régal inc.
Régal Dairy Inc.

Notice is given that "Laiterie Régal inc. — Régal Dairy Inc." has transferred its head office from Montreal to 999 Saint-Martin Boulevard, Laval.

KAREN BAZOS,
Secretary.

46354-o 4442-64

Magasins Utilités inc.
Utilities Stores Inc.

Notice is given that "Magasins Utilités inc. — Utilities Stores Inc." has transferred its head office from Montreal to Laval.

KAREN BAZOS,
Secretary.

46355-o 2286-68

Molson St-Hyacinthe ltée

Notice is hereby given that "Molson St-Hyacinthe ltée", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated January 25, 1968, has moved its head office from 439 Mondor Street, St-Hyacinthe, to 1355 Choquette Street, St-Hyacinthe.

(Seal) ROBERT M. DE FOUGEROLLES,
Secretary.

46356-o 343-68

Perrette Dairy Ltd.
Laiterie Perrette ltée

Notice is given that "Perrette Dairy Ltd. — Laiterie Perrette ltée" has transferred its head office from 3750 Côte Vertu, St-Laurent, to 999 St-Martin Boulevard, Laval.

KAREN BAZOS,
Secretary.

46357-o 15479-61

Trebor Canada Ltd.

Notice is given that "Trebor Canada Ltd." has transferred its head office from Montreal to Granby.

RICHARD J.F. BOWIE,
Secretary.

46363-o 15222-59

Les Placements d'Auteuil inc.

La compagnie « Les Placements d'Auteuil inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2087, rue Boisjoly, Sillery, au numéro 41½, rue d'Auteuil, Québec.

Le secrétaire,
YVES DEMERS.

46358-o 14030-62

Les Placements d'Auteuil inc.

Notice is given that "Les Placements d'Auteuil inc." has transferred its head office from 2087 Boisjoly Street, Sillery, to 41½ d'Auteuil Street, Québec.

YVES DEMERS,
Secretary.

46358 14030-62

Les Placements Pérodeau inc.

La compagnie « Les Placements Pérodeau inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 12650, rue Aimé Léonard, Montréal-Nord, au numéro 7, rue Drapeau, Place Bonaventure, Montréal.

Le secrétaire,
JEAN-PIERRE BOURBEAU.

46359-o 3380-70

Les Placements Pérodeau inc.

Notice is given that "Les Placements Pérodeau inc." has transferred its head office from 12650 Aimé-Léonard Street, Montreal North, to 7 Drapeau Street, Place Bonaventure, Montreal.

JEAN-PIERRE BOURBEAU,
Secretary.

46359 3380-70

Puretest Dairy Limited

La compagnie « Puretest Dairy Limited » donne avis qu'elle a changé son siège social du 3750, Côte Vertu, Saint-Laurent, au 999, boulevard Saint-Martin, Laval.

Le secrétaire,
KAREN BAZOS.

46360 13674-57

Puretest Dairy Limited

Notice is given that "Puretest Dairy Limited" has transferred its head office from 3750 Côte Vertu, St-Laurent, to 999 St-Martin Boulevard, Laval.

KAREN BAZOS,
Secretary.

46360-o 13674-57

Les Restaurants Le Voyageur inc.

La compagnie « Les Restaurants Le Voyageur inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du 138 est, rue Notre-Dame, Victoriaville, au 2, Place Ville-Marie, Montréal.

Le secrétaire,
W. ROSS MCALLISTER.

46361 4835-67

Les Restaurants Le Voyageur inc.

Notice is given that "Les Restaurants Le Voyageur inc." has transferred its head office from 138 Notre-Dame East, Victoriaville, to 2 Place Ville Marie, Montreal.

W. ROSS MCALLISTER,
Secretary.

46361-o 4835-67

Soudure Universelle de Pipeline ltée
Universal Pipe Line Welding Ltd.

La compagnie « Soudure Universelle de Pipeline ltée — Universal Pipe Line Welding Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Pointe-aux-Trembles, au numéro 11701, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal.

Le secrétaire,
ALBAN NOËL.

46362-o 10090-60

Soudure Universelle de Pipeline ltée
Universal Pipe Line Welding Ltd.

Notice is given that "Soudure Universelle de Pipeline ltée — Universal Pipe Line Welding Ltd." has transferred its head office from Pointe-aux-Trembles, to 11701 Henri-Bourassa Boulevard East, Montreal.

ALBAN NOËL,
Secretary.

46362 10090-60

Val-Mar Sales and Service Ltd.

La compagnie « Val-Mar Sales and Service Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2000, boulevard Labelle, Laval, au numéro 600, rue Curé Boivin, Ste-Thérèse Ouest.

Le secrétaire,
RAYMOND BROCHU.

46364-o 11523-61

Val-Mar Sales and Service Ltd.

Notice is given that "Val-Mar Sales and Service Ltd." has transferred its head office from 2000 Labelle Boulevard, Laval, to 600 Curé-Boivin Street, Ste. Thérèse West.

RAYMOND BROCHU,
Secretary.

46364 11523-61

Avis divers

Paroisse Sainte-Hélène de Pointe-à-la-Croix

Diocèse de Gaspé

Avis est par les présentes donné que l'érection de la paroisse mentionnée ci-haut, située dans le Diocèse de Gaspé, a été faite par un décret de Mgr Gilles Ouellet, Évêque Catholique Romain de Gaspé, en date du 9 juin 1972.

Gaspé, Qué., le 10 juin 1972.

Le Chancelier du Diocèse de Gaspé,
MGR PAUL JONCAS, V.G.

46421-o

Miscellaneous Notice

Parish of Sainte-Hélène de Pointe-à-la-Croix

Diocese of Gaspé

Notice is hereby given that the above mentioned parish, located in the Diocese of Gaspé, has been juridically erected by a decree issued at Gaspé, on June 9, 1972, by the Most Reverend Gilles Ouellet, Roman Catholic Bishop of Gaspé.

Gaspé, Qué., June 10, 1972.

MGR PAUL JONCAS, V.G.,
Chancellor of Diocese of Gaspé.

46421-o

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Harry Kimmerfield

Avis est donné que Harry Kimmerfield, homme d'affaires, résidant à 630 rue Abbott, cité de St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Harry Kimmer Field, ledit changement de nom devra aussi servir à son épouse, née Celia Herman de la même adresse, à son fils Stephan, aussi de la même adresse et à sa fille Cynthia Maxime, aussi de la même adresse.

Montréal, le 24 mai 1972.

Les procureurs du requérant,
CAMPBELL, SAND & TRUESDELL.

46219-23-2-o

Morris Boxenbaum

Avis est par les présentes donné que Morris Boxenbaum (connu sous le nom de Murray Bowen) présentera une demande au lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom à Murray Bowen et aussi pour le bénéfice de sa femme Ruth Margolis et ses filles, Mariam Esther, et Susan Hershela, tous résidant à 219 rue Dufferin, ville de Hampstead, Québec.

Montréal, le 9 mai 1972.

Les procureurs du requérant,
ROSENHEK & MACHLOVITCH.

46269-23-2

Leila Asfour

Avis est par la présente donné que Leila Asfour, domiciliée au 1975, Boulevard de Maisonneuve ouest, app. 1610, Montréal 108, province de Québec, fera application au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir la permission de changer son nom en celui de Leila Berger.

Montréal, ce 30 mai 1972.

Les procureurs de la requérante,
TANSEY, DE GRANDPRÉ, BERGERON,
LAVERY, O'DONNELL & CLARK.

46310-23-2-o

Change of name — Act *Applications*

Harry Kimmerfield

Notice is hereby given that Harry Kimmerfield, businessman, residing at 630 Abbott Street, in the City of St. Laurent, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order to change his name to Harry Kimmer Field, the said change of name shall also benefit his wife born Celia Herman of the same address, his daughter Cynthia Maxime of the same address and his son Stephan, also of the same address.

Montreal, May 24, 1972.

CAMPBELL, SAND & TRUESDELL,
Attorneys for petitioner.

46219-23-2

Morris Boxenbaum

Notice is hereby given that Morris Boxenbaum (known as Murray Bowen) shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Murray Bowen, to benefit as well his wife Ruth Margolis and his daughters, Mariam Esther, and Susan Hershela all residing at 219 Dufferin Road, Town of Hampstead, Québec.

Montreal, May 9, 1972.

ROSENHEK & MACHLOVITCH,
Attorneys for applicant.

46269-23-2-o

Leila Asfour

Notice is hereby given that Leila Asfour, domiciled at 1975 de Maisonneuve Blvd. West, Apt. 1610, Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for permission to change her name to that of Leila Berger.

Montreal, May 30, 1972.

TANSEY, DE GRANDPRÉ, BERGERON,
LAVERY, O'DONNELL & CLARK,
Attorneys for the applicant.

46310-23-2-o

Garson Joseph Fisher

Avis est donné que Garson Joseph Fisher, administrateur, du 4850 Côte des Neiges, Ville de Montréal, district de Montréal, fera une demande au ministre de la Justice pour changer son nom en celui de George Joseph Fisher.

Montréal, le 8 juin 1972.

Les procureurs du requérant,
GARBER & GARBER.

46422-24-2-o

Garson Joseph Fisher

Notice is given that Garson Joseph Fisher, executive, of 4850 Côte des Neiges Road, City of Montreal, District of Montreal, will petition the Minister of Justice for the change of his name to George Joseph Fisher.

Montreal, June 8, 1972.

GARBER & GARBER,
Attorneys for the applicant.

46422-24-2-o

Harry Kimmelfeld

Avis est donné que Harry Kimmelfeld, homme d'affaires, résidant à 630, rue Abbott, cité de St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Harry Kimmer Field, ledit changement de nom devra aussi servir à son épouse, née Normah Herman de la même adresse, à son fils Stephan, aussi de la même adresse et à sa fille Cynthia Maxime, aussi de la même adresse.

Montréal, le 6 juin 1972.

Les procureurs du requérant,
CAMPBELL, SAND & TRUESDELL.

46399-24-2-o

Harry Kimmelfeld

Notice is hereby given that Harry Kimmelfeld, businessman, residing at 630 Abbott Street, in the City of St. Laurent, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order to change his name to Harry Kimmer Field, the said change of name shall also benefit his wife born Normah Herman of the same address, his daughter Cynthia Maxime of the same address and his son Stephan, also for the same address.

Montreal, June 6, 1972.

CAMPBELL, SAND & TRUESDELL,
Attorneys for Petitioner.

46399-24-2-o

Marie Jeannine (Dit Janine) Côté

Avis est par les présentes donne que Marie Jeannine (Dit Janine) Côté, résidant et domiciliée au 6020 rue Bélanger, Apt 107, dans les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Marie Jeannine (Dit Janine) Côté, à celui de Nancy Côté.

Montréal, ce 8e jour de juin 1972.

Mes Laurier, Fleming & Ass, avocats,
500, rue St-Jacques, S 800,
Montréal 126, P.Q.

46415-24-2-o

Marie Jeannine (Said Janine) Côté

Notice is hereby given that Marie Jeannine (Said Janine) Côté, residing and domiciled at 6020 Bélanger Street App 107, in the City and District of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Marie Jeannine (Said (Janine) Côté, to Nancy Côté.

Montreal, this 8th day of June, 1972.

Mtres Laurier, Fleming & Ass, advocates,
500 St-James R 800,
Montreal 126, P.Q.

46415-24-2-o

Stanley Ross McBain

Avis est donné par les présentes que Stanley Ross McBain, résidant à 3053 rue Tracadie, Cité de Ste-Foy, Province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander un décret changeant son nom en celui de Stanley Ross Paré.

Québec, le 6 juin 1972.

Le procureur du requérant,
STUART WRIGHT, *Notaire.*

46418-24-2-o

Stanley Ross McBain

Notice is hereby given that Stanley Ross McBain, residing at 3053 Tracadie Street in the City of Ste. Foy, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Stanley Ross Paré.

Québec, June 6, 1972.

STUART WRIGHT, *Notary,*
Attorney for the Petitioner.

46418-24-2-o

Divers
Compagnies

Central Investment Corporation

La compagnie « Central Investment Corporation » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le secrétaire,
J. McK. CARSWELL.

46367 441-29

Miscellaneous
Companies

Central Investment Corporation

Notice is given that "Central Investment Corporation" has changed the number of its directors from 6 to 7.

J. McK. CARSWELL,
Secretary.

46367-o 441-29

Alnor Construction (Québec) Limited
Construction Alnor (Québec) limitée

La compagnie « Alnor Construction (Québec) Limited — Construction Alnor (Québec) limitée » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le président,
LOUIS J. CHAMPAGNE.

46366 4828-70

Alnor Construction (Québec) Limited
Construction Alnor (Québec) limitée

Notice is given that "Alnor Construction (Québec) Limited — Construction Alnor (Québec) limitée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

LOUIS J. CHAMPAGNE,
President.

46366-o 4828-70

Centre d'Études Internationales de Montréal inc.
Center for International Studies of Montreal Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 25 mai 1972, il a approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Centre d'Études Internationales de Montréal inc. — Center for International Studies of Montreal Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46368-o 715014

Centre d'Études Internationales de Montréal inc.
Center for International Studies of Montreal Inc.

Notice is given that, on May 25, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 1 of the corporation "Centre d'Études Internationales de Montréal inc. — Center for International Studies of Montreal Inc.", the ferogoing, pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46368 715014

Centre Social des Travailleurs Thérésiens
(local 1163) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, que le 4 mai 1972, il a approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Centre Social des Travailleurs Thérésiens (local 1163) inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46369-o 716790

Centre Social des Travailleurs Thérésiens
(local 1163) inc.

Notice is given that, on May 4, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 1, of the corporation "Centre Social des Travailleurs Thérésiens (local 1163) inc.", the foregoing, pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46369 716790

Dunsmuir Investments Ltd.

La compagnie « Dunsmuir Investments Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
WAYNE W. SWIM.

46371 2822-65

Dunsmuir Investments Ltd.

Notice is given that "Dunsmuir Investments Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

WAYNE W. SWIM,
Secretary.

46371-o 2822-65

G. Famery, Plomberie & Chauffage inc.

La compagnie « G. Famery, Plomberie & Chauffage inc. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
SOLANGE FAMERY.

46372 3964-64

G. Famery, Plomberie & Chauffage inc.

Notice is given that "G. Famery, Plomberie & Chauffage inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

SOLANGE FAMERY.
Secretary-Treasurer.

46372-o 3964-64

J. G. Gravel & Co. Ltd.
J. G. Gravel & Cie ltée

La compagnie « J. G. Gravel & Co. Ltd. — J. G. Gravel & Cie ltée » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
LUCIENNE GRAVEL.

46373 717349

J. G. Gravel & Co. Ltd.
J. G. Gravel & Cie ltée

Notice is given that "J. G. Gravel & Co. Ltd. — J. G. Gravel & Cie ltée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

LUCIENNE GRAVEL,
Secretary.

46373-o 717349

Club de Santé E.P.I.C. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 mars 1972, il a approuvé l'amendement au règlement numéro 4 de la corporation « Club de Santé E.P.I.C. inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46370-o 2376-69

Hoechst Industries Limited

La compagnie « Hoechst Industries Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire,
FRANK BARTEL.

46374 10446-62

Loisirs Notre-Dame-de-la-Merci

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 octobre 1971, il a approuvé les règlements généraux (1 à 41) de la corporation « Loisirs Notre-Dame-de-la-Merci », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46376-o 3287-71

Les Loisirs Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 septembre 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation, « Les Loisirs Ste-Marie-Goretti de Charlesbourg inc. » et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46377-o 5296-45

Manulife Holdings (Québec) Limited
Gestion Manulife (Québec) limitée

La compagnie « Manulife Holdings (Québec) Limited — Gestion Manulife (Québec) limitée » donne avis qu'elle a diminué de 5 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE NORMANDEAU.

46378 1697-65

Service des Loisirs Ste-Marthe

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 24 avril 1972, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 3 à 9) de la corporation « Service des Loisirs Ste-Marthe », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46384-o 1214-66

Club de Santé E.P.I.C. inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 22, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the amendment to by-law number 4 of "Club de Santé E.P.I.C. inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46370 2376-69

Hoechst Industries Limited

Notice is given that "Hoechst Industries Limited" has changed the number of its directors from 6 to 5.

FRANK BARTEL,
Secretary.

46374-o 10446-62

Loisirs Notre-Dame-de-la-Merci

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 13, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws (1 to 41) of "Loisirs Notre-Dame-de-la-Merci".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46376 3287-71

Les Loisirs Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on September 10, 1971, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Les Loisirs Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46377 5296-45

Manulife Holdings (Québec) Limited
Gestion Manulife (Québec) limitée

Notice is given that "Manulife Holdings (Québec) Limited — Gestion Manulife (Québec) limitée" has changed the number of its directors from 5 to 4.

CLAUDE NORMANDEAU,
Secretary-Treasurer.

46378-o 1697-65

Service des Loisirs Ste-Marthe

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that subject to section 84, on April 24, 1972, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws (including a section increasing the number of its directors from 3 to 9) of "Service des Loisirs Ste-Marthe".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46384 1214-66

Hoechst Industries Limited

La compagnie « Hoechst Industries Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 6.

Le secrétaire,
FRANK BARTEL.

46375 10446-62

Nordex Explosives Ltd.

La compagnie « Nordex Explosives Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 5 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
C. A. ROSS.

46379 3410-70

Les Restaurants Le Voyageur inc.

La compagnie « Les Restaurants Le Voyageur inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
W. ROSS MCALLISTER.

46380 4835-67

Service des Loisirs Christ-Roi

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des Loisirs Christ-Roi », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46382-o 199-64

Service des Loisirs Notre-Dame-de-Laval

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 mars 1972, il a approuvé les règlements numéros 1 à 41 de la corporation « Service des Loisirs Notre-Dame-de-Laval », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46383-o 715051

Société de Conservation de la Gaspésie

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Société de Conservation de la Gaspésie », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46385-o 720401

Provigo inc.

La compagnie « Provigo inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 21 à 12.

Le secrétaire,
GÉRARD CARRIÈRE.

46393-o 15550-61

Hoechst Industries Limited

Notice is given that "Hoechst Industries Limited" has changed the number of its directors from 7 to 6.

FRANK BARTEL,
Secretary.

46375-o 10446-62

Nordex Explosives Ltd.

Notice is given that "Nordex Explosives Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 7.

C. A. ROSS,
Secretary.

46379-o 3410-70

Les Restaurants Le Voyageur inc.

Notice is given that "Les Restaurants Le Voyageur inc." has changed the number of its directors from 3 to 6.

W. ROSS MCALLISTER,
Secretary.

46380-o 4835-67

Service des Loisirs Christ-Roi

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 15, 1972, he approved the general by-laws of the corporation "Service des Loisirs Christ-Roi", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46382 199-64

Service des Loisirs Notre-Dame-de-Laval

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 27, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws 1 to 41 of "Service des Loisirs Notre-Dame-de-Laval ».

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46383 715051

Société de Conservation de la Gaspésie

Notice is given that, on May 10, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Société de Conservation de la Gaspésie", the foregoing, pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46385 720401

Provigo inc.

Notice is given that "Provigo inc." has decreased the number of its directors from 21 to 12.

GÉRARD CARRIÈRE,
Secretary.

46393 15550-61

Société de Conservation du Saguenay Lac St-Jean

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Société de Conservation du Saguenay Lac St-Jean », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46386-o 720402

Société de Conservation du Saguenay Lac St-Jean

Notice is given that, on May 10, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Société de Conservation du Saguenay Lac St-Jean", the foregoing pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46386 720402

Société de Conservation du Nord-Ouest

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Société de Conservation du Nord-Ouest », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46387-o 720397

Société de Conservation du Nord-Ouest

Notice is given that, on May 10, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Société de Conservation du Nord-Ouest", the foregoing, pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46387 720397

Société de Conservation de la Région de Québec-Mauricie

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Société de Conservation de la Région de Québec-Mauricie », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46388-o 720398

Société de Conservation de la Région de Québec-Mauricie

Notice is given that, on May 10, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Société de Conservation de la Région de Québec-Mauricie", the foregoing, pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46388 720398

Société de Développement pour Auroville inc. Development Society for Auroville Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 avril 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Société de Développement pour Auroville inc. — Development Society for Auroville Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46389-o 853-71

Société de Développement pour Auroville inc. Development Society for Auroville Inc.

Notice is given that on April 6, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Société de Développement pour Auroville inc. — Development Society for Auroville Inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46389 853-71

Star Aluminum Mfg. Ltd.

La compagnie « Star Aluminum Mfg. Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
THÉRÈSE PERREAULT.

46391 3692-68

Star Aluminum Mfg. Ltd.

Notice is given that "Star Aluminum Mfg. Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

THÉRÈSE PERREAULT,
Secretary.

46391-o 3692-68

J. P. Papineau ltée
J. P. Papineau Ltd.

La compagnie « J. P. Papineau ltée — J. P. Papineau Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
W. ROSS MCALLISTER.

46392 716402

J. P. Papineau ltée
J. P. Papineau Ltd.

Notice is given that "J. P. Papineau ltée — J. P. Papineau Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 6.

W. ROSS MCALLISTER,
Secretary.

46392-o 716402

Sports Internationaux de Québec
Sports International of Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Sports Internationaux de Québec — Sports International of Québec », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46390-o 716904

Greenshields incorporée
Greenshields Incorporated

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 7 de la compagnie « Greenshields Incorporated », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de mai 1961, changeant son nom en celui de « Greenshields incorporée — Greenshields Incorporated ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46423-o 12511-61

Topps of Canada Inc.

La compagnie « Topps of Canada Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 5.

Le secrétaire,
JOHN F. DOWNIE.

46424 13399-57

Sports Internationaux de Québec
Sports International of Québec

Notice is given that, on May 10, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the corporation "Sports Internationaux de Québec — Sports International of Québec", the foregoing, pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46390 716904

Greenshields incorporée
Greenshields Incorporated

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 7, of the company "Greenshields Incorporated", incorporated by letters patent dated the 15th day of May, 1961, changing its name into that of "Greenshields incorporée — Greenshields Incorpora-4ed".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46423-o 12511-61

Topps of Canada Inc.

Notice is given that "Topps of Canada Inc." has changed the number of its directors from 8 to 5.

JOHN F. DOWNIE,
Secretary.

46424-o 13399-57

Demandes à la Législature

Ville de Sainte-Foy

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Sainte-Foy s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1° Qu'en matière d'expropriation, elle bénéficie de la procédure utilisée, par le gouvernement, lorsqu'une expropriation est requise pour les fins de la Loi de la Voirie.

2° Modifier, pour la Ville, l'article 64*a* de la Loi des cités et villes.

3° Modifier le premier paragraphe de l'article 8 du Bill 154, sanctionné le 29 juin 1971;

4° Modifier l'article 11 du même bill 154.

5. Modifier, pour la ville, la Loi des cités et villes relativement aux avis publics;

6° Nonobstant le paragraphe 1er de l'article 426 de la Loi des cités et villes, permettre à la Ville de modifier son plan directeur de façon à intégrer le Quartier Laurentien et permettre de modifier son règlement de zonage en conformité de tel plan.

Et pour toutes autres fins.

Québec, ce 30 mai 1972.

Le procureur de la Ville de Sainte-Foy,
46210-22-4-o DENYS AUBÉ, C.R.

Applications to Legislature

City of Ste. Foy

Public notice is hereby given that the City of Ste. Foy will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter for the following purposes:

1. To take advantage of the procedure used by the Government, in matters of expropriation, when an expropriation is required for the purposes of the Roads Act.

2. To amend, with respect to the City, section 64*a* of the Cities and Towns Act.

3. To amend the first paragraph of section 8 of Bill 154, assented to on June 29, 1971.

4. To amend section 11 of said Bill 154.

5. To amend, with respect to the City, the Cities and Towns Act, as regards public notices;

6. Notwithstanding the first paragraph of section 426 of the Cities and Towns Act, to allow the City to modify its master plan in order to integrate Laurentien Ward and to amend its zoning regulation in accordance with this plan.

And for all other purposes.

Québec, May 30, 1972.

DENYS AUBÉ, Q.C.,
46210-22-4 *Attorney for the City of Ste. Foy.*

Société d'habitation du Québec

Cité de Westmount

Amendement au programme de rénovation

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est, par les présentes, donné que le conseil municipal de la cité de Westmount a adopté, lors d'une assemblée régulière tenue au lieu ordinaire des séances du conseil le 5 juin 1972, un amendement au programme détaillé de rénovation concernant le territoire délimité par l'avenue Atwater, le boulevard Dorchester, extension de l'avenue Wood et la ruelle entre la rue Ste-Catherine et la rue Tupper.

L'amendment permet l'hôpital Reddy Memorial de construire un espace laboratoire qui n'excède pas 3,600 pieds carrés sur chacun des cinquième et sixième étages, sans prévision de lieu de stationnement tel que spécifié dans le règlement.

Les intéressés pourront consulter les documents constituant l'amendement à ce programme à l'Hôtel de Ville, 4333 rue Sherbrooke, Westmount, aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit une ou des copies de l'amendement.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections à cet amendement à la Société d'Habitation du Québec, 1995 ouest, boulevard Charest, Sainte-Foy, Québec 10 et ce, pas plus tard que le 21e jour de juillet 1972.

Donné à Westmount ce 6e jour de juin 1972.

Le greffier,
R. B. SEAMAN.

46398-o

Ville de Montréal (Îlots Saint-Joseph)

Avis public

(Articles 33 et 34)

Mise en application d'un programme de rénovation

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est par les présentes, donné que le Conseil municipal de Montréal a adopté, lors d'une assemblée régulière tenue au lieu ordinaire des séances du Conseil le 5 juin 1972 un programme de rénovation recouvrant une superficie de 19.62 acres et délimité au nord par la rue Delisle, les voies ferrées du Canadien National et la rue Notre-Dame, à l'est par les rues Saint-Martin et des Seigneurs, au sud par les rues William et Workman, à l'ouest par la rue Canning et le boulevard Georges-Vanier.

Ce programme a pour objectifs l'élimination des structures vétustes et des occupations non conformes à la résidence, l'élaboration de programme de logements conformément aux besoins de la population du secteur d'abord, de la Petite Bourgogne et d'une population

Québec Housing Corporation

City of Westmount

Amendment to the Urban Renewal Programme

In conformity with Articles 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, Chapter 55), public notice is hereby given that the Council of the City of Westmount at a general meeting held in the City Hall on 5th June, 1972, adopted an amendment to the Urban Renewal Programme concerning the territory bounded by Atwater Avenue, Dorchester Boulevard, the extension of Wood Avenue and the lane between St. Catherine Street and Tupper Street.

The amendment permits the Reddy Memorial Hospital to construct not more than 3,600 square feet of laboratory space on each of the fifth and sixth floors of the hospital without providing parking space as specified in the by-law.

The documents forming this amendment may be consulted by all interested parties at City Hall, 4333 Sherbrooke Street, Westmount, during the normal business hours.

Furthermore, interested parties may obtain at the above address one or several copies of the amendment.

Finally, those interested parties may submit, in writing, to the Québec Housing Corporation at 1995 Charest Boulevard West, Sainte-Foy, Québec 10, P.Q. their objections to the amendment and this not later than the 21st day of July, 1972.

Given at Westmount this 6th day of June, 1972.

R. B. SEAMAN,
City Clerk.

46398-o

City of Montreal (Îlots Saint-Joseph)

Public Notice

(Sections 33 and 34)

Implementation of a Renewal Programme

In accordance with Sections 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, Chapter 55), public notice is hereby given that the Municipal Council of Montreal has adopted at its regular meeting held at its usual Council meeting place on June 5, 1972 a renewal programme covering an area of 19.62 acres bounded on the north by Delilse Street, the Canadian National Railway tracks and Notre-Dame Street, on the east by Saint-Martin and des Seigneurs Streets, on the south by William and Workman Streets, and on the west by Canning Street and Georges-Vanier Boulevard.

The objectives of the programme are the elimination of rundown buildings and of occupancies which are not suitable for residential purposes, the preparation of housing programmes to meet the needs of the "Petite Bourgogne" population first and of future citizens

d'apport ensuite, l'élimination progressive des occupations non industrielles dans la partie sud du secteur, la mise en place d'équipement nécessaire, le réaménagement de la grille des rues et la réfection des utilités publiques.

Les nouvelles réglementations et modifications aux règlements existants, adoptées en vertu de ce programme et devant entrer en vigueur en vertu de l'article 41 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec au moment où le territoire dans lequel elles doivent s'appliquer est décrété « zone de rénovation », sont les suivantes: modification au zonage actuel par l'adoption par le Conseil du programme de rénovation intitulé « Îlots Saint-Joseph ».

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au 330 est, de la rue Saint-Paul, chambre 102 et au Bureau de Quartier de la Petite Bourgogne, au 2454 de la rue Workman, aux heures normales d'ouverture des bureaux. De plus, les intéressés pourront s'y procurer une ou des copies du programme de rénovation au prix unitaire de $10.

Enfin les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections au programme, à la Société d'Habitation du Québec, 1995 ouest, boulevard Charest, Sainte-Foy, Québec 10 et ce, pas plus tard que le 7e jour d'août 1972.

Le greffier de la Ville,
MARC BOYER, C.R.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 9 juin 1972.

46416-o

thereafter, the progressive elimination of non-industrial occupancies in the south section of the sector, the installation of necessary equipment, the redevelopment of the street network and the repair of public utilities.

The new regulations and amendments to existing by-laws adopted for this programme and which shall come into force under section 41 of the Québec Housing Corporation Act when the territory to which they shall apply will be declared a "renewal zone" are the following: amendments to the present zoning resulting from the adoption by Council of the renewal programme entitled "Îlots Saint-Joseph".

Interested parties may see the documents which make up this programme, at 330 Saint-Paul Street East, Room 102 and at the Neighbourhood Office of La Petite Bourgogne, 2454 Workman Street, during normal business hours. Interested parties may also obtain one or several copies of the renewal programme at a price of $10 per copy.

Finally, parties concerned may submit, in writing, their objections to the programme to the Québec Housing Corporation, 1995 Charest Boulevard West, Sainte-Foy, Québec 10, not later than the 7th day of August 1972.

MARC BOYER, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, June 9, 1972.

46416-o

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Thetford

Cadastre officiel de canton de Thetford, municipalité de village de Robertsonville, division d'enregistrement de Thetford.

Avis est par la présente donné que les lots 11-1, 10A-1 rang VI, 11-d-A rang V sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46339-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Canton de Thetford

Official cadastre of township of Thetford, municipality of village of Robertsonville, registration division of Thetford.

Notice is hereby given that lots 11-1, 10A-1 range VI, 11-d-A range V are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 9, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46339-o

Ministère des Affaires municipales

Ville de Rosemère

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, « Loi concernant les environs du nouvel aéroport international », les règlements nos 236 et 237 du conseil municipal de la ville de Rosemère modifiant son règlement de zonage No 231, lui-même déjà modifié par le règlement no 232 dudit conseil.

Ces règlements entreront en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
MAURICE TESSIER, C.R.

46417-o

Department of Municipal Affairs

Town of Rosemère

I approved, pursuant to section 22 of chapter 48 of the Statutes of 1970 "An Act respecting the vicinity of the new international airport", by-laws Nos. 236 and 237 of the Municipal Council of the Town of Rosemère amending its zoning by-law No. 231, itself already amended by by-law No. 232 of the said Council.

These by-laws will come into force on the date of publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
Minister of Municipal Affairs.

46417

Ville de Rosemère

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, « Loi concernant les environs du nouvel aéroport international », le règlement No 239 du conseil municipal de la ville de Rosemère modifiant son règlement de zonage No 231, lui-même déjà modifié par le règlement No 232 dudit conseil.

Ce règlement entrera en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
46417-o MAURICE TESSIER, C.R.

Cité de Saint-Hyacinthe

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la cité de Saint-Hyacinthe, la ville de Saint-Joseph, la ville de La Providence, la ville de Douville, comté de Saint-Hyacinthe, et le village de Sainte-Rosalie, comté de Bagot.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
46417-o MAURICE TESSIER, C.R.

Town of Rosemère

I approved, pursuant to section 22 of chapter 48 of the Statutes of 1970, "An Act respecting the vicinity of the new international airport", by-law No. 239 of the Municipal Council of the Town of Rosemère amending its zoning by-law No. 231, itself already amended by by-law No. 232 of the said Council.

This by-law will come into force on the date of publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
46417 *Minister of Municipal Affairs.*

City of Saint-Hyacinthe

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, an Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupement unit comprising the City of Saint-Hyacinthe, the Town of Saint-Joseph, the Town of La Providence, the Town of Douville, county of Saint-Hyacinthe, and the Village of Sainte-Rosalie, county of Bagot.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C,.
46417-o *Minister of Municipal Affairs.*

Liquidation — Loi de la

Société coopérative agricole de St-Anaclet

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole de St-Anaclet », tenue à St-Anaclet, dans le district électoral de Rimouski, le 30 mai 1972, il a été résolu que les affaires de la coopérative soient liquidées, conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Joseph Proulx, Roger Hudon et René Julien soient nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
46395-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Winding — up Act

Société coopérative agricole de St-Anaclet

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the "Société coopérative agricole de St-Anaclet", held at St. Anaclet, in the electoral District of Rimouski, on May 30, 1972, a resolution was passed to wind-up the affairs of the said cooperative association, under the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-up Act, and that Messrs. Joseph Proulx, Roger Hudon and René Julien were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
46395

Compagnies étrangères *Permis*

Allegheny Airlines, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Allegheny Airlines, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

Extra-Provincial Companies *Licenses*

Allegheny Airlines, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Allegheny Airlines, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada) Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46337 30-72

Dollar-a-Day Rent-a-Car Systems (N.A.) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Dollar-a-Day Rent-a-Car Systems (N.A.) Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Jacques Gingras, avocat et solliciteur, de Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à Price House, 65, rue Sainte-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46337 19-72

Frigiking Distributing Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Frigiking Distributing Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada) Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46337 17-72

Gamma Properties, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Gamma Properties, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Louis Schreiber, 4341, avenue Westmount, Westmount.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 2050, rue Mansfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46337 50-72

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46337-o 30-72

Dollar-a-Day Rent-a-Car Systems (N.A.) Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Dollar-a-Day Rent-a-Car Systems (N.A.) Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Jacques Gingras, Barrister and Solicitor, of Québec.

The principal office of the company in the Province is at Price House, 65 Ste-Anne Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46337-o 19-72

Frigiking Distributing Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Frigiking Distributing Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46337-o 17-72

Gamma Properties, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Gamma Properties, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Louis Schreiber, 4341 Westmount Avenue, Westmount.

The principal office of the company in the Province is at 2050 Mansfield Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46337-o 50-72

Israel International Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Israel International Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. John Bishop, de Baie d'Urfé.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 700, 1, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46337 22-72

Israel International Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Israel International Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. John Bishop, of Baie-d'Urfé.

The principal office of the company in the Province is at Suite 700, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46337-o 22-72

Medusa Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17e jour d'avril 1972, il a accordé un nouveau permis à « Medusa Portland Cement Company », l'autorisant à exercer des affaires dans la Province, sous son nouveau nom « Medusa Corporation », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts Refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la Province est au 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46337 21-64

Medusa Corporation

Notice is given that, on 17th day of April, 1972, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Medusa Portland Cement Company", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Medusa Corporation", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46337-o 21-64

Regent Drilling Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Regent Drilling Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. John Hamilton, fils, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 750, édifice de la Banque Royale, 1, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46337 13-72

Regent Drilling Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Regent Drilling Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. John Hamilton, Jr., of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 750, The Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46337-o 13-72

White, Weld & Co. Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « White, Weld & Co. Incorporated », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada) Ltd., 55, rue d'Auteuil, Québec.

White, Weld & Co. Incorporated

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "White, Weld & Co. Incorporated", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46337 7-72

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46337-o 7-72

Compagnies étrangères *sièges sociaaux*

AMF incorporated et *al*

Avis est donné que, à compter du 3 avril 1972, la principale place d'affaires dans la province de Québec des compagnies étrangères ci-dessous mentionnées et le bureau de leur agent principal, C T Corporation System (Canada), Ltd., fut transporté de 55, rue d'Auteuil, Québec, Qué. à 220 Est, Grande-Allée, Québec, Qué.

AMF Incorporated
AMP of Canada Ltd.
Allegheny Airlines Inc.
Allegheny Industrial Electrical Company Inc.
Allstate Enterprises Inc.
Amax Exploration Inc.
Amax Potash Limited
American Salesmasters Inc.
Armour and Company
Armour Pharmaceutical Company
Atlantic Richfield Company
BTC Productions Inc.
Bache & Co. Incorporated
Batesville International Corporation
Beckman Instruments Inc.
Behavioral Research Laboratories Inc.
Berlitz Schools of Language of Canada Ltd. (The)
Bethlehem Steel Export Company of Canada Limited
Bocadel Oil Corporation
Boise Cascade Building Co. Ltd.
Boyles Industries Limited
Branson Instruments, Incorporated
Brooks Chemicals Inc.
Burroughs Information Systems Ltd.
Calgon Interamerican Corporation
Cahmont Mining Properties Limited
Carlisle Realty Company Inc.
Edward Carr Productions Ltd.
J I Case Credit Corporation
Charms Company
China America Business Advisory Corporation
Consolidated Foods Corporation
Construction Aggregates Corporation
Continental Motors Corporation
Copper Range Exploration Company Inc.
Cummins Americas Inc.
D-A Lubricant Company Inc.
Dennys Restaurants Inc.
Douglas-Guardian Warehouse Corporation

Extra-Provincial Companies *head offices*

AMF incorporated et *al*

Notice is given that, effective April 3rd, 1972, the following Extra-Provincial compagnies have moved their Principal Place of Business and the office of their Chief Agent, C T Corporation System (Canada), Ltd., from 55, d'Auteuil St., Québec, Qué. to 220 E., Grande-Allée, Québec, Qué.

Dow Corning Silicones Inter-America Ltd.
Dresser Industries Inc.
Duval International Corporation
Eastern Products Corporation
Eastman Chemical Inter-American Ltd.
Eaton Corporation-Operating Co.
Eichleay Corporation International
Emery Air Freight Corporation
Exxon Corporation
FMC of Canada Limited
Formsprag Company
The L B Foster Company
Freeport Canadian Exploration Company
Friedrich Refrigerators Incorporated
George A. Fuller Company, Inc.
General Crude Oil Company
General Crude Oil Company Northern Ltd.
General Data Corporation
General Mills, Inc.
Geophysical Service Incorporated
Greyhound Lines Inc.
Gulf Agricultural Chemicals Company Limited
Halifax Power & Pulp Company Limited
Harness Tracks Security Inc.
Head Ski Company Inc.
Hollingsworth Service Company Ltd.
ILC Peripherals Leasing Corporation
Image Systems Inc.
International Incinerators Incorporated
Intertherm Inc.
Jobst Institute Inc.
Kamyr Installations Inc.
Ker-McGee Corporation
Royce Kershaw Company Inc.
King Resources Company
Koppers Products Limited
Philip Kramer & Bros. Inc.
Layne & Bowler Inc.
Leonard Construction Company

Joe Lowe Corporation
Lowenbrau International Ltd.
Marathon Oil Company
Matonipi Mines Limited
MC Cord Corporation
Medusa Corporation
Miner Enterprises Inc.
Modern Talking Picture Service Inc.
Mohawk Airlines Inc.
Morrison-Knudsen Company Inc.
National Association for Stock Car Auto Racing Inc.
National Lead Company
Neville Chemical Company
Northland-Crawford Insurance Adjusters Inc.
Northwest Plaza Inc.
Norton Company
Ohio Oil Company
Ohio Piston International Corporation
Olinkraft Inc.
Olympic Geophysical Company
Optical Scanning Corporation
P M I Corporation
Pan American World Airways Inc.
Paper Novelty Mfg. Co. Ltd.
Parke Davis & Company Ltd.
Pennzoil United Inc.
Peruvian Airlines Inc.
Plymouth Golf Ball Sales Co.
Procon Incorporated
Quality Courts Motels Inc.
Québec Sonesta Corporation
Ransburg Electro-Coating Corp.
Remcon Manufacturing Company
Richardson-Merrell Inc.
Royal Inns of America Inc.
SLT Warehouse Company
Safety Electrical Equipment Corp.
Saga Administrative Corporation
Saga Food Service of Canada Limited
Kurt Salmon Associates Inc.
Seismograph Service Corporation of Canada
Selas Corporation of America
Service Review Inc.
Larry Smith Research Ltd.
Solo Cup Company
Sonesta Hotels-Manitoba Ltd.
Stone & Webster Engineering Corporation
Levi Strauss of Canada Ltd.
Levi Strauss Pan America
Teledyne Exploration Ltd.
Teledyne Industries Inc.
Texas Instruments Incorporated
Thermo King Corporation
Thoroughbred Racing Protective Bureau Inc.
Trans-American Collections Inc.
Transamerica Computer Company Inc.
Travelodge Ltd.
Uncle Ben's Inc.
Union Switch & Signal Construction Company
United States Smelting Refining and Mining Company
United States Steel International Ltd.
Ventron Instruments Corp.
Vibrofloration Foundation Company
Wabco Ltd.
Watkins Products Inc.
Winchell Donut House Inc.
World of Beauty Club Ltd.

MICHAEL SHEEHAN,
46340-o *Avocat.*

MICHAEL SHEEHAN,
46340-o *Lawyer.*

Renseignements sur les compagnies

Révocation de dissolution

Avis

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, en vertu du paragraphe *a*) de l'article 5*f* de la Loi des renseignements sur les compagnies, qu'il a jugé à propos de faire droit à la demande d'intéressés faite dans les délais légaux à l'effet de révoquer la dissolution de

Ponmar Inc., effectuée le 20 mai 1972.

The Québec Diocesan (Church of England) Council for Social Service, effectuée le 20 mai 1972.

en vertu de latite loi et qu'il révoque la dissolution desdites compagnies.

En conséquence, lesdites compagnies sont censées n'avoir jamais été dissoutes en vertu de ladite loi, sans préjudice aux droits acquis par toute personne entre la dissolution et la révocation.

Le directeur du service des compagnies,
46337-o PIERRE DESJARDINS.

Companies Information Act

Revocation of Dissolution

Notice

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice, pursuant to paragraph (*a*) of section 5*f* of the Companies Information Act, that he deemed it advisable to grant the petition of the interested parties made within the legal time limit, praying to revoke the dissolution of

Ponmar Inc., carried out on May 20, 1972.

The Québec Diocesan (Church of England) Council for Social Service, carried out on May 20, 1972.

pursuant to the said Act and that he revokes the dissolution of the said companies.

Consequently, the said companies are considered as having never been dissolved under the said Act, without prejudice to the rights acquired by any person between the dissolution and the revocation.

PIERRE DESJARDINS,
46337-o *Director of the Companies Service.*

Lettres patentes annulées

Les Loisirs de St-Pierre Apôtre de Longueuil et Société d'Administration du Domaine des Scouts Catholiques de Saint-Antoine de Longueil, dit Domaine Ste-Marie

Errata

Dans la *Gazette officielle* No 20 de 1972 au sujet des annulations de corporations, le nom de « l'O.T.J. de St-Pierre Apôtre de Longueuil » aurait dû se lire: « Les Loisirs de St-Pierre Apôtre de Longueuil » et celui de « Société d'Administration du Domaine des Scouts » aurait dû se lire: « Société d'Administration du Domaine des Scouts Catholiques de St-Antoine de Longueuil, dit Domaine Ste-Marie ».

Le directeur du service des compagnies,
46337-o PIERRE DESJARDINS.

Letters Patent Annulled

Les Loisirs de St-Pierre Apôtre de Longueuil and Société d'Administration du Domaine des Scouts Catholiques de St-Antoine de Longueuil, dit Domaine Ste-Marie

Errata

In the *Official Gazette* No. 20 of 1972, concerning the cancellations of compagnies, the name of "O.T.J. de St-Pierre Apôtre de Longueuil" should have read: "Les Loisirs de St-Pierre Apôtre de Longueuil" and that of "Société d'Administration du Domaine des Scouts" should have read: "Société d'Administration du Domaine des Scouts Catholiques de St-Antoine de Longueuil, dit Domaine Ste-Marie".

PIERRE DESJARDINS,
46337 *Director of the Companies Service.*

Avis de dissolution éventuelle des corporations

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5*a* et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Notice of Eventual Dissolution of Corporations

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5*a* and following of the Companies Information Act, the companies whose names follow, have failed to file the said Act, for one year or more; The companies are consequently subject to dissolution without further notice if they have not provided all the returns indicated opposite their names and the specified fees, within the 30 days following publication of this notice.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Amis sportifs de Farnham inc. (Les)	Farnham	1971
Bella Vista Development Corporation	Montréal	1970 et-and 1971
J. Arsène Belleville ltée	Québec	1969 à-to 1971 incl.
Belleterre Québec Mines Ltd.	Toronto	1968 à-to 1971 incl.
Bernstein Import Co. Ltd.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Big Missouri Mines Corporation	Toronto	1967 à-to 1971 incl.
Biscuits Laur ltée	Ste-Thérèse	1967 à-to 1971 incl.
Bizier et Caron ltée	Québec	1966 à-to 1971 incl.
Blanchard Artomobile ltée	Dorion	1968 à-to 1971 incl.
Blue Bird Club Inc.	Montréal	1971
Canadian Trades Institute Inc. (The)	Montréal	1914 à-to 1971 incl.
Chalac Inc.	Beauceville-est	1971
Club amateur de chasse & pêche des employés de la Commission de Transport de Mtl. inc.	Montréal	1971
Club Escoumains	St-Romuald	1971
Club nautique du Lac à la Tortue (Le)	Shawinigan	1967 à-to 1971 incl.
Club Lemoyne inc.	Longueuil	1967 à-to 1971 incl.
Concrete Laundrytubs Ltd.	St-Pierre	1967 à-to 1971 incl.
Consolidated Holdings Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Construction Kennebec cie ltée	St-Georges	1966 à-to 1971 incl.
Corette Ltd.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Mme A. Courval inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Crèmerie Crête inc.	Grand-Mère	1968 à to 1971 incl.
Cresmac Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Crevier (Rimouski) ltée	Rimouski	1962 à-to 1971 incl.
Croteau ltée	Québec	1971
Croinor Pershing Mines Ltd.	Toronto	1966 à-to 1971 incl.
M.R. Cuddihy Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Damar Construction Corp.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Edgar Donaldson & fils ltée	Trois-Rivières	1964 à-to 1971 incl.
Dorion Construction ltée	Dorion	1969 à-to 1971 incl.
Dorstal Realties Inc.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
XM-Drummond	Drummondville	1971
Drouin & Drouin ltée	Québec	1966 à-to 1971 incl.
H. Dufresne & cie ltée	Granby	1967 à-to 1971 incl.
Duroy ltée	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
S. Duskes & Sons Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Eastern Airways Ltd.	Beauce	1966 à-to 1971 incl.
Eastern Chemicals Ltd.	Montréal	1950 à-to 1971 incl.
Eastern Commercial Co. Inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Eastern Plumbing & Heating Ltd.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Eastern Townships Electric Ltd.	Granby	1968 à-to 1971 incl.
B. Eisenberg Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Electrol Company Ltd (The)	Val Morin	1961 à-to 1971 incl.
Embouteilleurs d'eaux gazeuses du Québec	Verdun	1966 à-to 1971 incl.
Entreprises Cibec inc. (Les)	Laval	1968 à-to 1971 incl.
B.J. Entreprises inc.	V. Jacques Cartier	1971
Entreprises Mitis ltée (Les)	Rimouski	1966 à-to 1971 incl.
Phil Gordon & Co. ltée	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
H. C. Grégoire limitée	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Grete D'Hont Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Guard-X Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Hains ltée (Albert) La cie	Beauport	1967 à-to 1971 incl.
Hampshire Management Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Harold Handman Ltd.	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Léo Hayeur inc.	Bois-des-Filion	1969 à-to 1971 incl.
Heatco Inc.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Hebrew Consumptive and Association of Canada Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Cie immobilière de Contrecoeur inc.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Immeubles de la Mer ltée	Ste-Anne-des-Monts	1970 et-and 1971
Kiwanis Club of Rosemère	Rosemère	1964 à-to 1971 incl.
Laurentian Sales Co. Ltd.	Montréal	1949 à-to 1971 incl.
Laurentide Ski-Tows Ltd.	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Laval Acceptance Corporation	Montréal	1959 à-to 1971 incl.
Laval Products Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Lawn Bros. Ltd.	Campbell's Bay	1970 et-and 1971
Lawsey Incorporated	Westmount	1968 à-to 1971 incl.
Leader Bowling Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Émile Leblanc ltée	Jonquière	1961 à-to 1971 incl.
Leonard Realties Inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Lessard & Neilson ltée	Trois-Rivières	1968 à-to 1971 incl.
Librairie du Bon Pasteur	Pointe-du-Lac	1966 à-to 1971 incl.
Levesque & fils inc.	Amos	1970 et-and 1971
Librairie le Disque d'Argent inc.	Maniwaki	1970 et-and 1971
Lido Dress Company	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Lido Jewellers Company	Montréal	1971
Ligue de la Jeunesse Féminine de Sherbrooke inc. (La)	Sherbrooke	1963 à-to 1971 incl.
Ligue des propriétaires de la cité d'Arvida (La)	Arvida	1963 à-to 1971 incl.
Ligue des propriétaires de Rouen (La)	Rouen	1965 à-to 1971 incl.
Lions Club of Sherbrooke Inc.	Sherbrooke	1968 à-to 1971 incl.
Loisirs de St-Pierre de Sorel	Sorel	1966 à-to 1971 incl.
Loisirs de Varennes inc.	Varennes	1967 à-to 1971 incl.
Lomat Watch Material Company	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
London Waste Manufacturing Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Marmite (La)	Arvida	1971
McKenna's Hardware Ltd.	Magog	1968 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
H. C. McKinney Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
McLeod Transportation Ltd.	Malartic	1966 à-to 1971 incl.
T. Mcouat & Son Ltd.	Lachute	1965 à-to 1971 incl.
Montreal Water Purifier Ltd.	Montréal	1965 à to 1971 incl.
Montreal Women's Symphony Orchestra	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
J. E. F. Morin ltée	Lauzon	1967 à-to 1971 incl.
Morton Textiles Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Navigation de Gaspé & Baie des Chaleurs ltée	Westmount	1968 à-to 1971 incl.
Neighborhood of Montreal Corp.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
New Arntfield Mines Ltd.	Arntfield	1967 à-to 1971 incl.
New Carlisle Board of Trade (The)	New Carlisle	1963 à-to 1971 incl.
New Formaque Mines Ltd.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Nicolet Plastique ltée	Nicolet	1965 à-to 1971 incl.
North End Motor Co. Ltd.	St-Laurent	1964 à-to 1971 incl.
Northern Resorts Golf & Country Club Inc.	Ste-Agathe des Monts	1968 à-to 1971 incl.
Nu-Voque Women's Wear Inc.	Montréal	1951 à-to 1971 incl.
Oeuvre des terrains de jeux d'Almaville	Shawinigan Falls	1963 à-to 1971 incl.
Oeuvre des terrains de jeux et loisirs de Mont-Laurier	Mont-Laurier	1967 à-to 1971 incl.
One Minute Lunch Ltd.	Montréal	1946 à-to 1971 incl.
Orbis Trading Co. Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Orcour Gold Mines (1937) Ltd.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Organisation des terrains de jeux de St-Raymond	St-Raymond	1968 à-to 1971 incl.
Osage Oil Exploration Ltd.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Ordre des Gardes Malades de Québec	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Osisko-Rouyn Exploration Company Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Paramount Jewellers Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Paramount Mining & Developing Syndicate Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Peel-Windsor Garage Incorporated	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Penguin Ski Club (The)	Piedmont	1967 à-to 1971 incl.
Harold F. Pepper Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
A. Pesner & Co. Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Placement Marcoux ltée (Les)	Roberval	1971
Ross Brothers & Company Ltd.	Québec	1951 à-to 1971 incl.
Henry Ross Ltd.	Loretteville	1966 à-to 1971 incl.
Royal St. Lawrence Yacht Club (The)	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Roy & Morel Inc.	Nicolet	1964 à-to 1971 incl.
Royse Acceptance Corporation	Montréal	1970 et-and 1971
Saguenay-Lac St. Jean Structural Steel Works	Chicoutimi	1969 à-to 1971 incl.
Ste-Agathe Chalet inc.	Ste-Agathe des Monts	1969 à-to 1971 incl.
St-Francis Rod & Gun Club and Motel Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
St-James Window Cleaning Co. Ltd.	Westmount	1962 à-to 1971 incl.
St-Lawrence Yatch Company	Dorval	1966 à-to 1971 incl.
Sun Yuen Social Club Inc.	Montréal	1961 à-to 1971 incl.
Syndicat Launayor ltée	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Téléphone St-Jean Baptiste de Roxton Falls, La cie	Roxton Falls	1964 à-to 1971 incl.
Temoros Club Inc.	Westmount	1965 à-to 1971 incl.
Terrain de jeux de Chambord	Chambord	1962 à-to 1971 incl.
Terrain de jeux du Parc Ste-Thérèse de Dolbeau inc.	Dolbeau	1968 à-to 1971 incl.
Terrebonne Park Association	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Tétrault & frères ltée	Verdun	1968 à-to 1971 incl.
Topeca Club Inc.	Ville St-Michel	1961 à-to 1971 incl.
Top Styles Inc.	Montréal	1960 à-to 1971 incl.
Troiano & Son Inc.	Montréal	1967 à to 1971 incl.
United Bedding Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
United Car Markets Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
United Radio Stores Ltd.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Union canadienne des infirmes	Montréal	1967 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Vaillancourt inc.	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Val D'Or Construction Co.	Val D'Or	1967 à-to 1971 incl.
Variety 5¢ to $1.00 Stores Ltd. (The)	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
J. A. Viau limitée	Outremont	1967 à-to 1971 incl.
Vogue Bags Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
W. F. Walsh Ltd.	Montréal	1971
Watchstraps Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Thomas Webster Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Weldone Trading Co. Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Westmore Construction ltée	Mont Royal	1967 à-to 1971 incl.
White Owl Social Club Inc.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
William Barbara Corporation	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
J. J. Wilson Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Wimpy's Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Windsor Bridge Club Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Yamaska Realty Co.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
York Construction Inc.	Montréal	1970 et-and 1971
Yorshire Realties Ltd.	Montreal	1968 à-to 1971 incl.

Le directeur du service des compagnies,
46337-o PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS, 46337-o
Director of the Companies Service.

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Boishébert, comprenant les lots 119 et 122, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Boishébert, comprising lots 119 and 122, located in the Sept-Îles Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference

division d'enregistrement de Sept-Îles, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Boishébert.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1199-72, en date du 3 mai 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176*c* inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Boishébert, comprenant les lots 119 et 122, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Boishébert;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite par l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 215

46419-o

in the Sept-Îles Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Boishébert.

Therefore, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1199-72, dated May 3, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176*c* inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Boishébert, comprising lots 119 and 122, located in the Sept-Îles Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Boishébert;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this third day of May in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 215

46419

Canada,
Province de Québec
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Proulx, comprenant le bloc A, située dans la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest, à Roberval;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par la proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Proulx.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1198-72, en date du 3 mai 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux article 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattacent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest, à Roberval, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Proulx, comprenant le bloc A, située dans la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dipositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Proulx;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un

Canada
Province of Québec
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendance, a correct plan of a part of the Township of Proulx, comprising Block A, located in the Lac St. Jean West Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Lac St. Jean West Registration Division Office, in Roberval, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Lac St. Jean West Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Proulx.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1198-72, dated May 3, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Lac St. Jean West Registration Division Office, in Roberval, of the original plan and book or reference of a part of the Township of Proulx, comprising Block A, located in the Lac St. Jean West Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Proulx;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of, reference must be renewed by means of the registration

avis d'éisignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 214

46419-o

by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this third day of May in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General,

Libro: 500
Folio: 214

46419

Lettres patentes

So-Bel Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de corriger l'avis des lettres patentes du 11 mars 1971, paru dans la *Gazette officielle* du 8 mai 1971, à la page 3678, numéro 19, de la compagnie « So-Bel Investments Inc. », en y remplaçant, le nom « Saul Stermer » par le nom « Syd Stermer ».

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46337-o

726-71

Letters Patent

So-Bel Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives was pleased to correct the notice of letters patent of March 11, 1971, which appeared in the *Official Gazette* of May 8, 1971, on page 3678, number 19, of "So-Bel Investments Inc.", by replacing the name "Saul Stermer" by that of "Syd Stermer".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46337

726-71

Soumissions — Demandes de

Ville de Tracy
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laval Tardif, greffier, Hôtel de ville, 3025, boulevard

Tenders — Requests for

Town of Tracy
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the unsigned Laval Tardif, Town Clerk, in the Town Hall, 3025 de la Mairie Boulevard, Tracy, County of Riche-

de la Mairie, Tracy, comté de Richelieu, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 5 juillet 1972, pour l'achat de $711,500 d'obligations de la ville de Tracy, comté de Richelieu, datées du 15 juillet 1972 et remboursables en série du 15 juillet 1973 au 15 juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $711,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1973	$22,500
15 juillet 1974	25,000
15 juillet 1975	27,000
15 juillet 1976	28,000
15 juillet 1977	31,000
15 juillet 1978	33,000
15 juillet 1979	36,000
15 juillet 1980	38,000
15 juillet 1981	41,000
15 juillet 1982	26,000
15 juillet 1983	28,000
15 juillet 1984	30,000
15 juillet 1985	33,000
15 juillet 1986	36,000
15 juillet 1987	38,000
15 juillet 1988	42,000
15 juillet 1989	44,000
15 juillet 1990	47,000
15 juillet 1991	51,000
15 juillet 1992	55,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $55,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront pas être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

lieu, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Wednesday, July 5, 1972, for the purchase of a bond issue of $711,500 for the Town of Tracy, County of Richelieu, dated July 15, 1972 and redeemable serially from July 15, 1973 to July 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Redemption table — $711,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1973	$22,500
July 15, 1974	25,000
July 15, 1975	27,000
July 15, 1976	28,000
July 15, 1977	31,000
July 15, 1978	33,000
July 15, 1979	36,000
July 15, 1980	38,000
July 15, 1981	41,000
July 15, 1982	26,000
July 15, 1983	28,000
July 15, 1984	30,000
July 15, 1985	33,000
July 15, 1986	36,000
July 15, 1987	38,000
July 15, 1988	42,000
July 15, 1989	44,000
July 15, 1990	47,000
July 15, 1991	51,000
July 15, 1992	55,000

1 Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $55,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of July 15, 1992.

However, tenders should be sent for only one of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Tracy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $55,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Tracy s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 77 — $121,500 — renouvellement d'emprunt; 320 — $16,000 — aqueduc, égouts; 324 — $230,000 — aqueduc, égouts, voirie; 337 — $34,000 — aqueduc, égouts, voirie; 342 — $310,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, mercredi, le 5 juillet 1972, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 3025, boulevard de la Mairie, Tracy, comté de Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tracy (Comté de Richelieu), ce 8 juin 1972.

Le greffier,
LAVAL TARDIF.

Hôtel de ville, 3025, boul. de la Mairie,
Tracy (Richelieu), P.Q.
Téléphone: 742-5671, code 514. 46400-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Tracy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $55,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Tracy agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 77 — $121,500 — loan renewal; 320 — $16,000 — aqueduct, sewers; 324 — $230,000 — aqueduct, sewers, roads; 337 — $34,000 — aqueduct, sewers, roads; 342 — $310,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Wednesday, July 5, 1972, at 7:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 3025 de la Mairie Boulevard, Tracy, County of Richelieu, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Tracy, (County of Richelieu), June 8, 1972.

LAVAL TARDIF,
Town Clerk.

Town Hall, 3025 de la Mairie Boulevard,
Tracy (Richelieu), P.Q.
Telephone: 742-5671, code 514. 46400

Cité de Thetford-Mines
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yves Lamothe, greffier, Hôtel de Ville, 144, rue Notre-Dame Sud, Thetford-Mines, comté de Mégantic, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 juillet 1972, pour l'achat de $2,662,500 d'obligations de la cité de Thetford-Mines, comté de Mégantic, datées du 15 juillet 1972 et remboursables en série du 15 juillet 1973 au 15 juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque

City of Thetford-Mines
County of Mégantic

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Yves Lamothe, City Clerk, in the City Hall, 144 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, County of Mégantic, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, July 4, 1972 for the purchase of a bond issue of $2,662,500 for the City of Thetford Mines, County of Mégantic, dated July 15, 1972 and redeemable serially from July 15, 1973 to July 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7% nor more than 8%, payable semiannually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same

année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $2,662,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1973	$ 55,500
15 juillet 1974	61,000
15 juillet 1975	65,000
15 juillet 1976	71,000
15 juillet 1977	77,000
15 juillet 1978	83,000
15 juillet 1979	89,000
15 juillet 1980	96,000
15 juillet 1981	104,000
15 juillet 1982	113,000
15 juillet 1983	122,000
15 juillet 1984	132,000
15 juillet 1985	141,000
15 juillet 1986	153,000
15 juillet 1987	166,000
15 juillet 1988	179,000
15 juillet 1989	194,000
15 juillet 1990	210,000
15 juillet 1991	226,000
15 juillet 1992	325,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $80,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juillet 1992 au montant de $325,000 comprend un solde de $80,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juillet 1993	$ 4,500
15 juillet 1994	5,500

for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Redemption table — $2,662,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1973	$ 55,500
July 15, 1974	61,000
July 15, 1975	65,000
July 15, 1976	71,000
July 15, 1977	77,000
July 15, 1978	83,000
July 15, 1979	89,000
July 15, 1980	96,000
July 15, 1981	104,000
July 15, 1982	113,000
July 15, 1983	122,000
July 15, 1984	132,000
July 15, 1985	141,000
July 15, 1986	153,000
July 15, 1987	166,000
July 15, 1988	179,000
July 15, 1989	194,000
July 15, 1990	210,000
July 15, 1991	226,000
July 15, 1992	325,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $80,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of July 15, 1992 in the amount of $325,000 includes a balance of $80,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
July 15, 1993	$ 4,500
July 15, 1994	5,500

15 juillet 1995	$ 5,500
15 juillet 1996	7,000
15 juillet 1997	7,500
15 juillet 1998	9,000
15 juillet 1999	8,500
15 juillet 2000	9,500
15 juillet 2001	11,000
15 juillet 2002	12,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford-Mines.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $325,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Thetford-Mines s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 827 — $112,500 — aqueduc, égouts, pavage, etc.; 866 tel que modifié — $2,550,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, mardi, le 4 juillet 1972, Hôtel de Ville, 144, rue Notre-Dame Sud, Thetford-Mines, comté de Mégantic, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Thetford-Mines (Comté de Mégantic), ce 13 juin 1972.

Le greffier,
YVES LAMOTHE.

Hôtel de Ville, 144, rue Notre-Dame Sud,
Thetford-Mines (Mégantic), P.Q.
Téléphone: 335-2981, code 418. 46432-o

July 15, 1995	$ 5,500
July 15, 1996	7,000
July 15, 1997	7,500
July 15, 1998	9,000
July 15, 1999	8,500
July 15, 2000	9,500
July 15, 2001	11,000
July 15, 2002	12,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Thetford Mines.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $325,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Thetford Mines agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market, within the sixty days upon, from and after July 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 827—$112,500—aqueduct, sewers, paving, etc.; 866 as amended — $2,550,000 — aqueduct, sewers and roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, July 4, 1972, in the City Hall, 144 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, County of Mégantic, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Thetford Mines (County of Mégantic), June 13, 1972.

YVES LAMOTHE,
City Clerk.

City Hall, 144 Notre-Dame Street South,
Thetford Mines (Mégantic), P.Q.
Telephone: 335-2981, code 418. 46432

Village de Sainte-Croix
(Lotbinière)

Avis de correction

Veuillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions pour l'achat de $226,500 d'obligations de la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, qui a paru dans la *Gazette officielle*, en date du 10 juin 1972, à la page 4719, le nom officiel de la corporation aurait dû

Village of Sainte-Croix
(Lotbinière)

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for the purchase of an issue of $226,500 of bonds of the Parish of Sainte-Croix, County of Lotbinière, published in the *Québec Official Gazette* of June 10, 1972, on page 4719, the official name of the corporation should be

se lire « Village de Sainte-Croix » au lieu de « Paroisse de Sainte-Croix », tel que mentionné dans l'entête ainsi que dans le premier paragraphe dudit avis.

Tous les autres détails contenus dans cet avis de demande de soumissions demeurent inchangés.

Sainte-Croix, ce 12 juin 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. MARCEL LAFLEUR.

99, rue Principale,
Village de Sainte-Croix,
Comté de Lotbinière, P.Q. 46417-o

read "Village of Sainte-Croix" instead of "Parish of Sainte-Croix", as mentioned in the heading and in the first paragraph in the above mentioned notice of call for tenders.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Sainte-Croix, June 12, 1972.

Mr. MARCEL LAFLEUR,
Secretary-Treasurer.

99, Principale Street,
Village of Sainte-Croix,
County of Lotbinière, P.Q. 46417-o

Syndicats professionnels

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Berthier

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 novembre 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Berthier », avec siège social situé à St-Gabriel de Brandon, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46425-o 48-71

Professional Syndicates

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Berthier

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on November 16, 1971, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Berthier", with head office situated in St-Gabriel de Brandon, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46425 48-71

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

De Terris

Cour Supérieure — District de Beauharnois

No 12 583. MAJOR FINANCE CORP., corps politique et constitué, dûment constituée selon la loi et ayant ses siège social et principal établissement dans les ville et district de Montréal, demanderesse, *contre* CLAUDE SHEELY, de Saint-Timothée, dans le district de Beauharnois, y résidant et domicilié au 8, Première Avenue, défendeur.

« Un emplacement situé à St-Timothée, comté Beauharnois, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-cinq (145-17) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St-Timothée. Avec toutes les constuctions dessus érigées. »

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

De Terris

Superior Court — District of Beauharnois

No 12 583. MAJOR FINANCE CORP., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, plaintiff *vs* CLAUDE SHEELY, of St. Timothée, in the District of Beauharnois, and therein residing and domiciled at 8 Première Avenue, defendant.

"An emplacement located in St. Timothée, County of Beauharnois, known and described as being lot number seventeen of the official subdivision of original lot number one hundred and forty-five (145-17) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Timothée. With all the constuctions erected thereon."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, à Beauharnois, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif adjoint,
THÉRÈSE LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Salaberry-de-Valleyfield,
le 9e jour de juin 1972.

49414

To be sold at the Registry Office for the Division of Beauharnois, in Beauharnois, on the TWENTIETH day of JULY, 1972 at TEN o'clock in the forenoon.

THÉRÈSE LEBLANC,
Assistant Sheriff.

Shefiff's Office,
Salaberry-de-Valleyfield,
the 9th day of June, 1972.

46414-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias

Cour Provinciale, No 17 288. { CITÉ DE CHICOUTIMI-NORD, corporation légale ayant une place d'affaires à Chicoutimi-Nord, district de Chicoutimi, demanderesse; *vs* LORRAINE DUFOUR, domiciliée et résidant à 282 rue St-Armand, Chicoutimi-Nord, P.Q. et PATRICIA DUFOUR, domiciliée et résidant à 282, rue St-Armand, Chicoutimi-Nord, district de Chicoutimi, défenderesses.

1° Un certain terrain, de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro dix-A-un-quinze (10-A-1-15), du premier rang ouest du cadastre officiel du canton Tremblay, dans les limites de la ville de Chicoutimi-Nord, comté et division d'enregistrement de Chicoutimi, mesurant soixante-quinze pieds (75′) de front, trente-huit pieds et deux dixièmes (38.2′) du côté nord, sur une profondeur de cent dix pieds (110′) et compris dans les bornes suivantes: du côté nord par une partie du lot numéro dix-A-un non subdivisé (10-A-1-N.S.), du côté est par le résidu dudit lot numéro dix-A-un-quinze (10-A-1-15) suivant une parallèle à la limite est du lot numéro dix-A-un-quinze (10-A-1-15) et distante de celle-ci vers l'ouest de quatre pied (4′) du côté sud par la rue St-Armand et du côté nord-ouest par le lot numéro onze-B (11-B) dudit rang un ouest. Ce terrain ainsi délimité contient une superficie de six mille deux cent vingt-six pieds carrés (6,226 p.c.), le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un terrain ou emplacement mesurant soixante-cinq pieds (65′) de largeur de l'est à l'ouest, sur cent seize pieds (116′) de profondeur du nord au sud, faisant partie du lot numéro onze-B (11-B) du premier rang ouest, au cadastre officiel du canton Tremblay, et borné à l'est au lot numéro dix-A-un-quinze (10-A-1-15), au nord au lot numéro onze-B-cent cinquante et un (11-B-151) et à l'ouest et au sud au résidu du lot numéro onze-B, la ligne ouest dudit terrain étant parallèle à la ligne de division des lots numéros dix-à-un-quinze et onze-B (10-A-1-15 et 11-B), avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du registrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 8 juin 1972.

46411-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias

Provincial Court, No. 17 288. { CITY OF CHICOUTIMI NORTH, a legal corporation having a place of business in Chicoutimi North, District of Chicoutimi, plaintiff, *vs* LORRAINE DUFOUR, domiciled and residing at 282 St. Armand Street, Chicoutimi North, P.Q., and PATRICIA DUFOUR, domiciled and residing at 282 St. Armand Street, Chicoutimi North, District of Chicoutimi, defendants.

1. A certain tract of land, of trapezoidal configuration, known and described as part of lot number ten-A-one-fifteen (10-A-1-15), in First Range West, on the official cadastre for Tremblay Township, in the limits of the City of Chicoutimi North, County and Registration Division of Chicoutimi, measuring seventy-five feet (75′) in front, thirty-eight and two tenths feet (38.2′) on the north side, by a depth of one hundred and ten feet (110′) and comprised in the following boundaries: on the north side by a part of lot number ten-A-one unsubdivided (10-A-1-N.S.), on the east side by the remainder of said lot number ten-A-one-fifteen (10-A-1-15) following a parallel line at the east limit of lot number ten-A-one-fifteen (10-A-1-15) and at a distance of four feet (4′) from it towards the west, on the south side by St. Armand Street and on the northwest side by lot number eleven-B (11-B) of said Range One West. This piece of land thus defined contains a surface area of six thousand two hundred and twenty-six square feet (6,226 sq. ft.), the whole with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies.

2. A tract of land or emplacement measuring sixty-five feet (65′) in width from east to west, by one hundred and sixteen feet (116′) in depth from north to south, forming part of lot number eleven-B (11-B) of First Range West, on the official cadastre for Tremblay Township, and bounded on the east by lot number ten-A-one-fifteen (10-A-1-15), on the north by lot number eleven-B-one hundred and fifty-one (11-B-151) and on the west and on the south by the remainder of lot number eleven-B, the west line of the said piece of land being parallel to the dividing line between lots numbers ten-A-one-fifteen and eleven-B (10-A-1-15 and 11-B), with appurtenances and dependencies.

To be sold at the Office of the Registrar for the Registration Division of Chicoutimi, in the Chicoutimi Court House, on the TWENTIETH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, June 8, 1972.

46411

Fieri Facias

Cour Provinciale, No 15-980. { NIAGARA FINANCE LTÉE, ayant place d'affaires en les cité et district de Chicoutimi, demanderesse; *vs* LAURÉAT VAILLANCOURT, domicilié au 22, rue St-Philippe, La Malbaie, district de Saguenay, et Dame SOLANGE VAILLANCOURT, domiciliée au 22 rue St-Philippe, La Malbaie, district de Saguenay, défendeurs.

Un terrain formant partie du lot numéro 10 dans le rang est de la rivière Chicoutimi, au cadastre officiel du canton de Laterrière, mesurant 175 pieds de l'est à l'ouest par 100 pieds en front sur la rivière Chicoutimi, et est compris dans les bornes suivantes: à l'ouest par la rivière Chicoutimi, au sud par le terrain de Wellie Savard, et à l'est par le terrain de M. Jean-Joseph Tremblay, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Avec le droit de passage pour communiquer à son terrain.

Pour être vendu au bureau du registrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 8 juin 1972. 46412-o

Fieri Facias

Provincial Court, No. 15-980. { NIAGARA FINANCE LTÉE, having a place of business in the City and District of Chicoutimi, plaintiff, *vs* LAURÉAT VAILLANCOURT, domiciled at 22 St. Philippe Street, La Malbaie, District of Saguenay, and Mrs. SOLANGE VAILLANCOURT, domiciled at 22 St. Philippe Street, La Malbaie, District of Saguenay, defendants.

A tract of land forming part of lot number 10 in the East Range of the Chicoutimi River, in the official cadastre of the Township of Laterrière, measuring 175 feet from east to west by 100 feet in front on the Chicoutimi River and is included in the following boundaries: on the west by the Chicoutimi River, on the south by the land of Wellie Savard, and on the east by the land of Mr. Jean-Joseph Tremblay, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

With a right of way to communicate to his land.

To be sold at the Registrar's Office of the Chicoutimi Registration Division, at the Court House, in Chicoutimi, on the NINETEENTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, June 8, 1972. 46412

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 807,612. { HOMEPLAN REALTY LIMITED, corps politique légalement constitué, incorporé, ayant sa principale place d'affaires au 6625 est, rue Sherbrooke à Montréal, demanderesse, *vs* ALFRED RENÉ LEVESQUE, infirmier, anciennement domicilié au numéro 5130 Boulevard Lévesque, (Quartier St-Vincent de Paul), Ville de Laval et maintenant domicilié au numéro 1505 de la rue Joy Road, à Terrebonne Heights, à Joliette, Province de Québec, défendeur-failli, et C. A. MICHAUD, syndic, défendeurs.

« 1° Un lot de terre connu et désigné comme faisant partie du lot numéro neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept cent quatre-vingt-un « H » (781 « H » Ptie 9) au cadastre officiel de la paroisse de St-Henri de Mascouche, mesurant une largeur de vingts pieds (20′) par une profondeur de quatre-vingt-six pieds et deux dixièmes de pied (86.2′) dans sa ligne nord-ouest et de quatre-vingt-un pieds et trois dixièmes de pied (81.3′) dans sa ligne sud est, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en front vers le sud-ouest par le résidu dudit lot 781 H-9 en arrière vers le nord est par le résidu dudit lot 781 H-9 et de l'autre côté vers le sud-est par le lot 781 H 10 audit cadastre.

2° Un lot de terre connu et désigné comme faisant partie du lot numéro dix de la subdivision officiellè du lot originaire numéro sept cent quatre-vingt-un « H »

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 807,612. { HOMEPLAN REALTY LIMITED, body politic legally incorporated, having its principal place of business at 6625 Sherbrooke Street East, Montreal, plaintiff, *vs* ALFRED RENÉ LEVESQUE, male nurse, formerly domiciled at 5130 Lévesque Boulevard, (St. Vincent de Paul Ward), City of Laval, and now domiciled at 1505 Joy Road Street, Terrebonne Heights, Joliette, Province of Québec, bankrupt defendant, and C. A. MICHAUD, trustee, defendants.

"1. A lot known and described as being part of lot number nine of the official subdivision of original lot number seven hundred and eighty-one "H" (781 "H" Pt. 9) in the official cadastre for the Parish of St. Henri-de-Mascouche, measuring of twenty feet (20′) in width, by a depth of eighty-six and two tenths feet (86.2′) on its northwest line and eighty-one and three tenths feet (81.3′) on its southeast line, English measure and more or less, bounded as follows: in front towards the southwest by the remainder of said lot 781-H-9, in the rear towards the northeast by the remainder of said lot 781 H-9 and on the other side towards the southeast by lot 781 H 10 of the said cadastre.

2. A lot known and described as being part of lot number ten of the official subdivison of original lot number seven hundred and eighty-one "H" (781 "H"

(781 « H » Ptie 10) au cadastre officiel de la paroisse de St-Henri de Mascouche, mesurant quatre vingts pieds (80′) de largeur par une profondeur de quatre-vingt-un pieds et trois dixièmes de pied (81.3′) dans sa ligne nord ouest et soixante-deux pieds (62′) dans sa ligne sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en front vers le sud-ouest par Joy Road, d'un côté vers le nord-ouest par le lot 781-H-9 audit cadastre, en arrière, par le lot 781 H-16 audit cadastre et de l'autre côté vers le sud est par la rue Victor.

Avec bâtisse dessus érigée.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendus au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, à L'Assomption, JEUDI, le TROISIÈME jour d'AOÛT 1972 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 7 juin 1972.
46408-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Joliette

No 15,143. GARAGE P. VENNE INC., corporation légalement constituée et ayant son siège social au 94, boulevard Notre-Dame, à Repentigny, district de Joliette, demanderesse, *vs* Dame ANTOINETTE C. BOUCHER, résidant au No 9, avenue Coutu, à Repentigny, district de Joliette, défenderesse.

« Un emplacement sis et situé sur l'avenue Coutu en la Ville paroisse de Repentigny, dans le comté de L'Assomption et composé:

a) Du lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Repentigny, mesurant en front du côté sud-est soixante-et-un pieds de largeur et en arrière du côté nord-ouest cinquante-deux pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds et quatre dixièmes de pied dans la ligne nord-est et cent pieds dans la ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins.

b) D'une partie du lot numéro originaire quinze (Ptie 15) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Repentigny, mesurant ladite partie seize pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée ladite partie comme suit: en front au sud-est par une partie dudit lot No 15 appartenant à Dominique di Francisco et René Gendron ou représentants, en arrière au nord-ouest par partie dudit lot No 15 appartenant à Adhémar Raynault ou représentants, d'un côté au sud-ouest partie par ladite avenue Coutu et partie par ledit lot No 15-9 ci-dessus décrit et de l'autre côté au nord-est par une partie dudit lot No 15 appartenant au défunt (et acquise de Adhémar Raynault avec la présente partie).

Avec dessus érigée la maison à logement unique genre bungalow portant le numéro civique 9 de ladite avenue Coutu. »

Pt. 10) in the official cadastre for the Parish of St. Henri-de-Mascouche, measuring eighty feet (80′) in width, by a depth of eighty-one and three tenths feet (81.3′) on its northwest line and sixty-two feet (62′) on its southeast line, English measure and more or less, bounded as follows: in front towards the southwest by Joy Road, on one side towards the northwest by lot 781-H-9 of the said cadastre, in the rear, by lot 781-H-16 of the said cadastre and on the other side towards the southeast by Victor Street.

With the building erected thereon.

As she whole now subsists, with active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable."

To be sold in the L'Assomption Registration Division Office, in L'Assomption, on THURSDAY, the THIRD day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, June 7, 1972.
46408

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Joliette

No. 15,143. GARAGE P. VENNE INC., a corporation legally incorporated and having its head office at 94 Notre-Dame Boulevard, in Repentigny, District of Joliette, plaintiff, *vs* Mrs. ANTOINETTE C. BOUCHER, residing at 9 Coutu Avenue, in Repentigny, District of Joliette, defendant.

"An emplacement lying and situate on Coutu Avenue, in the Town of Repentigny Parish, County of L'Assomption and composed:

(*a*) Of the lot of land known and described under number nine of the official subdivision of original lot number fifteen (15-9) in the official plan and book of reference of the Parish of Repentigny, measuring in front on the southeast side, sixty-one feet in width and in the rear on the northwest side, fifty-two feet in width by a depth of one hundred and four tenths feet on the northeast line and one hundred feet on the southwest line, English measure and more or less.

(*b*) Of a part of original lot number fifteen (Pt. 15) in the official plan and book of reference of the Parish of Repentigny, the said part measuring sixteen feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and the said part bounded as follows: in front on the southeast by a part of said lot No. 15 belonging to Dominique di Francisco and René Gendron or representatives, in the rear on the northwest by part of said lot No. 15 belonging to Adhémar Raynault or representatives, on one side on the southwest partly by said Coutu Avenue and partly by said lot No. 15-9 hereinabove described and on the other side on the northeast by a part of said lot No. 15 belonging to the deceased (and purchased from Adhémar Raynault with this present part).

With a single unit dwelling, bungalow style, erected thereon numbered 9 said Coutu Avenue."

Pour être vendus au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, à L'Assomption, district de Joliette, MARDI, le HUITIÈME jour d'AOÛT 1972 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 8 juin 1972. 46413-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Joliette

No 15,324. VIATEUR CHOUINARD & JEAN MARIE LEVESQUE faisant affaires en société sous les nom et raison sociale de Chouinard & Levesque Enr. demandeurs *vs* PIERRE MONDOR, résidant à 380 nord, rue St-Charles Borromée, Joliette, district de Joliette, défendeur.

« Une partie du lot No 207 dans le rang 5 du canton de Kildare aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Ambroise de Kildare mesurant 100 pieds de largeur sur 80 pieds de profondeur mesure anglaise borné comme suit: en front vers le nord-est par un chemin privé de passage communiquant avec le chemin public, en arrière vers le sud-ouest par le lot No 205 dudit cadastre, d'un côté vers le nord-ouest et de l'autre côté, vers le sud-est par d'autres parties dudit lot 207 appartenant à M. Louis Préville ou représentants.

La ligne sud-est de cette partie de terrain est située à une distance de 25 pieds de la ligne du chemin public et la ligne nord-ouest est située à une distance de 100 pieds de la ligne du terrain de M. Yvon Prud'homme.

Avec bâtisses y érigées. »

Pour être vendue au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, à Joliette, 591 rue Notre-Dame, comté et district de Joliette, MARDI, le PREMIER jour d'AOÛT 1972 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 5 juin 1972. 46397-o

To be sold at the L'Assomption Registration Division Office, in L'Assomption, District of Joliette, on TUESDAY, the EIGHTH day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, June 8, 1972. 46413

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Joliette

No. 15,324. VIATEUR CHOUINARD & JEAN MARIE LEVESQUE, carrying on business under the name and style of Chouinard & Levesque Enr., plaintiffs, *vs* PIERRE MONDOR, residing at 380 St. Charles Borromée Street North, Joliette, district of Joliette, defendant.

"A part of lot No. 207 in Range 5 of Kildare Township on the official plan and book of reference for the Parish of St. Ambroise-de-Kildare, measuring 100 feet in width by a depth of 80 feet, English measure, bounded as follows: in front towards the northeast by a private passageway communicating with the public road, in the rear towards the southwest by lot No. 205 of said cadastre, on one side towards the northwest and on the other side towards the southeast by other parts of said lot 207 belonging to Mr. Louis Préville or representatives.

The southeast line of this tract of land is located at a distance of 25 feet from the line of the public road, and the northwest line is located at a distance of 100 feet from the line of Mr. Yvon Prud'homme's property.

With buildings erected thereon."

To be sold at the Joliette Registration Division Office, at Joliette, 591 Notre-Dame Street, County and District of Joliette, on TUESDAY, the FIRST day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, June 5, 1972. 46397

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: ROGER PARADIS INC., corps politique et incorporé ayant son siège social au 8117 Trait Carré ouest, Charlesbourg, P.Q., *vs* DENIS ROBERT, domicilié au 1195 Rabelais, Québec 7.
Cour Provinciale, No 87-659.

« La subdivision quatorze du lot originaire sept cent quarante (740-14) du cadastre officiel de Charlesbourg, de figure rectangulaire, ainsi bornée: au nord-ouest par le lot 740-19, au nord-est par le lot 739-150, au sud-est par le lot 740-13, et au sud-ouest par le lot 740-15; mesurant soixante-trois pieds et cinq dixièmes (63.5″) de largeur par quatre-vingt-dix-huit (98′) de profondeur, et contenant en superficie six mille deux cent vingt-trois pieds carrés (6,223 p.c.) mesure anglaise.

QUÉBEC

Fieri Facias De Terris

Québec, to wit: ROGER PARADIS INC. body politic and corporate, having its head office at 8117 Trait Carré West, Charlesbourg, P.Q., *vs* DENIS ROBERT, domiciled at 1195 Rabelais, Québec 7.
Provincial Court, No. 87-659.

"Subdivision fourteen of original lot seven hundred and forty (740-14) in the official cadastre of Charlesbourg, of a rectangular configuration, bounded: on the northwest by lot 740-19, on the northeast by lot 739-150, on the southeast by lot 740-13 and on the southwest by lot 740-15 measuring sixty-three and five tenths feet (63.5′) in width by ninety-eight feet (98′) in depth, and containing a surface area of six thousand two hundred and twenty-three square feet (6,223 sq, ft.), English measure.

La subdivision cent cinquante du lot originaire sept cent trente-neuf (739-150) du cadastre officiel de Charlesbourg, de figure rectangulaire, ainsi bornée: au nord-ouest par le lot 739-149, au nord-est par le lot 739-135, au sud-est par le lot 739-151, et au sud-ouest par le lot 740-14, mesurant soixante-trois pieds et cinq dixièmes (63.5′) de largeur par deux pieds (2′) de profondeur, et contenant en superficie cent vingt-sept pieds (127′) carrés mesure anglaise.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances, au 1195 Beaudricourt, à Charlesbourg, Québec 7, sujet à une servitude en faveur de l'Hydro-Québec, suivant acte enregistré à Québec le 17 janvier 1969, sous le No 64-915. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10 avenue Chauveau, Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 13 juin 1972.
46426-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure No 6553. LÉONARD AUBERT, fournisseur de matériaux de construction, domicilié à St-Gilles, comté de Lotbinière, *vs* MAURICE LORD, hôtelier, domicilié à St-Patrice, comté de Lotbinière.

« Le lot numéro cent soixante (160) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Patrice de Beaurivage, distraction faite de la lisière vendue à la Voirie par acte enregistré sous le No 98-582 avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de Mégantic, à Inverness, comté de Mégantic, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 13 juin 1972.
46429-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 9048. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique, ayant son siège social en l'Hôtel du Gouvernement, Québec, *vs* GILLES MERCIER, Ste-Agathe, rang Gosford, comté de Lotbinière, P.Q. et RENÉ LEFAIVRE et ALBERT VERROEULST, ès-qualité de syndics à la faillite dudit Gilles Mercier, 56 rue St-Pierre, Québec, mis en cause.

« Une terre située dans la paroisse de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, connue et désignée comme étant les lots numéros trois cent trente, trois cent trente-et-un et la demie nord-est du lot numéro trois cent trente-deux (330, 331 et ½ N.E. 332) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe, mesurant quatre arpents et demi de largeur sur trente arpents de profondeur, sauf et à distraire la partie exproprié par le ministère de la Voirie pour l'élargissement du chemin la terre vendue

Subdivision one hundred and fifty of original lot seven hundred and thirty-nine (739-150) in the official cadastre of Charlesbourg, of a rectangular configuration, bounded: on the northwest by lot 739-149, on the northeast by lot 739-135, on the southeast by lot 739-151 and on the southwest by lot 740-14 measuring sixty-three and five tenths feet (63.5′) in width by two feet (2′) in depth, containing a surface area of one hundred and twenty-seven square feet (127′) English measure.

With buildings, appurtenances and dependencies, at 1195 Beaudricourt, in Charlesbourg, Québec 7, subject to a servitude in favor of Hydro-Québec, according to a deed registered in Québec on January 17, 1969, under No. 64-915."

To be sold in the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the NINETEENTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 13, 1972.
46426

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 6553. LÉONARD AUBERT, distributor of building material, domiciled at St. Gilles, county of Lotbinière, *vs* MAURICE LORD, hotel-keeper, domiciled at St. Patrice, County of Lotbinière.

"Lot number one hundred and sixty (160) of the official cadastre for the parish of St. Patrice de Beaurivage, less and to withdraw the strip sold to the Roads Department by a deed registered under No. 98-582 with all buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold in the Mégantic Registry Office, in Inverness, county of Mégantic, on the NINETEENTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 13, 1972.
46429

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 9048. THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic, having its head office in the Parliament Buildings, Québec, *vs* GILLES MERCIER, of Ste. Agathe, Gosford Range, County of Lotbinière, P.Q., and RENÉ LEFAIVRE and ALBERT VERROEULST, in their capacity as trustees in the bankruptcy of the said Gilles Mercier, 56 St. Pierre Street Street, Québec, mis en cause.

"A farm located in the Parish of Ste. Agathe, County of Lotbinière, known and described as being lots numbers three hundred and thirty, three hundred and thirty-one and the northeast half of lot number three hundred and thirty-two (330, 331 and ½ N.E. 332) of the official cadastre of the Parish of Ste. Agathe, measuring four and one half arpents in width by thirty arpents in depth, less and to withdraw the part expropriated by the Department of Roads for the enlarge-

étant donc bornée comme suit: au nord est par une terre appartenant à Alphonse Rouillard, au sud-est par le cordon, au sud-ouest par le résidu du lot 332 appartenant à Marcel Mercier et au nord-ouest au chemin public tel qu'il existe actuellement, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Ces lots étant sujets à une servitude en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant acte de servitude enregistré sous No 85573. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lotbinière, Ste-Croix, comté de Lotbinière, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 13 juin 1972.

46428-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 5687.

ENSEIGNES NATIONALES (1968) INC., corps politique et incorporé légalement constitué ayant une place d'affaires à 335 est, rue St-Vallier, Québec, *vs* ALBERT BOUCHARD, domicilié et résidant à 994 boulevard Ste-Anne, Beauport, Québec, district de Québec.

« Subdivision d'une partie du lot 373-1 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, de figure irrégulière borné vers le nord-est par le lot 366 non subdivisé, vers le sud-est par le lot 373-2, vers le sud-ouest par le lot 373-3, vers le nord-ouest par le boulevard Ste-Anne; mesurant quatre-vingt-quinze et quatre dixièmes (95.4′) de largeur, deux cent quatre-vingts pieds (280′) au nord-est; cent pieds et trois dixièmes (100.3′) au nord-ouest; contenant en superficie vingt-cinq mille sept cent dix pieds carrés, mesure anglaise (25,710′) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10 avenue Chauveau, Québec, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 13 juin 1972.

46427-o

ment of the road; the land sold is bounded as follows: on the northeast by a farm belonging to Alphonse Rouillard, on the southeast by the boundary line, on the southwest by the remainder of lot 332 belonging to Marcel Mercier and on the northwest by the public road as it now subsists, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

These lots are subject to a servitude in favor of The Shawinigan Water & Power Co., according to a deed of servitude registered under No. 85573."

To be sold at the Lotbinière Registry Office, at Ste. Croix, County of Lotbinière, on the TWENTIETH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 13, 1972.

46428

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 5687.

ENSEIGNES NATIONALES (1968) INC., body politic and legally incorporated, having a place of business at 335 St. Vallier Street East, Québec, *vs* ALBERT BOUCHARD, domiciled and residing at 994 Ste. Anne Boulevard, Beauport, Québec, District of Québec.

"A subdivision of a part of lot 373-1 on the official cadastre of the Parish of Beauport, of an irregular configuration, bounded towards the northeast by lot 366, unsubdivided, towards the southeast by lot 373-2, towards the southwest by lot 373-3, towards the northwest by Ste. Anne Boulevard; measuring ninety-five and four tenths feet (95.4′) in width, two hundred and eighty feet (280′) on the northeast; one hundred and three tenths feet (100.3′) on the northwest; containing in surface area twenty-five thousand seven hundred and ten square feet, English measure (25,710′) with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold in the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the TWENTIETH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 13, 1972.

46427

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 25 777.

WILLIAM F. MULCAHY, gentilhomme, résidant et domicilié au 813, Hilltop Road, cité de Cinamuvision, État du New-Jersey, un des États Unis d'Amérique, demandeur, *contre* JOHN E. LOFTUS, jr., gentilhomme, résidant et domicilié au 103, Merbrook Road, dans la cité de Merion, État de Pennsylvanie, un des États Unis d'Amérique, défendeur.

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province of Québec
District of Saguenay

Superior Court, No. 25 777.

WILLIAM F. MULCAHY, gentleman, residing and domiciled at 813 Hilltop Road, city of Cinamuvision, State of New Jersey, one of the United States of America, plaintiff, *against* JOHN E. LOFTUS, Jr., gentleman, residing and domiciled at 103 Merbrook Road, in the city of Merion, State of Pennsylvania, one of the United States of America, defendant.

« Le droit, le titre et l'intérêt qu'a le débiteur, comme propriétaire, dans les deux tiers non divisés de ce certain lot à Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix, borné à l'est par l'avenue Richelieu, au nord-ouest par le Boulevard, au sud par la propriété de mademoiselle Alice McKeon ou représentants (ancienne propriété de Mademoiselle Burtsell), et au nord-est par la propriété de William B. Lambe et Frederick C. Henshaw ou représentants ou Jacques Taschereau, et se composant de:

1. Ce certain lot connu et désigné par le numéro cent cinq (105) au plan officiel et au livre de renvoi de la municipalité de la paroisse de Pointe-au-Pic dans le comté de Charlevoix, avec l'habitation y érigée.

2. Un terrain, au même endroit, faisant partie du lot cent huit (108) audit plan officiel, borné à l'est par l'avenue Richelieu, au nord-ouest par le Boulevard, au sud par le lot officiel cent six, qui est la propriété de mademoiselle Alice McKeon ou représentants (ancienne propriété de Mademoiselle Burtsell) et au nord-est par la propriété de Messieurs Lambe et Henshaw ou représentants ou Jacques Taschereau, déduction faite du terrain compris dans ces limites dudit lot officiel cent cinq et telle partie du lot officiel cent sept telle qu'y inclus;

3. Une partie du lot numéro cent sept (Ptie 107) audit plan officiel, c'est-à-dire cette partie qui traverse la propriété déjà décrite et s'étendant dudit lot officiel numéro cent six, propriété de mademoiselle Alice McKeon ou représentants (ancienne propriété de Mademoiselle Burtsell), jusqu'aux limites est de la propriété, à savoir jusqu'à la propriété desdits Messieurs Lambe et Henshaw ou représentants ou Jacques Taschereau.

Avec tous et chacun des droits, membres et appartenances appartenant dits lots appartenant sans aucune exception ou réserve. »

Pour être vendu au bureau du registrateur, de la première division d'enregistrement du comté de Charlevoix, au palais de justice de La Malbaie, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
La Malbaie le 8 juin 1972. PIERRE GAUDREAULT,
46407-o *District de Saguenay.*

"The debtor's right, title and interest in and as owner of an undivided 2/3rds of that certain lot of land at Pointe-au-Pic in the county of Charlevoix, bounded to the east by Richelieu Avenue, to the northwest by the Boulevard, to the south by the property of Miss Alice McKeon or representatives (formerly the property of Miss Burtsell), and to the northeast by the property of William B. Lambe and Frederick C. Henshaw or representatives or Jacques Taschereau, and composed of:

1. That certain lot of land known and designated by the number one hundred and five (105) on the official plan and in the books of reference of the municipality of the parish of Pointe-au-Pic in the county of Charlevoix, with the dwelling house thereon erected.

2. A piece of land at the same place forming part of lot one hundred and eight (108) on the said official plan, bounded to the east by the Richelieu Avenue, to the northwest by the Boulevard, to the south by official lot one hundred and six that is the property of Miss Alice McKeon or representatives (formerly the property of Miss Burtsell) and to the northeast by the property of Messrs. Lambe and Henshaw or representatives or Jacques Taschereau, deduction made from the land included in these boundaries of said official lot one hundred and five and such part of official lot one hundred and seven as is therein included;

3. A part of lot number one hundred and seven (Pt. 107) on the said official plan, namely, that part thereof crossing the property already described and extending from the said official lot number one hundred and six, the property of Miss Alice McKeon or representatives (formerly the property of Miss Burtsell), to the easterly limits of the property, that is to the property of said Messrs Lambe and Henshaw or representatives or Jacques Taschereau.

With all and singular the rights, members and appurtenances to the said lots of land belonging without any exception or reserve."

To be sold at the Registrar's Office, First Registration Division in the County of Charlevoix, in La Malbaie Court House, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PIERRE GAUDREAULT,
La Malbaie, June 8, 1972. *Sheriff.*
46407 *District of Saguenay.*

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Saint-Hyacinthe

No 5860. { MICHEL DEBUSCHÈRE, demandeur, *vs* JEAN WILLIAM, defendeur, et LE REGISTRATEUR de St-Hyacinthe, mis en cause.

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of St. Hyacinthe

No. 5860. { MICHEL DEBUSCHÈRE, plaintiff, *vs* JEAN WILLIAM, defendant, et THE REGISTRAR for St. Hyacinthe, mise en cause.

Description de l'immeuble

« Un terrain situé en la paroisse de St-Jude, comté de St-Hyacinthe, sur la concession de Ste-Rose, connu et désigné comme étant une partie du lot 1013, mesurant 65 pieds de largeur par 65 pieds de profondeur, et borné en front par le chemin public, en profondeur au nord-ouest et du côté sud-ouest, par partie du même lot, appartenant au vendeur, et du côté nord-est, par partie du lot 1014, appartenant à M. Bertrand. »

Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes y attachées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Hyacinthe, à St-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif intérimaire,*
Palais de Justice, MARCEL LEMONDE.
Saint-Hyacinthe, Qué., ce 5 juin 1972. 46409-o

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Saint-Hyacinthe

No 19-978. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur, *vs* MARTIN LEHMANN, défendeur et EMIL WITT, mis en cause et LE REGISTRATEUR de Rouville, mis en cause.

Désignation des immeubles

« 1° Une terre située en la paroisse de Ste-Marie-de-Monnoir, dans le rang de l'Église, mesurant deux arpents et sept pieds de largeur sur vingt-neuf arpents et neuf perches de longueur, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro cent dix-neuf (119) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Marie-de-Monnoir;

Moins et à distraire cependant, la partie suivante appartenant à Emile Gely, savoir:

Un terrain vacant, mesurant cent dix pieds de largeur, tant en front qu'à la profondeur, par une profondeur de cent quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise et précise, et borné: en front, à l'ouest, par le chemin public; d'un côté, au nord, par le lot numéro cent vingt dudit cadastre; en profondeur, à l'est et de l'autre côté, au sud, par le résidu dudit lot numéro cent dix-neuf présentement décrit.

2° Une autre terre située en la paroisse de Ste-Angèle-de-Monnoir, contiguë à celle ci-dessus décrite au paragraphe premier, mesurant deux arpents de largeur sur vingt-neuf arpents et sept perches de longueur, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt (180) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Angèle-de-Monnoir;

A distraire cependant de cedit lot, la partie vendue à M. Klingshirn, en vertu de l'acte enregistsré à Rouville sous le numéro 94,509.

3° Tout le terrain, mesurant environ un arpent et demi en superficie, et étant l'ancienne assiette du chemin de fer Montréal, Portland et Boston.

Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes y attachées. »

Designation of the immovable

"A tract of land located in the Parish of St. Jude, County of St. Hyacinthe, on the Concession of Ste. Rose, known and designated as part of lot 1013, measuring 65 feet in width by 65 feet in depth, and bounded in front by the public highway, in depth on the northwest and on the southwest side, by part of the same lot, belonging to the vendor, and on the northeast side, by part of lot 1014, belonging to Mr. Bertrand."

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching thereto.

To be sold at the St. Hyacinthe Registry Office, in St. Hyacinthe, District of St. Hyacinthe, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MARCEL LEMONDE,
Court House, *Deputy Sheriff.*
St. Hyacinthe, Qué., June 5, 1972. 46409

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of St. Hyacinthe

No. 19-978. QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff, *vs* MARTIN LEHMANN, defendant, and EMIL WITT, mis en cause, and THE REGISTRAR of Rouville, mis en cause.

Designation of immovables

"1. A farm located in the parish of Ste. Marie-de-Monnoir, in the Range of l'Église, measuring two arpents and seven feet in width by twenty-nine arpents and nine perches in length, more or less, known and designated as number one hundred and nineteen (119) on the official plan and book of reference for the Parish of Ste. Marie-de-Monnoir;

Less and to withdraw however, the following part belonging to Emile Gely, to wit:

A vacant tract of land, measuring one hundred and ten feet in width, both in front and in the rear, by a depth of one hundred and ninety feet, English and accurate measure, and bounded: in front, on the west, by the public road; on one side, on the north by lot number one hundred and twenty of said cadastre; in depth, on the east and on the other side, on the south, by the remainder of said lot number nineteen here described.

2. Another farm located in the Parish of Ste. Angèle-de-Monnoir, adjacent to the one hereinabove described in the first paragraph, measuring two arpents in width by twenty-nine arpents and seven perches in length, more or less, known and designated as number one hundred and eighty (180) on the official plan and book of reference for the Parish of Ste. Angèle-de-Monnoir;

To withdraw, however, from said lot, that part sold to M. Klingshirn, according to a deed registered in Rouville, under number 94,509.

3. The whole tract of land, having a surface area of approximately one arpent and a half, and being the former site of the Montréal-Portland-Boston railroad.

As the whole presently subsists with active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable."

Pour être vendus au Bureau d'Enregistrement de Rouville, à Marieville, district de Saint-Hyacinthe, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET, 1972, à DEUX heures p.m.

Le shérif intérimaire,
MARCEL LEMONDE, P.-A.C.S.

Palais de Justice,
Saint-Hyacinthe, Qué. le 5 juin 1972. 46396-o

To be sold at the Rouville Registry Office, in Marieville, district of St. Hyacinthe, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of JULY 1972, at TWO o'clock p.m.

MARCEL LEMONDE,
Deputy Sheriff.

Court House,
St-Hyacinthe, Québec, June 5, 1972. 46396

SAINT-MAURICE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de St-Maurice

No 2096. LA CAISSE POPULAIRE DE LA CITÉ DE SHAWINIGAN, demanderesse, *vs* M. ROBERT MARCHAND, domicilié à 681, Rang St-Flavien, Mont-Carmel et RÉMI MARCHAND, domicilié à 2030 Rang St-Flavien, Mont-Carmel, défendeurs.

La vente qui devait avoir lieu le 26 juin 1972 a été remise au HUITIÈME jour d'AOÛT 1972, à DEUX heures de l'après-midi au bureau d'enregistrement de Ste-Geneviève de Batiscan, comté de Champlain.

Le shérif,
RENÉ BOISVERT.

Bureau du Shérif,
Shawinigan, le 12 juin 1972. 46431-o

SAINT-MAURICE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of St. Maurice

No. 2096. LA CAISSE POPULAIRE DE LA CITÉ DE SHAWINIGAN, plaintiff, *vs* MR. ROBERT MARCHAND, domiciled at 681 St. Flavien Range, Mont-Carmel, and RÉMI MARCHAND, domiciled at 2030 St. Flavien Range, Mont-Carmel, defendants.

The sale which was to be held on June 26, 1972, has been set for the EIGHTH day of AUGUST, 1972, at TWO o'clock in the afternoon, at the Ste. Geneviève-de-Batiscan Registry Office, County of Champlain.

RENÉ BOISVERT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Shawinigan, June 12, 1972. 46431

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Témiscamingue
Province de Québec

Ville Marie, P.Q. No 2525. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* JEAN-GUY GAUVIN, autrefois de Nédelec, maintenant de 13, rue Hummel Kearns, Ontario, défendeur.

« Une ferme située dans la municipalité de Nédelec, division d'enregistrement du comté de Témiscamingue, et désignée domme étant le lot de terre numéro cinq cent quarante-trois (No 543), dans le rang III, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Nédelec, contenant une superficie originaire de quatre-vingt-onze acres et quatre-vingt-huit centièmes (91.88 acs.) selon ledit livre de renvoi, dont environ soixante-dix acres (70 acs.) de terre sont défrichés à la charrue.

Le tout tel que cette ferme existait le ou vers le 12 novembre dernier 1965, avec les bâtisses (maison, grange-étable, poulailler, etc.) dessus érigées, circonstances et dépendances, et avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, pouvant desservir ou affecter cet immeuble.

À distraire cependant de ce lot:

a) La lisière de terrain d'une superficie de deux cent quatre-vingt-douze millièmes d'acre (0.292 acs.) qui a été vendue au ministère de la Voirie du Québec par l'acte de vente enregistré sous le numéro 42,006;

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Témiscamingue
Province of Québec

Ville Marie, P.Q. No. 2525. THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated having its head office in Québec, plaintiff, *vs* JEAN-GUY GAUVIN, formerly of Nédelec, now of 13 Hummel Street, Kearns, Ontario, defendant.

"A farm located in the Municipality of Nédelec, County of Témiscamingue Registration Division, and described as being lot of land number five hundred and forty-three (No. 543), in Range III, on the official plan and book of reference for Nédelec Township, containing an original surface area of ninety-one and eighty-eight hundredths acres (91.88 acres) according to the said book of reference, of which approximately seventy acres (70 acres) have been cleared by a plough.

The whole as the farm subsisted on or about November 12, 1965, with the buildings (house, barn-stable, chicken-coop, etc.) erected thereon, appurtenances and dependencies, and with the active and passive, apparent or unapparent servitudes which may serve or affect this immovable.

To withdraw however from this lot:

(*a*) The strip of land of a surface area of two hundred and ninety-two thousandths of an acre (0.292 acre) which has been sold to the Québec Department of Roads by the deed of sale registered under number 42,006;

b) Le morceau de terrain sis dans le coin sud-est de ce lot, contenant une superficie d'un (1) acre et vendu originairement à Napoléon Trudel et appartenant actuellement à Dame Vve Alphonse Perreault en vertu de l'acte de vente enregistré sous le numéro 55,800. »

Pour être vendu au bureau du registrateur au Palais de Justice à Ville Marie, P.Q., le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET 1972 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-PAUL HALLÉE.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P.Q., le 8 juin 1972. 46410-o

(*b*) The strip of land located in the southeast corner of this lot, containing a surface area of one (1) acre and originally sold to Napoléon Trudel and presently belonging to Mrs. Alphonse Perreault, widow, pursuant to the deed of sale registered under number 55,800."

To be sold at the Office of the Registrar in the Court House in Ville-Marie, P.Q., on the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1972 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-PAUL HALLÉE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Ville-Marie, P.Q., June 8, 1972. 46410

Vente pour taxes

Ville de Malartic

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Malartic, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du conseil municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, MERCREDI, le DOUZIÈME jour de JUILLET, 1972, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, et les frais qui seront subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Sale for taxes

Town of Malartic

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Malartic, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Municipal Council at the Town Hall aforesaid municipality, WEDNESDAY, the TWELFTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interest mentioned in the following statement and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before this sales.

Noms Names	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Int. & frais Inter. and costs	Total
Barrette, Roméo	Lot No 478 bloc-block 3, canton-township Fournière Ville-town Malartic	$ 325.36	$ 147.82	$ 44.10	$ 517.28
Lanctot, Bernard	Lot No 88 bloc-block 2, Canton-township Fournière Ville-town Malartic	2,181.28	1,422.75	347.55	3,951.58
Couturier, Joseph	Lot No 281 bloc-block 3, canton-township Fournière Ville-town Malartic	294.39	275.10	64.78	634.27
Dénommé, Succ.-Est. Paul Émile	Lot No 609-25 bloc-block 3, canton-township Fournière, Ville-town Malartic	340.39	249.32	59.47	649.18
Janvier, Omer	Lot No 609-10 bloc-block 3, canton-township Fournière, Ville-town Malartic	37.99	15.16	5.80	58.95
Labrie, Lionel	Lot No 8 bloc-block 2, Canton-township Fournière Ville-town Malartic	875.93	626.22	172.09	1,674.24
Labrie, Lionel	Lot No 15-41 bloc-block 15 canton-township Fournière, Ville-town Malartic	588.52	422.61	113.39	1,124.52
Leblond, Mme-Mrs. Suzanne	Lot No 455 bloc-block 3, Canton-township Fournière, Ville-town Malartic	638.80	271.00	79.23	989.03
Lecomte, Mme-Mrs Yvette	Lot No 571-5 bloc-block 3, Canton-township Fournière, Ville-town Malartic	226.14	190.26	27.70	444.10
Piché, Clément	Lot No 364 bloc-block 3, Canton-township Fournière Ville-town Malartic	235.50	350.02	55.97	641.49
Roberge, Jacques	Lot No 183 bloc-block 3, Canton-township Fournière Ville-town Malartic	959.28	686.39	104.99	1,750.66
Savard, Roland	Lot No 97 est-east bloc-block 3, Canton-township Fournière, Ville-town Malartic	—	310.17	20.43	330.60

Donné à Malartic, ce 5e jour de juin, 1972.
Vraie copie.
(Sceau)

Le secrétaire-trésorier,
RÉJEAN HAMEL.
L'assistant secrétaire-trésorier,
MARCEL CHAGNON.

46430-24-2-o

Given at Malartic, this 5th day of June, 1972.
True Copy.
(Seal)

RÉJEAN HAMEL,
Secretary-treasurer.
MARCEL CHAGNON,
Secretary-Treasurer.

46430-24-2-o

INDEX No 24

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES — *COOPERATIVE ASSOCIATIONS*

Coop Funéraire Ste-Agnès (*Erratum*) ... 4891
Coopérative Étudiante Critné (*Erratum*) ... 4891

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICE*

Sainte-Hélène de Pointe-à-la-Croix, par. (*Érection*) ... 4896

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Demandes: — *Applications:*

Asfour, Leila ... 4896
Boxenbaum, Morris ... 4896
Côté, Marie Jeannine (Dit Janine) ... 4897
Fisher, Garson Joseph ... 4897
Kimmelfeld, Harry ... 4897
Kimmerfield, Harry ... 4896
McBain, Stanley Ross ... 4897

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — *SAVINGS AND CREDIT UNIONS*

Caisse d'économie des Employés de Coca-Cola Ltée et de ses filiales (*Nom ch.*) ... 4891
Caisse d'économie de Lanaudière (*Fusion-Amalgamation*) ... 4892
Coca-Cola Ltd. and its subsidiaries employees Credit Union (*Name ch.*) ... 4891

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — *EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES*

Permis: — *Licenses:*

Allegheny Airlines, Inc. ... 4905
Dollar-a-Day Rent-a-Car Systems (N.A.) Ltd. ... 4906
Frigiking Distributing Corporation ... 4906
Gamma Properties, Inc. ... 4906
Israel International Corporation ... 4907
Medusa Corporation ... 4907
Regent Drilling Limited ... 4907
White, Weld & Co. Incorporated ... 4907

Sièges sociaux: — *Head Offices:*

AMF Incorporated ... 4908
AMP of Canada Ltd. ... 4908
Allegheny Airlines Inc. ... 4908
Allegheny Industrial Electrical Company Inc. ... 4908
Allstate Enterprises Inc. ... 4908
Amax Exploration Inc. ... 4908
Amax Potash Limited ... 4908
American Salesmasters Inc. ... 4908
Armour and Company ... 4908
Armour Pharmaceutical Company ... 4908
Atlantic Richfield Company ... 4908
BTC Productions Inc. ... 4908
Bache & Co. Incorporated ... 4908
Batesville International Corporation ... 4908
Beckman Instruments Inc. ... 4908
Behavioral Research Laboratories Inc. ... 4908
Berlitz Schools of Language of Canada Ltd. (The) ... 4908
Bethlehem Steel Export Company of Canada Limited ... 4908
Bocadel Oil Corporation ... 4908
Boise Cascade Building Co. Ltd. ... 4908
Boyles Industries Limited ... 4908
Brandon Instruments, Incorporated ... 4908
Brooks Chemicals Inc. ... 4908
Burroughs Information Systems Ltd. ... 4908
Calgon Interamerican Corporation ... 4908
Cahmont Mining Properties Limited ... 4908
Carlisle Realty Company Inc. ... 4908
Edward Carr Productions Ltd. ... 4908
J I Case Credit Corporation ... 4908
Charms Company ... 4908
China America Business Advisory Corporation ... 4908
Consolidated Foods Corporation ... 4908
Construction Aggregates Corporation ... 4908
Continental Motors Corporation ... 4908
Copper Range Exploration Company Inc. ... 4908
Cummins Americas Inc. ... 4908
D-A Lubricant Company Inc. ... 4908
Dennys Restaurants Inc. ... 4908
Douglas-Guardian Warehouse Corporation ... 4908
Dow Corning Silicones Inter-America Ltd. ... 4908
Dresser Industries Inc. ... 4908
Duval International Corporation ... 4908
Eastern Products Corporation ... 4908
Eastman Chemical Inter-American Ltd. ... 4908
Eaton Corporation-Operating Co. ... 4908
Eichleay Corporation International ... 4908
Emery Air Freight Corporation ... 4908
Exxon Corporation ... 4908
FMC of Canada Limited ... 4908

Sièges sociaux: *Head Offices*
(suite) *(continued)*

Formsprag Company 4908
L B Foster Company (The) 4908
Freeport Canadian Exploration Company 4908
Friedrich Refrigerators Incorporated 4908
George A. Fuller Company, Inc. 4908
General Crude Oil Company 4908
General Crude Oil Company Northern Ltd. 4908
General Data Corporation 4908
General Mills, Inc. 4908
Geophysical Service Incorporated 4908
Greyhound Lines Inc. 4908
Gulf Agricultural Chemicals Company Limited 4908
Halifax Power & Pulp Company Limited 4908
Harness Tracks Security Inc. 4908
Head Ski Company Inc. 4908
Hollingsworth Service Company Ltd. 4908
ILC Peripherals Leasing Corporation 4908
Image Systems Inc. 4908
International Incinerators Incorporated 4908
Intertherm Inc. 4908
Jobst Institute inc. 4908
Kamyr Installations Inc. 4908
Kerr-Mcgee Corporation 4908
Royce Kershaw Company Inc. 4908
King Resources Company 4908
Koppers Products Limited 4908
Philip Kramer & Bros. Inc. 4908
Layne & Bowler Inc. 4908
Leonard Construction Company 4908
Joe Lowe Corporation 4908
Lowenbrau International Ltd. 4908
Marathon Oil Company 4908
Matonipi Mines Limited 4908
MC Cord Corporation 4908
Medusa Corporation 4908
Miner Enterprises Inc. 4908
Modern Talking Picture Service Inc. 4908
Mohaw Airlines Inc. 4908
Morrison-Knudsen Company Inc. 4908
National Association for Stock Car Auto Racing Inc. 4908
National Lead Company 4908
Neville Chemical Company 4908
Northland-Crawford Insurance Adjusters Inc. 4908
Northwest Plaza Inc. 4908
Norton Company 4908
Ohio Oil Company 4908
Ohio Piston International Corporation 4908
Olinkraft Inc. 4908
Olympic Geophysical Company 4908
Optical Scanning Corporation 4908
PMI Corporation 4908
Pan American World Airways Inc. 4908
Paper Novelty MFG. CO. Ltd. 4908
Parke Davis & Company Ltd. 4908
Pennzoil United Inc. 4908
Peruvian Airlines Inc. 4908
Plymouth Golf Ball Sales Co. 4908
Procon Incorporated 4908
Quality Courts Motel Inc. 4908
Québec Sonesta Corporation 4908
Ransburg Electro-Coating Corp. 4908
Remcon Manufacturing Company 4908
Richardson-Merrell Inc. 4908
Royal Inns of America Inc. 4908
SLT Warehouse Company 4908
Safety Electrical Equipment Corp. 4908
Saga Administrative Corporation 4908
Saga Food Service of Canada Limited 4908
Kurt Salmon Associates Inc. 4908
Seismograph Service Corporation of Canada 4908
Selas Corporation of America 4908
Service Review Inc. 4908
Larry Smith Research Ltd. 4908
Solo Cup Company 4908
Sonesta Hotels-Manitoba Ltd. 4908
Stone & Webster Engineering Corporation ... 4908
Levi Strauss of Canada Ltd. 4908
Levi Strauss Pan America 4908
Teledyne Exploration Ltd. 4908
Teledyne Industries Inc. 4908
Texas Instruments Incorporated 4908
Thermo King Corporation 4908
Thoroughbred Racing Protective Bureau Inc. 4908
Trans-American Collections Inc. 4948
Transamerica Computer Company Inc. 4908
Travelodge Ltd. 4908
Uncle Ben's Inc. 4908
Union Switch & Signal Construction Company 4908
United States Smelting Refining and Mining Company 4908
United States Steel International Ltd. 4908
Ventron Instruments Corp. 4908
Vibrofloration Foundation Company 4908
Wabco Ltd. 4908
Watkins Products Inc. 4908
Winchell Donut House Inc. 4908
World of Beauty Club Ltd. 4908

COMPAGNIES — LOI DES *COMPANIES ACT*

Demandes d'abandon de charte *Applications for Surrender of Charter*

Arlstan Inc. 4889
Auberge du Coteau inc. (L') 4890
Autobus St-Louis inc. 4890
Centre d'Éducation des Adultes de Victoriaville inc. 4890
Décagone Construction ltée 4891
Finadco Inc. 4890
HBM Manufacturing Co. (Canada) Ltd. 4890

Dissoutes *Dissolved*

Acandia Aluminum Ltd. 4886
Bondurant Incorporated 4886
Golden Halls Inc. (The) 4886
Gosselin & Lessard ltée 4886
Placements Chaudière inc. 4886
Rety Holdings Ltd. 4886

Dissoutes *Dissolved* (*suite*) (*continued*)

S. & B. Holdings Ltd. 4887
Sherbrooke Teleservice Inc. 4887
Voyageur Provincial inc. 4887
Wonder Berets & Hats Limited 4887

Divers *Miscellaneous*

Alnor Construction (Québec) Limited (*Dir.*) 4898
Center for International Studies of Montreal Inc. (*By-laws*) 4898
Central Investment Corporation (*Dir.*) 4897
Centre d'Études Intrnationales de Montréal inc. (*Règl.*) 4898
Centre Social des Travailleurs Thérésiens (local 1163) inc. (*Règl.-By-laws*) 4898
Club de Santé E.P.I.C. inc. (*Règl.-By-laws*) 4899
Construction Alnor (Québec) limitée (*Dir.*) 4898
Development Society for Auroville Inc. (*By-laws*) 4901
Dunsmuir Investments Ltd. (*Dir.*) 4898
Famery, (G.) Plomberie & Chauffage inc. (*Dir.*) 4898
Greenshields Incorporated (*Name ch.*) 4902
Greenshields incorporée (*Nom ch.*) 4902
Gestion Manulife (Québec) limitée (*Dir.*) 4899
Gravel (J.G.) & Cie ltée (*Dir.*) 4898
Gravel (J.G.) & Co. Ltd. (*Dir.*) 4898
Hoechst Industries Limited (*Dir.*) 4900
Hoechst Industries Limited (*Dir.*) 4899
Loisirs Notre-Dame-de-la-Merci (*Règl.-By-laws*) 4899
Loisirs Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg inc. (Les) (*Règl.-By-laws*) 4899
Manulife Holdings (Québec) Limited (*Dir.*) 4899
Nordex Explosives Ltd. (*Dir.*) 4900
Papineau (J.P.) Ltd. (*Dir.*) 4901
Papineau (J.P.) ltée (*Dir.*) 4901
Provigo inc. (*Dir.*) 4900
Restaurants Le Voyageur inc. (Les) (*Dir.*) 4900
Service des Loisirs Christ-Roi (*Règl.-By-Laws*) 4900
Service des Loisirs Notre-Dame-de-Laval (*Règl.-By-Laws*) 4900
Service des Loisirs Ste-Marthe (*Règl.-By-laws*) (*Dir.*) 4899
Société de Conservation de la Gaspésie (*Règl.-By-laws*) 4900
Société de Conservation du Saguenay Lac St-Jean (*Règl.-By-laws*) 4901
Société de Conservation du Nord-Ouest (*Règl.-By-laws*) 4901
Société de Conservation de la Région de Québec-Mauricie (*Règl.-By-laws*) 4901
Société de Développement pour Auroville inc. (*Règl.*) 4901
Sports Internationaux de Québec (*Règl.*) 4902
Sports International of Québec (*By-laws*) 4902
Star Aluminum Mfg. Ltd. (*Dir.*) 4901
Topps of Canada Inc. 4902

Lettres patentes *Letters Patent*

Ameublements & service A.C.R. ltée 4826
Aquapak Ltd. 4826
Aquapak ltée 4826
Arcadian Paper Converters Inc. 4826
Arcotec inc. 4827
Associated Packers Limited 4827
Association de l'enseignement commercial (AEC) inc. 4828
Association des marchands de la Plaza d'Alma ltée (L') 4828
Association des pêcheurs et chasseurs de Loretteville 4829
B.K.S. Properties Limited 4829
B & R Ltd. 4829
Barbe Transport Inc. 4830
Bayne Pastry Ltd. 4830
Boîte à Chandails de Montréal inc. (La) 4830
Boutique du maître tailleur de Montréal ltée 4831
Boutique Passy ltée 4831
Boutique Unisson inc. 4831
Breuvages du Nord-Ouest inc. (Les) 4832
C.B.B. Corporation 4832
C.B.S. Computer Business Systems Ltd. 4833
Carignan Structures Ltd. 4833
Castel François inc. (Le) 4833
Centre de Bénévolat de la région de St-Jean inc. (Le) 4834
Centre de sécurité de Granby inc. 4834
Centre de villégiature Caldwell inc. 4835
Club Bois Verts de St-Hilarion inc. 4835
Club de curling Sor-Trac inc. 4835
Club de l'Âge d'Or de Nicolet inc. (Le) 4836
Club de moto-neige Adidou Rive Sud inc. 4836
Club de moto-neige Lynx de Chandler inc. 4837
Club moto-neige Poulamon inc. 4837
Club Optimiste de Ville des Laurentides 4837
Club social Toscana inc. 4838
Comité des loisirs de Val-Limoges inc. 4838
Confection Caravelle inc. 4839
Construction Data Systems Ltd. 4839
Cortina Oil Co. Inc. 4839
Courses provinciales de moto-neige (Roberval) inc. 4840
Crosscreek Properties Ltd. 4840
Dalmys (Québec) Limited 4840
Decolog inc. 4841
Desman Electronic Inc. 4841
Desrogolf Courville inc. 4842
Distributeurs Son-Rite inc. (Les) 4874
Distributeurs M.C. d'Alma inc. (Les) 4842
Domaine des Cantons de l'Est inc. (Le) 4842
Domaine des Dunes inc. 4843
Drolet (L.) et fils inc. 4843
Drummondville Old Timers Club Inc. 4843
Dyna-Tool Industries Ltd. 4844
E.M. Stock Co. Inc. (The) 4875
Eagle's Nest Realty Inc. 4844
Emballeurs associés limitée (Les) 4827
Entreprises B.H.M. inc. (Les) 4844
Entreprises des Handicapés du Québec ltée (Les) 4845

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Entreprises H.J.L. inc. (Les) 4845
Entreprises I. Gibeau inc. (Les) 4846
Entreprises Les Mouettes inc. (Les) 4846
Entreprises Saint-Amable inc. (Les) 4846
Épicerie Marcel Painchaud inc. 4847
Escompte-Brouillet ltée 4847
Fanny Industries Inc. 4853
Fédération de crosse du Québec inc. 4847
Festival de la Ouananiche inc. 4848
Front régional des étudiants de l'Estrie (F.R.E.E.) inc. 4848
Gagnon (Sept-Îles) (Maurice) inc. 4848
Gaudreau (Laurier) & fils inc. 4849
Gestions Introspect inc. (Les) 4849
Global Textile Sales Inc. 4850
Goldberg (Isaac) Inc. 4850
Gouin (Léopold) & fils inc. 4850
Granby Security Center Inc. 4834
H.J.L. Enterprises Inc. 4845
Hadorn (L & L) inc. 4851
Horloge et lampe moderne P.L. ltée 4851
Hydraulic Tank Cleaning of Montreal Ltd. 4851
Immeubles Glenada inc. (Les) 4852
Importations De La Vigne inc. 4852
Importations Italtrico ltée (Les) 4852
Imprimerie Val-Duc (1972) inc. 4853
Industries Fanny inc. (Les) 4853
Industries Solvgraph ltée (Les) 4854
Inspec-Sol Ltd. 4854
Interciné inc. 4854
Italtrico Imports Ltd. 4852
J. G. H. Construction Inc. 4855
Koury Expansion Limited 4855
L.P.V. inc. 4856
Labbé (J. P.) inc. 4856
Land Associates of Montreal Ltd. 4856
Laurentian Youth Camp Association 4856
Lave-Auto de l'Espinay inc. 4857
Lavoie assurance inc. 4857
Lessard (G & R) inc. 4857
Location Rosemère inc. 4871
Lodeo Cafe Inc. 4858
M. & M. Art Gallery Inc. 4858
Magic Touch Record & Tape Center Ltd. 4859
Maison Secrestat ltée (La) 4859
Manufacture d'habits Laval inc. 4859
Marquis Men's Wear Ltd. 4860
Mercury Imports & Exports Inc. 4860
Metro Marine & Sport Inc. 4860
Mi-Lo International Inc. 4861
Modern Plumbing and Heating Ltd. 4861
Motel Picardie de Mont-Laurier inc. 4862
Mount Patrick Mining and Metal Processing Company Limited 4862
Multi-Data inc. 4862
North American Livestock Feeds, Inc. 4863
Northland Paving Inc. 4863
North-West Beverages Inc. 4832
Novelco inc. 4863
Opticana ltée 4864
Ouellet Construction (Roger) Inc. 4864
P.J. Industries Ltd. 4864
Pasat inc. 4865
Pax Jewellers Inc. 4865
Perval Heating Inc. 4865
Pierre de Paris Fashions Limited 4866
Plateau Jonqueret inc. 4866
Plomberie et chauffage Moderne ltée 4861
Plourde (Fernand) inc. 4866
Pompage industriel de Québec ltée 4867
Pop Shoppes (Montreal) Inc. 4867
Praslin Lodge Inc. 4868
Prodotec Québec inc. 4868
Productions Alfa inc. (Les) 4868
Promotions Boischatel inc. (Les) 4869
Québec Industrial Pumping Ltd. 4867
Québec Marking Products Inc. 4869
Queberac Restaurant Inc. 4869
Quincaillerie Mercure ltée 4870
Red Baron Line Inc. (The) 4870
Ressources Gémaux Unis ltée 4880
Restaurant l'Esprit des Temps inc. 4870
Rompré (R.), inc. 4871
Rosemère Leasing Inc. 4871
Roy (G.) et fils inc. 4872
Saint-Amable Enterprises Inc. 4846
Salon de haute coiffure Larin inc. 4872
Salon Ménard inc. 4872
Service d'entretien la Québécoise inc. 4873
Signer Agency (1972) Inc. 4873
Simuntex Fabrics Ltd. 4873
Sky Luggage Inc. 4874
So-Bel Investments Inc. (*Correction*) 4916
Solvgraph Industries Ltd. 4854
Son-Rite Distributors Inc. 4874
Sor-Trac Curling Club Inc. 4835
Structures Carignan ltée 4833
Sudek inc. 4875
Systèmes d'informatique commerciale C.B.S. ltée 4833
Tabagie St-François inc. 4875
Tannière de Trois-Rivières-Ouest inc. (La) 4876
Tardif (Jean-Roch) inc. 4876
Théâtre Marist inc. 4876
Tissus Simuntex ltée (Les) 4873
Tourbière Saint-André inc. 4877
Tourcomo limitée 4877
Tradexim International (Canada) Ltd. 4877
Transol Location Inc. 4878
Tremblay (Clément) ltée 4878
Tremblay Pool Centre Inc. 4878
Triad Trucklease (Québec) Ltd. 4879
Turcot & Associates Inc. 4879
Tuscany Social Club Inc. 4838
Unitech inc. 4879
United Film Realties Limited 4880
United Gemini Resources Ltd. 4880
Val-Duc Printing (1972) Inc. 4853
Walch (R.S.) & Associates Inc. 4880
Walch (R.S.) & associés inc. 4880
Weise (R.) Sales Inc. 4881
Wen-Elle Inc. 4881

Lettres patentes supplémentaires — *Letters patent supplementary*

Association des Propriétaires de Grande Vallée inc. (L') 4882
Ber-Mask Construction Ltd. 4883
Bernard Services Corporation 4882
CIP Paper Products Limited 4882
Centre Sportif des Arpents Verts inc. 4882
Citizens League of Châteauguay Inc. 4883
Construction Ber-Mask ltée 4883
Distributions Conti inc. (Les) 4883
Ligue des Citoyens de Châteauguay inc. (La) 4883
Maxigestion limitée 4883
Montreal Electrical Works Ltd. 4883
Patro de Lévis inc. (Le) 4884
Place Décarie Dining-Room Inc. 4884
Produits de Papier CIP limitée 4882
Quincaillerie Edmond Parent inc. 4884
Rose Electric Ltd. 4884
Tafler, Tucker (Québec) Ltd. 4885
Tremblay (J.B.) ltée 4885
Warmal Sheet Metals Inc. 4885
Waro Construction inc. 4885

Sièges sociaux — *Head Offices*

Alnor Construction (Québec) Limited 4893
Bellac Construction inc. 4893
Construction Alnor (Québec) limitée 4893
Dominion Restaurant Inc. 4893
Downtown Datsun (Mtl.) Ltd. 4893
Hoechst Industries Limited 4894
Industries Val Mar inc. (Les) 4894
Laiterie Perrette ltée 4894
Laiterie Régal inc. 4894
Magasins Utilités inc. 4894
Molson St-Hyacinthe Ltée 4894
Perrette Dairy Ltd. 4894
Placements d'Auteuil inc. (Les) 4895
Placements Pérodeau inc. (Les) 4895
Puretest Dairy Limited 4895
Régal Dairy Inc. 4894
Restaurants Le Voyageur inc. (Les) 4895
Soudure Universelle de Pipeline ltée 4895
Trebor Canada Ltd. 4894
Universal Pipe Line Welding Ltd. 4895
Utilities Stores Inc. 4894
Val Mar Industries Inc. 4894
Val-Mar Sales and Service Ltd. 4895
Wilfay Holdings Ltd. 4893

DEMANDE À LA LÉGISLATURE — *APPLICATION TO LEGISLATURE*

Sainte-Foy, ville-city 4902

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la — *WINDING-UP ACT*

Société coopérative agricole de St-Anaclet 4905

MINISTÈRES — *DEPARTMENTS*

Affaires municipales — *Municipal Affairs*

Douville, ville-town (*Unité de regroupement avec — Regroupment Unit with Saint-Hyacinthe, Saint-Joseph, La Providence, Sainte-Rosalie*) 4905
La Providence, ville-town (*Unité de regroupement avec — Regroupement Unit with Saint-Hyacinthe, Saint-Joseph, Douville, Sainte-Rosalie*) 4905
Rosemère, ville-town (*Règl.-By-laws*) 4904
Rosemère, ville-town (*Règl.-By-laws*) 4905
Saint-Hyacinthe, cité-city (*Unité de regroupement avec — Regroupment Unit with Saint-Joseph, La Providence, Douville, Sainte-Rosalie*) 4905
Saint-Joseph, ville-town (*Unité de regroupement avec — Regroupment Unit with Saint-Hyacinthe, La Providence, Douville, Sainte-Rosalie*) 4905
Sainte-Rosalie, village (*Unité de regroupement avec — Regroupment Unit with Saint-Hyacinthe, Saint-Joseph, La Providence, Douville*) 4905

Terres et forêts — *Lands and Forests*

Cadastre: — *Cadastre:*

Thetford, canton-township 4904

Voirie — *Roads*

Entretien de routes discontinué 4887
Maintenance of roads discontinued 4887

PROCLAMATIONS — *PROCLAMATIONS*

Ciming into force of the official cadastre of a part of the township of Boishébert, situated in the registration division of Sept-Iles ... 4913
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Proulx, situated in the registration division of Lac Saint-Jean-Ouest 4915
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Boishébert, située dans la division d'enregistrement de Sept-Iles ... 4913
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Proux, située dans la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest 4915

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — *COMPANIES INFORMATION ACT*

Avis de dissolution éventuelle de corporations: — *Notice of Eventual Dissolution of Corporations:*

Amis sportifs de Farnham inc. (Les) 4910
B. J. Enterprises inc. 4910
Bella Vista Development Corporation 4910
Belleville (J. Arsène) ltée 4910
Belleterre Québec Mines Ltd. 4910
Bernstein Import Co. Lt. 4910
Big Missouri Mines Corporation 4910

Avis de dissolution éventuelle de corporations: (*suite*)

Notice of Eventual Dissolution of Corporations: (*continued*)

Biscuits Laur ltée 4910
Bizier et Caron ltée 4910
Blanchard Automobile ltée 4910
Blue Bird Club Inc. 4910
Canadian Trades Institute Inc. (The) 4910
Chalac Inc. 4910
Cie immobilière de Contrecoeur inc. 4910
Club amateur de chasse & pêche des employés de la commission de Transport de Mtl. inc. .. 4910
Club Escoumains 4910
Club nautique du Lac à La Tortue (Le) 4910
Club Lemoyne inc. 4910
Concrete Laundrytubs Ltd. 4910
Consolidated Holdings Ltd. 4910
Construction Kennebec Cie ltée 4910
Corette Ltd. 4910
Courval (Mme A.) inc. 4910
Cremerie Crete inc. 4910
Cresmac Ltd. 4910
Crevier (Rimouski) ltée 4910
Croinor Pershing Mines Ltd. 4910
Croteau ltée 4910
Cuddihy (M. R.) Ltd. 4910
Damar Construction Corp. 4910
Donaldson (Edgar) & Fils ltée 4910
Dorion Construction ltée 4910
Dorstal Realties Inc. 4910
XM-Drummond 4910
Drouin & Drouin ltée 4910
Dufresne (H.) & Cie ltée 4910
Duroy ltée 4910
Duskes (S.) & Son Inc. 4910
Eastern Airways Ltd. 4910
Eastern Chemicals Ltd. 4910
Eastern Commercial Co. Inc. 4910
Eastern Plumbing & Heating Ltd. 4910
Eastern Townships Electric Ltd. 4910
Eisenberg (B.) Inc. 4910
Electrol Company Ltd (The) 4910
Embouteilleurs d'eaux gazeuses du Québec. .. 4910
Entreprises Cibec inc. (Les) 4910
Entreprises Mitis ltée (Les) 4910
Gordon (Phil.) & Co. ltée 4910
Grégoire (H. C.) limitée 4910
Crête d'Hont inc. 4910
Guard-X Inc. 4910
Hains ltée (Albert) La Cie 4910
Hampshire Management Inc. 4910
Handman (Harold) Ltd. 4910
Hayeur (Léo) Inc. 4910
Heatco Inc. 4910
Hebrew Consumptive Aid Association of Canada Inc. 4910
Immeubles de la Mer ltée 4910
Kiwanis Club of Rosemère 4910
Laurentian Sales Co. Ltd. 4910
Laurentide Ski-Tows Ltd. 4910
Laval Acceptance Corporation 4910
Laval Products Ltd. 4910
Lawn Bros. Ltd. 4910
Lawsey Incorporated 4910
Leader Bowling Ltd. 4910
Leblanc (Émile) ltée 4910
Leonard Realties Inc. 4910
Lessard & Neilson ltée 4910
Levesque & fils inc. 4910
Librairie du Bon Pasteur 4910
Librairie le Disque d'Argent inc. 4910
Lido Dress Company 4910
Lido Jewellers Company 4910
Ligue de la Jeunesse Féminine de Sherbrooke Inc. (La) 4910
Ligue des Propriétaires de la cité d'Arvida (La) 4910
Ligue des Propriétaire de Rouen (La) 4910
Lions Club of Sherbrooke Inc. 4910
Loisirs de St-Pierre de Sorel 4910
Loisirs de Varennes inc. 4910
Lomat Watch Material Company 4910
London Waste Manufacturing Co. Ltd. 4910
Marmite (La) 4910
McKenna's Hardware Ltd. 4910
McKinney (H. C.) Ltd. 4910
McCleod Transportation Ltd. 4910
Mcouat T. & Son Ltd. 4910
Montreal Water Purifier Ltd. 4910
Montreal Women's Symphony Orchestra 4910
Morin (J. E. F.) ltée 4910
Morton Textiles Ltd. 4910
Navigation de Gaspé & Baie des Chaleurs ltée 4910
Neighborhood of Montreal Corp. 4910
New Arntfield Mines Ltd. 4910
New Carlisle Board of Trade (The) 4910
New Formaque Mines Ltd. 4910
Nicolet Plastique ltée 4910
North End Motor Co. Ltd. 4910
Northern Resorts Golf & Country Club Inc. . 4910
Nu-Voque Women's Wear Inc. 4910
Oeuvre des terrains de jeux d'Almaville 4910
Oeuvre des Terrains de Jeux et Loisirs de Mont-Laurier 4910
One Minute Lunch Ltd. 4910
Orbis Trading Co. Inc. 4910
Orcour Gold Mines (1937) Ltd. 4910
Ordre des Gardes Malades de Québec 4910
Organisation des terrains de jeux de St-Raymond 4910
Osage Oil Exploration Ltd. 4910
Osisko Rouyn Exploration Company Ltd. 4910
Paramount Jewellers Inc. 4910
Paramount Mining & Developing Syndicate Ltd. 4910
Peel-Windsor Garage Incorporated 4910
Penguin Ski Club (The) 4910
Pepper (Harold F.) Co. Ltd. 4910
Pesner A. & Co. Inc. 4910
Placement Marcoux ltée (Les) 4910
Ross Brothers & Company Ltd. 4910
Ross (Henry) Ltd. 4910
Roy & Morel inc. 4910
Royal St. Lawrence Yacht Club (The) 4910
Royse Acceptance Corporation 4910
Saguenay–Lac St. Jean Structural Steel Works 4910

Avis de dissolution éventuelle de corporation: (*suite*) — *Notice of Eventual Dissolution of Corporations:* (*continued*)

Ste-Agathe Chalet Inc. 4910
St-Francis Rod & Gun Club and Motel Inc. 4910
St-James Window Cleaning Co. Ltd. 4910
St-Lawrence Yatch Company 4910
Sun Yuen Social Club Inc. 4910
Syndicat Launayor ltée 4910
Telephone St-Jean Baptiste de Roxton Falls, La cie 4910
Temoros Club Inc. 4910
Terrain de jeux de Chambord 4910
Terrain de jeux du Par Ste-Thérèse de Dolbeau inc. 4910
Terrebonne Park Association 4910
Tétrault & frères ltée 4910
Topeca Club Inc. 4910
Top Styles Inc. 4910
Troiano & Son Inc. 4910
United Bedding Co. Ltd. 4910
United Car Markets Ltd. 4910
United Radio Stores Ltd. 4910
Union Canadienne des infirmes 4910
Vaillancourt inc. 4910
Val D'Or Construction Co. 4910
Variety 5¢ to $1.00 Stores Ltd. (The) 4910
Viau (J. A.) limitée 4910
Vogue Bags Ltd. 4910
Walsh (W. F.) Ltd. 4910
Watchstraps Inc. 4910
Webster (Thomas) Ltd. 4910
Weldone Trading Co. Inc. 4910
Westmore Construction ltée 4910
White Owl Social Club Inc. 4910
William Barbara Corporation 4910
Wilson (J. J.) Ltd. 4910
Wimpy's Ltd. 4910
Windsor Bridge Club Inc. 4910
Yamaska Realty Co. 4910
York Construction Inc. 4910
Yorshire Realties Ltd. 4910

Lettres patentes annulées: — *Letters Patent Annuled:*

Loisirs de St-Pierre Apôtre de Longueuil (Les) (*Erratum*) 4910
Société d'Administration du Domaine des Scouts Catholiques de St-Antoine de Longueuil, dit Domaine Ste-Marie (*Erratum*) 4910

Révocation de dissolution — ***Revocation of Dissolution***

Ponmar Inc. 4909
Québec Diocesan (Church of England) Council for Social Service (The) 4909

Société d'habitation du Québec — ***Québec Housing Corporation***

Montréal, ville-city (*Programme de rénovation-Renewal Program « Ilots Saint-Joseph »*) 4903
Westmount, cité-city (*Programme de rénovation-Renewal Program Amend.*) 4903

SOUMISSIONS — demandes de — ***TENDERS — Requests for***

Sainte-Croix, village (*Correction*) 4921
Thetford-Mines, cité-city 4918
Tracy, ville-town 4916

SYNDICATS PROFESSIONNELS — ***PROFESSIONAL SYNDICATES***

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Berthier (*Const.-Inc.*) 4921

VENTES — ***SALES***

Par Shérifs — ***By Sheriffs***

Beauharnois — ***Beauharnois***

Major Finance Corp. *vs* Sheely 4921

Chicoutimi — ***Chicoutimi***

Chicoutimi-Nord-North, cité-city *vs* Dufour 4922
Niagara Finance Ltée *vs* Vaillancourt 4923

Joliette — ***Joliette***

Chouinard & Lévesque *vs* Mondor 4925
Garage P. Venne Inc. *vs* Boucher 4924
Homeplan Realty Limited *vs* Lévesque et *Al.* 4923

Québec — ***Québec***

Aubert *vs* Lord 4926
Enseignes Nationales (1968) inc. *vs* Bouchard 4927
Office du Crédit agricole du Québec (L') *vs* Mercier et *Al.* 4926
Paradis (Roger) Inc. *vs* Robert 4925
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Mercier et *Al.* 4926

Saguenay — ***Saguenay***

Mulcahy *vs* Loftus 4927

Saint-Hyacinthe — ***Saint-Hyacinthe***

Debuschère *vs* William 4928
Office du Crédit agricole du Québec (L') *vs* Lehmann & *Al.* 4929
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Lehmann & *Al.* 4929

Saint-Maurice — ***Saint-Maurice***

Caisse populaire de la cité de Shawinigan (La) *vs* Marchand et *Al.* 4930

Témiscamingue — ***Témiscamingue***

Office du Credit agricole du Québec (L') *vs* Gauvin 4930
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Gauvin. 4930

Taxes — ***Taxes***

Malartic, ville-town 4931

LOIS ET RÈGLEMENTS LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1491-72

Québec, le 31 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de la curatelle publique

ATTENDU QU'en vertu de la Loi de la curatelle publique (L.Q. 1971 ch. 81), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements touchant certains sujets ayant trait à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter de tels règlements.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre d'état aux finances:

QUE, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique (L.Q. 1971 ch. 81), les règlements concernant la curatelle publique, dont le texte est joint aux présentes, soient adoptés et publiés dans la *Gazette officielle du Québec* et entrent en vigueur à compter de la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil pour l'entrée en vigueur de la Loi de la curatelle publique.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENTS CONCERNANT
LA CURATELLE PUBLIQUE

SECTION I

Certificats médicaux et état sommaire

1.01 Le surintendant ou directeur médical de l'hôpital où un malade est traité et jugé incapable d'administrer ses biens produit au curateur public:

a) un certificat d'incapacité mentionnant le nom de l'hôpital, le nom du malade, le numéro de son dossier, la motivation de l'incapacité, la date de l'examen du malade ainsi que le nom du psychiatre qui l'a examiné. Il indique aussi l'adresse où se retire le malade s'il quitte l'hôpital; (formule A en annexe)

b) un état sommaire des biens du malade mentionnant aussi le numéro du dossier de l'hôpital, les nom, âge, sexe, profession et adresse du malade, son état civil, son régime matrimonial, les nom, prénom et adresse du conjoint; si possible, le nom de ses dépendants, les nom

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1491-72

Québec, May 31, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the public curatorship regulation.

WHEREAS under the Public Curatorship Act (S.Q. 1971, ch. 81), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations in respect of certain matters affecting the application of the said Act;

WHEREAS it is expedient to adopt such regulations;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister without portfolio to the Department of Finance:

THAT, under the Public Curatorship Act (S.Q. 1971, ch. 81), the regulation respecting public curatorship, the text of which is annexed hereto, be adopted and published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council for the coming into force of the Public Curatorship Act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION RESPECTING
PUBLIC CURATORSHIP

DIVISION I

Medical Certificates and Summary Account

1.01 The superintendant or director of a hospital in which a patient is treated and certified to be incapable of administering his property shall furnish the public curator with:

(*a*) a certificate of incapacity stating the name of the hospital, the name of the patient, his medical record number, the reasons for his incapacity, the date of examination of the patient and the name of the attending psychiatrist. The certificate shall also contain the address of the place where the patient shall be if he leaves the hospital. (Schedule Form A)

(*b*) a summary account of the patient's property including his medical record number, his name, age, sex, occupation and address, his civil status, his marital status, the surname, name and address of his spouse; where possible, there should be included the names of his

et adresse du plus proche parent ou de celui qui a conduit le malade à l'hôpital. (formule B en annexe)

1.02 Le certificat de capacité doit mentionner le nom de l'hôpital, le nom du malade, le numéro de son dossier, la motivation de la capacité, la date de l'examen du malade ainsi que le nom du psychiatre qui l'a examiné. Il indique aussi l'adresse où se retire le malade s'il quitte l'hôpital.

1.03 Le certificat de capacité est décerné par le surintendant médical ou le directeur médical de l'hôpital où ce malade est traité. (formule C en annexe)

SECTION II

Transmission des jugements au curateur public

2.01 Doit être transmise par huissier ou par poste recommandée au curateur public à son bureau, une copie authentique du jugement définitif cassant le certificat d'incapacité.

2.02 Tout jugement relatif à une tutelle ou à une curatelle prononcé après l'entrée en vigueur de la loi doit être transmis au curateur public à son bureau, par huissier ou poste recommandée.

2.03 Le greffier d'un tribunal de juridiction criminelle transmet au curateur public à son bureau par poste recommandée une copie authentique de toute condamnation à mort ou à l'emprisonnement à perpétuité, avec le nom et l'adresse de l'institution pénitentiaire où la condamnation est exécutée.

SECTION III

Notifications au curateur public

3.01 La notification de l'absence au curateur public peut être faite par déclaration assermentée d'un parent, d'un voisin ou de toute autre personne digne de foi qui a bien connu l'absent et a eu connaissance de sa disparition, en indiquant les circonstances et si possible les motifs de son départ, la date à laquelle il a quitté définitivement son dernier domicile connu dans la province et l'adresse de celui-ci, et le fait qu'on n'a reçu aucune nouvelle de son existence depuis son départ, ou de toute manière additionnelle conforme aux règles de la preuve telles que fixées par le Code civil et le Code de procédure civile.

3.02 La notification au curateur public de l'impossibilité de retracer le propriétaire d'un bien situé dans la province, ou ses héritiers, ou le bénéficiaire d'une police d'assurance, se fait par déclaration assermentée indiquant la durée, la nature et l'étendue des recherches, et si possible, une preuve semblable à celle de l'absence, ou de toute autre manière conforme aux règles de la preuve

dependants and the name and address of his next of kin or of the person who accompanied the patient to the hospital. (Schedule Form B)

1.02 The certificate of capacity must state the name of the hospital, the patient's name, his medical record number, the reasons for his capacity, the date of examination of the patient and the name of the attending psychiatrist. The certificate shall also contain the address of the place where the patient shall be if he leaves the hospital.

1.03 The certificate of capacity shall be issued by the medical superintendent or director of the hospital in which the patient is treated. (Schedule Form C)

DIVISION II

Notifying the Public Curator of Judgments

2.01 A certified copy of the final judgment cancelling the certificate of incapacity must be delivered to the public curator at his office by a bailiff or sent by registered mail.

2.02 Every judgment respecting a tutorship or curatorship rendered after the coming into force of the Act must be delivered to the public curator at his office by a bailiff or sent by registered mail.

2.03 The clerk of a court of criminal jurisdiction shall send a certified copy of every sentence of death or life imprisonment to the public curator at his office by registered mail, and shall include the name and address of the penal institution where the sentence is to be carried out.

DIVISION III

Notices to the Public Curator

3.01 Notice of absence to the public curator may be given by the sworn declaration of a relative, neighbour or any other responsible person who was well acquainted with the absentee and aware of his disappearance, stating the circumstances of, and if possible the reasons for, his departure, his last address in the province and date of leaving, and the fact that no intelligence of his existence has been received by any person since his departure, or notice in any additional manner which conforms with the rules of evidence laid down by the Civil Code and the Code of Civil Procedure.

3.02 Notice to the public curator of the impossibility of tracing the owner of property situated in the Province, or the heirs of such owner, or the beneficiary of an insurance policy, shall be given by sworn declaration stating the duration, nature and extent of the search and including, if possible, evidence similar to that of absence, or in any additional manner which conforms with the

telles que fixées par le Code civil et le Code de procédure civile.

3.03 La notification au curateur public du délaissement de biens par une corporation éteinte consiste à fournir au curateur public l'acte d'incorporation, la déclaration officielle de son extinction avec l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec ou du Canada*, ou l'ordonnance judiciaire de sa déchéance, ainsi qu'une copie authentique du jugement rendu d'après l'article 832 du Code de procédure civile et, s'il y a lieu, tous les titres de propriété des biens délaissés, avec certificat de recherches à jour et plan d'arpenteur-géomètre s'il s'agit de biens immobiliers, ou de toute autre manière conforme aux règles de la preuve telles que fixées par le Code civil et le Code de procédure civile.

3.04 La notification de l'acceptation de la succession d'un administré du curateur public se fait par la production d'une déclaration assermentée ou notariée transmise au curateur public, ou par tout autre moyen conforme aux règles de la preuve telles que fixées par le Code civil et le Code de procédure civile.

SECTION IV

Sommes d'argent non réclamées

4.01 Le détenteur des sommes visées au paragraphe *f* de l'article 2 de la Loi doit faire parvenir au curateur public le numéro du certificat, le nom et la dernière adresse connue du titulaire s'il y a lieu, ainsi que la date à laquelle il a payé les derniers dividendes, bonis ou intérêts. Toute personne réclamant lesdites sommes doit se soumettre à l'article 3.04 du présent règlement.

SECTION V

Avis aux tiers

5.01 L'avis de qualité doit contenir le nom de la succession, le lieu et la date de son ouverture et l'appel de tous ses créanciers et ses débiteurs. (formule D en annexe)

5.02 L'enregistrement de la saisine ou du droit d'administration du curateur public sur un immeuble se fait par dépôt de son certificat attestant cette saisine ou ce droit d'administration et donnant la description cadastrale officielle de l'immeuble. (formule E en annexe) La radiation de cet enregistrement se fait suivant la formule F en annexe.

SECTION VI

Inventaire

6.01 L'inventaire est dressé par acte sous seing privé en présence d'un témoin étranger à la curatelle publique

rules of evidence laid down by the Civil Code and the Code of Civil Procedure.

3.03 Notice to the public curator of the abandonment of property by a dissolved corporation shall consist in furnishing the public curator with the deed of incorporation and the official declaration of its dissolution together with the notice published in the *Québec Official Gazette* or *The Canada Gazette*, or the judicial order of its forfeiture, as well as a certified copy of the judgment rendered in accordance with Article 832 of the Code of Civil Procedure, and, where necessary, all title deeds to the abandoned property with a certificate of all searches made to date and a land surveyor's plan if immoveable property is concerned, or in any additional manner which conforms with the rules of evidence laid down by the Civil Code and the Code of Civil Procedure.

3.04 Notice of acceptance of the succession of a person under the administration of the public curator shall be made by a sworn or notarial declaration sent to the public curator, or in any other manner in conformity with the rules of evidence laid down by the Civil Code and the Code of Civil Procedure.

DIVISION IV

Unclaimed Sums of Money

4.01 The holder of the sums of money contemplated in paragraph *f* of section 12 of the Act shall deliver to the public curator the certificate number, the name and last known address of the bearer where necessary, as well as the date on which he paid the last dividend, bonus or interest. A person claiming the said sums must do so in conformity with section 3.04 of this regulation.

DIVISION V

Notice to Third Party

5.01 Notice or capacity must contain the name of the succession, the place and date of its devolution and the notice to all its creditors and debtors. (Schedule Form D).

5.02 The registering of the seizin or the right of administration by the public curator of an immoveable shall be made upon deposit of his certificate attesting such seizin or right of administration and giving the official cadastral description of the immoveable (Schedule Form E). The cancellation of such registration is made in accordance with Schedule Form F.

DIVISION VI

Inventory

6.01 An inventory shall be made by deed under private writing in the presence of a witness who is un-

et si possible partie de la parenté ou de l'entourage du propriétaire des biens à inventorier. Il doit être signé par son auteur et le témoin et porter la date et la mention du lieu où il a été fait. Il établit l'actif et le passif mobilier et immobilier, fonds de commerce, etc., composant le patrimoine confié à la gestion du curateur public.

SECTION VII

Devoirs du curateur, du tuteur et du subrogé-tuteur

7.01 Le curateur, le tuteur et au besoin le subrogé-tuteur doivent fournir au curateur public, dans un délai d'au plus 30 jours de leur nomination, une copie conforme de l'inventaire prescrit par le Code de procédure civile (article 916).

7.02 Le curateur, le tuteur et au besoin le subrogé-tuteur doivent fournir au curateur public, dans les 60 jours de l'anniversaire de leur nomination, un rapport annuel de leur administration. (formules G et H en annexe)

7.03 Le curateur, le tuteur et au besoin le subrogé-tuteur doivent, à la fin de leur administration, soumettre au curateur public leur reddition de comptes.

7.04 Dans tous les cas, les états financiers d'un curateur privé ou d'un tuteur doivent être vérifiés par un comptable public reconnu par la loi, sauf dans les cas où le curateur public, en raison de la valeur minime des biens ou pour raison majeure, exempte le curateur privé ou le tuteur d'une telle vérification.

SECTION VIII

Vente à l'encan

8.01 La vente à l'encan de bien meubles de moins de $3,000 est faite à l'endroit le plus propice après avis dans un journal français ou un journal anglais, ou dans l'un et l'autre, ou au lieu de l'encan, dans un délai raisonnable précédant l'encan.

SECTION IX

Reddition de comptes

9.01 Le curateur public rend à son administré, ou à ses ayants droit, ou à son représentant dûment mandaté par ordonnance judiciaire ou procuration conforme à la loi, un compte définitif et circonstancié. (formule I en annexe)

acquainted with the public curatorship and, where possible, a family member or acquaintance of the owner of the property under inventory. It must be signed by its author and the witness, and bear the date and name of the place where it was made. It shall establish the assets and liabilities in respect of moveable and immoveable property, business concerns, etc., which from the estate entrusted to the administration of the public curator.

DIVISION VII

Duties of the Curator, Tutor and Subrogate Tutor

7.01 The curator, tutor and, if need be, the subrogate tutor must submit to the public curator, within a period not exceeding 30 days after their appointment, a certified copy of the inventory stipulated in the Civil Code (Article 292) and in the Code of Civil Procedure (Article 916).

7.02 The curator, tutor and, if need be, the subrogate tutor must submit to the public curator, within 60 days from the day of their appointment, an annual report of their administration. (Schedule Forms G and H)

7.03 The curator, tutor and, if need be, the subrogate tutor must, at the end of their administration, submit to the public curator a rendering of accounts.

7.04 In every case, the financial statement prepared by a private curator or tutor must be audited by a public accountant recognized by law except in cases where the public curator, because of the insignificant value of the property or for sound reasons, exempts the private curator or the tutor from such audit.

DIVISION VIII

Sale by Auction

8.01 The sale by auction of moveable property valued at less than $3,000 shall be made at the most favourable place after notice has been given thereof in an English or French language newspaper, or in both, or at the place of auction, within a reasonable period of time prior to the auction.

DIVISION IX

Rendering of Accounts

9.01 The public curator shall render a final and detailed account to the person under his administration, or to the entitled parties, or to the representative duly commissioned by judicial order or procuration in accordance with the Act. (Schedule Form I)

SECTION X

Tarif

10.01 Pour les services qu'il est appelé à rendre sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique, le curateur public a droit, en plus du remboursement de ses dépenses, à des honoraires établis par le lieutenant-gouverneur en conseil.

10.02 Ce tarif (annexe J) est divisé en 5 chapitres, savoir:

CHAPITRE I —
PERSONNES INCAPABLES D'ADMINISTRER LEURS BIENS
CHAPITRE II —
SUCCESSIONS VACANTES
CHAPITRE III —
AUTRES BIENS DÉCRITS À L'ARTICLE 12 *a*), *b*), *c*), *e*), *f*), *g*) DE LA LOI DE LA CURATELLE PUBLIQUE
CHAPITRE IV —
SERVICES SPÉCIAUX
CHAPITRE V —
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION XI

Taux d'intérêt

11.01 Le taux d'intérêt, dont il est mention à l'article 30 de la loi, est fixé à huit et demi pour cent l'an (8½%).

DIVISION X

Tariff

10.01 For the services that he is called upon to render under the Public Curatorship Act, the public curator shall be entitled to recover not only his expenses but also the fees established by the Lieutenant-Governor in Council.

10.02 Such tariff (Schedule J) is divided into 5 chapters, namely:

CHAPTER I —
PERSONS INCAPABLE OF ADMINISTERING THEIR PROPERTY
CHAPER II —
VACANT SUCCESSIONS
CHAPTER III —
OTHER PROPERTY DESCRIBED IN SECTION 12 (*a*), (*b*), (*c*), (*e*), (*f*), (*g*) OF THE PUBLIC CURATORSHIP ACT
CHAPTER IV —
SPECIAL SERVICES
CHAPTER V —
GENERAL PROVISIONS

DIVISION XI

Rate of Interest

11.01 The rate of interest mentioned in section 30 of the Act is fixed at 8½% per annum.

FORMULE A

Certificat d'incapacité d'administrer des biens

Je soussigné, médecin psychiatre, certifie par les présentes que le _____ jour du mois de _____ 19 _____, j'ai personnellement examiné _____
(Nom du patient)

J'ai procédé à tous les examens nécessaires pour me former une opinion. En conséquence, je recommande que la personne ci-dessus mentionnée soit déclarée incapable d'administrer ses biens.

Facteurs d'incapacité que j'ai pu observer personnellement:

_____

_____

_____

_____
(Nom en lettres moulées)

_____
(Signature)

Dossier de l'hôpital _____

Je soussigné, surintendant ou directeur médical de l'hôpital _____
_____ certifie par les présentes que _____
est incapable d'administrer ses biens.

Le malade réside actuellement à _____

_____

Ce _____ jour de _____ 19 _____

_____
(Nom en lettres moulées)

_____
(Signature)

FORMULE B

État sommaire des biens

1. Nom du malade _____ Sexe _____ Date de naissance _____
   (Nom de fille pour l'épouse)
2. Adresse: _____
   No Rue Localité Comté
3. État civil: célibataire _____ religieux _____ marié _____
   veuf _____ divorcé _____ séparé _____

FORM A

Certificate of Incapacity to administer property

I, the undersigned psychiatrist, do hereby certify that on the _____ day of _____ 19 ____,
I personnaly examined _____
(Name of patient in full)

After making due inquiry into all the facts necessary for me to form a satisfactory opinion, I do hereby recommend that the abovementioned person be declared incapable of administering his property.

Facts indicating incapacity observed by myself:

_____
_____
_____

_____
(Name in block letters)

_____
(Signature)

Hospital medical record _____

I, the undersigned superintendent or medical director of hospital _____
_____ do hereby certify that _____
is incapable of administering his property.

The patient presently resides at _____
_____

This _____ day of _____ 19 ____

_____
(Name in block letters)

_____
(Signature)

FORM B

Summary account of Property

1. Name of patient _____ Sex _____ Date of birth _____
(If married woman-give maiden name)
2. Address: _____
No Street Municipality County
3. Civil Status: single _____ religious orders _____ married _____
widowed _____ divorced _____ separated _____

LR-725

4. Si marié: Régime matrimonial: _____
5. Si contrat de mariage _____ Nom du notaire _____
6. Occupation _____ Employeur _____
7. Adresse de l'employeur : _____
   No Rue Localité
8. Assurance sociale: No _____
9. Assurance santé: No _____
10. Pension de vieillesse: No _____
11. Bien-Être Social: No _____ Région _____

12. *PARENTÉ DU MALADE:*

	Nom	Adresse	Âge
Père :			
Mère :			
Soeurs et frères :			
Époux ou épouse			
Enfants :			

Formule reçue par l'hôpital le _____ 19____
Formule transmise au curateur le _____ 19____
Formule reçue par le curateur le _____ 19____
Admis à l'hôpital _____ No _____
Le _____ 19____

13. Qui lui doit de l'argent ? _____ Combien? _____

14. Énumérer les dettes du patient : _____

15. LE PATIENT POSSÈDE-T-IL ? :
   une maison _____ adresse _____
   un terrain _____ adresse _____
   une ferme _____ adresse _____
   un commerce _____ adresse _____
   une automobile (camion, etc.) _____
   financé : ☐ Oui ☐ Non
   Qui s'en occupe pendant la maladie ? _____

16. *ASSURANCES ET RENTES VIAGÈRES :*

	Nom de la compagnie	No de la police
Vie :		
Feu :		
Maladie :		
Automobile :		
Autres :		

17. Avec quelle *BANQUE* faisait-il affaire ? _____
18. Adresse _____
   No Rue Localité Comté

I.R-726

4. If married: Marital contract status _____
5. If marriage contract _____ Name of notary _____
6. Occupation _____ Employer _____
7. Address of employer: _____
   Number Street Municipality
8. Social Insurance Number: _____
9. Health Insurance Number: _____
10. Old Age Security Number: _____
11. Social Welfare Number: _____ Region _____

12. *FAMILY:*

	Name	Address	Age
Father:			
Mother:			
Brothers and sisters:			
Spouse:			
Children:			

Form received by hospital on _____ 19____
Form sent to curator on _____ 19____
Form received by curator on _____ 19____
Admitted to hospital _____ No _____

Date _____ 19____
13. Give the name of debtors _____ Amount owing _____
14. List debts of patient, if any _____

15. PROPERTY OF PATIENT, IF ANY:
    house _____ adress _____
    land _____ adress _____
    farm _____ adress _____
    business _____ adress _____
    automobile (truck, etc) _____
    financed: ☐ Yes ☐ No
    In whose possession is such property during his illness ? _____

16. *INSURANCE AND ANNUITIES*

	Name of Company	Policy Number
Life:		
Fire:		
Health:		
Automobile:		
Others:		

17. Name of patient's *BANK*: _____
18. Address: _____
    Number Street Municipality County

19. Qui est en possession du livret de banque ? _____
20. Numéro du coffret de sûreté : _____
21. Le malade a-t-il d'autres biens ? _____
22. Actions _____
23. Obligations, débentures _____
24. Autres _____
25. Où se trouvent-ils ? _____
26. Le malade a-t-il un testament ? ☐ Oui ☐ Non

Signé à _____ _____
(Signatue de l'informateur)

Adresse : _____
_____

Le _____ 19____

FORMULE C

Certificat de capacité
d'administrer des biens

Je soussigné, médecin psychiatre, certifie par les présentes que le _____ jour du mois de _____ 19____ j'ai personnellement examiné _____
(Nom du patient)

J'ai procédé à tous les examens nécessaires pour me former une opinion. En conséquence, je recommande que la personne ci-dessus mentionnée soit déclarée en état d'administrer ses biens.

Facteurs de capacité que j'ai pu observer personnellement : _____
_____
_____
_____

_____
(Nom en lettres moulées)

_____
(Signature)

Dossier de l'hôpital : _____

Je soussigné, surintendant ou directeur médical de l'hôpital _____
_____ certifie par les présentes que _____
est capable d'administrer ses biens.

LR-728

19. In whose possession is the bank book ? _____
20. Number of safety deposit box _____
21. Other property, if any _____
22. Stocks _____
23. Bonds and debentures _____
24. Other _____ Total value _____
25. In whose possession ? _____
26. Does the patient have a will ? Yes No

Signed at _____ _____
(Signature of informant)

Address _____
_____

Date _____ 19_____

FORM C

Certificate of Capacity
to administer property

I, the undersigned psychiatrist, do hereby certify that on the _____
_____ day of _____ 19 _____,
I, personally examined _____
(Name of patient in full)

After making due inquiry into all the facts necessary for me to form a satisfactory opinion, I do hereby recommend that the above mentioned person be declared capable of administering his property.

Facts indicating capacity observed by myself: _____
_____
_____
_____
_____

_____
(Name in block letters)

_____
(Signature)

Hospital medical record: _____

I, the undersigned superintendent or medical director of the hospital, _____
_____ do hereby certify that _____
is capable of administering his property.

LR-729

Le malade résidera à_____

_____

Ce_____ jour de_____ 19____

_____

(Nom en lettres moulées)

_____

(Signature)

FORMULE D

Avis de qualité

La curatelle publique

Succession de_____

En son vivant de_____ Décédé(e) le_____

Le soussigné donne avis que sous l'empire de la Loi de la curatelle publique L.Q. 1971 ch. 81, il est administrateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

Le curateur public du Québec
9310, Boul. St-Laurent
Montréal 354 (Qué.)

FORMULE E

Nomination du curateur

Avis au registrateur

Au registrateur de la division d'enregistrement de_____

Monsieur,

Le soussigné vous donne avis que :

1° Sous l'empire de la Loi de la curatelle publique (L.Q. 1971, ch. 81), il est administrateur de l'immeuble ci-après décrit, à savoir :

DÉSIGNATION

_____

_____

_____

_____

LR-730

The patient presently resides at _____

_____

This _____ day of _____ 19 ___

_____
(Name in block letters)

_____
(Signature)

FORM D

Notice of capacity

Public Curatorship

Estate of the late _____

In his lifetime of _____ Deceased _____

The undersigned hereby gives notice that under the authority of the Public Curatorship Act (S.Q. 1971, ch. 81), he is *ex-officio* trustee to such estate, and he will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

The Public Curator of Québec
9310, Saint Lawrence Blvd.
Montreal 354 (Que.)

FORM E

Appointment of Curator

Notice to Registrar

To the registrar of the registration division of _____

Sir,

The undersigned hereby gives notice that:

1. Under the authority of the Public Curatorship Act (S.Q. 1971, ch. 81), he is administrator of the immoveable hereinafter described, namely:

DESCRIPTION

_____

_____

_____

_____

2° L'article 20 de ladite Loi de la curatelle publique vous oblige à dénoncer au curateur public du Québec tout enregistrement subséquent au présent enregistrement;
3° L'adresse du curateur public du Québec est comme suit :

Curateur public du Québec
9310, Boulevard Saint-Laurent
Montréal 354 (Qué.)

Le soussigné vous requiert de faire mention du présent avis dans vos registres, suivant les dispositions de la loi.

EN FOI DE QUOI j'ai signé à Montréal, ce _____
_____, sous mon serment d'office.

Le curateur public du Québec

_____

FORMULE F

Mainlevée de juridiction

Avis au registrateur

Au registrateur de la division d'enregistrement de _____

Monsieur,

Je, soussigné, curateur public du Québec, certifie, par les présentes, que j'ai terminé mon administration sur l'immeuble ci-après décrit, à savoir :

DÉSIGNATION

_____
_____
_____
_____

En conséquence, je vous requiers de radier mon avis de nomination enregistré à votre bureau le _____
_____, sous le numéro _____, et affectant l'immeuble ci-dessus décrit.

EN FOI DE QUOI j'ai signé à Montréal, ce _____, sous mon serment d'office.

Le curateur public du Québec

_____

LR-732

2. Under section 20 of the said Public Curatorship Act you are bound to inform the public curator of Québec of every registration subsequent to this registration;
3. The address of the public curator of Québec is as follows :

The Public Curator of Québec
9310, Saint Lawrence Blvd,
Montreal 354 (Qué.)

You are required by the undersigned to enter advice of this notice in your register in conformity with the provisions of the Act.

IN WITNESS WHEREOF I have signed at Montreal, this _____ _____, under oath of office.

The Public Curator of Québec

_____

FORM F

End of Curatorship

Notice to registrar

To the registrar of the registration division of _____

Sir,

I, the undersigned, public curator of Québec, do hereby certify that I have terminated my administration of the immoveable described hereinafter, namely:

DESCRIPTION

_____

_____

_____

_____

Consequently, you are required to cancel my notice of appointment registered at your office on _____ _____, under number _____ _____, concerning the aforementioned immoveable.

IN WITNESS WHEREOF I have signed at Montreal, this _____ _____, under oath of office.

The Public Curator of Québec

_____

LR-733

FORMULE G

Demande de production d'inventaire aux curateurs et tuteurs

Pour vous conformer à l'article 31 de la Loi de la curatelle publique, vous êtes requis de transmettre au curateur public du Québec une copie conforme de l'inventaire des biens dont vous avez l'administration, tel que prescrit par le Code civil (art. 2921) et le Code de procédure civile (art. 916), et ce, dans un délai d'au plus 30 jours de la date de votre nomination.

recommandé

FORMULE H

Rapport annuel des curateurs et tuteurs

Nom de l'administré

_____ Dossier No _____

ACTIF

	Bilan de l'année précédente	*Bilan de l'année courante*
Disponibilités		
	xxx.xx	xxx.xx
	xxx.xx	xxx.xx
	xxx.xx	xxx.xx
	xxxx.xx	xxxx.xx
Placements		
	xxxx.xx	xxxx.xx
	xxxx.xx	xxxx.xx
	xxxx.xx	xxxx.xx
Immobilisations		
	xxxx.xx	xxxx.xx
	xxxx.xx	xxxx.xx
	xxxx.xx	xxxx.xx
Autres actifs		
	xxx.xx	xxx.xx
	xxx.xx	xxx.xx
	xxx.xx	xxx.xx
Total de l'actif	xxxxx.xx	xxxxx.xx

PASSIF

Exigibilités		
	xxx.xx	xxx.xx
	xxx.xx	xxx.xx
	xxxx.xx	xxxx.xx

LR-734

FORM G

Request for inventory from curators and tutors

In order to comply with section 31 of the Public Curatorship Act, you are required to send to the public curator the Province of Québec a certified copy of the inventory of the property entrusted to your administration, as prescribed by the Civil Code (article 2921) and the Code of Civil Procedure (article 916) within 30 days from the day of your appointment.

registered

FORM H

Annual Report of Curators and Tutors

Name of person under administration

_____ File number _____

ASSETS

	Balance sheet of previous year	*Balance sheet of current year*
Assets		
_____	XXX.XX	XXX.XX
_____	XXX.XX	XXX.XX
_____	XXX.XX	XXX.XX
	XXXX.XX	XXXX.XX
Investments		
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
	XXXX.XX	XXXX.XX
Fixed assets		
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
	XXXX.XX	XXXX.XX
Other assets		
_____	XXX.XX	XXX.XX
_____	XXX.XX	XXX.XX
	XXX.XX	XXX.XX
Total assets	XXXXX.XX	XXXXX.XX

LIABILITIES

Liabilities		
_____	XXX.XX	XXX.XX
_____	XXX.XX	XXX.XX
	XXXX.XX	XXXX.XX

LR-735

Dettes à long terme

_____	xxxxx.xx	xxxxx.xx
_____	xxxx.xx	xxxx.xx
	xxxxx.xx	xxxxx.xx

Capital

Solde du début _____	xxx.xx	xxx.xx
Excédent des revenus sur les dépenses _____		xxx.xx
Solde _____	xxx.xx	xxx.xx
Total du passif	xxxxx.xx	xxxxx.xx

Signature : _____ Date : _____

Revenus et dépenses

pour la période du _____ 19____ au _____ 19____

Nom de l'administré

_____

Revenus

_____	xxxx.xx	
_____	xxxx.xx	
_____	xxxx.xx	
_____	xxxx.xx	
Total des revenus		xxxxx.xx

Dépenses

_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
Total des dépenses		xxxxx.xx
Excédent des revenus sur les dépenses		xxxxx.xx

FORMULE I

La curatelle publique

Reddition de comptes

Nom de l'administré

_____ Dossier No. _____

LR-736

Long term debts

_____	XXXXX.XX	XXXXX.XX
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
	XXXXX.XX	XXXXX.XX

Capital

Initial balance _____	XXX.XX	XXX.XX
Excess of revenue over expenditure _____		XXX.XX
Balance _____	XXX.XX	XXX.XX
Total liabilities	XXXXX.XX	XXXXX.XX

Signature: _____ Date : _____

Revenue and Expenditure

for the period _____ 19 ____ to _____ 19 ____

Name of person under administration

_____

Revenue

_____	XXXX.XX	
_____	XXXX.XX	
_____	XXXX.XX	
_____	XXXX.XX	
Total revenue		XXXXX.XX

Expenditure

_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
Total expenditure		XXXXX.XX
Excess of revenue over expenditure		XXXXX.XX

FORM I

Public Curatorship

Rendering of accounts

Name of person under administration

_____ File number _____

1 R-737

ACTIF

	Bilan du début	*Bilan de la fin*
Disponibilités		
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
	XXXX.XX	XXXX.XX
Placements		
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
	XXXX.XX	XXXX.XX
Immobilisations		
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
	XXXX.XX	XXXX.XX
Autres actifs		
_____	XXX.XX	XXX.XX
_____	XXX.XX	XXX.XX
	XXX.XX	XXX.XX
Total de l'actif	XXXXX.XX	XXXXX.XX

PASSIF

Exigibilités		
_____	XXX.XX	XXX.XX
_____	XXX.XX	XXX.XX
	XXXX.XX	XXXX.XX
Dettes à long terme		
_____	XXXXX.XX	XXXXX.XX
_____	XXXX.XX	XXXX.XX
	XXXXX.XX	XXXXX.XX
Total du passif	XXXXX.XX	XXXXX.XX

CAPITAL

Sold du début	XXXXX.XX	XXXXX.XX
Excédent des revenus sur les dépenses		XXXXX.XX
Solde	XXXXX.XX	XXXXX.XX
Total passif et capital	XXXXX.XX	XXXXX.XX

La curatelle publique

Revenus et dépenses

pour la période du _____ 19____ au _____ 19____

Nom de l'administré

_____

I.R-738

ASSETS

Assets	*Initial Balance sheet*	*Final Balance sheet*
_____	xxxx.xx	xxxx.xx
_____	xxxx.xx	xxxx.xx
	xxxx.xx	xxxx.xx
Investments		
_____	xxxx.xx	xxxx.xx
_____	xxxx.xx	xxxx.xx
	xxxx.xx	xxxx.xx
Fixed assets		
_____	xxxx.xx	xxxx.xx
_____	xxxx.xx	xxxx.xx
	xxxx.xx	xxxx.xx
Other assets		
_____	xxx.xx	xxx.xx
_____	xxx.xx	xxx.xx
	xxx.xx	xxx.xx
Total assets	xxxxx.xx	xxxxx.xx

LIABILITIES

Liabilities		
_____	xxx.xx	xxx.xx
_____	xxx.xx	xxx.xx
	xxxx.xx	xxxx.xx
Long term debts		
_____	xxxxx.xx	xxxxx.xx
_____	xxxx.xx	xxxx.xx
	xxxxx.xx	xxxxx.xx
Total liabilities	xxxxx.xx	xxxxx.xx

CAPITAL

Initial balance	xxxxx.xx	xxxxx.xx
Excess of revenue over expenditure		xxxx.xx
Balance	xxxxx.xx	xxxxx.xx
Total liabilities and capital	xxxxx.xx	xxxxx.xx

Public Curatorship

Revenue and expenditure

for the period _____ 19 ____ to _____ 19 ____

Name of person under administration

_____

LR-739

Revenus

_____	xxxx.xx	
_____	xxxx.xx	
_____	xxxx.xx	
_____	xxxx.xx	
_____	xxxx.xx	
_____	xxxx.xx	
Total des revenus		xxxxx.xx

Dépenses

_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
Honoraires du curateur public :		
_____	xx.xx	
_____	xx.xx	
_____	xx.xx	
_____	xx.xx	
_____	xx.xx	
_____	xx.xx	xx.xx
Total des dépenses		xxxxx.xx
Excédent des revenus sur les dépenses		xxxxx.xx

La curatelle publique

Recettes et déboursés

pour la période du _____ 19__ au _____ 19_____

Nom de l'administré

_____

Solde en caisse au début		xxxx.xx
Recettes		
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
		xxxx.xx
		xxxxx.xx
Déboursés		
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
_____	xxx.xx	
		xxxxx.xx
Solde en caisse à la fin (chèque ci-joint)		xxxxx.xx

LR-740

Revenue

_____	XXXX.XX	
_____	XXXX.XX	
_____	XXXX.XX	
_____	XXXX.XX	
_____	XXXX.XX	
_____	XXXX.XX	
Total revenue		XXXXX.XX

Expenditure

_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
Fees of public curator:		
_____ XX.XX		
_____ XX.XX		
_____ XX.XX		
_____ XX.XX		
_____ XX.XX		
_____ XX.XX	XX.XX	
Total expenditure		XXXXX.XX
Excess of revenue over expenditure		XXXXX.XX

Public Curatorship

Receipts and disbursements

for the period _____ 19 ____ to _____ 19 ____

Name of person under administration

_____

Initial balance in hand		XXXX.XX
Receipts		
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
		XXXX.XX
		XXXXX.XX
Disbursements		
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
_____	XXX.XX	
		XXXXX.XX
Final balance in hand (cheque enclosed)		XXXXX.XX

LR-741

ANNEXE J

Tarif de la curatelle publique

CHAPITRE I

Personnes incapables d'administrer leurs biens

Inventaire du début

Pour les services relatifs à l'inventaire du début, une charge fixe de $20 par cas.

Administration

1. *Recettes et déboursés*

3% de tout encaissement ou déboursé qui n'est pas de nature capital, avec une charge minimum de $1 sur toute transaction;

1½% de tout encaissement ou déboursé de nature capital subséquent à l'inventaire du début, avec une charge minimum de $1 sur toute transaction, sauf :

i) *Revenus d'immeubles :* 5% du revenu brut.

ii) *Vente d'immeubles :*

a) par l'entremise d'un courtier, 1% du rix de vente avec une charge minimum de $25.

b) sans courtier, 5% du prix de vente avec une charge minimum de $25.

iii) *Achat et vente de valeurs mobilières :* ½ de 1% du capital, avec une charge minimum de $2.

iv) *Vente de biens meubles :* 5% du produit brut de la vente, avec une charge minimum de $10.

2. *Valeur des biens administrés :*

Sur l'ensemble des biens, une charge annuelle de ¼ à 1%, avec une charge minimum de $10.

Reddition de comptes

Pour la préparation de la reddition de comptes, soit : le bilan comparatif du début et de la fin de l'administration du curateur public, l'état des revenus et dépenses ainsi qu'un état des recettes et déboursés; préparation de la quittance et remise des biens, une charge fixe de $20.

CHAPITRE II

Successions vacantes

Règlement de successions vacantes

Le curateur public étant d'office curateur de toute succession réputée vacante ou déclarée vacante, il doit

SCHEDULE J

Public Curatorship Tariff

CHAPTER I

Persons Incapable of administering their Property

Initial inventory

For services in respect of the initial inventory, a fixed charge of $20 for each case.

Administration

1. *Receipts and Disbursements*

3% of all non-capital receipts and disbursements, with a minimum charge of $1 for each transaction;

1½% of all capital receipts and disbursements subsequent to the initial inventory with a minimum charge of $1 for each transaction, except:

(*i*) *Revenues from immoveables*: 5% of the gross revenue.

(*ii*) *Sale of immoveables*:

(*a*) by an agent, 1% of the sale price with a minimum charge of $25;

(*b*) without an agent, 5% of the sale price with a minimum charge of $25.

(*iii*) *Purchase and sale of bonds, stocks and shares*: ½ of 1% of the capital, with a minimum charge of $2.

(*iv*) *Sale of personal property*: 5% of the gross sale proceeds, with a minimum charge of $10.

2. *Value of administered property*:

On the total value of the property, an annual charge of ¼ of 1%, with a minimum charge of $10.

Rendering of accounts

For the preparation of accounts to be rendered, namely: the initial and final balance sheets of the public curator's administration, the statement of revenues and expenditures and a statement of receipts and disbursements; for the preparation of the discharge and handing over of property, a fixed charge of $20.

CHAPTER II

Vacant successions

Vacant Successions Settlement

The public curator being curator *ex officio* of a succession known or declared to be vacant, must obtain

obtenir et classifier les pièces, documents et renseignements nécessaires à la préparation des déclarations et inventaires, correspondance à cet effet; préparer les déclarations aux percepteurs des droits sur les successions; préparer et signer les formules statutaires; envoyer les documents aux percepteurs; voir à la correspondance relativement au paiement des impôts, la réception des permis de disposer; préparer les déclarations de transmission, soit de dépôt de banque, d'assurance ou de valeur mobilière, l'envoi de ces déclarations de transmission et documents qui les accompagnent; les honoraires pour le travail ci-dessus décrit sont de 2½% de l'actif brut de la succession réglée, avec une charge minimum de $100.

Administration

1. *Recettes et debourses*

5% de tout encaissement ou déboursé qui n'est pas de nature capital, avec une charge minimum de $2;

2½% de tout encaissement ou débourse de nature capital subséquent à l'inventaire du début, avec une charge minimum de $2, sauf :

i) Vente d'immeubles

a) par l'entremise d'un courtier, 2% du prix de vente, avec une charge minimum de $50.;

b) sans courtier, 7% du prix de vente, avec une charge minimum de $50.

ii) Vente de valeurs mobilières : 2½% du capital, avec une charge minimum de $4.

iii) Vente de biens meubles : 10% du produit brut de la vente, avec une charge minimum de $20.

2. *Valeur des biens administrés :*

Sur l'ensemble des biens administés, une charge annuelle de 1¼%, avec une charge minimum de $20.

Reddition de comptes

Pour la préparation de la reddition de comptes, soit : l'inventaire du début et de la fin de l'administration du curateur public, l'état des revenus et dépenses ainsi qu'un état des recettes et déboursés, tant revenu que capital; préparation de la quittance et remise des biens, une charge fixe de $100.

CHAPITRE III

Autres biens décrits à l'article 12 a), b), c), e), f), g) de la Loi de la curatelle publique

Inventaire du début

Pour l'inventaire total de l'un ou l'autre des cas prévus à ce chapitre, les honoraires sont de 2½% de l'actif brut, avec une charge minimum de $100.

and classify the papers, documents and information necessary to the preparation of declarations and inventories, and all correspondence pertaining thereto; he must prepare the declarations to be made to the collectors of succession duties; prepare and sign statutory forms; forward the documents to the collectors; see to the correspondence in respect of tax payments, and the receipt of disposal permits; prepare transfer declarations such as banks, insurance or security deposits and forward such transfer declarations and accompanying documents; the fees for the aforementioned described work are 2½% of the gross assets of the settled succession, with a minimum charge of $100.

Administration

1. *Receipts and Disbursements*

5% of all non-capital receipts and disbursements, with a minimum charge of $2;

2½% of all capital receipts and disbursements subsequent to the initial inventory with a minimum charge of $2, except:

(*i*) *Sale of immoveables*

(*a*) by an agent, 2% of the sale price with a minimum charge of $50;

(*b*) without an agent, 7% of the sale price with a minimum charge of $50.

(*ii*) *Sale of bonds, stocks and shares*: 2½% of the capital, with a minimum charge of $4.

(*iii*) *Sale of personal property*: 10% of the gross sale proceeds, with a minimum charge of $20.

2. *Value of administered property*:

On the total value of the property, an annual charge of 1¼%, with a minimum charge of $20.

Rendering of accounts

For the preparation of accounts to be rendered, namely: the initial and final inventory of the public curator's administration, the statement of revenues and expenditures and a statement of receipts and disbursements, both revenue and capital; for the preparation of the discharge and handing over of iroperty, a fixed charge of $100.

CHAPTER III

Other property described in section 12 (a), (b), (c), (e), (f), (g) of the public curatorship Act.

Initial Inventory

For the total inventory of any case contemplated in this chapter, the fees are 2½% of the gross assets, with a minimum charge of $100.

Administration

1. *Recettes et déboursés*

5% de tout encaissement ou déboursé, avec une charge minimum de $5, sauf :

i) *Vente d'immeubles*

a) par l'entremise d'un courtier, 2% du prix de vente, avec une charge minimum de $50;

b) sans courtier, 7% du prix de vente, avec une charge minimum de $50.

ii) *Vente de valeurs mobilières :* 2½% du capital, avec une charge minimum de $4.

iii) *Vente de biens meubles :* 10% du produit brut de la vente, avec une charge minimum de $20.

2. *Valeur des biens administrés :*

Sur l'ensemble des biens administrés, une charge annuelle de 1¼%, avec une charge minimum de $20.

Reddition de comptes

Pour la préparation de la reddition de comptes, soit : l'inventaire du début et de la fin de l'administration du curateur public, l'état des revenus et dépenses ainsi qu'un état des recettes et déboursés; préparation de la quittance et remise des biens, une charge fixe de $100.

CHAPITRE IV

Services spéciaux

1. *Quittance :*

Pour les services relatifs à la préparation, à la révision, à la signature et à l'enregistrement d'une quittance, une charge minimum de $20.

2. *Opération d'une exploitation ou d'un commerce :*

Pour l'opération d'une exploitation ou d'un commerce établi, 1% des recettes brutes et 1% des déboursés.

3. *Avis public :*

Pour la préparation de tout avis, demande de soumissions ou autre document devant être publié dans un endroit public ou dans un journal, une charge fixe de $10.

4. *Interdiction et curatelle :*

a) Pour réception et étude de toute requête d'interdiction signifiée au curateur public, et la correspondance qui s'y rapporte, une charge de $5;

b) pour réception et étude de tout jugement signifié ou transmis au curateur public et nommant un curateur

Administration

1. *Receipts and disbursements:*

5% of all receipts and disbursements, with a minimum charge of $5, except:

(*i*) *Sale of immoveables*

(*a*) by an agent, 2% of the sale price with a minimum charge of $50;

(*b*) without an agent, 7% of the sale price with a minimum charge of $50.

(*ii*) *Sale of bonds, stocks and shares*: 2½% of the capital, with a minimum charge of $4.

(*iii*) *Sale of moveable property*: 10% of the gross sale proceeds, with a minimum charge of $20.

2. *Value of administered property*:

On the total value of the property, an annual charge of 1¼% with a minimum charge of $20.

Rendering of accounts

For the preparation of accounts to be rendered, namely: the initial and final inventory on the public curator's administration, the statement of revenues and expenditures and a statement of receipts and disbursements; for the preparation of the discharge and handing over of property, a fixed charge of $100.

CHAPTER IV

Special services

1. *Discharge*:

For services pertaining to the preparation, revision, signature and registration of a discharge, a minimum charge of $20.

2. *Operation of an enterprise or business*:

For the operation of an established enterprise or business, 1% of the gross receipts and 1% of disbursements.

3. *Public notice*:

For the preparation of any notice, request for tenders, or any other document to be posted in a public place or published in journal, a fixed charge of $10.

4. *Interdiction and curatorship*:

(*a*) For receipt and study of any application for interdiction made to the public curator and the correspondence pertaining thereto, a charge of $5;

(*b*) for receipt and study of any judgment handed down to or sent to the public curator and appointing a

à un malade mental, à un absent ou aux biens délaissés par une corporation éteinte, et la correspondance qui s'y rapporte, une charge de $5.

5. *Enquête spéciale :*

Pour renseigner le curateur public sur une affaire commise à sa gestion et lui permettre d'en dresser le bilan, il peut se prévaloir de l'« enquête spéciale » qui est prévue à l'article 21 de la Loi de la curatelle publique et faite sous l'autorité de la Loi des commissions d'enquête (S.R.Q. 1964, ch. 11), et charger outre les déboursés, notamment les frais et honoraires d'un conseiller technique ou juridique spécial et d'un sténographe officiel :

a) pour la préparation de l'avis de convocation : $5;

b) pour l'assignation de chaque témoin : $5;

c) pour la présidence de chaque séance de la commission : $100;

d) pour l'assistance du conseiller juridique de la curatelle publique; pour chaque séance : $50;

e) pour la compilation des faits et renseignements à connaître et prouver, et pour la préparation et la rédaction de l'interrogatoire : charge minimum de $150.

6. *Déclarations fiscales :*

Pour la préparation de la déclaration fiscale de toute personne incapable d'administrer ses biens, une charge selon l'importance du travail accompli, avec un minimum de $5.

Dans les cas de successions vacantes, le tarif sera calculé sur la même base avec un minimum de $10.

7. *Établissement et révision du budget :*

Pour l'établissement du budget mensuel d'une personne incapable d'administrer ses biens, ou pour la révision de ce budget, ou pour les deux à la fois, une charge maximum annuelle de $5.

8. *Vérification administrative des tuteurs et curateurs privés :*

a) inscription lors de l'ouverture du dossier, une charge fixe de $10;

b) pour la vérification de l'inventaire du début, une charge fixe de $5;

c) pour la vérification du rapport annuel de l'administration du tuteur ou curateur privé, une charge selon l'importance du travail accompli, avec un minimum de $5;

d) les déboursés occasionnés dans une étude spéciale seront à la charge des tuteurs et curateurs privés respectifs.

curator to a mental patient, to an absentee or to property abandoned by a dissolved corporation, and the correspondence related thereto, a charge of $5.

5. *Special inquiry*:

The public curator, in seeking information on any matter committed to his management and necessary to this stewardship thereof, may hold a "special inquiry" as provided for in section 21 of the Public Curatorship Act and pursuant to the Public Inquiry Commission Act (R.S.Q., 1964, ch. 11), and, in addition to his disbursements, charge such fees as those of a special technical or legal adviser and an official stenographer:

(*a*) for the preparation of a notice of convocation: $5;

(*b*) for the assigning of a witness : $5;

(*c*) for presiding at each sitting of the committee: $100;

(*d*) for the assistance of the legal adviser to the public curator; for each sitting: $50;

(*e*) for the compilation of facts and information to be made known and proved and for the preparation and drawing up of the examination: minimum charge of $150.

6. *Tax declarations*:

For the preparation of the tax declaration of any person incapable of administering his property, a charge according to the importance of the work done, with a minimum of $5.

In cases of vacant successions, the tariff shall be calculated on the same basis with a minimum of $10.

7. *Drawing up and Revision of budget*:

For the drawing up of the monthly budget of a person incapable of administering his property, or for the revision of such budget, or both at the same time, a maximum annual charge of $5.

8. *Administrative Check of Private Tutors and Curators* :

(*a*) registration upon the opening of the file, a fixed charge of $10;

(*b*) for checking the initial inventory, a fixed charge of $5.

(*c*) for checking the annual administration report of a private tutor or curator, a charge in accordance with the importance of the work done, with a minimum of $5;

(*d*) the disbursements resulting from a special study shall be charged to private tutors and curators as the case may be.

9. *Acte déclaratoire :*

Pour l'enregistrement à l'Index des Immeubles d'un avis de la compétence du curateur public, une charge fixe de $20.

CHAPITRE V

Dispositions générales

Pour les services juridiques, des honoraires basés sur le tarif du Barreau du Québec et de la Chambre des Notaires du Québec selon les cas.

Pour tous les services rendus et non prévus par le présent tarif, les honoraires sont, selon le cas, ceux fixés par le tarif pour les cas analogues ou une charge ne dépassant pas le montant de celle généralement accordée à un fiduciaire pour des sevices semblables.

Chaque fois que, pour des raisons de pauvreté ou autres, la perception des honoraires prévus par le présent tarif causerait un préjudice sérieux à son administré ou à un membre de sa famille ou à une autre personne, le curateur public peut renoncer, en tout ou en partie, à sa réclamation d'honoraires.

46404-o

9. *Declaratory instrument:*

For the registration on the Index of Immoveables of a notice of the public curator's juridiction, a fixed charge of $20.

CHAPTER V

General Provisions

For legal services, fees shall be based on the tariff of the Bar of the Province of Québec and of the Board of Notaries of the Province of Québec as the case may be.

For all services rendered and not provided for in this tariff, the applicable fees shall be those fixed by the tariff for like cases, or a fee not exceeding the amount of that generally charged by a trustee for similar services.

If, for any reason such as poverty, the collection of the fees provided for by this tariff were to seriously prejudice the person under his administration or a member of such person's family or another person, the public curator shall have the right to refuse the fees in whole or in part, which are due him.

46404-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil xécutif

Numéro 1527-72

Québec, le 31 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification du règlement édicté par l'arrêté en conseil 521 du 28 février 1961 et portant sur la Loi de l'impôt sur les corporations et les affaires faites en dehors du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi de l'impôt sur les corporations, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour réduire la taxe prévue à l'article 6 de la même loi relativement aux affaires faites en dehors du Québec;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 39 de cette même loi, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, est autorisé à changer ou modifier les impôts prévus par la présente loi, de la manière et dans la proportion qu'il le juge à propos.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement modifiant le règlement édicté par l'arrêté en conseil 521 du 28 février 1961 et portant sur la Loi de l'impôt sur les corporations et les affaires faites en dehors du Québec ».

Le Greffier du Conseil exécutif.
JULIEN Chouinard.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1527--72

Québec, May 31, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the regulation enacted by Order in Council 521 of February 28, 1961, and pertaining to the Corporation Tax Act and business transacted outside Québec.

WHEREAS under section 15 of the Corporation Tax Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to reduce the tax prescribed by section 6 of the same act relating to business transacted outside Québec;

WHEREAS under section 39 of the same Act, the Lieutenant-Governor in Council is authorized, upon the recommendation of the Minister, to change or modify the taxes prescribed by this act, in the manner and in the proportion which he may deem proper.

THEREFORE IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended regulation entitled: "Regulation amending the regulation enacted by Order in Council 521 of February 28, 1961, and pertaining to the Corporation Tax Act and business transacted outside Québec", be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

LR-746

Règlement modifiant le règlement édicté par l'arrêté en conseil numéro 521 du 28 février 1961 et portant sur la Loi de l'impôt sur les corporations et les affaires faites en dehors du Québec

1° Le règlement édicté par l'arrêté en conseil numéro 521 du 28 février 1961, modifié par l'arrêté en conseil numéro 1794 du 25 août 1961, est de nouveau modifié en ajoutant après le paragraphe 5 de l'article 2 le paragraphe suivant:

« 5A) Le paragraphe 5 ne s'applique pas à la vente en gros d'électricité. Les recettes brutes en provenant sont attribuées à l'établissement situé dans la juridiction où l'électricité est produite ».

2° Le présent règlement a effet à compter du 1er décembre 1971.

46405-o

Regulation amending the regulation enacted by Order in Council 521 of February 28, 1961, and pertaining to the Corporation Tax Act and business transacted outside Québec.

1. The regulation enacted by Order in Council 521 of February 28, 1961, amended by Order in Council number 1794 of August 25, 1961, is again amended by adding after subsection 5 of section 2 the following subsection:

"5A) Subsection 5 does not apply to the sale at wholesale of electricity. Gross revenue derived therefrom is attributed to the establishment located in the jurisdiction where the electricity is generated."

2. This regulation takes effect as of December 1, 1971.

46405-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1528-72

Québec, le 31 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification du règlement édicté par l'arrêté en conseil 3471 du 15 décembre 1967 et portant sur la taxe payable sur le capital versé par certaines compagnies qui ne font qu'une partie de leurs affaires au Québec, et la Loi de l'impôt sur les corporations.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 4 de la Loi de l'impôt sur les corporations, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour établir à un montant moindre que celui prévu à l'article 3 de la même loi la taxe payable sur le capital de toute compagnie qui ne fait qu'une partie de ses affaires dans la province;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 39 de cette même loi, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, est autorisé à changer ou modifier les impôts prévus par la présente loi, de la manière et dans la proportion qu'il le jugera à propos.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement modifiant le règlement édicté par l'arrêté en conseil numéro 3471 du 15 décembre 1967 et portant sur la taxe payable sur le capital versé par certaines compagnies qui ne font qu'une partie de leurs affaires au Québec, et la Loi de l'impôt sur les corporations ».

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1528-72

Québec, May 31, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the regulation enacted by Order in Council 3471 of December 15, 1967, and pertaining to the tax on paid-up capital payable by certain companies which do only part of their business in Québec, and the Corporation Tax Act.

WHEREAS under paragraph *a* of section 4 of the Corporation Tax Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to fix at a sum less than that prescribed by section 3 of the same act the tax on paid-up capital payable by any company which does only part of its business in the Province;

WHEREAS under section 39 of the same act, the Lieutenant-Governor in Council is authorized, upon the recommendation of the Minister, to change or modify the taxes prescribed by this act, in the manner and in the proportion which he may deem proper.

THEREFORE IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended regulation entitled: "Regulation amending the regulation enacted by Order in Council 3471 of December 15, 1967, and pertaining to the tax on paid-up capital payable by certain companies which do only part of their business in Québec, and the Corporation Tax Act", be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

1R-747

Règlement modifiant le règlement édicté par l'arrêté en conseil numéro 3471 du 15 décembre 1967 et portant sur la taxe payable sur le capital versé par certaines compagnies qui ne font qu'une partie de leurs affaires au Québec, et la Loi de l'impôt sur les corporations.

1° Le règlement édicté par l'arrêté en conseil numéro 3471 du 15 décembre 1967 est modifié en ajoutant après l'article 2 l'article suivant:

« 2A) Pour les fins de l'article 2, les recettes brutes provenant de la vente en gros d'électricité sont attribuées à l'établissement situé dans la juridiction où l'électricité est produite ».

2° Le présent règlement a effet à compter du 1er décembre 1971.

46405-o

Regulation amending the regulation enacted by Order in Council 3471 of December 15, 1967, and pertaining to the tax on paid-up capital payable by certain companies which do only part of their business in Québec, and the Corporation Tax Act.

1. The regulation enacted by Order in Council 3471 of December 15, 1967, is amended by adding after section 2 the following section:

"2A) For the purposes of section 2, gross revenue derived from the sale at wholesale of electricity is attributed to the establishment located in the jurisdiction where the electricity is generated."

2. This regulation takes effect as of December 1, 1971.

46405-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1529-72

Québec, le 31 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la nomination des inspecteurs en vertu de la Loi des établissements industriels et commerciaux.

ATTENDU QUE le paragraphe 20 de l'article 32 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, (Lois de 1968, chapitre 45 et modifications), permet au ministre de confier à la Commission de l'industrie de la construction tout travail de contrôle ou de mise à exécution de lois ou règlements connexes au domaine de la construction qui relèvent de la compétence du ministre;

ATTENDU QUE l'article 21 de la Loi des établissements industriels et commerciaux, (Statuts refondus 1964, chapitre 150), donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de nommer des inspecteurs pour l'application de cette dernière loi et de ses règlements;

ATTENDU QU'à la demande du ministre du Travail et de la main-d'oeuvre, la Commission de l'industrie de la construction accepte de participer à l'application des règlements de sécurité adoptés en vertu de la Loi des établissements industriels et commerciaux ci-après énumérés;

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté l'arrêté en conseil no 893-72 du 22 mars 1972 publié dans la *Gazette officielle* du 6 mai 1972;

ATTENDU QUE ledit arrêté établit à l'annexe 1 une liste desdits inspecteurs;

ATTENDU QU'il y a lieu d'ajouter à cette liste d'autres inspecteurs de la Commission de l'industrie de la construction.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1529-72

Québec, May 31, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the nomination of inspectors under the Industrial and Commercial Establishments Act.

WHEREAS subsection 20 of section 32 of the Act respecting labour relations in the construction industry (Act of 1968, chapter 45 and amendments), allows the Minister to entrust to the Construction Industry Commission any work respecting the control or enforcement of laws or regulations related to construction and which pertain to the Minister;

WHEREAS section 21 of the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q. 1964, chapter 150), gives the Lieutenant-Governor in Council the power to name inspectors for the enforcement of the Act and its regulations;

WHEREAS at the request of the Minister of Labour and Manpower, the Construction Industry Commission agrees to participate in the enforcement of the safety regulations adopted under the Industrial and Commercial Establishments Act, hereafter enumerated;

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council has adopted Order in Council No. 893-72 of March 22, 1972 published in the *Québec Official Gazette* of May 6, 1972;

WHEREAS the said Order in Council sets down in Appendix I a liste of the said inspectors;

WHEREAS there is reason to add to this list other inspectors of the Construction Industry Commission.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE la liste ci-jointe soit ajoutée à l'Annexe I de l'arrêté en conseil no 893-72 du 22 mars 1972 et en fasse partie intégrale.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46403-o

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the list hereto attached be added to Appendix I of Order in Council No. 893-72 of March 22, 1972, and become an integral part of the said Order in Council.

THAT the present Order in Council come into force the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46403-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1545-72

Québec, le 6 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification aux règlements de la Loi de l'aide sociale.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (Lois du Québec 1969, chapitre 63 et amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil possède un pouvoir de réglementation;

ATTENDU QU'aux termes de l'arrêté en conseil numéro 3491 du 17 septembre 1970, des règlements ont été adoptés sous l'empire de cette même loi;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier ces règlements;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE, sous l'autorité de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (Lois du Québec 1969, chapitre 63 et amendements), le règlement numéro 2 de l'aide sociale soit modifié en ajoutant l'article 2.05 suivant:

« 2.05. L'aide sociale peut aussi couvrir une seule fois par année, à la personne seule ou la famille, une aide équivalente aux deux-tiers (⅔) du montant mensuel versé au titre de la nourriture, du vêtement, des nécessités personnelles et domestiques et des frais afférents à l'habitation lorsque cette personne seule ou famille, durant une période d'aide, déménage du territoire desservi par le Service de Bien-Être de la Ville de Montréal à un territoire desservi par un bureau local relevant du ministère ».

QUE cette modification entre en vigueur lors de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46420-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1545-72

Québec, June 6, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING an amendment to the regulations under the Social Aid Act.

WHEREAS under section 48 of the Social Aid Act (S.Q. 1969, ch. 63 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council has regulatory powers;

WHEREAS pursuant to Order in Council No. 3491 dated September 17, 1970 regulations were made under this same Act;

WHEREAS it has become necessary to amend such regulations;

IT IS ORDERED therefore upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT under section 48 of the Social Aid Act (S.Q. 1969, ch. 63 and amendments), Regulation Number 2 of the Social Aid Act be amended by adding section 2.05 as follows:

"2.05 An individual or a family may, once only during an interval of one year, receive additional social aid equivalent to two-thirds (⅔) of the monthly amount paid for food, clothing, personal and household requirements and habitation costs, where such individual or family changes domicile during an aid period from the territory served by the Welfare Service of the City of Montreal to a territory served by a local office of the Department."

THAT this amendment come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46420-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1549-72

Québec, le 6 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les pouvoirs de la Régie des loteries et courses en matière de systèmes de loteries et les modalités selon lesquelles des licences peuvent être délivrées.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la justice:

QUE la date d'entrée en vigueur des articles 29, 31 et 32 du règlement numéro 1 relatif aux licences pour systèmes de loteries, fixée au 1er septembre 1971 ou à toute autre date par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1435, en date du 21 avril 1971, et reportée au 1er janvier 1972 en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2979, en date du 25 août 1971, et au 1er juin 1972 en vertu de l'arrêté en conseil numéro 4344, en date du 22 décembre 1971, soit de nouveau reportée au 1er janvier 1973.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46419-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1549-72

Québec, June 6, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the powers of the *Régie des loteries et courses du Québec* with respect to lottery schemes and the terms and conditions subject to which licences may be issued.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Justice;

THAT the date of coming into force of sections 29, 31 and 32 of Regulation No. 1 respecting licences to conduct and manage lottery schemes, fixed at September 1, 1971 or at any other date by the Lieutenant-Governor in Council under Order in Council No. 1435 dated April 21, 1971, and deferred to January 1, 1972 under Order in Council No. 2979 dated August 25, 1971, and to June 1, 1972 under Order in Council No. 4344 dated December 22, 1971, be again deferred to January 1, 1973.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46419-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil exécutif

Numéro 1618-72

Québec, le 6 juin 1973

Présent : Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 1790 du 12 octobre 1966, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE ledit comité paritaire s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe *i* de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications),

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre audit Comité paritaire, de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret qu'il administre;

I.R-750

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1618-72

Québec, June 6, 1972.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal.

WHEREAS the Parity Committee of Men's Hairdresser of Montreal commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 1790 of October 12, 1966, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre :

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS POUR HOMMES DE MONTRÉAL

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe *i* de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications), le Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 1790 du 12 octobre 1966, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

I- *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante :

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 1790 du 12 octobre 1966, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés assujettis audit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels, assujettis au décret numéro 1790 du 12 octobre 1966, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe *a*) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans assujettis au décret numéro 1790 du 12 octobre 1966, y compris toutes modifications ultérieures, versent mensuellement au Comité paritaire une somme équivalente à 0.50¢ par semaine.

Est annexé au présent règlement l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

PARITY COMMITTEE OF MEN'S HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Regulation Number 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q.S. 1969, chapter 49), the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 1790 of October 12, 1966 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- *Levy*

The levy is exigible for the period extending from July 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) All professional employers governed by Decree No. 1790 of October 12, 1966 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowances or bonuses).

(*b*) All professional employers governed by Decree No. 1790 of October 12, 1966 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection *a* while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(*c*) All artisans governed by Decree No. 1790 of October 12, 1966 and all further amendments, shall pay monthly to the Parity Committee an amount equal to $0.50 per week.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS POUR HOMMES DE MONTRÉAL

Prévisions budgétaires pour la période du 1er janvier 1972 au 31 décembre 1972

Revenus :	
Cotisations patronales	$ 15,480.
Cotisations ouvrières	$ 15,480.
Cotisations artisanales	$ 24,200.
Pourcentage sur réclamations	$ 800.
Amendes	$ 2,500.
Frais d'examens	$ 2,800.
Locations	$ 375.
Total des revenus prévus	$ 61,635.
Comptes dépenses administration générale :	
Salaires administration générale	$ 27,300.
Assurance-chômage (part du comité)	$ 265.
Régime Rentes du Québec (par du comité)	$ 305.
Assurance-maladie du Québec (part du comité)	$ 183.
Assurances collectives (part du comité)	$ 52.
Caisse de retraite (part du comité)	$ 1,560.
Commission des Accidents du Travail	$ 56.
Papeterie et accessoires de bureau	$ 3,000.
Frais judiciaires	$ 5,000.
Ententes de services	$ 592.
Téléphones et télégrammes	$ 1,180.
Frais postaux	$ 2,600.
Remboursement d'emprunts (capital)	$ 3,000.
Intérêts et frais de banque	$ 300.
Remboursement de dépenses autorisées	$ 275.
Abonnement et publicité	$ 20.
Publication de décret et publicité	$ 750.
Assurance fidéjussion	$ 20.
Assurances générales	$ 100.
Vérificateur	$ 1,000.
Autres dépenses	$ 500
Total dépenses, administration générale prévues	$ 48,158.
Comptes dépenses administration inspection-vérification:	
Salaires des inspecteurs	$ 16,900.
Assurance-chômage (part du comité)	$ 158.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 172.

PARITY COMMITTEE OF MEN'S HAIRDRESSER'S OF MONTREAL

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st, 1972 to December 31, 1972

Revenue:	
Employers' dues	$ 15,480.
Employees' dues	$ 15,480.
Artisans' dues	$ 24,200.
Percentage on claims	$ 800.
Fines	$ 2,500.
Examination fees	$ 2,800.
Rentals	$ 375.
Estimated total revenue	$ 61,635.
General administration expensive:	
Salaries, general administration	$ 27,300.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 265.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 305.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 183.
Group Insurance (Committee's share)	$ 52.
Retirement pension fund (Committee's share)	$ 1,560.
Workmen's Compensation Commission	$ 56.
Stationery and office equipment	$ 3,000.
Legal fees	$ 5,000.
Contracts for services	$ 592.
Telephones and telegrams	$ 1,180.
Postage	$ 2,600.
Redemption of loans (capital)	$ 3,000.
Banking, interest and costs	$ 300.
Reimbursement of authorized expenses	$ 275.
Subscription and advertising	$ 20.
Publication of decree and advertising	$ 750.
Fidelity bond	$ 20.
General Insurance	$ 100.
Auditor's fees	$ 1,000.
Other expenses	$ 500.
Estimated total, general administration expenses	$ 48,158.
Inspection-auditing administration expenses:	
Inspectors' salaries	$ 16,900.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 158.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 172.

Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	106.
Assurances collectives (part du comité)	$	76.
Caisse de retraite (part du comité)	$	780.
Commission des Accidents du Travail	$	34.
Allocations automobiles	$	3,000.
Gasoline	$	1,600.
Autres dépenses	$	1,500.
Total dépenses, administration inspecteurs:	$	24,326.
Comptes dépenses administration propriété:		
Loyer	$	2,025.
Éclairage	$	105.
Chauffage	$	150.
Total dépenses, administration propriété prévues	$	2,280.
Comptes dépenses membres du comité:		
Assemblées régulières jetons de présences	$	480.
Assemblées régulières frais déplacements	$	1,500.
Assemblées spéciales jetons de présences	$	200.
Assemblées spéciales frais déplacements	$	625.
Total dépenses, membres du comité prévues:	$	2,805.
Comptes divers:		
Frais-examens de qualification du travail	$	3,150.
Total reporté des revenus prévus:		$ 61,635.
Dépenses:		
Comptes de dépenses administration générale	$ 48,158.	
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 24,326.	
Comptes de dépenses administration propriété	$ 2,280.	
Comptes de dépenses membres du Comité	$ 2,805.	
Comptes divers	$ 3,150.	
Total des dépenses prévues:		$ 80,719.
Déficit prévu,		$ 19,084.

46403-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1619-72

Québec, le 6 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité conjoint des coiffeurs de Québec

Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	106.
Group Insurance (Committee's share)	$	76.
Retirement pension fund (Committee's share)	$	780.
Workmen's Compensation Commission	$	34.
Automobile allowance	$	3,000.
Gasoline	$	1,600.
Other expenses	$	1,500.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$	24,326.
Expenses for administration of premises:		
Rent	$	2,025.
Light	$	105.
Heating	$	150.
Estimated total, expenses for administration of premises	$	2,280.
Expenses, committee members:		
Regular meetings, attendance fees	$	480.
Regular meetings, travelling expenses	$	1,500.
Special meetings, attendance fees	$	200.
Special meetings, travelling expenses	$	625.
Estimated total expenses, committee members	$	2,805.
Miscellaneous expenses:		
Competency examination expenses	$	3,150.
Estimated total revenue carried forward		$ 61,635.
Expenditure:		
General administration expenses	$ 48,158.	
Inspection-auditing administration expenses	$ 24,326.	
Expenses for administration of premises	$ 2,280.	
Expenses, Committee membes	$ 2,805.	
Miscellaneous expenses	$ 3,150.	
Estimated total expenses		$ 80,719.
Estimated deficit		$ 19,084.

46403-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1619-72

Québec, June 6, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Joint Committee of Hairdressers of Québec.

LR-753

ATTENDU QUE le Comité conjoint des coiffeurs de Québec, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 44 du 14 janvier 1954, y compris toutes modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE ledit comité paritaire s'est conformé à l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre audit Comité paritaire de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret dont il est chargé d'assurer la surveillance et l'observance;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre;

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité conjoint des coiffeurs de Québec soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

COMITÉ CONJOINT DES COIFFEURS DE QUÉBEC

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément à l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications), le Comité conjoint des coiffeurs de Québec, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 44 du 14 janvier 1954, y compris toutes modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

I- *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 44 du 14 janvier 1954, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés assujettis audit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 44 du 14 janvier 1954, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au comité

WHEREAS the Joint Commission of Hairdressers of Québec commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 44 of January 14, 1954, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (*i*) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Joint Committee of Hairdressers of Québec be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

JOINT COMMITTEE OF HAIRDRESSERS OF QUÉBEC

Regulation Number 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection (*i*) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q.S. 1969, chapter 49), the Joint Committee of Hairdressers of Québec entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 44 of January 14, 1954 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- *Levy*

The levy is exigible for the period extending from July 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) All professional employers governed by Decree No. 44 of January 14, 1954 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowances or bonuses).

(*b*) All professional employers governed by Decree No. 44 of January 14, 1954 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all

paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe *a*) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans assujettis au décret numéro 44 du 14 janvier 1954, y compris toutes modifications ultérieures, versent mensuellement au comité paritaire une somme équivalente à $0.50 par semaine.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

COMITÉ CONJOINT DES COIFFEURS DE QUÉBEC

Prévisions budgétaires pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972

Revenus:	
Cotisations patronales	$ 20.000.
Cotisations ouvrières	$ 20.000.
Cotisations artisanales	$ 40.000.
Pourcentage sur réclamations	$ 2.882.
Amendes	$ 3.360.
Frais d'examens	$ 6.262.
Intérêts sur placements comptabilité générale	$ 457.
Total des revenus prévus	$ 92.961.
Comptes dépenses administration générale:	
Salaires administration générale	$ 29.407.
Assurance-chômage (part du comité)	$ 190.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 304.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$ 235.
Assurances collectives (part du comité)	$ 211.
Commission des Accidents du Travail	$ 59.
Papeterie et accessoires de bureau	$ 5.000.
Frais judiciaires	$ 4.521.
Location d'équipement	$ 485.
Ententes de services	$ 454.
Téléphones et télégrammes	$ 3.217.
Frais postaux	$ 2.704.
Remboursement de dépenses autorisées	$ 1.820.
Abonnement et publicité	$ 23.
Publication de décret et publicité	$ 900.
Assurance fidéjussion	$ 20.
Assurances générales	$ 40.

amounts collected under the foregoing subsection (*a*) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(*c*) All artisans governed by Decree No. 44 of January 14, 1954 and all further amendments, shall pay monthly to the Parity Committee an amount equal to $0.50 per week.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

JOINT COMMITTEE OF HAIRDRESSERS OF QUÉBEC

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31, 1972

Revenue:	
Employers' dues	$ 20.000.
Employees' dues	$ 20.000.
Artisans' dues	$ 40.000.
Percentage on claims	$ 2.882.
Fines	$ 3.360.
Examination fees	$ 6.262.
Interest on investments general accounting	$ 457.
Estimated total revenue	$ 92.961.
General administration expensive:	
Salaries, general administration	$ 29.407.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 190.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 304.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 235.
Group Insurance (Committee's share)	$ 211.
Workmen's Compensation Commission	$ 59.
Stationery and office equipment	$ 5.000.
Legal fees	$ 4.521.
Equipment rental	$ 485.
Contracts for services	$ 454.
Telephones and telegrams	$ 3.217.
Postage	$ 2.704.
Reimbursement of authorized expenses	$ 1.820.
Subscription and advertising	$ 23.
Publication of decree and advertising	$ 900.
Fidelity bond	20.
General Insurance	$ 40.

Vérificateur	$	300.
Autres dépenses	$	40.
Total dépenses, administration générale prévues	$	49,930.
Comptes dépenses administration inspection-vérification:		
Salaires des inspecteurs	$	14,398.
Assurance-chômage (part du comité)	$	159.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	173.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	109.
Assurances collectives (part du comité)	$	138.
Commission des Accidents du Travail	$	29.
Papeterie et accessoires de bureau	$	1,185.
Remboursement de dépenses autorisées	$	6,000.
Allocations automobiles	$	4,160.
Total dépenses, administration inspecteurs	$	26,351.
Comptes dépenses administration propriété:		
Loyer	$	1,896.
Entretien (matériel seulement)	$	1,055.
Total dépenses, administration propriété prévues	$	2,951.
Comptes dépenses membres du comité:		
Congrès et délégations	$	350.
Assemblées régulières jetons de présences	$	480.
Assemblées régulières frais déplacements	$	1,440.
Assemblées spéciales jetons de présences	$	125.
Assemblées spéciales frais déplacements	$	375.
Total dépenses, membres du comité prévues	$	2,770.
Comptes divers:		
Frais-examens de qualification du travail	$	3,600.
Immobilisations à même les revenus:		
Équipements de bureau	$	250.
Total immobilisations, à même les revenus prévues	$	250.
Total reporté des prevenus prévus		$ 92,961.
Dépenses:		
Comptes de dépenses administration générale	$ 49,930.	
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 26,351.	
Comptes de dépenses administration propriété	$ 2,951.	
Comptes de dépenses membres du comité	$ 2,770.	
Comptes divers	$ 3,600.	
Total des dépenses prévues		$ 85,602.

LR-756

Auditor's fees	$	300.
Other expenses	$	40.
Estimated total, general administration expenses	$	49,930.
Inspection-auditing administration expenses:		
Inspectors' salaries	$	14,398.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$	159.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$	173.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	109.
Group Insurance (Committee's share)	$	138.
Workmen's Compensation Commission	$	29.
Stationery and office equipment	$	1,185.
Reimbursement of authorized expenses	$	6,000.
Automobile allowance	$	4,160.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$	26,351.
Expenses for administration of premises:		
Rent	$	1,896.
Maintenance (equipment only)	$	1,055.
Estimated total, expenses for administration of premises	$	2,951.
Expenses, committee members:		
Conference and delegation expenses	$	350.
Regular meetings, attendance fees	$	480.
Regular meetings, travelling expenses	$	1,440.
Special meetings, attendance fees	$	125.
Special meetings, travelling expenses	$	375.
Estimated total expenses, committee members	$	2,770.
Miscellaneous expenses:		
Competency examination expenses	$	3,600.
Fixed assets paid out of revenue:		
Office equipment	$	250.
Estimated total, fixed assets paid out of revenue	$	250.
Estimated total revenue carried forward		$ 92,961.
Expenditure:		
General administration expenses	$ 49,930.	
Inspection-auditing administration expenses	$ 26,351.	
Expenses for administration of premises	$ 2,951.	
Expenses, committee members	$ 2,770.	
Miscellaneous expenses	$ 3,600.	
Estimated total expenses		$ 85,602.

Surplus prévu, avant immobilisations	$	7,359.
Moins:		
Immobilisations à même les revenus	$	250.
Surplus prévu, après immobilisations	$	7,109.

46403-o

Estimated surplus before capitalisation	$	7,359.
Deduct:		
Fixed assets paid out of revenue	$	250.
Estimated surplus after capitalisation	$	7,109.

46403-o

Arrêté en Conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1620-72

Québec, le 6 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 977 du 14 juin 1960, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE le comité paritaire concerné s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et amendements);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre au comité paritaire concerné de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret qu'il administre:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DU SAGUENAY

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et amendements), le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 977 du 14 juin 1960, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement, rendant exigible le

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1620-72

Québec, June 6, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Saguenay Barbers' and Hairdressers' Parity Committee.

WHEREAS the Saguenay Barbers' and Hairdressers' Parity Committee commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 977 of June 14, 1960, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (*i*) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Saguenay Barbers' and Hairdressers' Parity Committee be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

SAGUENAY BARBERS' AND HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE

Regulation number 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection (*i*) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q.S. 1969, chapter 49), the Saguenay Barbers' and Hairdressers' Parity Committee entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 977 of June 14, 1960 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the

prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

1- *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 977 du 14 juin 1960, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés régis par ledit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels, régis par le décret numéro 977 du 14 juin 1960, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe *a*) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés régis par ledit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans régis par le décret numéro 977 du 14 juin 1960, y compris toutes modifications ultérieures, versent mensuellement au Comité paritaire une somme équivalente à $0.40 par semaine.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

1 - *Levy*

The levy is exigible for the period extending from July 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) All professional employers governed by Decree No. 977 of June 14, 1960 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowances or bonuses).

(*b*) All professional employers governed by Decree No. 977 of June 14, 1960 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (*a*) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(*c*) All artisans governed by Decree No. 977 of June 14, 1960 and all further amendments, shall pay monthly to the Parity Committee an amount equal to $0.40 per week.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DU SAGUENAY

Prévisions budgétaires pour la période du 1er janvier 1972 au 31 décembre 1972

Revenus:		
Cotisations patronales	$	2,600.
Cotisations ouvrières	$	2,600.
Cotisations artisanales	$	5,850.
Amendes	$	250.
Frais d'examens	$	750.
Intérêts sur placements comptabilité générale	$	20.
Autres revenus:		
Imprimerie et papeterie	$	50.
Total des revenus prévus	$	12,120.

THE SAGUENAY BARBERS' AND HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st, 1972 to December 31, 1972

Revenue:		
Employers' dues	$	2,600.
Employees' dues	$	2,600.
Artisans' dues	$	5,850.
Fines	$	250.
Examination fees	$	750.
Interest on investments general accounting	$	20.
Miscellaneous:		
Printing and stationery	$	50.
Estimated total revenue	$	12,120.

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	$	6,240.
Assurance-chômage (part du comité)	$	90.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	86.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	50.
Commission des Accidents du Travail	$	20.
Cours de perfectionnement — Cours d'hygiène	$	450.
Papeterie et accessoires de bureau	$	150.
Frais judiciaires	$	300.
Téléphones et télégrammes	$	160.
Frais postaux	$	160.
Intérêts et frais de banque	$	40.
Abonnement et publicité	$	40.
Publication de décret et publicité	$	50.
Assurance fidéjussion	$	45.
Assurances générales	$	15.
Vérificateur	$	240.
Total dépenses, administration générale prévues	$	8,136.

Comptes dépenses administration inspection-vérification:

Remboursement de dépenses autorisées	$	650.
Allocations automobiles	$	600.
Total dépenses, administration inspecteurs	$	1,250.

Comptes dépenses administration propriété:

Loyer	$	600.
Taxes municipales	$	65.
Total dépenses, administration propriété prévues	$	665.

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblées régulières jetons de présences	$	400.
Assemblées régulières frais déplacements	$	400.
Total dépenses, membres du comité prévues:	$	800.

Comptes divers:

Frais-examens de qualification du travail	$	730.
Total reporté des revenus prévus:	$	12,120.

Dépenses:

Comptes de dépenses administration générale	$	8,136.
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$	1,250.
Comptes de dépenses administration propriété	$	665.
Comptes de dépenses membres du Comité	$	800.

General administrative expensive:

Salaries, general administration	$	6,240.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$	90.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$	86.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	50.
Workmen's Compensation Commission	$	20.
Training courses — Health courses	$	450.
Stationery and office equipment	$	150.
Legal fees	$	300.
Telephone and telegrams	$	160.
Postage	$	160.
Banking, interest and costs	$	40.
Subscription and advertising	$	40.
Publication of decree and advertising	$	50.
Fidelity bond	$	45.
General Insurance	$	15.
Auditor's fees	$	240.
Estimated total, general administration expenses	$	8,136.

Inspection-auditing administration expenses:

Reimbursement of authorized expenses	$	650.
Automobile allowance	$	600.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$	1,250.

Expenses for administration of premises:

Rent	$	600.
Municipal taxes	$	65.
Estimated total, expenses for administration of premises	$	665.

Expenses, committee members:

Regular meetings, attendance fees	$	400.
Regular meetings, travelling expenses	$	400.
Estimated total expenses, committee members	$	800.

Miscellaneous expenses:

Competency examination expenses	$	730.
Estimated total revenue carried forward	$	12,120.

Expenditure:

General administration expenses	$	8,136.
Inspection-auditing administration expenses	$	1,250.
Expenses for administration of premises	$	665.
Expenses, committee members	$	800.

Comptes divers		
Examens	$ 730.	
Total des dépenses prévues		$ 11,581.
Surplus prévu, avant immobilisations		$ 539.
Moins:		
Surplus prévu, après immobilisations		$ 539.

46403-o

Miscellaneous expenses		
Examinations	$ 730.	
Estimated total expenses		$ 11,581.
Estimated surplus, before capitalisation		$ 539.
Deduct:		
Estimated suplus, after capitalisation		$ 539.

46403-o

Avis divers

Avis est par les présentes donné que les amendements dont vous trouverez les textes ci-joints, aux règlements de la Corporation des Maîtres-électriciens du Québec dont le siège social est dans la cité de Montréal seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration de trente jours suivant la date de la publication du présent avis, le tout conformément aux dispositions de l'article no. 13 de la loi des Maîtres-électriciens du Québec, S.R.Q. 1964, chap. 153.

RÉAL MIREAULT,
Sous-ministre.

EXTRAIT du procès-verbal de la 69ème assemblée des membres du Conseil provincial d'administration de la Corporation des Maîtres Électriciens du Québec tenue le 15 avril 1972 à 5:45 p.m. dans la Salle R-84 du Pavillon des Humanités, CEGEP des Trois-Rivières, 3175 boul. Laviolette, Trois-Rivières.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-1 D'amender l'article 147 de nos règlements en le remplaçant par le suivant:

ARTICLE 147. Le membre doit payer chaque année à la Corporation une cotisation égale à 1% du montant total des salaires productifs payés au cours de la dernière année de calendrier précédant immédiatement celle de la Corporation. En tout temps, le membre doit verser une cotisation minimum équivalente à 1% des salaires de 2,000 heures de travail productif et qui ne peut excéder un maximum de 1% des salaires de 10,000 heures de travail productif, calculées au taux de base minimum du salaire de l'électricien qualifié (compagnons senior) en vigueur au début de l'année financière de la Corporation. Ce taux de base est celui qui existe dans la région où l'entrepreneur électricien a sa principale place d'affaires à la date susmentionnée.

Miscellaneous Notice

Notice is hereby given that the amendments, for which the texts are here attached, to the regulations of the Corporation of Master Electricians of Québec, which corporation has its corporate seat in Montreal City, shall be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council, on the expiry of the 30 days following the date of publication of the present notice, in conformity with the provisions of section No. 13 of the Master Electricians Act of Québec, R.S.Q. 1964, chapter 153.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

EXTRACT from the minutes of the 69th meeting of the Provincial Board of Directors of the Corporation of Master Electricians of Québec held at 5:45 P.M., on April 15th 1972 in Room R-84 of the Pavillon des Humanités, CEGEP des Trois-Rivières, 3175 Laviolette Boulevard, Trois-Rivières.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-1 To amend Section 147 of our Regulations, replacing it by the following:

SECTION 147. The member must pay each year to the Corporation a fee equivalent to 1% of the total amount of the productive salaries paid during the course of the last calendar year immediately preceding that of the Corporation. At all times, the member must pay a minimum fee equivalent to 1% of the salaries for 2,000 productive working hours and which cannot exceed a maximum of 1% of the salaries for 10,000 hours of productive work, calculated at the minimum basic rate of the salary of the qualified electrician (senior journeyman) in force at the beginning of the financial year of the Corporation. This basic rate is that in existence in the region where the electrical contractor has his place of business at the above mentioned date.

Lorsque le secrétaire-exécutif a des raisons de croire inexact le montant de la cotisation versée par le membre, il lui en fait part. Après échange d'explications, s'il le juge à propos, le secrétaire-exécutif soumet le cas au Comité de discipline.

Ristournes aux sections.

À l'exception de la section provinciale, la Corporation doit verser à chaque section pour sa régie interne $20 par membre dans son territoire.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-2 D'ajouter après l'article 147, l'article suivant:

ARTICLE 147A. — Cotisation supplémentaire — La Corporation peut imposer aux membres de la section provinciale une cotisation supplémentaire égale à 1% du montant total des salaires productifs payés au cours de la dernière année de calendrier précédant immédiatement celle de la Corporation. En tout temps, un membre de la section provinciale doit verser une cotisation minimum équivalente à 1% des salaires de 2,000 heures de travail productif et qui ne peut excéder un maximum de 1% des salaires de 5,000 heures de travail productif calculées au taux de base minimum du salaire de l'électricien qualifié (compagnon senior) en vigueur au début de l'année financière de la Corporation. Ce taux de base est celui qui existe dans la région où l'entrepreneur électricien a sa principale place d'affaires à la date susmentionnée.

La Corporation verse en totalité à la section provinciale la cotisation supplémentaire prévue ci-haut.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-3 D'amender l'article 16 en le remplaçant par le suivant:

ARTICLE 16. — À l'exception de la section provinciale qui a le droit de déléguer deux administrateurs au Conseil provincial, chaque section a le droit de déléguer au Conseil un administrateur par 200 membres ou fraction de 200 membres qu'elle groupe dans son territoire. Ces délégués sont choisis de la façon indiquée à l'article 123 des présents règlements.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-4 D'ajouter l'article suivant après l'article 16:

ARTICLE 16A. — L'administrateur délégué par la section provinciale ne peut être administrateur délégué d'une section territoriale. Son choix au poste d'administrateur délégué de la section provinciale rend automatiquement vacant son poste d'administrateur délégué de la section territoriale et vice versa.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-5 D'amender l'article 17 paragraphe *c*) en le remplaçant par le suivant:

ARTICLE 17. *c*) Les administrateurs élus le sont alternativement à chaque année pour une période de deux ans, à raison de quatre pour les années paires et de cinq pour les années impaires. À chaque année, l'un de ceux-ci est élu par les membres de la section provinciale,

Where the Executive-Secretary has reasons to believe inaccurate the amount of the fee paid by the member, he notices him. Following exchange of explanations, if he so judges appropriate, the Executive-Secretary submits the case to the Committee on Discipline.

Refund the sections.

With the exception of the Provincial Section, the Corporation must pay to each section for its own administration $20 for each member, in its territory.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-2 To add after Section 147, the following section:

SECTION 147 A. — Additional fee — The Corporation may impose to the members of the Provincial section an additional fee equal to 1% of the total amount of the productive salaries paid during the last calendar year preceding immediately that of the Corporation. At all times, a member of the Provincial section must pay a minimum fee equal to 1% of the salaries for 2,000 productive working hours and which cannot exceed a maximum of 1% of the salaries for 5,000 hours of productive work, calculated at the minimum basic rate of the salary of the qualified electrician (senior journeyman) in force at the beginning of the financial year of the Corporation. This basic rate is that in existence in the region where the electrical contractor has his main place of business at the above mentioned date.

The Corporation pays in full to the Provincial section the additional fee hereabove specified.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-3 To amend Section 16 by replacing it by the following:

SECTION 16. — With the exception of the Provincial section which has the right to delegate two directors to the Provincial Board, each section has the right to delegate to the Board one director for 200 members or fraction of 200 members that it groups in its territory. These delegates are selected in the manner indicated at Section 123 of the present Regulations.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-4 To add the following Section after Section 16:

SECTION 16A. — The director delegated by the Provincial section may not be director delegate of a territorial section. His election to the post of director delegate for the Procincial section makes automatically vacant his post of director delegate for the territorial section and vice versa.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-5 To amend Section 17, paragraph (*c*) by replacing it by the following:

SECTION 17. — (*c*) The directors elected are so elected alternatively at each year for a period of two years, at the rate of four for the even years and five the off years. At each year, one of these is elected by the members of the Provincial section, in accordance with

suivant le mode de scrutin particulier prévu pour le choix de cet administrateur. Les autres administrateurs sont élus par l'Assemblée générale annuelle.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-6 De modifier l'article 23 des Règlements Refondus 1968 en ajoutant après le troisième paragraphe de cet article, le paragraphe suivant:

En tout temps, le membre du Comité exécutif élu par la section provinciale est remplacé par un autre membre désigné par le Comité exécutif de la section provinciale.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-7 D'amender l'article 24 des Règlements Refondus 1968 en ajoutant les paragraphes suivants après le paragraphe (*b*) dudit article:

c) Le membre qui a été élu ou s'est porté candidat à une fonction d'administrateur élu par les membres de la section provinciale ne peut porter sa candidature à une fonction d'administrateur élu pour l'élection qui aura lieu à l'Assemblée générale annuelle suivante de la Corporation.

d) Cependant l'acte de candidature à une fonction d'administrateur élu par les membres de la section provinciale doit être envoyé 40 jours avant l'Assemblée générale annuelle de la Corporation.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-8 D'amender l'article 26, deuxième paragraphe en remplaçant les chiffres 5 et 4 par les chiffres 4 et 3. Le deuxième paragraphe de l'article 26 devra donc se lire comme suit:

Si le nombre des candidats est inférieur à 4 ou à 3, selon le cas, il est du devoir du Comité des candidatures et des élections de proposer autant de candidats qu'il en faut pour combler les cadres selon les dispositions des présents règlements.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-9 D'amender l'article 30 des Règlements Refondus 1968 en remplaçant les chiffres 4 et 5 par les chiffres 3 et 4. Le nouvel article 30 devra donc se lire comme suit:

Après la tenue de l'élection, le président d'élections déclare élus membres du Comité exécutif les 3 ou 4 candidats, selon le cas, ayant recueilli le plus grand nombre de votes, en plus du candidat élu par la section provinciale.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-10 D'ajouter après l'article 36, l'article 36A:

ARTICLE 36A. — 1. S'il y a plus d'un candidat à un poste d'administrateur qui doit être élu par les membres de la section provinciale, le comité des candidatures et élections de la Corporation organise un scrutin parmi les membres de cette section. Dans la négative, il proclame élue la personne qui a soumis sa candidature.

2. Lorsqu'un scrutin est nécessaire, le comité des candidatures et élections envoie, vingt jours avant l'ou-

the special voting procedure provided for the election of that director. The other directors are elected by the Annual General Meeting.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-6 To amend Section 23 of the Revised Regulations 1968 by adding after the third paragraph of this Section, the following paragraph:

At all times, the member of the Executive Committee elected by the Provincial section is replaced by another member designated by the Executive Committee of the Provincial section.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-7 To amend Section 24 of the Revised Regulations 1968 by adding the following paragraphs after paragraph (*b*) of said Section:

(*c*) The member elected or who was candidate to a function of director elected by the members of the Provincial section may not present himself as a candidate to a function of director elected at the election to be held at the following Annual General Meeting of the Corporation.

(*d*) However, the notice of candidacy to a function of director elected by the members of the Provincial section must be filled 40 days prior to the Annual General Meeting of the Corporation.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-8 To amend Section 26, second paragraph by replacing the figures 5 and 4 by the figures 4 and 3. The second paragraph of Section 26 shall therefore read as follows:

If the number of candidates is inferior to 4 or to 3, according to the case, it is the duty of the Committee of candidacies and elections to propose as many candidates as required to fill the posts in accordance with the provisions of the present regulations.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-9 To amend Section 30 of the Revised Regulations 1968 by replacing the figures 4 and 5 by the figures 3 and 4. The new Section 30 shall therefore read as follows:

Following the holding of the election, the Election Chairman declares elected members of the Executive Committee the 3 or 4 candidates, according to the case, having accumulated the largest number of votes, besides the candidate elected by the Provincial section.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-10 To add following Section 36, Section 36A:

SECTION 36A. 1. Where there is more than one candidate to a post of director to be elected by the members of the Provincial section, the Committee of candidacies and elections of the Corporation organizes à vote among the members of this section. In the negative, he declares elected the person having submitted her candidacy.

2. When a vote is necessary, the Committee of candidacies and elections sends out, twenty days prior to the

verture de l'Assemblée générale annuelle, à tous les membres en règle de la section provinciale, un bulletin de vote contenant la liste alphabétique des candidats paraphée par le président du comité. Ce bulletin est accompagné de deux (2) enveloppes et d'un certificat attestant l'identité de celui qui aura utilisé le bulletin de vote. L'une des enveloppes est blanche et ne doit porter aucun signe d'identification. La seconde porte l'adresse du comité des candidatures et élections.

3. Sur réception de ce bulletin de vote, le membre fait une croix vis-à-vis du nom du candidat de son choix. Il place le bulletin dans l'enveloppe blanche et cachette celle-ci. Il signe le certificat attestant qu'il est bien celui qui a donné le vote contenu dans l'enveloppe. Il place l'enveloppe blanche contenant son bulletin dans l'enveloppe destinée au comité des candidatures et élections, dépose son certificat dans cette dernière enveloppe et retourne le tout au comité.

4. Le bulletin de vote doit être reçu par le comité des candidatures et élections au moins dix (10) jours avant l'ouverture de l'assemblée générale de la Corporation. Si ce délai expire un jour non juridique, il est prolongé au jour juridique suivant.

5. Dans les cinq (5) jours suivant la dernière date pour la réception des bulletins de vote, le comité des candidatures et élections se réunit pour l'ouverture des enveloppes. Il ouvre l'enveloppe contenant l'enveloppe blanche et le certificat. Après avoir vérifié celui-ci, il place l'enveloppe blanche dans une boîte de scrutin.

6. Après que toutes les enveloppes aient été placées dans la boîte de scrutin, on procède à son ouverture et au dépouillement des bulletins de vote contenus dans les enveloppes.

7. Le président d'élections doit écarter les enveloppes parvenues trop tard au siège social, toutes celles qui ne contiennent pas le certificat prescrit et tout bulletin qui n'est pas contenu dans une enveloppe blanche sans aucune marque qui permette d'identifier celui qui a donné son vote sur ce bulletin. Il écarte aussi l'enveloppe blanche qui contient plus qu'un bulletin de vote.

8. Il proclame élu à l'Assemblée générale annuelle le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de votes.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-11 D'ajouter après l'article 119, l'article 119A:

ARTICLE 119A. — 1. Il est également établi une section désignée comme section provinciale. L'adhésion à cette section est facultative.

2. Les membres de cette section demeurent membres des sections territoriales.

3. L'établissement de cette section vise à favoriser la participation aux activités de la Corporation des membres spécialisés dans la grande construction industrielle, et à aider au règlement de leurs problèmes profession-

opening of the Annual General Meeting, a voting ballot containing the alphabetic list of the candidates initiales by the Committee chairman. This ballot is accompanied by two (2) envelopes and a certificate attesting the identity of the one that shall utilize the voting ballot. One of the envelopes is white and must not carry any identification sign. The second carries the address of the Committee of candidacies and elections.

3. Upon receiving this voting ballot, the member makes a cross opposite the name of the candidate of his choice. He places the ballot inside the white envelope and seals it. He signs the certificate attesting that he is very well the one who has cast the vote contained in the envelope. He places the white envelope containing his ballot inside the envelope addressed to the Committee of candidacies and elections, places his certificate in this last envelope and returns the whole to the Committee.

4. The voting ballot must be received by the Committee of candidacies and elections at least ten (10) days prior to the opening of the General Meeting of the Corporation. If this delay expires on a non-legal day, it is extended to the next legal day.

5. In the five (5) days following the last date for the receiving of the voting ballots, the Committee of candidacies and elections meets to open the envelopes. It opens the envelope containing the white envelope and the certificate. After having checked the latter, it places the white envelope in a ballot box.

6. After all the envelopes have been placed in the ballot box, it is opened and the voting ballots contained in the envelopes are counted.

7. The election chairman must discard those envelopes that have reached the Headquarters too late, all those not containing the prescribed certificate and any ballot that is not contained in a white envelope bare of any marking that might permit identify the individual having cast his vote on this ballot. He also discards the white envelope that contains more than one voting ballot.

8. He declares elected at the Annual General Meeting the candidate having obtained the largest number of votes.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-11 To add after Section 119, Section 119A:

SECTION 119A. - 1. A section to be designated as Provincial section is also instituted. Adherence to this section is optional.

2. The members of this section remain members of the territorial sections.

3. The institutions of this section aims at encouraging participation to the activities of the Corporation of the members specialized in the large industrial, commercial or institutional and economic problems. However, any

nels et économiques spéciaux. Cependant tout autre membre de la Corporation peut y adhérer en payant la cotisation fixée.

4. La Corporation a droit d'imposer une cotisation à ces membres suivant les modalités prescrites à l'article 147A, afin de pourvoir à son administration et aux services particuliers demandés par ces membres.

Proposé, appuyé et résolu à l'unanimité

69-12 D'ajouter après l'article 159, l'article 160:

ARTICLE 160. La section provinciale ne pourra commencer ses activités qu'au moment où elle comptera cinquante (50) membres en règle ayant versé la cotisation supplémentaire prévue à l'article 147A. Cette première contribution sera conservée dans un fonds spécial par la Corporation jusqu'à ce que la section ait pu commencer ses activités. La section provinciale n'aura le droit de déléguer des représentants au conseil provincial d'administration et d'élire des membres au comité exécutif que si, le 15 août précédant l'assemblée générale annuelle, elle compte au moins cinquante (50) membres en règle. L'application des textes des articles 26 et 30 concernant la section provinciale ne se fera qu'à partir de cette date.

Si, le 31 décembre suivant une vérification faite annuellement, la section provinciale compte moins de 50 membres en règle, les mandats de ses délégués au Conseil provincial d'administration prennent fin de plein droit.

À la même date, les postes des administrateurs élus au Comité exécutif par les membres de la section provinciale deviennent vacants. Ils sont comblés de la façon prévue par les règlements.

Proposé par M.

Appué par M.

69-13 D'amender l'article 20 des Règlements Refondus 1968 en ajoutant à la fin de cet article, les paragraphes suivants:

4. La fonction d'administrateur élu devient aussi vacante si l'administrateur manque plus de 3 assemblées consécutives du Comité exécutif sans avoir communiqué par téléphone et confirmé par lettre au secrétaire-exécutif de la Corporation un avis d'absence invoquant une raison trouvée valable par le Comité exécutif. Cette disposition ne s'applique pas au président sortant de charge.

5. Le président provincial ne peut occuper en même temps un poste de président de section.

6. Aucun membre ne peut être à la fois président de plus d'une section à la fois.

Adopté à l'unanimité

Proposé par M.

Appuyé par M.

69-14 D'amender l'article 116 des Règlements Refondus 1968 en le remplaçant par le suivant:

ARTICLE 116. Les membres du conseil et du comité exécutif et de tous comités constitués suivant les

other member of the Corporation may be admitted by paying the decided fee.

4. The Corporation is authorized to levy a fee from these members in accordance with the provisions provided for in Section 147A to provide for its administration and the special services required by these members.

Proposed, seconded and adopted unanimously

69-12 To add after Section 159, Section 160:

SECTION 160. The Provincial section may not begin its activities until the time where it shall account for fifty (50) members in order having paid the additional fee provided at Section 147A. This initial contribution shall be kept in a special fund by the Corporation until the section is able to begin its activities. The Provincial section shall not be entitled to delegate representatives to the Provincial Board of directors and elect members to the Executive Committee unless, the fifteenth day of the month of August preceding the Annual General Meeting, it accounts for at least fifty (50) members in order. The application of the wordings of Sections 26 and 30 relative to the Provincial section shall take effect only after that date.

If, on December 31st, following a verification carried out each year, the Provincial section accounts for less than fifty (50) members in order, the mandated of its delegates to the Provincial Board of Directors shall, by right, come to an end.

At the same date, the posts of the directors elected to the Executive Committee by the members of the Provincial section shall become vacant. They shall be filled in the manner provided by the Regulations.

Proposed by Mr.

Seconded by Mr.

69-13 To amend Sections 20 of the Revised Regulations 1968 by adding at the end of this section the following paragraphs:

4. The function of elected director becomes also vacant if the director is absent from more than 3 consecutive meetings of the Executive Committee without having communicated by telephone and confirmed by letter to the Executive-secretary a notice of absence setting forth a reason found valid by the Executive Committee. This provision does not apply to the retiring President.

5. The Provincial Chairman may not hold simultaneously a post of Section Chairman.

6. No member may be at the same time Chairman of more than one section at the same time.

Adopted unanimously

Proposed by Mr.

Seconded by Mr.

69-14 To amend Section 116 of the Revised Regulations 1968 by replacing it with the following:

SECTION 116. The members of the Board and of the Executive Committee and of all committees insti-

prévisions des règlements ou formés par le conseil ou comité exécutif ont droit à une allocation maximum de $50 par jour de séance, sous forme de jetons de présence. Le conseil provincial statue par résolution sur les allocations pour les frais de transport, hôtel et repas et sur les conditions de leur paiement. Si les frais de séjour dépassent ceux prévus par les règlements ou résolutions adoptées, ils pourront être acquittés sur présentation de pièces justificatives.

Le président peut autoriser le paiement des allocations prévues à l'alinéa précédent à tout membre à qui il a demandé l'accomplissement d'un travail ou d'une mission dans l'intérêt de la Corporation.

Adopté à l'unanimité

Proposé par M.
Appuyé par M.

69-15 D'amender le 7ème paragraphe de l'article 119 en le remplaçant par le suivant:

OUTAOUAIS:
Papineau, Pontiac, Hull, Gatineau, Témiscamingue-Sud.

Adopté à l'unamité

Proposé par M.
Appuyé par M.

69-16 D'amender l'article 66 des Règlements Refondus 1968 en ajoutant le paragraphe suivant à la fin du dit article:

Le Ministre du travail et de la main-d'oeuvre peut désigner un représentant qui assistera aux séances du Comité des membres avec droit de parole mais sans droit de vote.

Adopté à l'unanimité

Proposé par M.
Appuyé par M.

69-17 D'amender l'article 69 des Règlements Refondus 1968 en ajoutant le paragraphe suivant à la fin de l'article 69:

Le Ministre du travail et de la main-doeuvre peut désigner un représentant qui assistera aux séances du Comité d'éthique professionnelle et de discipline avec droit de parole mais sans droit de vote.

Adopté à l'unanimité

Certifié copie conforme.

JEAN LEBON, ING., C.R.I.,
Directeur général.

Montréal, le 4 mai 1972.
46403-o

tuted in pursuance of the regulations or created by the Board or Executive Committee are entitled to a maximum allowance of $50 per day of sitting, in the form of attendance tally. The Provincial Board decrees by resolution concerning allowances for travelling, hotel and meals expenses and the conditions for their payment. If the attendance costs exceed those provided by the regulations or resolutions adopted, they may be paid upon presentation of vouchers.

The President may authorize payment of the allowance provided for in the preceding paragraph to any member from whom he has asked to carry out an assignment or a mission in the interest of the Corporation.

Adopted unanimously

Proposed By Mr.
Seconded by Mr.

69-15 To amend the seventh paragraph of Section 119 by replacing it by the following:

OTTAWA REGION:
Papineau, Pontiac, Hull, Gatineau, Témiscamingue-South.

Adopted unanimously

Proposed by Mr.
Seconded by Mr.

69-16 To amend Section 66 of the Revised Regulations 1968 by adding the following paragraph at the end of said Section:

The Minister of Labour and Manpower may designate a representative who shall attend the meetings of the members of the Committee with right to a voice but without right to vote.

Adopted unanimously

Proposed by Mr.
Seconded by Mr.

69-17 To amend Section 69 of the Revised Regulations 1968 by adding the following paragraph to Section 69:

The Minister of Labour and Manpower may design a representative who shall attend the meetings of the Professional ethics and Discipline Committee with right to voice but without right to vote.

Adopted unanimously

Certified copy.

JEAN LEBON, ENG., C.R.I.,
General Manager.

Montréal, Mai 4th 1972.
46403-o

Barreau du Québec

Avis est donné qu'en vertu du paragraphe 5 de l'article 50 de la Loi du Barreau (L.Q. 1966-67 ch. 77) la

Bar of the Province of Québec

Notice is given that under subsection 5 of section 50 of the Bar Act (S.Q. 1966-67, ch. 77) the following

modification suivante entre en vigueur à la date de la présente publication:

Modification du Règlement I

L'article 10 du Règlement I est modifié en ajoutant l'alinéa suivant au paragraphe 5:

Le candidat qui n'obtient pas soixante pour cent (60%), soit cent vingt (120) points, pour les troisième et quatrième séances peut se présenter à un nouvel examen sur les matières de ces deux séances, s'il a conservé soixante-cinq pour cent (65%) pour les première et deuxième séances. Dans tous les cas, le candidat doit conserver soixante-cinq pour cent (65%) sur l'ensemble.

Le secrétaire général,
JACQUES TISSEUR.

46406-o

amendment will come into force on the date of this publication:

Amendment to By-law I

Article 10 of By-Law I is amended by adding the following paragraph to paragraph 5:

A candidate who does not attain sixty percent (60%), namely one hundred and twenty (120) marks, in the third and fourth sittings may write a supplemental examination on the subjects of these two sittings, if he has attained sixty-five percent (65%) in the first and second sittings. In every case, the candidate must attain sixty-five percent (65%) in all the subjects taken as a whole.

JACQUES TISSEUR,
Secretary General.

46406-o

INDEX No 24

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

1491 — Curatelle publique (L.Q. 1971, ch. 81) *règlements* ... 4939
1491 — Public Curatorship Act (S.Q. 1971, ch. 81) *regulation* ... 4939
1527 — Impôt sur les corporations (S.R.Q. 1964, ch. 67 et amendements) modification à l'arrêté en conseil 521 de 1961 portant aussi sur les affaires faites en dehors du Québec ... 4966
1527 — Corporation Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 67 and amendments) amendment to Order in Council 521 of 1961 also pertaining to business transacted outside Québec ... 4966
1528 — Impôt sur les corporations (S.R.Q. 1964, ch. 67 et amendements) modification à l'arrêté en conseil 3471 de 1967 et portant sur la taxe payable sur le capital versé par certaines compagnies qui ne font qu'une partie de leurs affaires au Québec ... 4967
1528 — Corporation Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 67 and amendments) amendment to Order In Council 3471 of 1967, and pertaining to the tax on paid-up capital payable by certain companies which do only part of their business in Québec ... 4967
1529 — Établissements industriels et commerciaux, nomination des inspecteurs en vertu de la Loi (R.S.Q. 1964, ch. 150) ... 4968
1529 — Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q. 1964, ch. 150) nomination of inspectors ... 4968
1545 — Aide sociale (L.Q. 1969, ch. 63 et amendements) modifications aux règlements ... 4969
1545 — Social Aid Act (S.Q. 1969, ch. 63 and amendments) amendment to the regulations ... 4969
1549 — Régie des loteries et courses en matière de systèmes de loteries et les modalités selon lesquelles des licences peuvent être délivrées (*entrée en vigueur des articles 29, 31 et 32 du règlement No 1 reportée au 1er janvier 1973*) ... 4970
1549 — Régie des lotteries et courses du Québec with respect to lottery shcemes and the terms and conditions subject to which licenses may be issued (*coming into force of sections 29, 31 and 32 of Regulation No. 1 deferred to January 1, 1973*) ... 4970
1618 — Coiffeurs pour hommes, Montréal (*Approbatin du règlement No 1 relatif au prélèvement*) ... 4970
1618 — Hairdressers (Men's), Montreal (*Approval of Regulation No. 1 respecting the levy*) ... 4970
1619 — Coiffeurs, Québec (*Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement*) ... 4973
1619 — Hairdressers, Québec (*Approval of Regulation No 1 respecting the levy*) ... 4973
1620 — Barbiers et coiffeurs du Saguenay (*Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement*) ... 4977
1620 — Barbers and Hairdressers, Saguenay (*Approval of Regulation No. 1 respecting the levy*) ... 4977

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICES*

Bar of the Province of Québec (*By-law No. 1 amended*) ... 4985
Barreau du Québec (*Règlement No 1 modifié*) ... 4985
Corporation des Maîtres-électriciens du Québec (*Projet de règlements*) ... 4980
Corporation of Master Electricians of Québec (*Draft Regulation*) ... 4980

SOMMAIRE

Arrêtés en conseil 4939

Associations coopératives 4891

Avis divers 4896–4980

Caisses d'épargne et de crédit 4891

Changement de nom 4896

Compagnies:
- Demandes d'abandon de charte 4889
- Dissoutes 4886
- Divers 4897
- Lettres patentes 4826–4916
- Lettres patentes supplémentaires 4882
- Sièges sociaux 4893

Cies étrangères 4905

Demande à la législature 4902

Liquidation des compagnies — Loi de la .. 4905

Ministères:
- Affaires municipales 4904
- Terres et forêts 4904
- Voirie 4887

Proclamations 4913

Renseignements sur les compagnies:
- Avis de dissolution éventuelle de corporations 4910
- Lettres patentes annulées 4910
- Révocation de dissolution 4909

Société d'habitation du Québec 4903

Soumissions 4916

Syndicats professionnels 4921

Ventes par shérifs 4921

Vente pour taxes 4931

SUMMARY

Applications to legislature 4902

Change of Name Act 4896

Companies Act:
- Application for surrender of charter 4889
- Dissolved 4886
- Head offices 4893
- Letters patent 4826–4916
- Miscellaneous 4897
- Supplementary Letters Patent 4882

Companies Informations Act:
- Letters patent annuled 4910
- Notice of eventual dissolution corporations... 4910
- Revocation of Dissolution 4909

Cooperative Associations 4891

Departments:
- Lands and Forests 4904
- Municipal Affairs 4904
- Roads 4887

Extra-Provincial Companies 4905

Miscellaneous notices 4896–4980

Orders in Council 4939

Proclamations 4913

Professional Syndicates 4921

Québec Housing Corporation 4903

Sales by Sheriffs 4921

Sale for taxes 4931

Savings and Credit Unions 4891

Tenders 4916

Winding-Up Act 4905

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

LOIS du Québec
1971
STATUTES
OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

$20

Chapitres séparés des Statuts

Chacun des chapitres concernant les lois publiques des plus récents Statuts (statuts refondus 1964 et statuts annuels subséquents) peut être acheté séparément en tiré à part. Le prix en est déterminé par le nombre de pages, comme on le précise ci-dessous.

Separate chapters of Statutes

Reprints of all public acts appearing in the 1964 Revised or subsequent annual Statutes can be ordered separately. Prices, based on length, are given below.

4, 8, 12 p.	$ 0.35
16, 20 p.	$ 0.50
24, 28, 32, 36 p.	$ 0.75
40 à 64 p.	$ 1.00
68 à 96 p.	$ 1.25
100 à 132 p.	$ 1.50
136 à 172 p.	$ 1.75
180 à 200 p.	$ 2.00
224 à 272 p.	$ 2.25

Comptoirs de vente

QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél. : 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL :

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél. : 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél. : 379-2636

Librairie Poirier Enrg.
1505, rue Royale

SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.
Centre d'Achats Sherbrooke
2305, rue King ouest